

VILLE DE GENÈVE

**COMPTES 2014 PAR POLITIQUE PUBLIQUE
ET RAPPORT DE GESTION DU
CONSEIL ADMINISTRATIF**

INTRODUCTION

conformément à l'article 48 lettres d) et e) de la loi sur l'administration des communes (LAC), le conseil administratif a l'honneur de présenter au conseil municipal son rapport de gestion à l'appui des comptes de la ville de Genève pour l'exercice 2014.

La première partie de ce rapport s'attache à l'analyse financière des comptes 2014, détaillant notamment les principaux écarts constatés entre le budget voté par le conseil municipal et les comptes, chapitre par chapitre. un éclairage est ensuite porté sur la fiscalité. enfin, une attention particulière est donnée au compte des investissements et à son financement.

des informations financières, telles que les bilans, les délibérations, la récapitulation des amortissements et des investissements complètent cette partie.

Les volets 2 et 3 traitent des comptes par politique publique de la ville de Genève et des bilans de l'ensemble des départements pour l'exercice écoulé.

Les 2 dernières parties sont, quant à elles, dédiées au programme stratégique de développement durable et aux délégations du CA.

enfin, les annexes terminent ce rapport de gestion en proposant diverses informations statistiques.

TABLE DES MATIÈRES

1	SYNTHÈSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF	11	1
2	ANALYSE FINANCIÈRE	14	2
2.1	chiffres clés et principales évolutions	14	2.1
2.2	Informations financières	16	2.2
2.3	Analyse par chapitre	30	2.3
3	COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE VILLE DE GENÈVE	50	3
3.1	charges par politique publique	50	3.1
3.2	revenus par politique publique	51	3.2
3.3	comptes de fonctionnement par politique publique et chapitre comptable	54	3.3
3.4	comptes de fonctionnement par politique publique et département	56	3.4
3.5	ressources humaines	58	3.5
3.6	subventions par politique publique	59	3.6
3.7	services compétents	61	3.7
4	COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE DES DÉPARTEMENTS	74	4
4.1	Autorités	74	4.1
4.2	Finances et logement	88	4.2
4.3	constructions et aménagement	114	4.3
4.4	culture et sport	132	4.4
4.5	environnement urbain et sécurité	178	4.5
4.6	cohésion sociale et solidarité	198	4.6
5	PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	228	5
5.1	PSDD - suivi annuel 2011-2014 par objectif	228	5.1
6	DÉLÉGATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF	262	6
6.1	délégation genève ville solidaire (DGVS)	262	6.1
6.2	délégation à l'aménagement du territoire	269	6.2
7	ANNEXES	274	7
7.1	Présentations « légales »	274	7.1
7.2	grandes manifestations	282	7.2
7.3	gestion hôtelière	284	7.3
7.4	Lexique	286	7.4

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1	INVESTISSEMENTS 2014 PAR GROUPE SPÉCIFIQUE	21
FIGURE 2	COMPTES 2014, BUDGET 2014 ET COMPTES 2013, EN MILLIERS DE FRANCS	32
FIGURE 3	ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ET DU FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS	45
FIGURE 4	EXCEDENT / INSUFFISANCE DE FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS	45
FIGURE 5	ÉVOLUTION DE LA DETTE, EN MILLIONS DE FRANCS	46
FIGURE 6	CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE	52
FIGURE 7	REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE	53
FIGURE 8	POIDS DES CHARGES PAR CHAPITRE COMPTABLE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES, EN MILLIONS DE FRANCS	55
FIGURE 9	POIDS DES CHARGES DES POLITIQUES PUBLIQUES DANS LES DÉPARTEMENTS, EN MILLIONS DE FRANCS	57
FIGURE 10	POIDS DES SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE	60
FIGURE 11	RÉPARTITION DES SUBVENTIONS PONCTUELLES A21	108

SYNTHÈSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

1 SYNTHÈSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Les comptes 2014 présentent un excédent de 14.9 millions de francs, contre un budget juste à l'équilibre. ce constat est réjouissant dans un contexte qui connaît des rentrées fiscales en deça des prévisions. L'excellente maîtrise des charges associées à des revenus non budgétés (préfinancements, dividendes, accord extrajudiciaire, dons, etc.) ont permis de présenter ce résultat positif.

il convient de tempérer ce constat réjouissant dans un contexte de mutations importantes à venir pour les finances publiques suisses. La procédure de consultation relative à la troisième réforme de l'imposition des entreprises est arrivée à son terme. Le conseil fédéral devrait prochainement déposer son projet devant les chambres fédérales. A l'heure actuelle, les premières estimations de pertes fiscales consécutives à cette réforme pour la ville de Genève sont estimées à 63 millions de francs. Le conseil administratif suit attentivement l'évolution de ce dossier, dont les conséquences sont attendues pour le début de la prochaine décennie.

Les comptes 2014 sont à nouveau marqués par une fine maîtrise des charges. Les outils de pilotage mis en œuvre permettent à l'administration de respecter au plus juste les enveloppes budgétaires votées. Dans le même temps, la stratégie de gestion de la dette définie par le conseil administratif continue

de bénéficier d'une situation particulièrement favorable en termes de taux d'intérêts.

Les investissements réalisés en 2014 se sont avérés proches de l'enveloppe définie par le conseil municipal à 130 millions de francs. Les investissements nets ont ainsi atteint 123.4 millions de francs. un quart de ce montant a été consacré au domaine « culture et loisirs », avec la réalisation du nouveau musée d'ethnographie, la construction de dépôts de stockage d'œuvres d'art à Artamis, ou encore la rénovation de l'Alhambra. un autre quart a été consacré aux écoles, soit pour la rénovation d'établissements existants, soit pour l'acquisition de parcelles en vue de la construction d'une école.

2014 aura également vu le lancement du travail relatif à la répartition des tâches et compétences entre le canton et les communes. Le conseil administratif a salué cette démarche qui devrait aboutir à un élargissement des compétences communales, à la reconnaissance du statut de ville-centre de la ville de Genève et permettre ainsi d'améliorer les prestations aux habitants et habitantes. Il regrette toutefois vivement l'absence de concertation marquant les premiers travaux de cet important chantier et veillera à sauvegarder les intérêts de la commune.

ANALYSE FINANCIÈRE

2 ANALYSE FINANCIÈRE

2.1 CHIFFRES CLÉS ET PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

COMPTES 2013		BUDGET 2014	
COMPTE ADMINISTRATIF			
CHF		CHF	
charges	revenus	charges	revenus
	1'189'610'559.32		1'122'437'169
1'147'949'162.15		1'041'307'190	
76'850'007.01		80'986'157	
1'224'799'169.16	1'189'610'559.32	1'122'293'347	1'122'437'169
32'884'665.74	32'884'665.74	37'168'173	37'168'173
1'257'683'834.90	1'222'495'225.06	1'159'461'520	1'159'605'342
	35'188'609.84*	143'822	
1'257'683'834.90	1'257'683'834.90	1'159'605'342	1'159'605'342
dépenses	recettes	dépenses	recettes
108'122'268.49	20'211'652.47	100'000'000	
15'111'864.01	2'959'642.35	30'000'000	
	100'062'837.68		130'000'000
123'234'132.50	123'234'132.50	130'000'000	130'000'000
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS			
dépenses	recettes	dépenses	recettes
87'910'616.02		100'000'000	
12'152'221.66		30'000'000	
	73'354'455.90		77'506'791
	3'495'551.11		3'479'366
	-35'188'609.84		143'822
	41'661'397.17		81'129'979
	716'981.80		
	42'378'378.97		81'129'979
	57'684'458.71		48'870'021
100'062'837.68	100'062'837.68	130'000'000	130'000'000
VARIATION DE FORTUNE			
	13'839'178.32		22'493'209
	8'656'670.55		26'520'634
	-57'684'458.71		-48'870'021
-35'188'609.84*		143'822	
-35'188'609.84	-35'188'609.84	143'822	143'822

COMPTES 2014		
CHF		
Fonctionnement	charges	revenus
Revenus		1'132'264'891.18
Charges	1'038'273'867.85	
Amortissements	79'045'535.26	
Total net des charges et revenus	1'117'319'403.11	1'132'264'891.18
Imputations internes	36'710'481.97	36'710'481.97
Total brut des charges et revenus	1'154'029'885.08	1'168'975'373.15
Excédent de revenus (*charges)	14'945'488.07	
	1'168'975'373.15	1'168'975'373.15
investissements	Dépenses	Recettes
Investissements du patrimoine administratif	118'846'751.89	17'825'362.53
Investissements du patrimoine financier	23'347'818.13	1'009'613.98
Investissements nets		123'359'593.51
	142'194'570.02	142'194'570.02
	Dépenses	Recettes
Investissements nets du patrimoine administratif	101'021'389.36	
Investissements nets du patrimoine financier	22'338'204.15	
Amortissements du patrimoine administratif		72'628'699.06
Amortissements du patrimoine financier		6'416'836.20
Excédent de revenus du compte de fonctionnement		14'945'488.07
Autofinancement		93'991'023.33
Préfinancement sur patrimoine administratif		
Total financement des investissements		93'991'023.33
Insuffisance de financement		29'368'570.18
	123'359'593.51	123'359'593.51
Augmentation du patrimoine administratif		28'392'690.30
Augmentation du patrimoine financier		15'921'367.95
Insuffisance de financement		-29'368'570.18
Augmentation de la fortune (*diminution)	14'945'488.07	
	14'945'488.07	14'945'488.07

compte tenu du résultat de l'exercice 2014, la fortune au 31 décembre 2014 est de CHF 966'146'723.84

2.2 INFORMATIONS FINANCIÈRES

2.2.1 LISTE DES DÉPASSEMENTS DE CRÉDITS

dépassements de charges sur crédits budgétaires de fonctionnement

dépassements couverts par des crédits supplémentaires votés par le conseil municipal.

DATE	DPT	PR/PA	PP	GROUPE	MONTANT VOTÉ	
18.03	A	PR-931A	78	365	20'000.00	subv.annuelle projet de véhicule écologique biomobile
16.09	5	PR-1097	58	365	241'000.00	subvention à la Fondation Au cœur des grottes
08.10	5	PR-1079A	58	366	900'000.00	Aide financière aux habitants-e-s de la commune au revenu limité
					<u>1'161'000.00</u>	

total brut des dépassements

CHF 55'424'265.57

dépassements autorisés par des crédits supplémentaires votés par le conseil municipal

CHF 1'161'000.00

total net des dépassements

CHF 54'263'265.57

ces dépassements de charges sont plus que compensés par une économie de CHF 60'855'900.56 et une augmentation des revenus de CHF 9'370'031.15

2.2.2 PROJETS DE DÉLIBÉRATION

Le conseil administratif vous présente deux projets de délibération.

Le premier se rapporte aux dépassements de crédits budgétaires de fonctionnement.

Le deuxième a trait à l'approbation des comptes annuels de la ville de Genève et de son bilan établis au 31 décembre 2014.

DÉLIBÉRATION I

Le conseil municipal

vu l'article 30, lettre d), de la Loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;
vu les dépassements de charges sur les crédits budgétaires du présent rapport;
sur proposition du conseil administratif,

décide :

Article unique. - Il est ouvert au conseil administratif un crédit de CHF 54'263'265.57 pour couvrir les dépassements de charges sur les crédits budgétaires de fonctionnement.

DÉLIBÉRATION II

vu l'article 30, lettres d), e) et f), et 75, al. 2, de la Loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;
vu la liste des crédits supplémentaires mentionnés ci-dessus;
sur proposition du conseil administratif,

2.2

décide :

Article premier - compte de fonctionnement

Le compte de fonctionnement de la ville de Genève pour 2014 est approuvé pour les montants suivants :

charges	CHF	1'154'029'885.08
sous déduction des imputations internes de	CHF	36'710'481.97
soit un total des charges nettes de	CHF	1'117'319'403.11
revenus	CHF	1'168'975'373.15
sous déduction des imputations internes de	CHF	36'710'481.97
soit un total des revenus nets de	CHF	1'132'264'891.18
excédent de revenus	CHF	14'945'488.07

il est à mentionner que ces comptes comportent une dérogation au principe de spécialité temporelle pour les charges de fonctionnement relatives à l'acquisition de collections et de livres.

Article 2 - compte d'investissements

Le compte d'investissements 2014 est approuvé pour les montants suivants :

a) Patrimoine administratif

Dépenses	CHF	118'846'751.89
recettes	CHF	17'825'362.53
investissements nets	CHF	101'021'389.36

b) Patrimoine financier

Dépenses	CHF	23'347'818.13
recettes	CHF	1'009'613.98
investissements nets	CHF	22'338'204.15

c) total

Dépenses	CHF	142'194'570.02
recettes	CHF	18'834'976.51
investissements nets	CHF	123'359'593.51

Article 3 -Financement des investissements

Le financement des investissements est approuvé pour les montants suivants :

a) Patrimoine administratif

Investissements nets	CHF	101'021'389.36
Amortissements	CHF	72'628'699.06
Excédent de revenus de fonctionnement	CHF	14'945'488.07
Autofinancement	CHF	87'574'187.13
Insuffisance de financement	CHF	13'447'202.23

b) Patrimoine financier

Investissements nets	CHF	22'338'204.15
Amortissements (autofinancement)	CHF	6'416'836.20
Insuffisance de financement	CHF	15'921'367.95

c) Total

Investissements nets	CHF	123'359'593.51
Amortissements	CHF	79'045'535.26
Excédent de revenus de fonctionnement	CHF	14'945'488.07
Autofinancement	CHF	93'991'023.33
Insuffisance de financement	CHF	29'368'570.18

Article 4 -variation de la fortune

L'augmentation de la fortune, soit CHF 14'945'488.07 est approuvée; elle correspond à l'excédent de revenus du compte de fonctionnement.

Article 5 - bilan

Le bilan au 31 décembre 2014 est approuvé, totalisant tant à l'actif qu'au passif CHF 2'718'335'006.52 dans la composition suivante:

		2014	2013
Actifs			
patrimoine financier (natures 10 à 13) (Après déduction de CHF 136'100'433.57, provisions pour pertes sur débiteurs, nature 24)	CHF	1'519'471'273.41	1'460'420'240.38
patrimoine administratif (natures 14 à 17) (Après déduction de CHF 120'000.00, provision perte sur prêt, nature 24)	CHF	1'198'863'733.11	1'170'471'042.81
total de l'actif	CHF	2'718'335'006.52	2'630'891'283.19

		2014	2013
passifs			
engagements courants et passifs transitoires (natures 20 et 25)	CHF	132'474'466.82	85'120'913.98
dettes à court, moyen et long termes (natures 21 et 22)	CHF	1'510'000'000.00	1'490'000'000.00
engagements envers des entités particulières (nature 23)	CHF	75'355'506.48	76'486'560.93
provisions (nature 24)	CHF	5'137'636.59	4'425'704.30
engagements envers les financements spéciaux et les préfinancements (nature 28)	CHF	29'220'672.79	23'656'868.21
fortune nette (nature 29)	CHF	966'146'723.84	951'201'235.77
total du passif	CHF	2'718'335'006.52	2'630'891'283.19

Les engagements en faveur de tiers hors bilan s'élèvent au 31.12.2014 à CHF 315'293'102.00

2.2.3 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS

en francs

GROUPES SPÉCIFIQUES	DÉPENSES BRUTES	RECETTES DIVERSES	SUBVENTIONS	DÉPENSES NETTES (PF+PA)	%
1 logements	18'386'548.23		400'833.98	17'985'714.25	14.6%
2 industrie, artisanat, commerce	4'332'674.89		320'780.00	4'011'894.89	3.2%
3 écoles publiques	29'759'258.00			29'759'258.00	24.1%
4 culture et loisirs	41'075'785.57		9'479'127.84	31'596'657.73	25.6%
5 sports	3'154'682.01		184'700.40	2'969'981.61	2.4%
6 social	7'100'400.96	143'000.00	283'450.00	6'673'950.96	5.4%
7 sécurité publique	703'504.96			703'504.96	0.6%
8 hygiène et salubrité publique	16'449'265.95	5'085'017.79		11'364'248.16	9.2%
9 Aménagement du domaine privé vg	3'290'827.69		8'350.00	3'282'477.69	2.7%
10 Aménagement du domaine public	11'174'260.33	2'710'929.75		8'463'330.58	6.9%
11 Administration générale	6'174'052.72	101'500.00	25'221.75	6'047'330.97	4.9%
12 planification de l'aménagement local	593'308.71			593'308.71	0.5%
13 Acquisitions de terrains	0.00			0.00	0.0%
14 opérations financières	0.00			0.00	0.0%
15 divers et imprévus	0.00			0.00	0.0%
total pages vertes	142'194'570.02	8'040'447.54	10'702'463.97	123'451'658.51	100.0%
1) Hors pages vertes		92'065.00		-92'065.00	
total présentation générale	142'194'570.02	8'132'512.54	10'702'463.97	123'359'593.51	

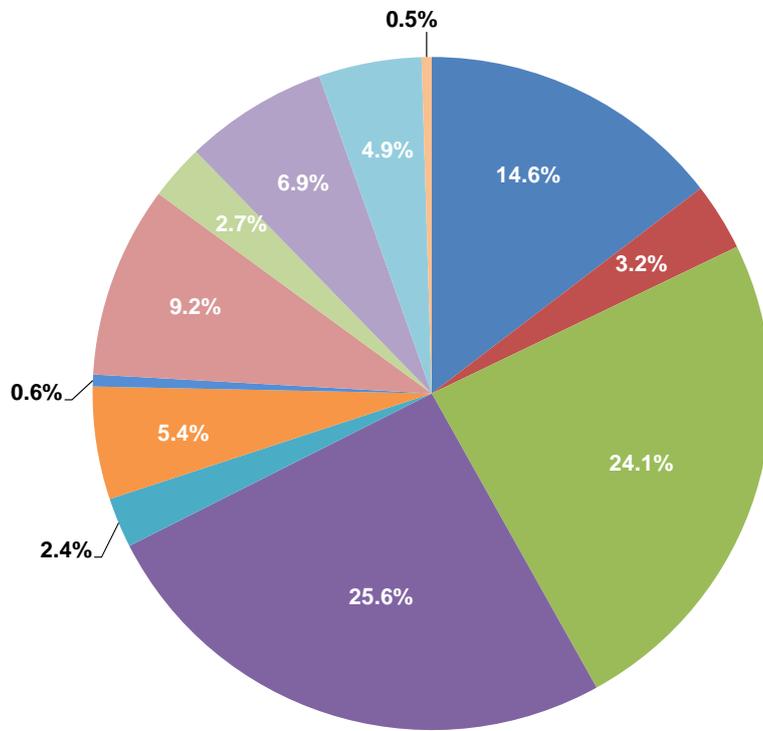
dépenses PA nettes 101'021'389.36

dépenses PF nettes 22'338'204.15

1) remboursement partiel du prêt consenti à la Fondation des parkings concernant le parking du Prieuré -92'065.00

Le détail des investissements se trouve dans la brochure « comptes 2014 par services ».

FIGURE 1 : INVESTISSEMENTS 2014 PAR GROUPE SPÉCIFIQUE



- 1 Logement
- 2 industrie, artisanat, commerce
- 3 écoles publiques
- 4 culture et loisirs
- 5 sports
- 6 social
- 7 sécurité publique
- 8 hygiène et salubrité publique
- 9 Aménagement du domaine privé vg
- 10 Aménagement du domaine public
- 11 Administration générale
- 12 Planification de l'aménagement local
- 13 Acquisitions de terrains

2.2.4 TABLEAU RÉCAPITULATIF DES AMORTISSEMENTS

en francs

Amortissements fonctionnement			Amortissements pages vertes		
AMORTISSEMENTS SELON IMMOBILISATION	AMORTISSEMENTS HORS PAGES VERTE	AMORTISSEMENT BUDGET DE FONCTIONNEMENT	GROUPES SPÉCIFIQUES	A CHARGE DES FONDS SPÉCIAUX	AMORTISSEMENTS PAGES VERTES
1'782'609.41			1 Logements	38'211.11	1'820'820.52
3'338'139.05			2 Industrie, artisanat, commerce		3'338'139.05
13'309'524.52			3 Écoles publiques		13'309'524.52
12'180'102.96			4 culture et loisirs		12'180'102.96
5'410'418.58			5 sports		5'410'418.58
3'728'489.39			6 social		3'728'489.39
2'787'338.30			7 sécurité publique		2'787'338.30
4'152'007.08			8 hygiène et salubrité publique		4'152'007.08
4'865'931.79			9 Aménagement du domaine privé vg		4'865'931.79
15'304'835.57			10 Aménagement du domaine public		15'304'835.57
8'985'140.39			11 Administration générale		8'985'140.39
0.00			12 Planification de l'aménagement local		0.00
191'239.39			13 Acquisitions de terrains		191'239.39
34'285.71			14 opérations financières		34'285.71
0.00			15 divers et imprévus		0.00
	718'072.78		1) régularisation taxes d'équipement (compte 280390)		
	2'257'400.34		2) régularisation taxes d'écoulement (compte 282390)		
76'070'062.14	2'975'473.12	79'045'535.26		38'211.11	76'108'273.25
72'628'699.06		72'628'699.06	PA		72'628'699.06
3'441'363.08	2'975'473.12	6'416'836.20	PF	38'211.11	3'479'574.19

Le détail des amortissements se trouve dans la brochure « comptes 2014 par service ».

2.2.5 BILANS RÉSUMÉS COMPARÉS

en francs

2.2

	2014	2013
TOTAL DES ACTIFS	2'718'335'006.52	2'630'891'283.19
patrimoine financier	1'519'471'273.41	1'460'420'240.38
10 disponibilités	15'387'811.24	33'477'991.58
11 Avoirs	330'140'655.71	274'555'093.88
12 Placements	1'116'683'613.71	1'100'893'189.57
13 Actifs transitoires	57'259'192.75	51'493'965.35
patrimoine administratif	1'198'863'733.11	1'170'471'042.81
14 investissements	970'962'889.65	946'882'749.65
15 Prêts et participations permanentes	215'384'201.25	210'835'279.58
16 subventions d'investissements	9'675'917.21	9'798'713.58
17 Autres dépenses à amortir	2'840'725.00	2'954'300.00

	2014	2013
TOTAL DES PASSIFS	2'718'335'006.52	2'630'891'283.19
Engagements	1'722'967'609.89	1'656'033'179.21
20 engagements courants	109'529'580.55	64'644'427.48
21 dettes à court terme	220'000'000.00	0.00
22 dettes à moyen et long terme	1'290'000'000.00	1'490'000'000.00
23 engagements envers entités particulières	75'355'506.48	76'486'560.93
24 provisions	5'137'636.59	4'425'704.30
25 passifs transitoires	22'944'886.27	20'476'486.50
Préfinancements et financements spéciaux	29'220'672.79	23'656'868.21
28 Préfinancements	28'884'217.32	22'586'646.51
28 Financements spéciaux	336'455.47	1'070'221.70
29 Fortune	966'146'723.84	951'201'235.77

Le détail du bilan au 31 décembre 2014 se trouve dans la brochure « comptes 2014 par service »

2.2.6 BILANS RÉSUMÉS COMPARÉS PAR GROUPE DE COMPTES

en francs		31.12.2014	31.12.2013	VARIATION		
				EN FRANCS	EN %	
1	ACTIF		2'718'335'006.52	2'630'891'283.19	87'443'723.33	3.32%
10	disponibilités		15'387'811.24	33'477'991.58	-18'090'180.34	-54.04%
100	caisses		239'753.15	190'400.32	49'352.83	25.92%
101	comptes de chèques postaux		11'422'358.64	30'288'164.31	-18'865'805.67	-62.29%
102	banques		3'674'965.20	2'959'080.00	715'885.20	24.19%
109	trésorerie en transit		50'734.25	40'346.95	10'387.30	25.74%
11	avoirs		330'140'655.71	274'555'093'.88	55'585'561.83	20.25%
110	avances de frais		25'239.65	15'490.05	9'749.60	62.94%
111	comptes courants		21'493'641.85	21'892'375.43	-398'733.58	-1.82%
112	impôts à encaisser		298'000'666.47	241'467'429.20	56'533'237.27	23.41%
115	autres débiteurs		10'334'955.09	10'953'913.51	-618'958.42	-5.65%
119	autres créances		286'152.65	225'885.69	60'266.96	26.68%
12	placements		1'116'683'613.71	1'100'893'189.57	15'790'424.14	1.43%
121	actions et parts sociales		31'678'807.00	33'328'156.00	-1'649'349.00	-4.95%
122	prêts		8'943.70	7'477.40	1'466.30	19.61%
123	immeubles		1'027'783'532.31	1'009'227'396.43	18'556'135.88	1.84%
124	meubles, machines, véhicules		9'513.04	12'684.06	-3'171.02	-25.00%
125	marchandises en stock		5'425'442.50	4'999'044.38	426'398.12	8.53%
129	autres placements		51'777'375.16	53'318'431.30	-1'541'056.14	-2.89%
13	actifs transitoires		57'259'192.75	51'493'965.35	5'765'227.40	11.20%
130	intérêts		2'250.00	1'300.00	950.00	73.08%
132	assurances		16'627.05	44'073.85	-27'446.80	-62.27%
135	frais chauffage		5'372'658.42	5'788'765.54	-416'107.12	-7.19%
139	autres actifs transitoires		51'867'657.28	45'659'825.96	6'207'831.32	13.60%
14	investissements		970'962'889.65	946'882'749.65	24'080'140.00	2.54%
140	terrains non bâtis		46'211'265.10	48'261'152.39	-2'049'887.29	-4.25%
141	ouvrages génie civil		378'138'622.00	373'975'905.78	4'162'716.22	1.11%
143	terrains bâtis		512'315'832.82	491'218'250.55	21'097'582.27	4.29%
145	forêts		2'676'382.01	1'577'904.75	1'098'477.26	69.62%
146	meubles, machines, véhicules		22'144'041.70	22'659'481.14	-515'439.44	-2.27%
149	autres biens		9'476'746.02	9'190'055.04	286'690.98	3.12%
15	prêts et participations permanentes		215'384'201.25	210'835'279.58	4'548'921.67	2.16%
152	communes		10'002.00	10'002.00	0.00	0.00%
153	propres établissements		30'514'374.34	25'873'387.67	4'640'986.67	17.94%
154	sociétés d'économie mixte		184'295'243.08	184'387'308.08	-92'065.00	-0.05%
155	institutions privées		4.00	4.00	0.00	0.00%
157	étranger		564'577.83	564'577.83	0.00	0.00%
16	subventions d'investissements		9'675'917.21	9'798'713.58	-122'796.37	-1.25%
161	crédits d'invest. subv. cantons		6'918'021.00	7'302'355.50	-384'334.50	-5.26%
162	crédits d'invest. subv. communes		319'266.40	400'000.00	-80'733.60	-20.18%
163	crédits d'invest. propres établissements		354'680.00	445'000.00	-90'320.00	-20.30%
164	crédits d'invest. subv. stés mixtes		844'337.81	410'218.08	434'119.73	105.83%
165	créd. d'inv. subv. instit. privées		1'239'612.00	1'241'140.00	-1'528.00	-0.12%
17	autres dépenses à amortir		2'840'725.00	2'954'300.00	-113'575.00	-3.84%
170	divers crédits d'investissement		2'840'725.00	2'954'300.00	-113'575.00	-3.84%

en francs		31.12.2014		31.12.2013		VARIATION	
						EN FRANCS	EN %
2	PASSIF		2'718'335'006.52		2'630'891'283.19	87'443'723.33	3.32%
20	engagements courants		109'529'580.55		64'644'427.48	44'885'153.07	69.43%
200	créanciers	39'838'475.23		40'070'444.57		-231'969.34	-0.58%
201	dépôts	150'348.00		154'960.30		-4'612.30	-2.98%
204	subventions à verser	5'889'372.10		5'563'810.69		325'561.41	5.85%
206	comptes courants	56'329'665.57		11'550'821.59		44'778'843.98	387.67%
209	autres engagements	7'321'719.65		7'304'390.33		17'329.32	0.24%
21	dettes à court terme		220'000'000.00		0.00	220'000'000.00	100.00%
210	banques	80'000'000.00		0.00		80'000'000.00	100.00%
211	collectivités publiques	115'000'000.00		0.00		115'000'000.00	100.00%
212	entreprises publiques	25'000'000.00		0.00		25'000'000.00	100.00%
22	dettes à moyen et long terme		1'290'000'000.00		1'490'000'000.00	-200'000'000.00	-13.42%
221	reconnaisances de dettes	790'000'000.00		990'000'000.00		-200'000'000.00	-20.20%
223	emprunts par obligations	500'000'000.00		500'000'000.00		0.00	0.00%
23	engagements envers des entités particulières		75'355'506.48		76'486'560.93	-1'131'054.45	-1.48%
233	Fonds spéciaux	28'176'327.26		28'019'728.78		156'598.48	0.56%
234	Fonds pour risques non assurés	32'678'819.39		32'333'108.65		345'710.74	1.07%
235	Autres fonds	14'410'986.36		15'893'179.10		-1'482'192.74	-9.33%
237	Fonds de recherche	89'373.47		240'544.40		-151'170.93	-62.85%
24	provisions		5'137'636.59		4'425'704.30	711'932.29	16.09%
240	comptes de fonctionnement	5'104'616.81		4'422'505.25		682'111.56	15.42%
241	comptes d'investissement	33'019.78		3'199.05		29'820.73	932.17%
25	passifs transitoires		22'944'886.27		20'476'486.50	2'468'399.77	12.05%
250	Intérêts courus sur dette publique	3'883'115.29		1'923'435.60		1'959'679.69	101.88%
251	Loyers encaissés d'avance	4'844'012.26		4'503'334.65		340'677.61	7.57%
259	Autres passifs transitoires	14'217'758.72		14'049'716.25		168'042.47	1.20%
28	Préfinancements et financements spéciaux		29'220'672.79		23'656'868.21	5'563'804.58	23.52%
280	Préfin.travaux équipement	7'979'622.45		5'579'104.22		2'220'518.23	38.56%
282	Préfin.tax.e d'écoulement	8'455'245.25		4'051'906.80		4'403'338.45	108.67%
283	Préfin.construction abris PC	1'299'179.25		1'244'709.25		54'470.00	4.38%
285	Préfin.relance économique	640'504.68		640'504.68		0.00	0.00%
286	Financements spéciaux divers	336'455.47		1'070'221.70		-733'766.23	-68.56%
287	Préfinancements de tiers	10'509'665.69		10'890'421.56		-380'755.87	-3.50%
29	fortune nette		966'146'723.84		951'201'235.77	14'945'488.07	1.57%
	solde au 01.01.2014 / 2013	951'201'235.77		986'389'845.61		-35'188'609.84	
	excédent de charges / revenus total :						
	- 2014 / 2013	14'945'488.07		-35'188'609.84		50'134'097.91	

2.2.7 ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2014

1. principes et méthodes comptables

Les comptes sont établis selon le plan comptable des communes genevoises.

2. placements d'excédents de trésorerie

il n'y avait aucun placement en cours à la clôture des comptes 2014.

3. emprunts et instruments de couverture

- a) La ville de Genève utilise des instruments financiers dans le but de réduire l'exposition aux fluctuations des taux d'intérêt. Il s'agit de couvertures parfaites ; ces instruments ne sont donc pas valorisés au bilan et les intérêts sont compensés avec les intérêts des sous-jacents.
- b) Le détail des emprunts et instruments financiers se trouve dans le tableau de la dette consolidée.
- c) Le swap issu du swaption, dont l'option a été exercée en avril 2014, a été annulé le 16 mars 2015 avec effet au 6 novembre 2014. Le solde de la prime relative à la vente du contrat de swaption a été utilisé dans le cadre de l'annulation de ce swap. Il est remplacé par un nouveau swap avec effet au 19 mars 2015 échangeant un taux Libor 6 mois par un taux fixe de 2.055% sur un notionnel de 100 millions arrivant à échéance le 19 mars 2032.
- d) une prime de sortie sur un swap au taux fixe de 2.81% sur 100 millions du 19/03/2007 au 19/03/2032 a été exercée en 2013. cette prime d'un montant de CHF 20'727'438.89 a été répartie sur la durée restante de l'emprunt sur lequel le swap était adossé, soit du 19/03/2013 au 19/03/2032.
- e) Les intérêts courus sont comptabilisés mensuellement.

4. cautionnements, garanties, gages en faveur de tiers, autres engagements conditionnels

- a) Des garanties de loyer ont été émises par le service social pour un montant de CHF 7'337.- en faveur de quatre régies.
- b) Le conseil administratif est autorisé à ouvrir une ligne de crédit de 5 millions en faveur de la Fondation de la ville de Genève pour le logement social, ainsi que de lui octroyer des cautions simples rémunérées annuellement à hauteur de 0.125% du montant garanti, celles-ci ne devant pas excéder un montant de CHF 100 millions. cette ligne de crédit n'a pas été utilisée en 2014.
- c) sur la base de la PR-998, le conseil municipal a, notamment, approuvé le 22 janvier 2013 la création d'une Fondation de droit public ayant pour but d'assurer la prévoyance professionnelle du personnel de la ville de Genève, des services industriels de Genève et des communes affiliées.

selon l'article 9 de cette proposition, le conseil municipal approuve que la ville de Genève garantisse les engagements de prévoyance de la caisse de prévoyance interne « proportionnellement aux engagements de prévoyance dus à ses assuré-e-s actifs/ves et pensionné-e-s et aux engagements qui la concernent, prévus à l'article 5, alinéa 3, lettres c et d des statuts de la CAP. cette garantie sera mentionnée en pied de bilan ».

La part non couverte des engagements de prévoyance relative aux assuré-e-s et pensionné-e-s ville de Genève s'élève à CHF 315'165'013.70 au 1.1.2014.

5. engagements découlant d'un contrat de leasing non portés au bilan

- a) Le contrat de leasing, signé avec UBS Leasing SA, pour des sanitaires autonettoyants, est échu en 2014. ceux-ci ont pu faire l'objet d'un rachat pour un montant de CHF 4'528.15.
- b) L'échéance du contrat de leasing, signé avec UBS Leasing SA, pour un système de mise sous pli est fixée en 2017. Le solde des mensualités à payer au 31.12.2014 est de CHF 54'390. Le contrat ne prévoit pas de valeur de reprise à l'échéance.
- c) L'échéance du contrat de leasing, signé avec Grenkeleasing SA, pour un système de machine à piquer dans le pli est fixée en 2019. Le solde des mensualités à payer au 31.12.2014 est de CHF 66'361.30. Le contrat ne prévoit pas de valeur de reprise à l'échéance.

6. valeur intrinsèque des immeubles du patrimoine financier

La valeur intrinsèque, comprenant les bâtiments et les terrains, sous réserve des chantiers en cours, se monte à CHF 1'873 mio.

Elle représente la valeur de remplacement, à savoir la valeur de reconstruction de l'immeuble dans son état actuel.

La valeur nette comptable de ces immobilisations figure à l'actif du bilan pour un montant total de CHF 1.027 milliard.

Le cas échéant, les amortissements sont comptabilisés conformément aux délibérations du conseil municipal.

7. valeur d'assurance incendie des immobilisations

La valeur d'assurance pour la couverture des incendies est de CHF 5.4 milliards, soit :

CHF 4.0 milliards pour l'ensemble des bâtiments ;
CHF 1.4 milliard pour les biens meubles y compris les collections.

La valeur nette comptable des immobilisations portées au bilan couvertes par cette police (voir les postes avec lettre a)) est de CHF 1.5 milliard.

en francs

GROUPE	LIBELLÉ	SOLDE AU 31.12.2014
123	immeubles	947'323'742.98
129	Autres placements	51'777'375.16
143	terrains bâtis	512'315'832.82
146	meublier, machines, véhicules	22'144'041.70
149	Autres biens	1.00
total		1'533'560'993.66

8. provisions et transitoires

a) Le seuil de comptabilisation des provisions et transitoires a été porté de CHF 1'000.- à CHF 10'000.-, exceptions faites :

- des subventions qui sont comptabilisées dès le premier franc ;
- des travaux suivis par la DPBA pour lesquels le seuil a été appliqué par objet et par nature comptable ;
- des travaux suivis par la GIM pour lesquels le seuil a été appliqué par nature comptable.

b) Acquisitions de collections et livres en 2014

en francs

NO COMPTE	INTITULÉ	SOLDE	ATTRIBUTIONS À	PRÉLÈVEMENT	SOLDE
		01.01.2014	LA PROVISION	DÉPENSES	31.12.2014
240500 à 240501	Provision acquis. Jardin botanique	43'772.52	0.00	79.84	43'692.68
240510 à 240570	Provision acquis. M.A.H. et filiales	252'235.81	5'083.81	173'000.38	84'319.24
240601	Provision acquis. Muséum	14'694.14	69'840.77	66'380	18'154.91
240610 à 240611	Provision acquis. Biblio. municipales	224'340.34	42'548.44	0.00	266'888.78
240621	Provision acquis. Musée voltaire	2'564.87	0.00	2'564.87	0.00
240650	Provision acquis. Musée du S.I.S.	40'246.30	0.00	0.00	40'246.30
total		577'853.98	117'473.02	242'025.09	453'301.91

ces comptes enregistrent la part non dépensée ou l'excédent de dépense par rapport au budget de fonctionnement pour l'achat de collections et de livres.

ces reports de crédit sont en dérogation avec le principe de spécialité temporelle. Avec l'accord du canton de Genève, l'approbation des comptes par le conseil municipal entérine cette manière de procéder.

c) Provisions pour impôts et taxe professionnelle communale

en francs

NO COMPTE	INTITULÉ	SOLDE	ATTRIBUTIONS À	DISSOLUTION	SOLDE
		01.01.2014	LA PROVISION	DE PROVISION	31.12.2014
240001	Provision déb. centimes additionnels	101'656'000.00	5'876'000.00	0.00	107'532'000.00
240290	Provision débiteurs taxe prof.	5'624'882.30	188'950.97	0.00	5'813'833.27
240291	Provision trop encaissé taxe prof.	75'721.00	1'556'019.00	0.00	1'631'740.00
total		107'356'603.30	7'620'969.97	0.00	114'977'573.27

Le poste 112000 « centimes additionnels, reliquat » est provisionné à concurrence de 30%. ce taux est recommandé dans un courrier du conseil d'état adressé à l'Association des communes genevoise daté du 28 juin 1996.

d) Autres provisions

Les vacances non prises au 31 décembre 2014 ne font l'objet d'aucune provision.

seules les heures supplémentaires validées par les départements concernés et le directeur général de l'administration municipale font l'objet d'une provision ou d'un transitoire.

9. Évaluation de certains postes du bilan

a) 112 « Impôts à encaisser »

La production de la taxe professionnelle résulte de la comptabilisation des bordereaux de taxations établis au cours de l'exercice. Les bordereaux de taxe professionnelle, encore ouverts au 31 décembre 2014 et qui font l'objet d'une procédure de poursuites, de mise en liquidation, de sursis concordataire, de faillite ainsi certains dossiers en suspens (par exemple les contribuables dont l'adresse fait défaut) sont provisionnés pour leur totalité.

b) 115 Autres débiteurs

Les factures ouvertes, dont la date est antérieure au 1er octobre 2014, font l'objet, pour leur totalité, d'une provision pour débiteurs douteux, ainsi que les factures datées entre le 1er octobre 2014 et le 31 décembre 2014 pour autant qu'elles aient fait l'objet de rappels.

c) 121 « Actions et parts sociales » (patrimoine financier)

Les titres cotés sont portés au bilan à leur valeur de marché au 31 décembre 2014.
Les titres non cotés sont évalués à leur valeur d'acquisition.

d) 125 « Marchandises et approvisionnement »

Les stocks de fluide sont évalués au prix du marché ou au coût moyen pondéré (CMP), respectivement au plus bas des deux.

Les autres stocks sont évalués au CMP ou au prix d'achat.

e) 14 « Investissements » (140 à 149)

Les immobilisations sont amorties selon la méthode linéaire en fonction des durées/taux d'amortissement ressortissant de l'article 34 RAC.

Dès l'exercice 2014, les préfinancements sont considérés comme des recettes d'investissement et comptabilisés en diminution des dépenses d'investissement. Ce changement de méthode n'a pas eu d'impact sur le résultat 2014.

f) 15 « Prêts et participations permanentes » (152 à 157 Patrimoine administratif)

Ces titres et participations apparaissent au bilan à leur valeur d'acquisition, sous déduction d'amortissements éventuels.

10. Attribution au fonds municipal d'art contemporain

Basées sur les délibérations du conseil municipal relatives aux crédits d'investissements alloués pour les travaux de construction, de rénovation et de restauration des édifices et des installations sportives propriété de la ville de Genève, ainsi que des ponts, les attributions au FMAC sont comptabilisées dans les immobilisations concernées figurant à l'actif du bilan d'une part et d'autre part, dans le compte 235460 « Fonds art contemporain ». Les prélèvements dans le fonds sont effectués directement dans ce compte.

11. Indications sur l'évaluation des risques

Une analyse des risques a été effectuée dans le cadre de la mise en œuvre du SCI.

12. Fortune et mouvements des fonds spéciaux

Les règles d'évaluation des titres mentionnées sous le point 9 s'appliquent également aux titres appartenant aux fonds spéciaux (groupe 233).

Le détail des fonds spéciaux se trouve dans la brochure « Comptes 2014 par services ».

2.3 ANALYSE PAR CHAPITRE

2.3.1 COMPTES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE

Au vu du niveau des charges de fonctionnement et leur écart au budget, les comptes laissent apparaître des économies réalisées par les services. En neutralisant les variations de provisions, les gratuités ainsi que la contribution extraordinaire à CAP Prévoyance en 2013, les charges nettes 2014 s'inscrivent en augmentation de 0.3% par rapport aux comptes 2013.

S'agissant des revenus (hors imputations internes), ils sont constitués à 76.4% de revenus fiscaux. En 2014, le produit des impôts se révèle inférieur aux montants budgétés (-19.0 mios). Si l'on tient compte des correctifs liés aux années antérieures d'un montant de 5.7 mios, on constate que la production cumulée des impôts sur les personnes physiques et les personnes morales est inférieure aux estimations portées au budget de fonctionnement de 24.7 mios. Dans le même temps, la taxe professionnelle a juste atteint 118.1 mios, soit 0.1 mio de plus que le montant budgété. Une analyse détaillée des rentrées fiscales est proposée sous une section spécifique, intitulée évolution de la fiscalité.

Enfin, le niveau des investissements nets réalisés en 2014 s'élève à 123.4 mios, inférieur de 6.6 mios par rapport au montant inscrit dans le budget. Ces éléments sont repris en détail sous le point 5. Les investissements ne sont pas autofinancés, les comptes 2014 révèlent une insuffisance de financement de 29.4 mios bien que les prévisions anticipaient un déficit de financement à hauteur de 48.9 mios.

tableau résumé du compte de fonctionnement 2014 comparé au budget 2014 et aux comptes 2013

en millions de francs		C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
REVENUS								
Impôts (chapitre 40)		865.6	884.6	921.8	- 19.0	- 2.1%	- 56.2	- 6.1%
Revenus des biens (chapitre 42)		161.8	152.8	169.5	+ 9.0	+ 5.9%	- 7.7	- 4.5%
Revenus divers (chapitre 43)		57.1	43.3	54.2	+ 13.7	+ 31.6%	+ 2.8	+ 5.2%
Parts et contributions (chapitre 44)		1.7	1.5	1.8	+ 0.3	+ 20.5%	- 0.0	- 2.1%
Dédommagements de coll. publiques (chapitre 45)		30.7	28.2	29.3	+ 2.5	+ 8.9%	+ 1.4	+ 4.6%
Subventions et allocations (chapitre 46)		13.8	12.0	12.6	+ 1.8	+ 15.0%	+ 1.2	+ 9.4%
Subventions redistribuées (chapitre 47)		1.0	0.1	0.1	+ 0.9	+ 1266.1%	+ 0.9	+ 666.8%
total		1'132.3	1'122.4	1'189.6	+ 9.8	+ 0.9%	- 57.3	- 4.8%
CHARGES								
charges de personnel (chapitre 30)		459.5	465.9	579.2	- 6.4	- 1.4%	- 119.6	- 20.7%
Biens, services et marchandises (chapitre 31)		201.1	207.0	194.9	- 5.8	- 2.8%	+ 6.2	+ 3.2%
Intérêts passifs (chapitre 32)		20.9	25.5	19.3	- 4.6	- 18.1%	+ 1.6	+ 8.4%
Pertes sur débiteurs (chapitre 33)		21.2	14.5	24.9	+ 6.7	+ 45.9%	- 3.8	- 15.1%
contributions à d'autres collectivités (chapitre 34)		34.5	35.8	42.9	- 1.3	- 3.6%	- 8.4	- 19.5%
dédommagements à des coll. publ. (chapitre 35)		52.0	50.6	50.8	+ 1.4	+ 2.7%	+ 1.2	+ 2.3%
subventions et allocations à des tiers (chapitre 36)		248.1	242.0	235.9	+ 6.1	+ 2.5%	+ 12.2	+ 5.2%
subventions redistribuées (chapitre 37)		1.0	0.1	0.1	+ 0.9	+ 1266.1%	+ 0.9	+ 666.8%
Attributions à des financements spéciaux (chapitre 38)		0.0	0.0	0.0	+ 0.0	-	- 0.0	- 100.0%
total		1'038.3	1'041.4	1'147.9	- 3.0	- 0.3%	- 109.7	- 9.6%
AMORTISSEMENTS ET INVESTISSEMENTS								
Amortissements ordinaires et extraordinaires		79.0	81.0	76.9	- 1.9	- 2.4%	+ 2.2	+ 2.9%
Investissements nets		123.4	130.0	100.1	- 6.6	- 5.1%	+ 23.3	+ 23.3%
COMPTES DE FONCTIONNEMENT ET DE FINANCEMENT								
excédent des comptes de fonctionnement		14.9	0.1	-35.2			-	-
excédent/insuffisance de financement		-29.4	-48.9	-57.7			-	-

2.3.2 ÉCARTS PAR CHAPITRE

synthèse des principaux éléments constituant les écarts entre les comptes et le budget 2014 (en millions de francs)

Écarts sur les revenus

revenus fiscaux

impôts personnes morales	+14.2 mios
dont -0.1 mio de report d'années précédente	
impôts personnes physiques	-34.3 mios
dont +5.8 mios de report années précédentes	
Fonds de péréquation PM	+1.0 mio
taxe professionnelle	+0.1 mio

Autres revenus

revenus de gratuités	+6.6 mios
préfinancement de tiers	+3.9 mios
« Frais de routes »	+2.2 mios
Prestations pers. investissements	+ 2.1 mios
Dividendes (ATMB)	+ 2.1 mios
Accord extrajudiciaire	+ 2.0 mios
contributions reçues MAH	+ 1.6 mio
redevances utilisation DP	-2.0 mios
Intérêts intercalaires	-2.1 mios

Écarts sur les charges

provisions

provision pour reliquat	+5.7 mios
taxe professionnelle	+1.7 mio
gérance immobilière municipale	-1.1 mio

Pertes

Actions au porteur BCGE	+1.6 mio
centimes additionnels	-1.1 mio

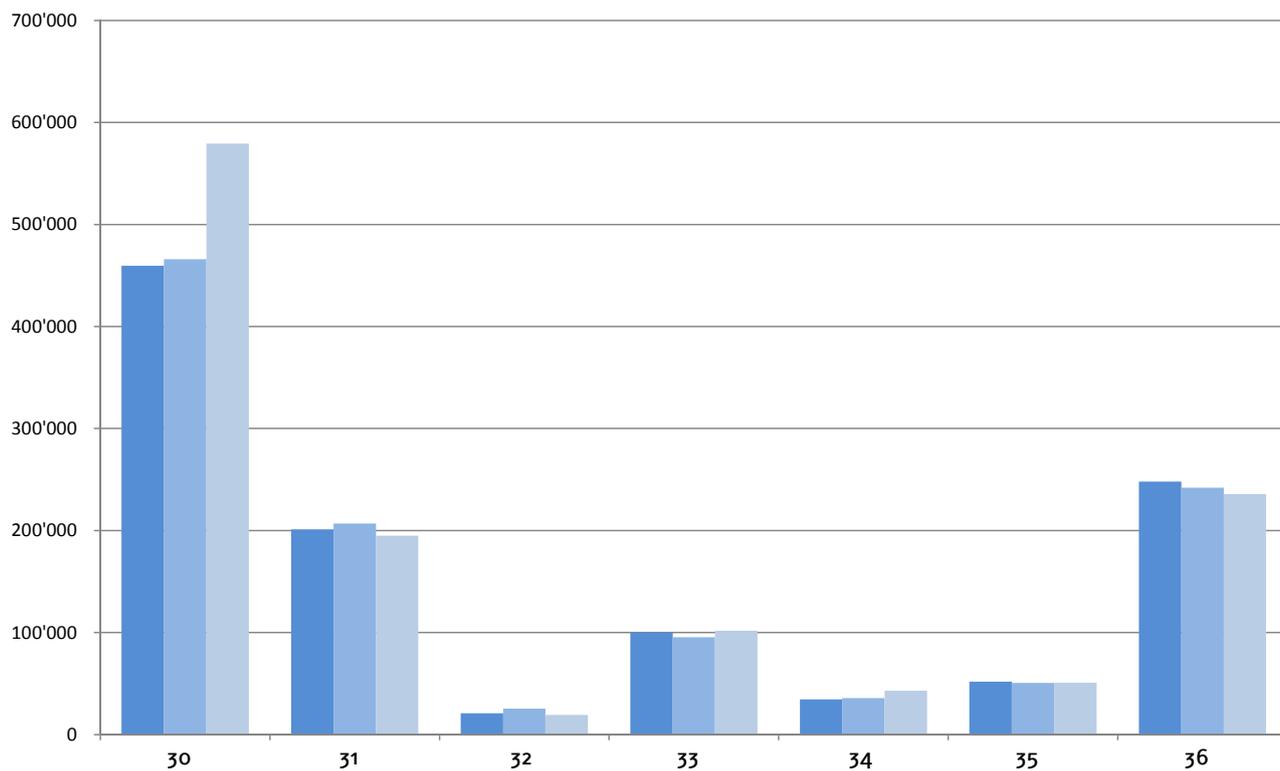
Autres charges

gratuités	+6.6 mios
salaires employé-e-s	- 9.4 mios
cotisations CAP Prévoyance	-2.0 mios
salaires auxiliaires	+6.9 mios
entretien des routes	- 2.2 mios
Amortissements	+1.9 mio
Intérêts sur emprunts	- 4.6 mios
« Frais de police »	+2.2 mios

2.3

FIGURE 2 : COMPTES 2014, BUDGET 2014 ET COMPTES 2013, EN MILLIERS DE FRANCS

- comptes 2014
- Budget 2014
- comptes 2013



- 30 charges de personnel
- 31 biens, services et marchandises
- 32 intérêts passifs
- 33 Amortissements
- 34 contributions à d'autres collectivités
- 35 dédommagements à des collectivités publiques
- 36 subventions accordées

Analyse des principaux écarts des revenus

chapitre 40 : impôts (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
865.6	884.6	921.8	- 19.0	- 2.1%	- 56.2	- 6.1%

2.3

Les écarts entre les comptes 2014 et, respectivement, le budget 2014 et les comptes 2013 pour les différents groupes du chapitre 40 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2014	(B 2014)	(C 2013)
400	impôts sur le revenu et la fortune	558.0	- 34.3	- 21.9
401	impôts sur le bénéfice et le capital	171.1	+ 14.2	- 25.1
406	impôts sur les chiens	0.4	+ 0.1	+ 0.1
408	Fonds de péréquation financière intercommunale	18.1	+ 1.0	- 1.3
409	taxe professionnelle communale	118.1	+ 0.1	- 7.9

L'analyse de l'évolution de la fiscalité est détaillée, pour chaque catégorie d'impôts dans un chapitre spécifique du présent rapport.

chapitre 42 : revenus des biens (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
161.8	152.8	169.5	+ 9.0	+ 5.9%	- 7.7	- 4.5%
-42.5	-36.4	-40.0	- revenus de gratuités			
119.3	116.4	129.4	+ 2.9	+ 2.5%	- 10.1	- 7.8%

Les revenus des biens sont supérieurs au budget 2014 mais inférieurs aux comptes 2013.

Les écarts entre les comptes 2014 et respectivement le budget 2014 et les comptes 2013 pour les principaux groupes du chapitre 42 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2014	(B 2014)	(C 2013)
420	avoirs à vue	0.0	- 0.1	- 0.1
421	créances	1.0	- 2.0	- 1.3
422	capitaux du patrimoine financier	1.4	- 0.1	- 0.0
423	immeubles du patrimoine financier	84.0	+ 1.3	- 1.7
424	gains comptables sur placements patrimoine financier	0.0	+ 0.0	- 2.8
426	participation permanente du patrimoine administratif	6.4	+ 2.1	+ 1.1
427	immeubles du patrimoine administratif	67.4	+ 6.6	- 3.2
429	Autres revenus	1.4	+ 1.1	+ 0.4

chapitre 42 : revenus des biens (suite)

Éléments d'explication (par rapport au budget 2014)

- + 6.1 mios pour les revenus liés aux gratuités
- + 2.1 mios pour les dividendes (ATMB)
- + 1.2 mio pour les loyers du patrimoine administratif
- + 1.1 mio pour les loyers du patrimoine financier
- + 0.9 mio pour les rentes foncières
- + 0.9 mio pour l'encaissement de créances amorties
- + 0.5 mio pour les redevances et prestations SGA
- - 2.0 mios pour les redevances d'utilisation du domaine public
- - 2.1 mios pour les intérêts intercalaires

chapitre 43 : revenus divers (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
57.1	43.3	54.2	+ 13.7	+ 31.6%	+ 2.8	+ 5.2%
-2.9	-2.4	-3.0	- revenus de gratuités			
54.2	40.9	51.3	+ 13.2	+ 32.3%	+ 2.9	+ 5.6%

Les revenus divers sont en nette hausse par rapport au budget 2014, et en légère baisse par rapport aux comptes 2013.

Les écarts entre les comptes 2014 et respectivement du budget 2014 et des comptes 2013 pour les principaux groupes du chapitre 43 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2014	(B 2014)	(C 2013)
431	Émoluments administratifs	2.0	+ 0.1	+ 0.0
434	redevances d'utilisation et prestations de service	30.4	+ 4.8	+ 0.3
435	ventes de marchandises	3.1	+ 0.3	+ 0.1
436	dédommagements de tiers	10.1	+ 3.5	- 0.2
437	amendes	2.0	+ 0.3	+ 0.3
438	prestations effectuées par le personnel (invest.)	6.2	+ 2.2	+ 0.6
439	Autres contributions	3.3	+ 2.5	+ 1.7

Éléments d'explication (par rapport au budget 2014)

- + 3.9 mios pour des préfinancements de tiers
- + 2.1 mios pour les prestations du personnel en faveur des investissements
- + 2.0 mios pour un accord extrajudiciaire
- + 1.6 mio pour des contributions reçues par le MAH
- + 1.2 mio pour des remboursements d'assurance
- + 0.5 mio pour des honoraires de régie GIM
- + 0.5 mio pour les revenus liés aux gratuités
- + 0.5 mio pour des différences TVA

chapitre 44 : parts et contributions (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
1.7	1.5	1.8	+ 0.3	+ 20.5%	0	- 2.1%

Les parts et contributions sont liées aux rétrocessions cantonales au sis des participations des assurances aux frais de prévention et le produit des droits sur les ventes volontaires aux enchères publiques. L'écart constaté avec le budget provient à part égale de ces deux éléments.

chapitre 45 : dédommagements de collectivités publiques (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
30.7	28.2	29.3	+ 2.5	+ 8.9%	+ 1.4	+ 4.6%

Les dédommagements de collectivités publiques sont composés de la subvention cantonale aux frais de routes prévue par l'art. 20 LRoutes, (budgétés à hauteur de 15.0 mios, comptabilisés pour 17.2 mios), de la participation des communes aux frais de fonctionnement du sis (10.8 mios) et du bibliobus (1.0 mio).

chapitre 46 : subventions acquises (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
13.8	12.0	12.6	+ 1.8	+ 15.0%	+ 1.2	+ 9.4%

Éléments d'explication (par rapport au budget 2014)

- + 0,6 mio de dons non budgétés au musée d'art et d'histoire
- + 0,4 mio de dons non budgétés au SEVE
- + 0,2 mio de subventions de la confédération à la création de places de crèches
- + 0,3 mio de subventions par des tiers au département de la culture et du sport

Analyse des principaux écarts des charges

chapitre 30 : charges de personnel (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
459.5	465.9	579.2	- 6.4	- 1.4%	- 119.6	- 20.7%

Les charges de personnel présentent un non-dépensé par rapport au budget de 6.4 mios. ces charges ont même très légèrement diminué par rapport aux comptes 2013, neutralisation faite de la contribution extraordinaire à CAP Prévoyance. cette stabilité apparente s'explique par la fin de l'amortissement d'une prise en charge passée de l'indexation des rentes de la CAP pour 3.2 mios en 2013 et par la réduction de charges induites par le transfert du personnel de CAP Prévoyance pour 3.5 mios. L'entrée en vigueur du nouveau plan de prévoyance de CAP Prévoyance au 1er janvier 2014 a induit de nombreux départs en retraite à fin 2013, entraînant un nombre de postes vacants temporairement accru, expliquant pour partie l'écart de charges constatés par rapport au budget.

Les écarts entre les comptes 2014 et, respectivement, le budget 2014 et les comptes 2013 pour les différents groupes du chapitre 30 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2014	(B 2014)	(C 2013)
300	Autorités et commissions	1.8	- 0.3	+ 0.0
301	traitement du personnel	362.9	- 2.5	+ 2.9
303	Assurances sociales	31.0	+ 0.1	+ 1.6
304	caisse de pensions et prévoyance	45.2	- 2.0	- 120.3
305	Assurances maladie et accident	7.8	- 0.8	- 0.3
306	prestations en nature	2.2	- 0.4	- 0.1
307	prestations aux pensionnés	2.3	- 0.1	- 3.0
308	personnel intérimaire	2.5	+ 0.6	- 0.1
309	Autres charges de personnel	3.8	- 1.0	- 0.3

Éléments d'explication (par rapport au budget 2014)

- + 6.9 mios pour les salaires pour du personnel auxiliaire
- + 0.8 mio pour les heures supplémentaires
- + 0.6 mio pour le personnel intérimaire
- + 0.5 mio pour les indemnités
- + 0.2 mio pour l'allocation enfants
- - 0.3 mio pour les jetons de présence du conseil municipal
- - 0.7 mio pour les cotisations assurances accident
- - 0.5 mio pour la réadaptation professionnelle
- - 0.9 mio pour les frais de formation
- - 1.3 mio pour les primes de fidélité
- - 2.0 mios pour les cotisations CAP
- - 9.4 mios pour les salaires des fonctionnaires, y compris gel des postes vacants (11.0 mios)

chapitre 31 : biens, services et marchandises (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
201.1	207.0	194.9	- 5.8	- 2.8%	+ 6.2	+ 3.2%

2.3

Les écarts entre les comptes 2014 et, respectivement, le budget 2014 et les comptes 2013 pour les différents groupes du chapitre 31 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2014	(B 2014)	(C 2013)
310	Fournitures de bureau	9.7	+ 0.8	+ 0.4
311	meublier, machines, véhicules	6.4	- 0.5	- 0.4
312	Eau, énergie, combustible	21.9	- 0.0	- 0.4
313	Achats de fournitures et marchandises	13.3	- 0.9	+ 0.7
314	entretien des immeubles par des tiers	64.4	- 3.1	+ 3.9
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	9.4	- 0.8	- 0.2
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	12.5	+ 0.2	+ 0.1
317	dédommagements	2.6	- 0.3	- 0.0
318	Honoraires et prestations de service	59.2	- 0.8	+ 3.0
319	Frais divers	1.8	- 0.4	- 0.8

Éléments d'explication (par rapport au budget 2014)

- + 3.1 mios pour les charges d'entretien des bâtiments publics
- + 0.8 mio pour les frais d'annonces publicitaires
- + 0.7 mio pour les achats de livres
- + 0.4 mio pour les primes d'assurances
- + 0.3 mio pour les achats d'œuvres d'art
- - 0.4 mio pour l'entretien des bâtiments administratifs
- - 0.4 mio pour les expertises effectuées par des tiers
- - 0.5 mio pour les réparations dues à un sinistre
- - 0.9 mio pour les frais d'incinération des cheneviers
- - 0.9 mio pour les organisations d'événements
- - 1.1 mio pour les achats de fournitures
- - 1.2 mio pour les charges compétent DSIC
- - 2.2 mios pour l'entretien des routes
- - 3.1 mios pour les charges d'entretien des bâtiments locatifs

chapitre 32 : intérêts passifs (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
20.9	25.5	19.3	- 4.6	- 18.1%	+ 1.6	+ 8.4%

Éléments d'explication (par rapport au budget 2014)

L'évolution des taux courts s'est avérée nettement plus favorable que le scénario retenu lors de l'élaboration du budget. La stratégie retenue par le conseil administratif s'est révélée à nouveau profitable en 2014, induisant une économie de près de 4.6 mios par rapport au budget. Ainsi, depuis 2008, la charge d'intérêts a été divisée par 3.

chapitre 33 : pertes sur débiteurs (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
21.2	14.5	24.9	+ 6.7	+ 45.9%	- 3.8	- 15.1%

L'augmentation du reliquat de 19.6 mios justifie l'augmentation de la provision y relative de près de 5.9 mios. cette augmentation est quelque peu réduite par des pertes effectives sur les centimes additionnels légèrement inférieures aux prévisions.

Éléments d'explication (par rapport au budget 2014)**provisions**

en millions de francs

• gérance immobilière municipale	- 1.1
• service du génie civil	- 0.4
• service des sports	+ 0.3
• taxe professionnelle	+ 1.7
• reliquat centimes additionnels	+ 5.9

pertes effectives

• centimes additionnels	- 1.1
• taxe professionnelle	- 0.4
• sécurité et espaces publics	- 0.3
• patrimoine financier (actions au porteur bcge)	+ 1.6

chapitre 34 : contributions à d'autres collectivités (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
34.5	35.8	42.9	- 1.3	- 3.6%	- 8.4	- 19.5%

Éléments d'explication (par rapport au budget 2014)

La compensation aux communes frontalières dépend de la masse salariale des travailleurs/euses frontaliers/ères imposé-e-s à la source. En 2014, le montant comptabilisé, 32.0 mios, s'est avéré inférieur aux estimations portées au budget (33.3 mios).

Les charges relatives à la nouvelle péréquation intercommunale se sont montées à 2.5 mios en 2014.

chapitre 35 : dédommagements à des collectivités publiques (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
52.0	50.6	50.8	+ 1.4	+ 2.7%	+ 1.2	+ 2.3%

Les écarts entre les comptes 2014 et, respectivement, le budget 2014 et les comptes 2013 pour les différents groupes du chapitre 35 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2014	(B 2014)	(C 2013)
351	dédommagements versés au canton	39.1	+ 1.3	+ 0.3
352	dédommagements versés à des communes	12.8	+ 0.1	+ 0.9

Éléments d'explication (par rapport au budget 2014)

- + 2.2 mios pour les « frais de police », compensés par une différence de revenus équivalente (« frais de routes »)
- - 1.0 mio pour les frais de perception versés au canton

chapitre 36 : transfert à des tiers : subventions et allocations (en millions de francs)

C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
248.1	242.0	235.9	+ 6.1	+ 2.5%	+ 12.2	+ 5.2%
-45.4	-38.8	-43.0	- gratuités			
202.7	203.1	192.9	- 0.5	- 0.2%	+ 9.8	+ 5.1%

Les écarts entre les comptes 2014 et respectivement le budget 2014 et les comptes 2013 pour les différents groupes du chapitre 36 se présentent comme suit:

en millions de francs		C 2014	(B 2014)	(C 2013)
360	subventions confédération	0.5	+ 0.0	- 0.0
361	subventions aux cantons	11.0	+ 0.5	+ 0.5
363	subventions à des propres établissements	6.3	- 0.0	- 0.0
364	subventions à des sociétés d'économies mixtes	2.4	+ 0.2	+ 0.1
365	subventions à des institutions privées	206.0	+ 3.9	+ 11.1
366	subventions à des personnes physiques	16.2	+ 1.4	+ 0.4
367	subventions à des institutions étrangères	5.6	+ 0.1	+ 0.1

Éléments d'explication (par rapport au budget 2014)

- + 6.6 mios pour les subventions relatives à des gratuités
- + 0.9 mio pour les subventions monétaires octroyées par le service social
- - 0.3 mio pour les subventions monétaires octroyées par le service culturel
- - 0.4 mio pour les subventions monétaires octroyées par le service de la petite enfance
- - 0.7 mio pour les subventions monétaires octroyées par le service des sports

2.3.3 ÉVOLUTION DE LA FISCALITÉ

Les recettes fiscales de la ville de Genève (y compris la taxe professionnelle) ont représenté, en 2014, 76.4% du total des revenus contre 77.5% aux comptes 2013. Une analyse différenciée des revenus fiscaux selon ses composantes se révèle intéressante.

en millions de francs	C 2014	B 2014	C 2013	ÉCART C14-B14		ÉCART C14-C13	
revenus							
Personnes physiques	558.0	592.3	579.9	- 34.3	- 5.8%	- 21.9	- 3.8%
Personnes morales	171.1	156.9	196.2	+ 14.2	+ 9.0%	- 25.1	- 12.8%
Impôts sur les chiens	0.4	0.3	0.3	+ 0.1	+ 31.7%	+ 0.1	+ 20.1%
Fonds de péréquation pers. morales	18.1	17.0	19.4	+ 1.0	+ 5.9%	- 1.3	- 6.9%
sous total I	747.5	766.6	795.8	- 19.0	- 2.5%	- 48.3	- 6.1%
taxe professionnelle	118.1	118.0	126.0	+ 0.1	+ 0.0%	- 7.9	- 6.3%
total (revenus)	865.6	884.6	921.8	- 19.0	- 2.1%	- 56.2	- 6.1%
charges							
Rétrocession aux communes frontalières françaises	32.0	33.3	32.1	- 1.2	- 3.7%	- 0.1	- 0.4%
Pertes sur créances irrécouvrables centimes additionnels	10.9	12.0	9.8	- 1.1	- 9.3%	+ 1.1	+ 10.9%
sous total I	42.9	45.3	42.0	- 2.4	- 5.2%	+ 1.0	+ 2.3%
Pertes sur créances irrécouvrables taxe professionnelle	1.3	1.8	1.4	- 0.4	- 25.1%	- 0.1	- 3.9%
sous total II	44.2	47.0	43.3	- 2.8	- 5.9%	+ 0.9	+ 2.1%
Frais de perception impôts	21.1	22.0	21.9	- 1.0	- 4.4%	- 0.8	- 3.8%
total (charges)	65.3	69.1	65.2	- 3.8	- 5.5%	+ 0.1	+ 0.1%
revenus nets	800.3	815.5	856.6	- 15.2	- 1.9%	- 56.3	- 6.6%

depuis l'introduction du système postnumerando, les productions des impôts « personnes physiques » et « personnes morales » de l'année courante, inscrites aux comptes, sont estimées en totalité par le département cantonal des finances (DF). A ces estimations, il convient d'ajouter les montants correspondants aux correctifs liés aux productions effectives telles qu'estimées à ce jour pour les années antérieures. Une analyse pertinente de la manne fiscale réelle implique par conséquent de tenir compte de ces ajustements et de reconstituer a posteriori année après année les résultats fiscaux provisoires de chaque exercice.

2014 est la cinquième année qui voit les effets de la nouvelle imposition des personnes physiques acceptée par le peuple en 2009. L'estimation pour l'année 2014 est basée sur les taxations 2012 et 2013 définitives ainsi que les déclarations 2013 reçues et encore non taxées.

une première lecture des résultats fiscaux 2014 révèle que les impôts « personnes physiques » sont bien inférieurs aux montants budgétés (-5.8%). Les impôts « personnes morales » sont dans une situation bien plus favorable (+9.0%). Toutefois, les montants budgétés par définition n'appréhendent pas les correctifs des années antérieures, correctifs pouvant tout aussi bien être positifs que négatifs. Aussi, pour juger de la pertinence des estimations portées dans le budget, il convient d'appréhender la situation en neutralisant les effets des correctifs liés aux années antérieures.

- Le montant comptabilisé des impôts « personnes physiques » pour l'année 2014 est inférieur au budget pour 34.3 mios. Les correctifs cumulés liés aux années antérieures représentent une somme positive de 5.8 mios. En ne considérant que l'estimation concernant l'année 2014, le produit de l'impôt « personnes physiques » est inférieur au budget à hauteur de 40.1 mios. Les prévisions portées au budget se sont, pour l'instant, avérées donc bien plus optimistes que la réalité. Les explications de cet écart sont doubles. Tout d'abord, la production de l'impôt à la source s'est avérée bien inférieure aux montants budgétés (-23.4 mios). Ensuite, l'année 2013 s'est avérée être moins favorable qu'attendu au moment de l'élaboration des prévisions budgétaires pour 2014. Quand bien même les taux de croissance supposés de 2013 à 2014 sont proches, la première estimation pour 2014 de la production fiscale des personnes physiques imposées au barème ordinaire (180) subit cet effet de base négatif constaté sur l'année 2013, entraînant une estimation inférieure de 16.8 mios au montant attendu.

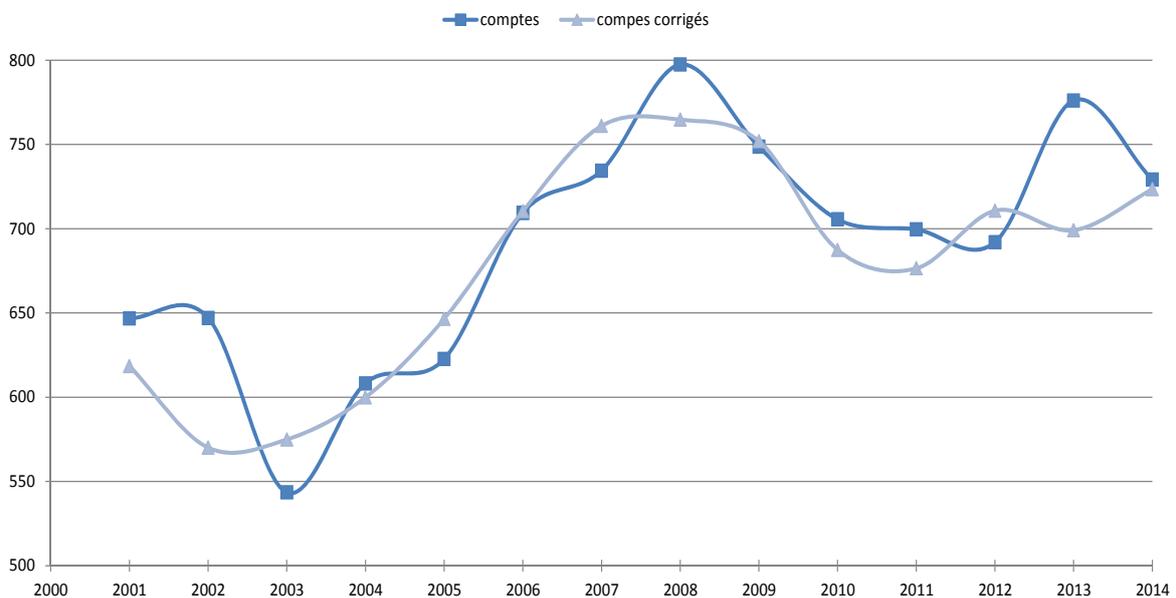
Évolution de la fiscalité (suite)

- La production estimée aux comptes 2014 concernant les impôts « personnes morales » est, quant à elle, supérieure au budget. Elle atteint 171.1 mios, soit 14.2 mios supérieure au budget, dont -0.1 mio de correctifs liés à des années antérieures. L'écart concernant seulement l'année 2014 est ainsi positif à hauteur de 14.3 mios.

La production comptabilisée en 2014 de la taxe professionnelle dépasse tout juste les prévisions budgétaires. Rappelons que par son mode d'imposition *praenumérando* bisannuel, la taxe se base sur les années antérieures.

Les pertes effectives réalisées sur les débiteurs « centimes additionnels » augmentent par rapport à 2013, atteignant 10.9 mios. À relever que le reliquat fiscal progresse encore. Il atteint désormais 358.4 mios, en augmentation de 19.6 mios. Comme le 30% de ce montant est porté en provision, il engendre la comptabilisation d'une charge de 5.9 mios.

production « centimes additionnels »



Les montants comptabilisés aux comptes 2014 sont de 5.7 mios inférieurs aux estimations correspondantes effectivement à l'exercice sous revue. Il conviendra de tenir compte de cet élément pour établir les prévisions de rentrées fiscales pour les années futures.

production « centimes additionnels » (suite)

La valeur de production d'un centime additionnel en 2014 a été la suivante :

- en comparaison avec le budget 2014

	PERSONNES		TOTAL
	PHYSIQUES	MORALES	
comptes 2014	12'263'624.00	3'760'179.03	16'023'803.03
Budget 2014	13'017'846.15	3'448'329.67	16'466'175.82
différence	- 754'222.15	+ 311'849.36	- 442'372.79
différence en %	-5.8%	9.0%	-2.7%

- en comparaison avec les comptes 2013

	PERSONNES		TOTAL
	PHYSIQUES	MORALES	
comptes 2014	12'263'624.00	3'760'179.03	16'023'803.03
comptes 2013	12'744'943.35	4'311'613.69	17'056'557.04
différence	- 481'319.35	- 551'434.66	- 1'032'754.01
différence en %	-3.8%	-12.8%	-6.1%

2.3.4 INVESTISSEMENTS

comptes des investissements (en millions de francs)

en 2014, les investissements nets se sont élevés à 123.4 mios, inférieurs de 5.1% à l'estimation portée au budget.

Le tableau comparatif ci-après montre l'évolution des investissements opérés depuis 2005 et leur taux de réalisation.

	COMPTES	BUDGET	TAUX DE RÉALISATION %
2005	100.3	110.0	91.2%
2006	91.5	110.0	83.2%
2007	73.9	100.0	73.9%
2008	66.1	95.0	69.7%
2009	103.8	95.0	109.3%
2010	104.1	95.0	111.2%
2011	128.9	95.0	135.7%
2012	152.7	100.0	152.7%
2013	100.1	110.0	92.3%
2014	123.4	130.0	94.9%
2005-2014	1'047.3	1040.0	100.1%

en 2014, les investissements ont été inférieurs au montant budgété. Les principales dépenses d'investissements 2014 ont porté sur le musée d'ethnographie, le périmètre de chandieu, le périmètre du carré vert, la rénovation de l'alhambra et deux acquisitions (12 rue des Alpes, 21 Riand-Parc).

Le total des investissements atteint, pour ces dix dernières années, 1'047.3 mios, soit une moyenne annuelle de 104.7 mios et un taux de réalisation de 100.1%.

crédits extraordinaires votés en 2014

durant l'année 2014, le conseil municipal, sur proposition du conseil administratif, a voté 245.0 mios de nouveaux crédits extraordinaires. Après 2011 et 2012, deux années ayant dépassé le montant annuel budgété des dépenses d'investissement, 2014 voit le montant total voté en adéquation avec le montant total annuel d'investissement défini par le conseil municipal.

ces crédits concernent :

Le patrimoine administratif	133.3 mios
Le patrimoine financier	111.4 mios

Au cours de ces dix dernières années, l'évolution des crédits extraordinaires votés a été la suivante :

	CRÉDITS VOTÉS
2005	111
2006	51
2007	76
2008	178
2009	101
2010	207
2011	220
2012	116
2013	204
2014	245
2005-2014	1'509

La moyenne des crédits votés ces dix dernières années atteint 150.9 mios. Il convient d'avoir à l'esprit qu'à long terme, les investissements votés devraient être équivalents à l'enveloppe annuellement allouée.

engagements futurs et fonctionnement des investissements

Après avoir analysé les dépenses d'investissements comptabilisées en 2014 et leur mode de financement ainsi que les nouveaux crédits votés, les commentaires suivants se rapportent plus spécifiquement aux engagements financiers futurs de la ville de Genève.

Au cours de l'année 2014, le conseil municipal a voté pour 245 mios de nouveaux crédits d'investissements, un montant à nouveau très largement supérieur à l'enveloppe annuelle octroyée. Dans le même temps, les dépenses d'investissements ont été conformes aux montants déterminés lors du vote du budget 2014.

Par ailleurs, le total des engagements qui s'élevait, au 31 décembre 2013, à un niveau de 598 mios, s'inscrit en augmentation de 122 mios, pour atteindre, au 31 décembre 2014, 720 mios.

Une rétrospective sur les dix dernières années permet d'observer l'évolution de ces engagements au 31 décembre de chaque année :

	ENGAGEMENTS	VARIATIONS (N / N-1)
2005	334	+ 7
2006	290	- 44
2007	317	+ 27
2008	440	+ 123
2009	423	- 19
2010	482	+ 59
2011	566	+ 84
2012	513	- 53
2013	598	+ 85
2014	720	+ 122

Le niveau actuel des engagements reste un signal préoccupant devant inciter le conseil municipal à la mesure lors de vote de nouveaux crédits d'investissements. A ce stade, les projets existants entraîneront d'ores et déjà une augmentation du niveau des investissements qui risque fort d'être difficile à contrôler ces prochaines années. Pour cette raison, il conviendrait de continuer à ne voter des crédits d'investissements que dans le cadre de l'enveloppe annuelle fixée. Faute de quoi, le montant des engagements risquera de croître à nouveau, et de provoquer, d'ici quelques années, une nouvelle augmentation de l'endettement de la ville de Genève.

Au 31 décembre 2014, la situation se résume de la manière suivante:

	MONTANT EN MIOS	INCIDENCE BUDGÉTAIRE ANNUELLE (ANNUITÉS)
crédits votés	245	16
crédits à l'examen des commissions	268	26
total	513	42

financement des investissements en 2014

La structure du financement des investissements en 2014 s'est présentée comme suit :

(en millions de francs)	COMPTES	BUDGET
Amortissements	79.0	81.0
Excédent de revenus/charges	14.9	0.1
Autofinancement	94.0	81.1
Investissement nets	123.4	130.0
Excédent / Insuffisance de financement	-29.4	-48.9
taux d'autofinancement	76.2%	62.4%

Le taux d'autofinancement est à nouveau inférieur à 100%, ce qui signifie que l'année 2014 se boucle sur une insuffisance de financement.

taux d'autofinancement réalisés entre 2005 et 2014

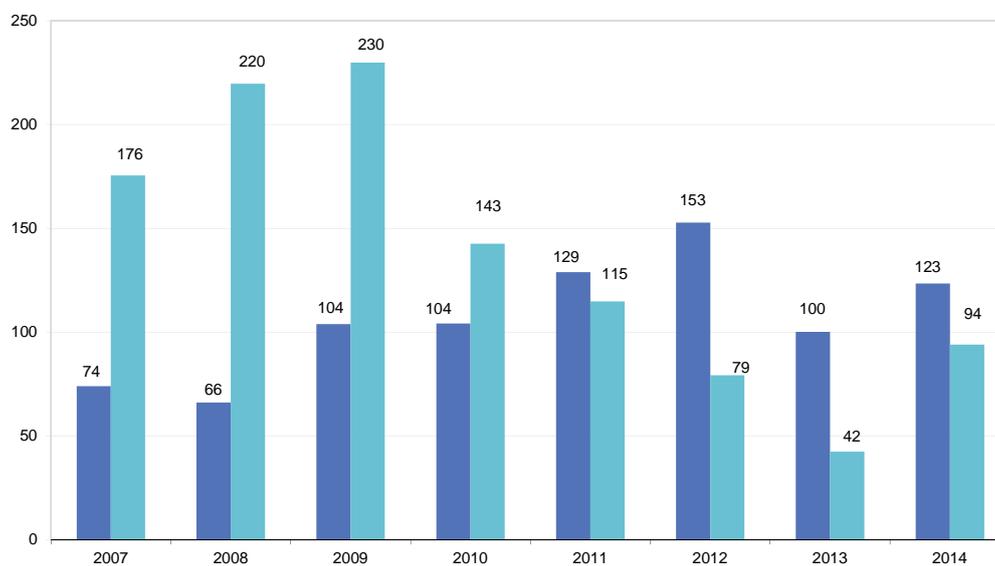
	AUTOFINANCEMENT
2005	69%
2006	157%
2007	237%
2008	333%
2009	222%
2010	137%
2011	89%
2012	50%
2013	42%
2014	76%

variation de la fortune de la ville de Genève

L'excédent de revenus des comptes de l'exercice 2014 de 14.9 mios est porté en augmentation de la fortune nette de la ville de Genève qui s'élève, au 31 décembre 2014, à 966'146'723.84 francs.

FIGURE 3 : ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ET DU FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS

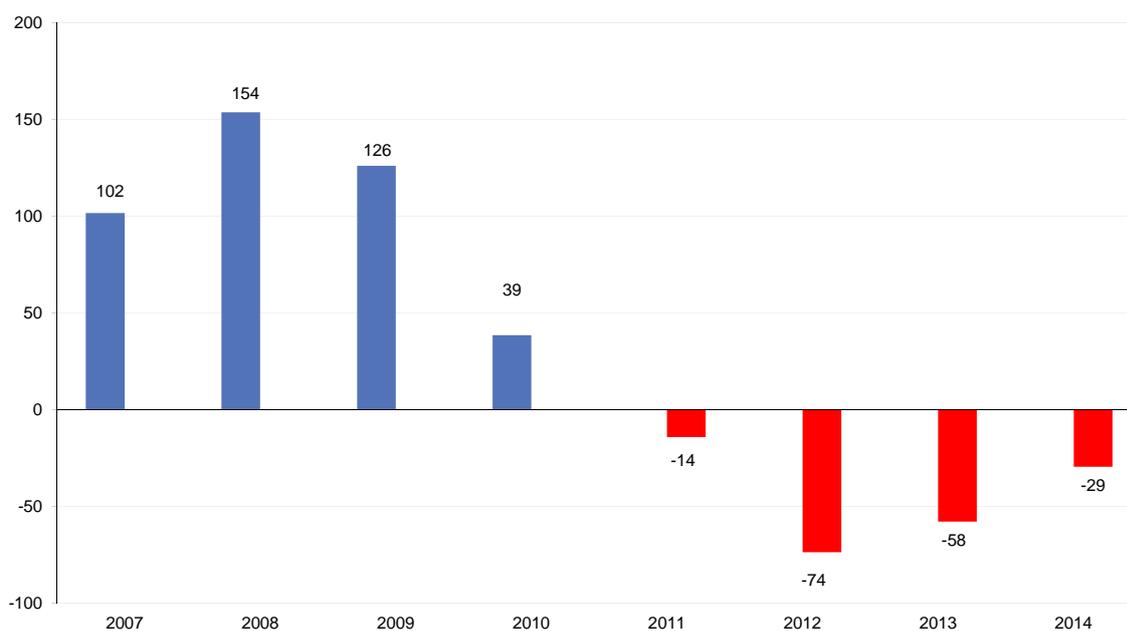
■ investissements
■ financement



2.3

FIGURE 4 : EXCÉDENT / INSUFFISANCE DE FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS

■ excédent
■ insuffisance



Émissions et remboursements d'emprunts et de prêts à long terme en 2014

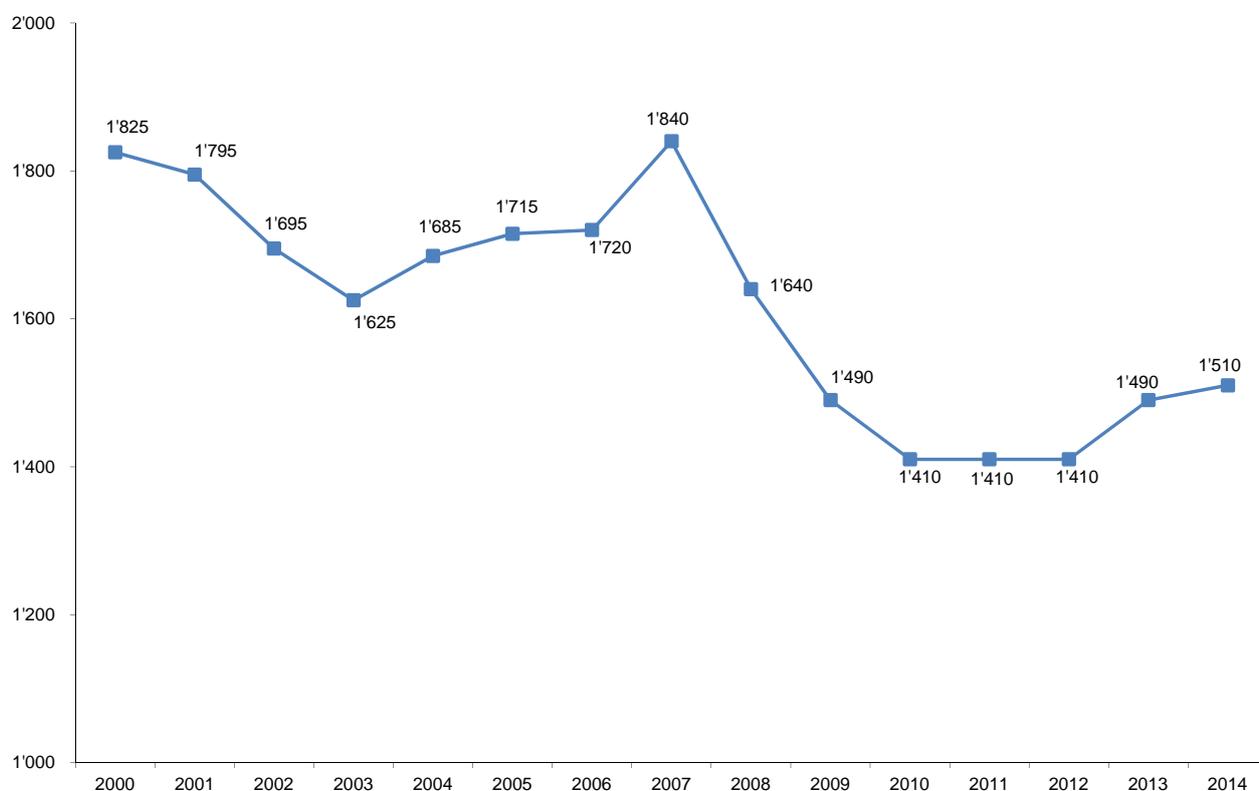
conformément à l'arrêté du conseil d'État approuvant la délibération du conseil municipal de la ville de Genève du 14 décembre 2013, le conseil administratif a été autorisé à

- renouveler en 2014 les divers emprunts qui viendront à échéance et à procéder à tout remboursement anticipé si les conditions d'émission lui sont favorables ;
- faire usage des nouveaux instruments financiers.

un emprunt de 200 millions est arrivé à échéance le 6 mai 2014. Plusieurs emprunts sur des échéances plus courtes (3 mois et 6 mois) ont alors été réalisés.

Le taux moyen pondéré de la dette en 2014 est de 1.38%.

FIGURE 5 : ÉVOLUTION DE LA DETTE, EN MILLIONS DE FRANCS



3

3

COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE VILLE DE GENÈVE

3 COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE VILLE DE GENÈVE

3.1 CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
0	Administration générale	138'463	151'440	-12'977	-9%	259'079
01	CONSEIL MUNICIPAL	2'519	2'907	-388	-13%	2'529
02	CONSEIL ADMINISTRATIF, MAIRE ET ADJOINT	2'446	2'455	-8	-0%	2'123
05	ADMINISTRATION GÉNÉRALE	118'345	130'825	-12'480	-10%	236'039
08	IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)	12'808	12'787	20	0%	13'019
09	DIVERS (NON VENTILABLES)	2'345	2'466	-121	-5%	5'369
1	sécurité publique	115'699	116'174	-475	-0%	113'009
10	PROTECTION JURIDIQUE	10'873	9'384	1'490	16%	10'335
11	SÉCURITÉ MUNICIPALE	52'679	54'039	-1'359	-3%	50'433
14	INCENDIE ET SECOURS	48'566	48'960	-394	-1%	48'608
16	PROTECTION CIVILE	3'580	3'792	-211	-6%	3'633
2	enseignement et formation	61'768	61'061	707	1%	59'201
21	ÉCOLES PUBLIQUES	61'768	61'061	707	1%	59'201
3	culture et loisirs	367'589	356'778	10'811	3%	364'443
30	ENCOURAGEMENT À LA CULTURE	259'366	251'028	8'338	3%	259'558
33	PARCS ET PROMENADES	36'344	37'288	-944	-3%	35'179
34	SPORTS	49'461	46'348	3'113	7%	48'561
35	AUTRES LOISIRS	22'418	22'114	304	1%	21'145
5	Prévoyance sociale	166'916	166'891	25	0%	156'740
54	INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE	110'197	109'759	438	0%	102'871
58	AIDE SOCIALE	56'719	57'132	-413	-1%	53'869
6	trafic	49'000	51'083	-2'083	-4%	42'985
62	ROUTES COMMUNALES	47'668	49'860	-2'191	-4%	41'724
65	TRAFIC RÉGIONAL	1'332	1'224	108	9%	1'262
7	protection et aménagement de l'environ.	92'359	92'797	-437	-0%	92'271
71	APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX	4'368	4'519	-151	-3%	4'442
72	TRAITEMENT DES DÉCHETS	62'700	61'507	1'193	2%	61'379
74	CIMETIÈRES ET CRÉMATOIRES	11'382	11'661	-279	-2%	12'547
78	AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.	6'805	7'426	-621	-8%	6'823
79	AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	7'104	7'683	-579	-8%	7'080
9	finances et impôts	162'235	163'237	-1'002	-1%	169'957
90	IMPÔTS	72'871	69'082	3'790	5%	78'214
92	ENTRE COMMUNES	2'495	2'531	-36	-1%	10'754
94	CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX	21'508	26'097	-4'590	-18%	19'689
95	IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER	65'361	65'527	-166	-0%	61'301
TOTAL		1'154'030	1'159'462	-5'432	-0%	1'257'684

3.2 REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

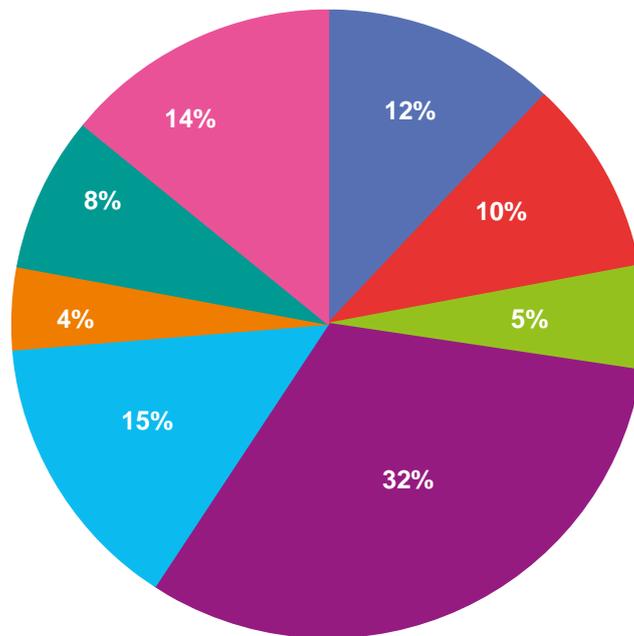
en milliers de francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
0 Administration générale	37'084	31'664	5'420	17%	41'652
01 CONSEIL MUNICIPAL	-	-	-	-	0
02 CONSEIL ADMINISTRATIF, MAIRE ET ADJOINT	557	45	512	1138%	125
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE	12'305	11'689	615	5%	14'612
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)	24'222	19'930	4'293	22%	26'914
1 sécurité publique	53'149	49'376	3'773	8%	52'749
10 PROTECTION JURIDIQUE	29'668	27'994	1'674	6%	30'244
11 SÉCURITÉ MUNICIPALE	3'300	2'252	1'048	47%	2'945
14 INCENDIE ET SECOURS	20'015	18'808	1'207	6%	19'172
16 PROTECTION CIVILE	166	321	-155	-48%	389
2 enseignement et formation	4'465	4'585	-120	-3%	4'431
21 ÉCOLES PUBLIQUES	4'465	4'585	-120	-3%	4'431
3 culture et loisirs	39'983	27'074	12'909	48%	36'578
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE	28'483	20'108	8'374	42%	26'790
33 PARCS ET PROMENADES	1'570	766	804	105%	1'145
34 SPORTS	9'160	5'425	3'734	69%	7'825
35 AUTRES LOISIRS	771	774	-3	-0%	817
5 prévoyance sociale	9'204	8'577	627	7%	9'538
54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE	6'844	6'662	182	3%	7'491
58 AIDE SOCIALE	2'359	1'914	445	23%	2'048
6 trafic	27'661	23'291	4'370	19%	21'966
62 ROUTES COMMUNALES	27'661	23'291	4'370	19%	21'966
7 protection et aménagement de l'environ.	6'607	5'475	1'132	21%	6'593
71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX	120	60	60	100%	363
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS	2'051	1'225	826	67%	1'902
74 CIMETIÈRES ET CRÉMATOIRES	4'260	4'150	110	3%	4'279
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.	82	-	82	-	17
79 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	94	40	54	135%	31
9 finances et impôts	990'822	1'009'564	-18'741	-2%	1'048'988
90 IMPÔTS	866'406	884'558	-18'152	-2%	922'363
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX	24'018	26'765	-2'747	-10%	21'704
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER	100'398	98'241	2'158	2%	104'921
TOTAL	1'168'975	1'159'605	9'370	1%	1'222'495

3-2

structure des écarts à l'état brut

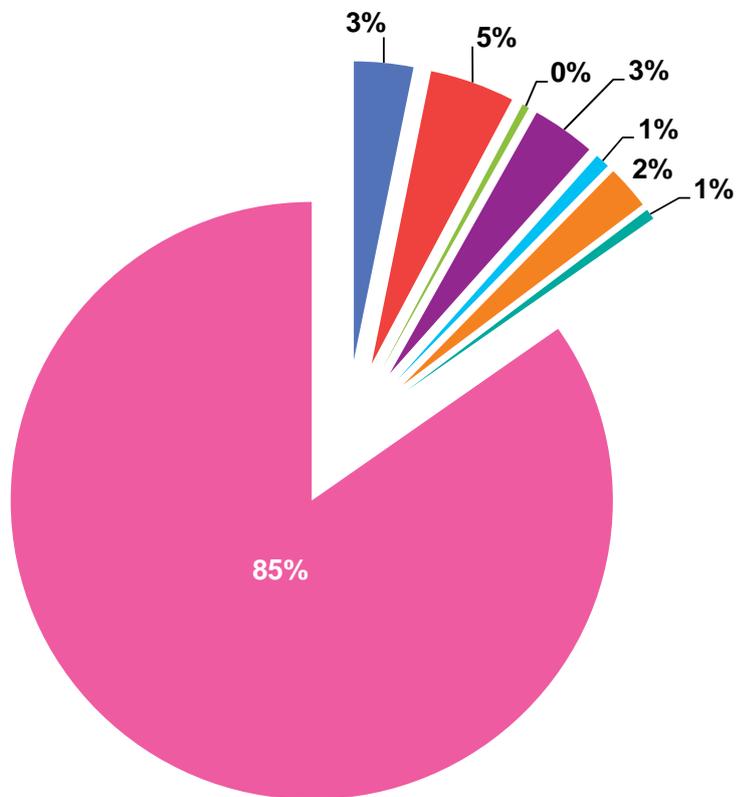
dépassement charges	55'424'265.57	manco revenus	-40'909'191.56
disponible charges	-60'855'900.56	suppléments	50'279'222.71
total	-5'431'634.99		9'370'031.15

FIGURE 6 : CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE



- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 finances et impôts

FIGURE 7: REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

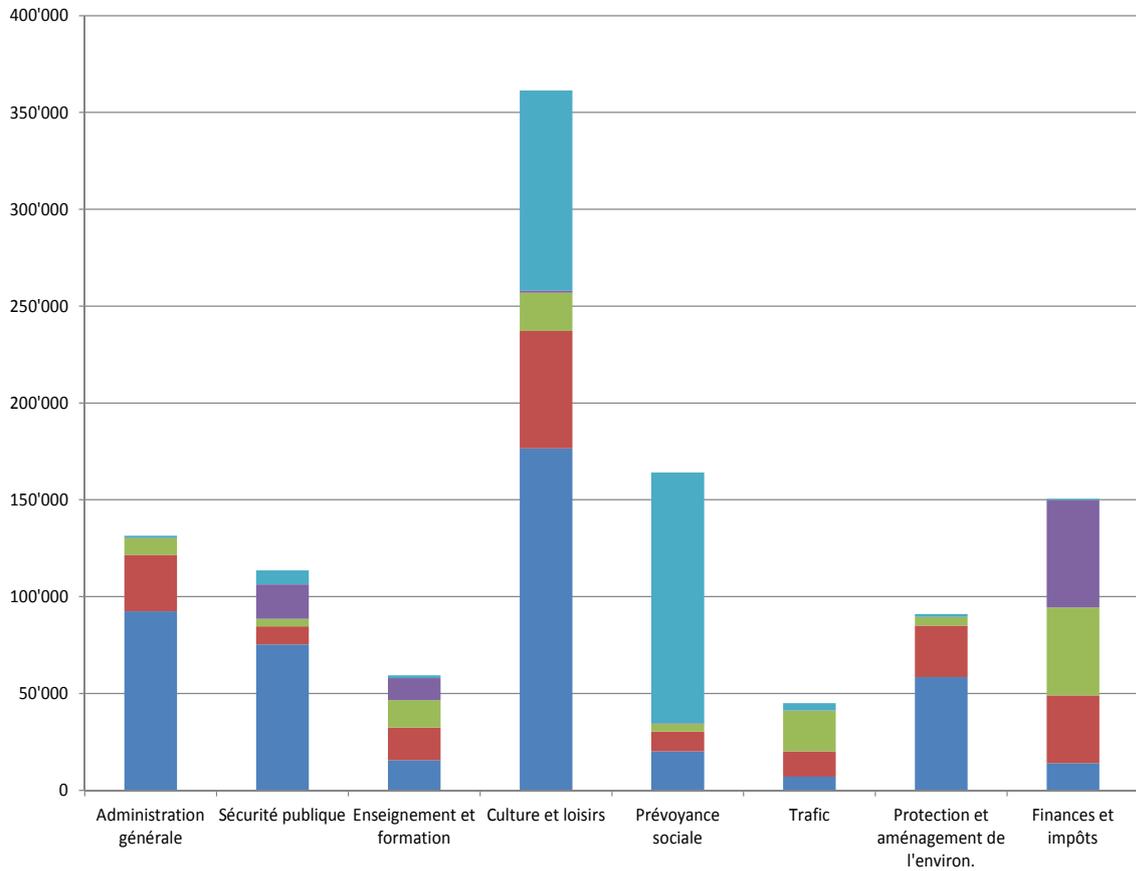


- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 Finances et impôts

3.3 COMPTES DE FONCTIONNEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE ET CHAPITRE COMPTABLE

en milliers de francs	ADMINISTRATION GÉNÉRALE	SÉCURITÉ PUBLIQUE	ENSEIGNEMENT ET FORMATION	CULTURE ET LOISIRS	PRÉVOYANCE SOCIALE	TRAFIC	PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT	FINANCES ET IMPÔTS	RÉSULTAT
charges	138'463	115'699	61'768	367'589	166'916	49'000	92'359	162'235	1'154'030
30 charges de personnel	92'431	75'282	15'577	176'561	20'121	7'071	58'529	13'972	459'544
31 biens, services et marchandises	29'211	9'435	16'903	60'680	10'177	13'078	26'524	35'101	201'108
32 intérêts passifs								20'883	20'883
33 Amortissements	8'748	3'817	14'084	19'675	3'975	21'020	4'450	24'455	100'223
34 contributions à d'autres collectivités								34'527	34'527
35 dédommagements à des collectivités publiques	33	17'809	11'430	1'226	334	70	65	20'984	51'951
36 subventions accordées	1'051	7'193	1'341	103'222	129'518	3'768	1'418	550	248'060
37 subventions redistribuées	557			467					1'025
39 imputations internes	6'432	2'163	2'434	5'758	2'792	3'993	1'374	11'764	36'710
REVENUS	37'084	53'149	4'465	39'983	9'204	27'661	6'607	990'822	1'168'975
40 impôts								865'591	865'591
42 revenus des biens	19'523	27'578	3'905	14'305	6'854		406	89'211	161'781
43 revenus divers	9'291	11'508	280	16'416	735	3'500	5'975	9'345	57'050
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	347	1'400							1'747
45 dédommagements de collectivités publiques	403	11'470	223	1'238	169	17'173			30'675
46 subventions acquises	-16	157	21	5'220	1'437	6'988	10		13'818
47 subventions à redistribuer	557			467					1'025
48 prélèvements sur les financements spéciaux				578					578
49 imputations internes	6'980	1'036	36	1'759	9		215	26'675	36'710
RÉSULTAT	-101'379	-62'550	-57'302	-327'607	-157'712	-21'339	-85'753	828'587	14'945

FIGURE 8 : POIDS DES CHARGES PAR CHAPITRE COMPTABLE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES, EN MILLIONS DE FRANCS

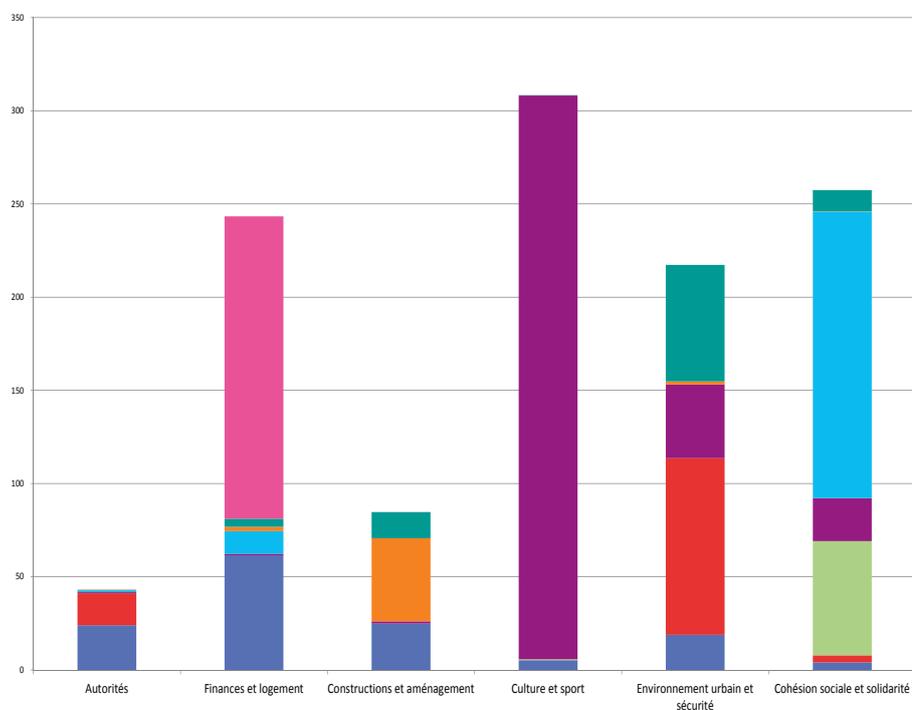


- 30 charges de personnel
- 31 biens, services et marchandises
- 32 et 33 intérêts et amortissements
- 34 et 35 contributions et dédommagements à d'autres collectivités publiques
- 36 subventions accordées

3.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE ET DÉPARTEMENT

en milliers de francs	AUTORITÉS	FINANCES ET LOGEMENT	CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT	CULTURE ET SPORT	ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ	COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ	RÉSULTAT
Administration générale	-22'289	-31'966	-19'295	-5'248	-18'543	-4'038	-101'379
charges	23'948	61'501	24'858	5'257	18'831	4'069	138'463
revenus	1'659	29'535	5'563	9	288	31	37'084
sécurité publique	-17'173	0	0	0	-43'270	-2'107	-62'550
charges	17'173	0	0	0	94'745	3'781	115'699
revenus	0	0	0	0	51'474	1'674	53'149
enseignement et formation	0	7	0	-507	0	-56'803	-57'302
charges	0	0	0	507	0	61'261	61'768
revenus	0	7	0	0	0	4'458	4'465
culture et loisirs	-549	-848	-1'192	-267'270	-35'422	-22'326	-327'607
charges	549	850	1'192	302'384	39'520	23'095	367'589
revenus	0	2	0	35'114	4'098	768	39'983
prévoyance sociale	-1'076	-12'124	-15	0	0	-144'497	-157'712
charges	1'076	12'124	15	0	0	153'701	166'916
revenus	0	0	0	0	0	9'204	9'204
Trafic	16'905	-2'320	-34'082	0	-1'721	-121	-21'339
charges	268	2'320	44'570	0	1'721	121	49'000
revenus	17'173	0	10'488	0	0	0	27'661
protection et aménagement de l'environ.	-20	-4'237	-13'795	-160	-60'414	-7'127	-85'753
charges	20	4'312	14'016	160	62'465	11'387	92'359
revenus	0	75	221	0	2'051	4'260	6'607
finances et impôts	0	828'577	6	-2	6	0	828'587
charges	0	162'231	2	3	0	0	162'235
revenus	0	990'807	7	1	6	0	990'822
RÉSULTAT	-24'202	777'089	-68'373	-273'186	-159'365	-237'018	14'945

FIGURE 9 : POIDS DES CHARGES DES POLITIQUES PUBLIQUES DANS LES DÉPARTEMENTS, EN MILLIONS DE FRANCS



- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 Finances et impôts

3.5 RESSOURCES HUMAINES

Politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
	301180 (ETP)					301190 (CHF)		
	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2014	écart postes	C 2014	B 2014	écart
0 Administration générale	505.9	29.3	535.2	533.8	1.4	3'970'674	3'359'021	611'654
05 Administration générale	489.2	29.3	518.5	517.0	1.5	3'970'674	3'338'821	631'854
08 Immeubles du patrimoine administratif (non ventilables)	16.7	-	16.7	16.8	-0.1	-	20'200	-20'200
1 sécurité publique	543.8	29.5	573.3	578.3	-5.0	414'221	376'610	37'611
10 Protection juridique	25.1	-	25.1	23.3	1.8	13'094	156'610	-143'516
11 sécurité municipale	249.5	21.0	270.5	273.2	-2.7	84'523	80'000	4'523
14 Incendie et secours	255.2	7.5	262.7	266.0	-3.3	299'932	140'000	159'932
16 Protection civile	14.0	1.0	15.0	15.8	-0.8	16'671	-	16'671
2 enseignement et formation	114.7	22.2	136.9	142.8	-5.9	353'915	134'950	218'965
21 écoles publique	114.7	22.2	136.9	142.8	-5.9	353'915	134'950	218'965
3 culture et loisirs	1'220.9	38.4	1'259.3	1'270.6	-11.3	9'273'955	3'947'710	5'326'245
30 encouragement à la culture	849.1	27.9	877.0	881.8	-4.8	7'369'834	2'724'663	4'645'170
33 parcs et promenades	193.9	8.0	201.9	208.7	-6.8	505'194	180'000	325'194
34 sports	169.5	2.5	172.0	170.6	1.4	1'398'928	1'031'727	367'201
35 autres loisirs	8.4	-	8.4	9.5	-1.1	-	11'320	-11'320
5 prévoyance sociale	123.9	7.4	131.3	125.2	6.1	1'962'761	1'176'280	786'481
54 Institutions pour la jeunesse	56.2	0.8	57.0	51.4	5.6	544'308	227'085	317'223
58 Aide sociale	67.7	6.6	74.3	73.8	0.5	1'418'453	949'195	469'258
6 trafic	56.2	0.0	56.2	56.3	-0.1	0.00	54'500	-54'500
62 routes communales	56.2	-	56.2	56.3	-0.1	-	54'500	-54'500
7 protection et aménagement de l'environnement	461.9	5.8	467.7	460.9	6.8	1'498'525	1'420'400	78'125
71 Approv.en eau,protection et correction des eaux	24.0	1.0	25.0	26.0	-1.0	-	-	-
72 traitement des déchets	339.4	3.8	343.2	334.4	8.8	871'974	665'000	206'974
74 cimetières et crématoires	50.7	1.0	51.7	52.8	-1.1	231'105	71'700	159'405
78 autres tâches de protection de l'environnement	17.7	-	17.7	17.5	0.2	330'953	503'700	-172'747
79 Aménagement du territoire	30.1	-	30.1	30.2	-0.1	64'492	180'000	-115'508
9 finances et impôts	119.6	4.3	123.9	122.8	1.1	159'833	263'298	-103'465
95 Immeubles du patrimoine financier	119.6	4.3	123.9	122.8	1.1	159'833	263'298	-103'465
total	3'146.9	136.9	3'283.8	3'290.6	-6.8	17'633'884	10'732'769	6'901'115

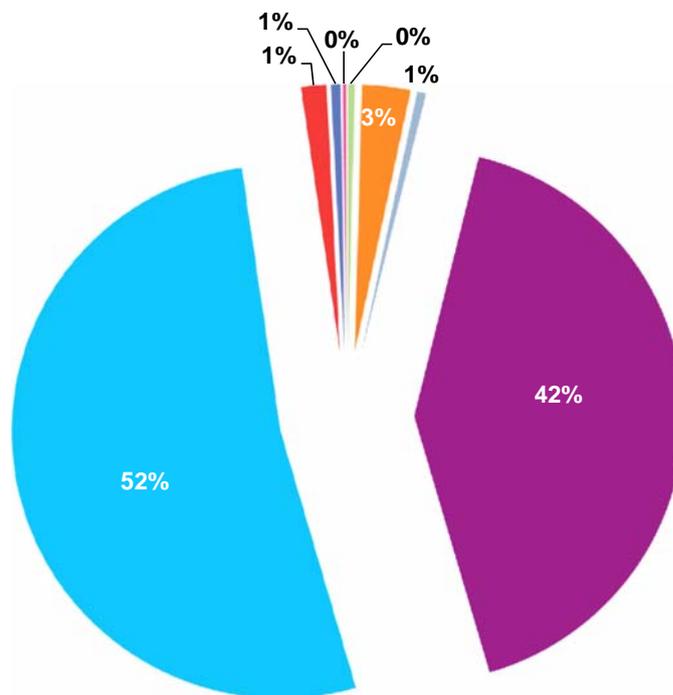
ETP: Equivalent temps plein

3.6 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
subventions monétaires	202'676	203'135	-459	0%	192'892
Administration générale	30	40	-10	-26%	667
sécurité publique	33	27	5	19%	33
enseignement et formation	861	933	-72	-8%	906
culture et loisirs	81'006	82'141	-1'134	-1%	81'462
prévoyance sociale	118'039	117'444	595	1%	107'760
trafic	1'445	1'338	107	8%	1'262
protection et aménagement de l'environ.	1'262	1'212	50	4%	802
gratuités	45'384	38'827	6'557	17%	42'973
Administration générale	1'022	796	225	28%	1'101
sécurité publique	7'160	5'225	1'936	37%	6'577
enseignement et formation	479	469	10	2%	389
culture et loisirs	22'216	18'352	3'863	21%	20'643
prévoyance sociale	11'479	10'987	492	4%	11'266
trafic	2'323	2'323	0	0%	2'323
protection et aménagement de l'environ.	155	125	31	25%	124
Finances et impôts	550	550	0	0%	550
total	248'060	241'962	6'097	2.5%	235'865

3.6

FIGURE 10 : POIDS DES SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE



- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 Prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 Finances et impôts

3.7 SERVICES COMPÉTENTS

3.7.1 COMMENTAIRE GÉNÉRAL SUR LES SERVICES COMPÉTENTS

Les services transversaux tels que la direction financière (CMAI et Assurances), direction des ressources humaines, direction du patrimoine bâti, Logistique et manifestations, direction des systèmes d'information et communication, Énergie et gérance immobilière municipale budgètent et enregistrent les charges sous leur compétence directement dans les centres de coûts des services bénéficiaires.

Le service compétent est responsable de la gestion budgétaire du total des dépenses de son domaine. Il répartit les charges dans les services sur la base des éléments dont il dispose : personnel, demandes, besoins, historique actualisé (comptes), ventilation par immeuble, par service.

Il arrive cependant qu'au moment de l'élaboration du budget certaines charges ne puissent pas être réparties dans les services, faute d'informations suffisantes. Les services compétents budgètent alors sur leur propre centre de coûts et attribuent les charges aux services au moment de leur comptabilisation.

vous trouverez dans les pages suivantes une analyse par service compétent/nature de compte.

3.7.2 DFIN - ASSURANCES

en milliers de francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
total charges		4'372.8	3'996.0	376.8	9.4	3'776.5
318	HONORAIRES ET PRESTATIONS DE SERVICE	4'349.9	3'928.0	421.9	10.7	3'755.5
318100	C-ASS Primes d'assurances incendie	2'549.0	2'160.0	389.0	18.0	3'318.5
318110	C-ASS Primes d'assurances dégâts d'eau	594.7	530.0	64.7	12.2	-
318120	C-ASS Primes d'assurances bris de glaces	537.8	515.0	22.8	4.4	70.0
318130	C-ASS Primes d'assurances rc générale	111.8	115.0	-3.2	-2.8	-
318140	C-ASS Primes d'assurances rc véhicules	198.8	193.5	5.3	2.7	191.3
318150	C-ASS Primes d'assurances casco	6.2	17.5	-11.3	-64.5	4.2
318160	C-ASS Primes d'assurances vol	79.3	80.0	-0.7	-0.9	82.8
318170	C-ASS Primes d'assurances transports	246.4	289.0	-42.6	-14.8	61.0
318180	C-ASS Primes d'assurances protection juridique	26.0	28.0	-2.0	-7.3	27.6
319	Frais divers	22.9	68.0	-45.1	-66.4	21.1
319010	C-ASS Franchises	22.9	68.0	-45.1	-66.4	21.1

3.7

COMMENTAIRES :

groupe 318

Les montants prévisionnels des primes inscrits au budget ont été sous-estimés, notamment en ce qui concerne la police incendie. En effet, l'appel d'offres prévu, qui aurait dû permettre de baisser certaines primes, n'a pas pu être finalisé. Le dépassement réalisé sur les comptes compétents assurances de la CMAI a été resorbé par des mesures d'économies sur les compétents CMAI 310 et 311 principalement.

3.7.3 DFIN - CENTRALE MUNICIPALE D'ACHAT ET D'IMPRESSION

en milliers de francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
total charges		625.7	978.0	-352.3	-36.0	663.3
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	381.8	429.2	-47.4	-11.0	332.0
310011	C-CMAI Achats de fournitures de bureau	162.8	143.7	19.1	13.3	149.4
310511	C-CMAI Impressions diverses	167.2	235.6	-68.4	-29.0	140.8
310571	C-CMAI Frais de reliure et restauration de livres	51.9	50.0	1.9	3.7	41.9
311	meubler, machines, véhicules et matériel	157.0	385.3	-228.3	-59.3	237.8
311010	C-CMAI Achats de mobilier et machines de bureau	147.3	352.3	-204.9	-58.2	237.7
311201	C-CMAI Achats de matériel d'atelier et outillage	9.6	33.0	-23.4	-70.9	0.1
313	Achats de fournitures et autres marchandises	8.6	20.5	-11.9	-58.0	11.5
313161	C-CMAI Achats d'autres fournitures	-	0.5	-0.5	-100.0	-
313201	C-CMAI Achats de fournitures pour ateliers	8.6	20.0	-11.4	-56.9	11.5
315	Entretien d'objets mobiliers par des tiers	42.1	83.0	-40.9	-49.2	53.8
315011	C-CMAI Entretien du mobilier et machines de bureau	14.3	40.0	-25.7	-64.2	8.1
315111	C-CMAI Entretien mat.équip/nettoyage bât.par tiers	7.4	3.0	4.4	148.3	12.2
315201	C-CMAI Entretien matériel d'ateliers par des tiers	20.4	40.0	-19.6	-49.1	33.5
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	34.3	45.0	-10.7	-23.7	26.8
316201	C-CMAI Location de matériel d'ateliers et outilla.	34.3	45.0	-10.7	-23.7	26.8
318	Honoraires et prestations de service	1.8	15.0	-13.2	-88.0	1.5
318251	C-CMAI transports effectués par des tiers	1.7	10.0	-8.3	-83.2	1.5
318551	C-CMAI Prestations pour services divers	0.1	5.0	-4.9	-97.5	-

COMMENTAIRES :

groupe 311

des mesures d'économies sur les compétents CMAI ont été mises en œuvre afin de compenser le dépassement sur les compétents assurances C-Ass. Le budget 2015 a été adapté dans ce sens.

3.7.4 DIRECTION DU PATRIMOINE BÂTI

en milliers de francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
total charges		36'495.3	36'944.8	-449.5	-1.2	32'346.6
311	mobilier, machines, véhicules et matériel	0.0	30.0	-30.0	-100.0	14.2
311162	C-DPBA Achats d'autre matériel	-	30.0	-30.0	-100.0	14.2
314	entretien des immeubles par des tiers	35'128.2	35'394.8	-266.6	-0.8	30'850.8
314031	C-DPBA entretien autres terrains, emplace.	3.8	30.0	-26.2	-87.4	15.2
314041	C-DPBA Entretien clôtures et barrières	45.9	80.0	-34.1	-42.6	272.2
314091	C-DPBA Entretien des ouvrages PCI.	50.2	50.0	0.2	0.4	79.5
314160	C-DPBA Maintien propreté ville de Genève	503.4	400.0	103.4	25.8	346.4
314200	C-DPBA Entretien bâtiments administratifs	3'269.5	3'739.6	-470.0	-12.6	2'929.7
314250	C-DPBA contrats bâtiments administratifs	558.4	550.0	8.4	1.5	541.3
314301	C-DPBA Entretien des bâtiments publics	14'466.8	11'910.9	2'555.9	21.5	10'961.8
314304	C-DPBA Entr. logts de fonction dans bât. publics	29.4	30.0	-0.6	-2.0	2.6
314351	C-DPBA contrats bâtiments publics	1'982.2	1'900.0	82.2	4.3	2'004.1
314500	C-DPBA Entretien bâtiments locatifs	11'775.6	14'630.3	-2'854.7	-19.5	11'581.5
314550	C-DPBA contrats bâtiments locatifs	1'691.1	1'700.0	-8.9	-0.5	1'622.6
314600	C-DPBA Entretien bâtiments industriels	11.9	14.0	-2.1	-15.2	26.3
314650	C-DPBA contrats bâtiments industriels	11.7	10.0	1.7	16.9	7.1
314700	C-DPBA Entretien homes pour personnes âgées	112.8	50.0	62.8	125.5	40.0
314801	C-DPBA Entretien locaux de tiers	507.0	200.0	307.0	153.5	311.7
314851	C-DPBA contrats locaux de tiers	108.7	100.0	8.7	8.7	109.0
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	62.0	60.0	2.0	3.4	42.1
315162	C-DPBA Entretien d'autre matériel par des tiers	62.0	60.0	2.0	3.4	42.1
318	honoraires et prestations de service	1'305.1	1'460.0	-154.9	-10.6	1'439.5
318221	C-DPBA Frais de surveillance et d'interventions	219.6	350.0	-130.4	-37.3	230.0
318222	C-DPBA contrats de surveillance	399.6	450.0	-50.4	-11.2	521.7
318223	C-DPBA contrats d'ouverture & fermeture bât.public	420.3	450.0	-29.7	-6.6	441.3
318381	C-DPBA Expertises par des tiers - immeubles	136.8	50.0	86.8	173.6	94.2
318391	C-DPBA honoraires divers - immeubles	128.8	160.0	-31.2	-19.5	152.2

3.7

DIRECTION DU PATRIMOINE BÂTI - SUITE

en milliers de francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
total revenus	17.0	0.0	17.0	0.0	105.9
436 dédommagements de tiers	17.0	0.0	17.0	0.0	105.9
436361 C-DPBA Remboursement travaux par tiers	17.0	-	17.0	-	105.9

COMMENTAIRES :

groupe 311

ce groupe sert à financer des acquisitions de matériel urgentes et imprévisibles. En 2014, il n'y a pas eu de dépenses imprévues.

groupe 314

Le résultat des comptes 2014 correspond à la dotation budgétaire attribuée et s'inscrit en augmentation par rapport à 2013 en vue de poursuivre le rattrapage d'entretien des immeubles.

groupe 318

En 2014, les contrats de surveillance des immeubles de la ville ont été remis en concurrence et les systèmes de détection ont été optimisés pour réduire drastiquement le déclenchement de fausses alarmes. ces deux actions ont permis de réaliser des économies substantielles sur les frais de surveillance et d'interventions.

3.7.5 LOGISTIQUE ET MANIFESTATIONS

en milliers de francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
total charges	1'874.0	1'530.7	343.3	22.4	1'768.9
313 Achats de fournitures et autres marchandises	1'334.0	1'030.9	303.1	29.4	1'251.6
313521 C-LOM Achats carburant	1'284.2	1'030.9	253.3	24.6	1'243.5
313599 C-LOM écarts stock carburant	49.8	-	49.8	-	8.1
318 honoraires et prestations de service	540.0	499.8	40.2	8.0	517.3
318091 C-LOM impôts taxes sur véhicules à moteur	540.0	499.8	40.2	8.0	517.3

3.7.6 DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

en milliers de francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
total charges		9'435.2	10'659.2	-1'223.9	-11.5	9'754.7
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	6.9	25.0	-18.1	-72.3	2.6
310032	C-DSIC Achats de fournitures informatiques	6.9	25.0	-18.1	-72.3	2.6
311	meublier, machines, véhicules et matériel	657.1	706.4	-49.3	-7.0	554.3
311030	C-DSIC Achats matériel et logiciels informatiques	442.7	400.0	42.7	10.7	358.6
311041	C-DSIC Achats de matériel de communication	214.4	306.4	-92.0	-30.0	195.8
314	Entretien des immeubles par des tiers	731.3	890.0	-158.7	-17.8	866.5
314192	C-DSIC Entretien,réseaux fibre optique hors immeub	127.2	170.0	-42.8	-25.2	168.3
314261	C-DSIC Entretien informat. et télécomm. bât.admin.	548.8	720.0	-171.2	-23.8	639.8
314561	C-DSIC Entretien informatique télécom bât.locatifs	55.3	-	55.3	-	58.4
315	Entretien d'objets mobiliers par des tiers	4'818.2	5'614.8	-796.6	-14.2	5'150.9
315031	C-DSIC Entr.matériel inform.et logiciels par tiers	4'161.5	4'277.6	-116.1	-2.7	4'288.8
315041	C-DSIC Entret.matériel de communicat.par des tiers	656.7	1'337.2	-680.5	-50.9	862.1
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	883.6	779.2	104.4	13.4	889.8
316031	C-DSIC location appareils multifonctions	874.2	763.7	110.6	14.5	880.4
316042	C-DSIC Location matériel de télécom.et transmiss.	9.3	15.5	-6.2	-39.8	9.3
318	Honoraires et prestations de service	2'338.0	2'643.8	-305.8	-11.6	2'290.6
318271	C-DSIC Travaux informatiques par des tiers	894.6	860.3	34.3	4.0	721.3
318431	C-DSIC Liaisons inform.,radio,tv,internet	162.9	440.0	-277.1	-63.0	314.1
318450	C-DSIC Téléphones	1'280.5	1'343.5	-63.0	-4.7	1'255.2

3-7

COMMENTAIRES :

groupe 314

Les travaux de maintenance nécessaires dans les services ont été moins importants.

groupe 315

une économie ponctuelle a été réalisée suite à l'internalisation de travaux qui étaient auparavant confiés à des tiers.

groupe 318

La mise en place de nos propres fibres optiques en remplacement de fibres optiques louées a permis de réaliser une économie substantielle.

3.7.7 ÉNERGIE

en milliers de francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
total charges		21'830.2	21'670.2	160.0	0.7	22'115.9
312	eau, énergie, combustible	20'528.4	20'600.2	-71.8	-0.3	20'861.1
312020	C-ENE BOIS	75.6	90.0	-14.4	-15.9	117.8
312030	C-ENE Electricité	8'093.2	8'340.0	-246.8	-3.0	8'294.3
312040	C-ENE EAU	6'394.0	6'570.0	-176.0	-2.7	6'176.5
312060	C-ENE chauffage	302.0	198.3	103.7	52.3	242.7
312070	C-ENE GAZ	2'817.6	2'984.1	-166.4	-5.6	3'233.9
312080	C-ENE Huile de chauffage	2'456.0	2'417.8	38.1	1.6	2'795.9
312999	C-ENE écarts d'inv.rebus, dim.prix	390.1	-	390.1	-	0.1
314	entretien des immeubles par des tiers	1'301.8	1'070.0	231.9	21.7	1'254.8
314201	C-ENE Entretien bâtiments administratifs	124.6	90.0	34.6	38.5	109.0
314251	C-ENE contrats bâtiments administratifs	86.8	65.0	21.8	33.6	81.6
314302	C-ENE Entretien des bâtiments publics	434.2	289.7	144.5	49.9	306.3
314352	C-ENE contrats bâtiments publics	220.2	170.3	49.9	29.3	241.5
314501	C-ENE Entretien bâtiments locatifs	344.8	290.0	54.8	18.9	383.0
314551	C-ENE contrats bâtiments locatifs	90.5	165.0	-74.5	-45.1	133.3
314701	C-ENE Entretien homes pour personnes âgées	0.8	-	0.8	-	-

COMMENTAIRES :

Groupe 312

Les conditions climatiques favorables, ainsi qu'une baisse des tarifs dans le second semestre 2014, expliquent l'économie globale au niveau des frais de chauffage toutes énergies confondues. À noter la diminution substantielle de la facture globale d'électricité.

Le résultat 2014, en diminution par rapport aux comptes 2013, a permis de respecter la dotation budgétaire. La baisse de la valeur du stock au 31 décembre 2014, a été compensée par une écriture comptable.

3.7.8 GÉRANCE IMMOBILIÈRE MUNICIPALE

en milliers de francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
total charges		1'345.9	1'311.1	34.8	2.7	1'371.9
312	eau, énergie, combustible	1'345.9	1'311.1	34.8	2.7	1'371.9
312061	C-GIM chauffage	1'345.9	1'311.1	34.8	2.7	1'371.9

3.7.9 RESSOURCES HUMAINES

en milliers de francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
total charges		454'880.3	461'729.1	-6'848.8	-1.5	455'203.5
300	Autorités et commissions	1'787.0	2'071.6	-284.6	-13.7	1'580.6
300161	C-DRH Jetons de présence CM (compétence DRH)	1'734.1	2'008.2	-274.1	-13.6	1'557.6
300921	C-DRH Jetons de présence autres commissions	52.8	63.4	-10.5	-16.6	23.0
301	traitements du personnel	362'820.8	365'305.1	-2'484.3	-0.7	359'921.7
301020	C-DRH Allocations de naissance	46.5	35.0	11.5	32.9	47.7
301180	C-DRH salaires fonctionnaires	298'756.0	319'193.8	-20'437.7	-6.4	298'397.0
301190	C-DRH salaires personnel auxiliaire	17'633.9	10'732.8	6'901.1	64.3	15'535.8
301200	C-DRH salaires des stagiaires	395.8	400.0	-4.2	-1.0	399.8
301210	C-DRH salaires des apprentis	1'373.4	1'309.5	64.0	4.9	1'268.9
301240	C-DRH salaires des civilistes	282.0	320.0	-38.0	-11.9	244.6
301250	C-DRH salaires des jeunes durant l'été	248.7	250.0	-1.3	-0.5	249.2
301270	C-DRH heures supplémentaires	2'046.9	1'204.1	842.8	70.0	1'819.3
301300	C-DRH prime de fidélité	25'956.4	27'210.8	-1'254.3	-4.6	25'745.5
301301	C-DRH indemnités de départ	85.5	-	85.5	-	-
301310	C-DRH prime de mise à la retraite	559.2	548.8	10.4	1.9	804.6
301331	C-DRH prime professionnelle et de fonction	2'243.2	2'104.7	138.5	6.6	2'247.7
301340	C-DRH service supplémentaire (indemnité)	1'184.7	1'072.6	112.1	10.5	1'178.1
301350	C-DRH indemnités de nuisance	7'535.3	7'111.1	424.2	6.0	7'757.7
301360	C-DRH prime de fin d'étude	6.5	14.0	-7.5	-53.6	12.0
301380	C-DRH heures complémentaires	-	-	-	-	0.9
301400	C-DRH salaires réguliers	4.4	-	4.4	-	16.5
301500	C-DRH traitement divers - réadapt. professionnelle	417.7	950.0	-532.3	-56.0	170.8
301510	C-DRH réduction pour postes vacants	-	-11'000.0	11'000.0	-100.0	-
301600	C-DRH allocations pour enfants	4'044.7	3'848.1	196.6	5.1	4'025.6
303	Assurances sociales	31'049.1	30'961.0	88.1	0.3	29'458.2
303350	C-DRH assurance maternité part ADM	145.6	157.1	-11.4	-7.3	148.6
303360	C-DRH cotisations AVS, AI, APG	18'294.0	19'255.3	-961.3	-5.0	18'218.9
303380	C-DRH cotisations assurance chômage	3'815.3	3'738.9	76.4	2.0	3'796.0
303390	C-DRH part aux frais administratifs AVS	518.5	545.9	-27.4	-5.0	516.4
303400	C-DRH cotisations allocations familiales	8'172.7	7'103.9	1'068.8	15.0	6'620.6
303520	C-DRH contributions pour civilistes	102.9	160.0	-57.1	-35.7	157.6
304	caisses de pensions et de prévoyance	45'156.8	47'131.0	-1'974.2	-4.2	45'992.6
304410	C-DRH cotisat. caisse assurance du personnel (CAP)	45'100.0	46'921.0	-1'821.1	-3.9	45'949.2
304450	C-DRH caisse assurance du personnel 57/62 ans	-	200.0	-200.0	-100.0	-
304510	C-DRH cotisations autres caisses	56.8	10.0	46.8	468.3	43.5

RESSOURCES HUMAINES - SUITE

en milliers de francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
305	Assurance maladie et accidents	7'758.5	8'579.4	-820.9	-9.6	8'034.7
305530	C-DRH cotisat.assurance accidents professionnels	2'823.2	8'123.4	-5'300.2	-65.2	2'849.9
305540	C-DRH cotisat.assurance accidents non profession.	4'581.0	-	4'581.0	-	4'756.5
305580	C-DRH Particip. caisse maladie pers. fixe et temp.	177.6	216.0	-38.4	-17.8	256.7
305631	C-DRH cotisations assurances hors LAA	176.7	240.0	-63.3	-26.4	171.6
306	Prestations en nature	669.0	757.4	-88.4	-11.7	687.8
306640	C-DRH Indemnités de repas	352.2	336.9	15.3	4.5	348.7
306650	C-DRH Indemnités de vêtements	316.4	420.5	-104.1	-24.7	336.1
306670	C-DRH frais de lunettes	0.4	-	0.4	-	3.0
307	Prestations aux pensionnés	2'344.7	2'466.0	-121.3	-4.9	5'369.0
307670	C-DRH Pension du conseil Administratif	1'280.6	1'455.0	-174.4	-12.0	1'353.0
307680	C-DRH Pension SIS	972.9	941.0	31.9	3.4	669.0
307681	C-DRH Pensions diverses	0.6	10.0	-9.4	-94.3	3.4
307690	C-DRH Rentes complémentaires	90.7	60.0	30.7	51.2	3'343.6
308	Personnel interimaire	80.4	492.0	-411.6	-83.7	50.5
308750	C-DRH Personnel interimaire	80.4	492.0	-411.6	-83.7	50.5
309	Autres charges du personnel	2'471.0	3'257.1	-786.0	-24.1	3'096.5
309770	C-DRH Annonces et frais pour la recherche de pers.	216.2	220.0	-3.8	-1.7	268.2
309810	C-DRH cours formation, instructions, perfectionn.	1'917.4	2'590.0	-672.6	-26.0	2'458.8
309830	C-DRH Frais de visites médicales	66.1	145.0	-78.9	-54.4	55.9
309900	C-DRH Fonds de décès	171.4	182.1	-10.7	-5.9	171.8
309940	C-DRH Indemnités au décès	99.9	120.0	-20.1	-16.8	141.7
317	Dédommagements	718.3	708.5	9.8	1.4	785.7
317021	C-DRH Indemnités de téléphone du personnel	2.7	-	2.7	-	2.2
317050	C-DRH Débours des autorités	68.9	68.9	-	-	68.9
317060	C-DRH Indemnités de fonction	284.9	409.6	-124.7	-30.4	341.4
317071	C-DRH Frais dépl. et repas de travail du personnel	62.3	20.0	42.3	211.4	67.0
317080	C-DRH Indemn.utilisation transports publics gen.	299.5	210.0	89.5	42.6	306.2
318	Honoraires et prestations de service	24.8	0.0	24.8	0.0	26.3
318432	C-DRH Liaisons inform.,radio,tv,internet du cm	24.8	-	24.8	-	26.3
319	Frais divers	0.0	0.0	0.0	0.0	200.0
319061	C-DRH Autres frais	-	-	-	-	200.0

RESSOURCES HUMAINES - SUITE

en milliers de francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
total revenu		5'113.9	3'980.0	1'133.9	28.5	5'398.9
427	immeubles du patrimoine administratif	92.6	210.0	-117.4	-55.9	107.3
427180	C-DRH macarons parking personnel	92.6	210.0	-117.4	-55.9	107.3
429	Autres revenus	0.5	0.0	0.5	0.0	0.4
429361	C-DRH revenus divers	0.5	-	0.5	-	0.4
436	dédommagements de tiers	5'020.8	3'770.0	1'250.8	33.2	5'291.3
436220	C-DRH frais de formation, remboursement	18.8	20.0	-1.2	-6.2	21.6
436241	C-DRH Primes d'assurances, remboursement	1.8	-	1.8	-	1.8
436250	C-DRH remboursement perte de salaire - accident	2'921.6	2'800.0	121.6	4.3	3'902.6
436260	C-DRH remboursement perte de salaire - invalidité	1'069.2	250.0	819.2	327.7	492.1
436280	C-DRH rembours. perte salaire - personnel mobilisé	206.3	200.0	6.3	3.2	152.0
436301	C-DRH dédommagements divers	4.5	-	4.5	-	4.5
436500	C-DRH remboursement perte salaires - maternité	798.5	500.0	298.5	59.7	716.6

3-7

COMMENTAIRES :

L'économie de 6.8 mios sur les comptes de charges 2014 provient essentiellement des mouvements de personnel ainsi que des vacances de postes tout au long de l'année. Le nombre de postes vacants au 31 décembre 2014 était de 136.94 postes (EPT).

groupe 300

Les jetons de présence conseil municipal et des commissions ont été inférieurs au budget.

groupe 303

L'écart de charge résulte de la modification du taux de cotisation des allocations familiales qui a augmenté de 0.1%.

groupe 304

Les salaires LPP pour le calcul des charges sociales sont directement liées au mouvement du personnel, ils ont été inférieurs à ceux budgétés.

groupe 305

Le budget est établi sur la base d'un taux moyen de sinistralité sur la base des années antérieures, ce taux a été inférieur à la prévision.

groupe 306

L'écart résulte de remboursements de frais inférieurs au budget.

groupe 307

Le décès d'un-e bénéficiaire a diminué la charge comptabilisée.

groupe 308

Le recours au personnel intérimaire par le département de l'environnement urbain et de la sécurité (service voirie ville propre) et le département de la cohésion sociale et solidarité (service social) a été inférieur aux prévisions.

groupe 309

Les formations obligatoires ont été inférieures aux prévisions en 2014.

4

COMPTES PAR DÉPARTEMENT

4

AUTORITÉS

4.1

4 COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE DES DÉPARTEMENTS

4.1 AUTORITÉS

4.1.1 FAITS MARQUANTS ET COMMENTAIRES SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

faits marquants 2014

direction générale

durant l'année 2014, la direction générale a continué à assurer son rôle d'appui et de proposition auprès du conseil administratif (CA) et de coordination au sein de l'administration.

Plusieurs projets et études ont été conduits au sein du CODIR (comité de direction), du COATTRIM (comité d'attribution immobilière) et de la COMIN (commission d'investissement).

Le CODIR et ses sous-groupes ont travaillé sur plusieurs projets.

d'une part, le CODIR a poursuivi son rôle de coordination et de comité de pilotage de plusieurs importants projets transversaux, tels que le suivi des risques, le déploiement du contrôle interne, la gestion des risques de projet, le monitoring du plan directeur communal, le programme stratégique de développement durable, la redéfinition des indemnités et remboursement de frais. d'autre part, il a finalisé et validé, en vue de leur présentation au CA, les directives générales suivantes : subventions municipales, achat de fournitures et de services, communiqués de presse du CA, gestion des vélos de service, activités accessoires, concept global de sécurité et de protection contre les risques d'incendie, identité visuelle, modification de la directive générale relative à l'élaboration des directives générales.

tout au long de l'année, les directeurs et directrices de département ont travaillé de concert sur le projet de redéfinition des tâches et compétences du canton de Genève et des communes et sur la mise à jour de la feuille de route du CA.

Le COATTRIM a été consulté régulièrement pour l'attribution de locaux et bureaux, et a répondu aux nombreuses sollicitations internes et externes.

Le groupe de travail interne chargé de préparer un projet de gestion du patrimoine administratif a terminé ses travaux ; une proposition de gestion du patrimoine administratif et des objets situés sur le domaine public sera soumise au CA.

pendant l'année écoulée la COMIN a travaillé à l'élaboration du 10ème PFI 2015-2026 en proposant divers scénarii de planification des dépenses d'investissement ; elle a aussi exploré des pistes pour alléger la charge financière et élaboré de nouveaux outils de pilotage financier. de nombreuses études ont été effectuées, notamment sur l'impact des investissements sur l'économie locale, la maîtrise des investissements, l'étude sur les amortissements et la thématique du partenariat public/privé.

département des Autorités

comme chaque année, le service des relations extérieures (SRE) a organisé la fête du 1er août et celle du 31 décembre. Monsieur Sami Kanaan, maire, a souhaité innover en situant la fête nationale dans le parc La Grange, où le Grand Genève a été mis à l'honneur, et en décentralisant dans les quartiers la fête du 31 décembre dont la préparation s'est faite en collaboration avec les associations de quartiers.

La traditionnelle soirée du « Geneva Opera Pool » offerte à la communauté internationale ainsi que la cérémonie d'accueil des nouveaux habitants ont également rencontré un vif succès.

Le SRE participe activement aux réunions des comités du club suisse de la presse, du centre d'accueil Genève internationale, du club diplomatique ainsi qu'au groupe permanent conjoint technique sur la Genève internationale. cette année encore, la cérémonie de remise du Prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits de l'homme, organisée par le SRE, s'est inscrite dans le cadre de la semaine des droits humains.

dans le cadre des célébrations du bicentenaire de l'entrée de Genève dans la confédération, le SRE a fourni un appui financier et logistique important. du côté des réseaux de villes, le SRE a préparé la candidature de Genève et Lancy pour accueillir en 2015 la Journée des villes de l'Union des villes suisses.

dans le domaine de la coopération internationale, le SRE a présidé la commission consultative et organisé l'accueil des délégations étrangères qui ont rencontré des membres du CA. de plus, l'unité réceptions du SRE a organisé toutes les réceptions du CA ainsi que les repas offerts à ses hôtes de marque à la villa La Grange.

parallèlement, l'Administration centrale a œuvré à l'introduction du nouveau règlement sur l'octroi des subventions en s'intégrant au processus d'élaboration de la directive y relative et du programme informatique de gestion centralisée des subventions (module GM).

dans ce cadre, l'ACE a également participé activement à la campagne publique d'information aux institutions subventionnées, ainsi qu'au programme de formation comptable destiné aux associations sans but lucratif.

En 2014, les 17 locaux de vote de la ville ont également dû revoir la procédure de ramassage des urnes qui ne donnait pas satisfaction lorsque ce ramassage était organisé par la chancellerie du canton de Genève. une collaboration avec le SEEP a permis d'adapter le nouveau protocole du canton de Genève à notre commune en modifiant les propositions de la chancellerie de manière à garantir une centralisation rapide et efficace des urnes au service des votations. Les votations du 30 novembre 2014 ont confirmé l'efficacité des mesures prises ainsi que la pertinence du nouveau protocole de la ville de

genève en la matière.

Au niveau de la communication, l'unité infocom a mis en œuvre un certain nombre de projets dont notamment la création du site intranet avec un nouveau design, de nouvelles rubriques et un nouveau concept d'image, la réalisation de sept films par la cellule vidéo pour les départements de la ville sur des sujets aussi divers que les pistes cyclables, les activités estivales, le genre dans le sport, le musée d'art et d'histoire (MAH) et le musée d'ethnographie (MEG) ou les nouvelles prestations de la police municipale. Durant cette année, le complément à la charte graphique a été implémenté.

L'unité a également collaboré très activement avec la mairie dans la réalisation de l'exposition photographique «vis-à-vis» ainsi que de la communication autour de l'exposition. La démarche de refonte du magazine vivre à Genève a été engagée avec la préparation de l'étude de lectorat prévue début 2015. Des études d'ergonomie du site web de la ville ont également été réalisées en vue de son amélioration en 2015. En outre, les formations pour les contributeurs au site web dans les départements ont été développées et données dans le cadre des formations proposées par la ville. La stratégie relative aux médias sociaux a été élaborée et présentée au CA qui l'a approuvée. La base de données photocom, visant à répertorier les photographies et à les mettre à la disposition des collaborateurs et collaboratrices de la ville dans l'élaboration de supports de communication, a été mise en place.

De leur côté, les Archives de la ville de Genève ont poursuivi leurs efforts pour aider les services à se doter de plans de classement pour leurs dossiers et leurs répertoires informatiques. Les demandes des services pour se doter de cet instrument indispensable à une bonne gestion de l'information ont été toujours plus fréquentes.

Le cours «Introduction au records management et à la gestion des archives», destiné aux correspondant-e-s archives et records management des services de l'Administration municipale, a été donné à trois reprises en 2014 et a rencontré un vif succès.

Une fructueuse collaboration avec le Fonds municipal d'art contemporain (FMAC) a permis de traiter les archives du centre pour l'image contemporaine, reçues par le FMAC suite à la cessation des activités du centre.

Les Archives de la ville de Genève ont achevé la numérisation de la correspondance d'Eugène Pittard, premier directeur du MEG et scientifique de renommée internationale. Plus d'une centaine de registres anciens provenant des quatre cimetières communaux ont également été numérisés.

Quant aux versions numérisées des vidéos conservées par les Archives de la ville, elles sont désormais consultables par le public à la médiathèque de la bibliothèque d'Art et d'Archéologie.

Finalement, le contrôle financier est sous la responsabilité d'un nouveau directeur depuis le 1er mars 2014.

une réorganisation du service est en cours afin d'aligner les missions sur les enjeux de la ville et de mettre en application le nouveau règlement LC 21 191 «règlement sur le contrôle interne, l'audit interne et la révision des comptes annuels en ville de Genève». un spécialiste informatique a également rejoint le service le 1er novembre 2014 permettant d'étendre les compétences sur les thématiques des systèmes d'information.

commentaires sur les priorités et perspectives 2014

direction générale

En 2014, l'une des priorités était l'élaboration - par la COMIN - du 10ème plan financier d'investissement (PFI) 2015-2026. cet objectif a été entièrement réalisé puisque d'une part, le plan d'investissement a été déposé de manière à pouvoir être étudié en même temps que le projet de budget de fonctionnement 2015 et d'autre part, sa version finale a été approuvée par le CA le 17 septembre 2014. cet objectif a été finalisé par la publication du plan et sa diffusion en automne 2014.

La seconde priorité était de poursuivre, via le CODIR, la supervision des grands projets en cours, notamment la redéfinition des indemnités et des remboursements de frais en ville de Genève. cette perspective s'est concrétisée par l'élaboration de nouveaux règlements dont certains sont déjà dans la phase de leur mise en application.

département des autorités

Parallèlement, le département a poursuivi le développement d'une approche transversale au niveau de ses services et unités, notamment dans le domaine des subventions, des ressources humaines et du contrôle interne.

Pour les subventions, le département a œuvré à l'introduction du nouveau règlement sur l'octroi des subventions et a aidé les associations à s'organiser pour répondre aux nouvelles exigences en la matière.

Au niveau de l'harmonisation de la gestion des ressources humaines, l'ensemble des services et unités du département est passé sous la gestion unifiée du portail RH assurant le contrôle du temps de présence et la planification des congés. ce module vient compléter le GANP déjà mis en œuvre en 2013 pour suivre les absences non planifiées.

Au sujet du contrôle interne, son implantation a progressé car les codes des services et unités sont en voie d'achèvement. toutes les procédures ont été identifiées, bien que certaines doivent encore être formalisées.

Finalement, concernant l'assainissement du catalogue des directives générales administratives (DGA), 35 DGA ont été traitées (abrogées ou mises à jour) en 2014. De ce fait, il n'en reste plus que 71 à traiter sur les 199 du catalogue initial.

4.1.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
mettre en œuvre la nouvelle gestion du temps de travail avec les nouveaux outils du portail RH au sein du département	taux des services et unités utilisant les outils du portail RH	100% des services et unités	50% des services et unités	100%	
mettre à jour les directives de gestion administrative (DGA) dans l'ensemble des départements	nombre de DGA traitées	30 DGA	10	35 DGA ont été traitées, abrogées ou mises à jour	
Finaliser la phase d'implantation du système de contrôle interne (SCI)	nombres de CODEX des services et unités réalisés	8 CODEX (un par service et unité)	8 CODEX	cf. commentaire sur l'objectif	

4.1.3 COMMENTAIRES SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

objectif 1

Le projet portail RH a pour but le développement d'une plate-forme de gestion RH commune à l'administration municipale. Il est le fruit d'une collaboration transversale menée conjointement avec les répondantes RH des services et unités du département des Autorités, la DRH et la DSI.

Depuis le 1er juin 2014, le portail RH est implémenté sur l'ensemble des 6 services du département des Autorités.

Ce nouvel outil se veut simple et efficace. Il vise à améliorer la transparence dans la gestion des ressources humaines, faciliter le travail qui y est lié, uniformiser et optimiser les processus, et mettre en réseau des informations en un point d'accès unique. C'est aussi une plate-forme qui fonctionne en lien avec SAP et offre une gestion intégrée des processus RH. Il est compatible notamment avec le statut du personnel de la ville de Genève et son règlement d'application.

Grâce au portail RH, chaque membre du personnel disposant d'un login à un ordinateur professionnel peut interagir avec SAP et consulter les données qui le concernent.

objectif 2

L'indicateur initialement prévu a été modifié pour mieux rendre compte du travail effectué durant l'année écoulée. En effet, le nombre de DGA traitées est plus significatif que le nombre de départements dont les DGA sont entièrement à jour.

Les directions transversales (DFIN, DRH) et le DEUS ont fait un gros travail d'analyse des DGA pour avancer avec leur mise à jour. De nombreuses DGA obsolètes ont été remplacées par des procédures ou de nouvelles directives et ont pu être abrogées. Un prestataire a été choisi pour le développement d'une plate-forme de gestion des directives qui sera opérationnelle en été 2015. L'objectif fixé pour 2014 est atteint.

objectif 3

Toutes les procédures ont été identifiées et inventoriées dans les CODEX de chaque service et unité. Leur formalisation et les matrices de contrôles y relatives sont en cours de réalisation. Cependant, la modification de plusieurs organigrammes a freiné l'achèvement de certains CODEX. C'est pourquoi, l'objectif chiffré, en termes des CODEX des services et unités n'a été que partiellement atteint (80%).

4.1.4 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs

	DG	ACE	LEX	SRE	SCM	CM	CA	CFI	total
Administration générale	4'724	3'987	1'915	3'517	2'113	2'519	3'153	2'019	23'948
sécurité publique							17'173		17'173
culture et loisirs							549		549
prévoyance sociale		6		96			974		1'076
Trafic							268		268
protection et aménagement de l'environ.							20		20
total	4'724	3'994	1'915	3'612	2'113	2'519	22'138	2'019	43'034

4.1

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs

	DG	ACE	LEX	SRE	SCM	CM	CA	CFI	total
Administration générale	92	986	5	18	1		557		1'659
Trafic							17'173		17'173
total	92	986	5	18	1	0	17'730	0	18'832

4.1.5 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

AUTORITÉS	TOTAL CHARGES	43'033'855	42'168'831	865'024	2%	40'524'464
	TOTAL REVENUS	18'831'535	16'024'350	2'807'185	18%	17'473'022
en francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
01 CONSEIL MUNICIPAL						
CHARGES		2'519'492	2'907'465	-387'973	-13%	2'528'877
30 charges de personnel		1'827'893	2'149'288	-321'396	-15%	1'818'361
300 Autorités et commissions		1'748'451	2'018'210	-269'759	-13%	1'748'928
303 Assurances sociales		76'397	125'313	-48'916	-39%	66'050
305 Assurance maladie et accidents		3'044	5'765	-2'721	-47%	2'828
309 Autres charges du personnel		0	-	0	-	555
31 biens, services et marchandises		602'508	670'279	-67'771	-10%	611'392
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité		58'083	101'200	-43'117	-43%	68'826
311 mobilier, machines, véhicules et matériel		498	-	498	-	2'294
313 Achats de fournitures et autres marchandises		3'903	5'000	-1'097	-22%	548
314 entretien des immeubles par des tiers		1'428	-	1'428	-	1'337
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers		53'056	40'682	12'374	30%	25'015
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation		730	-	730	-	0
317 Dédommagements		158'199	198'000	-39'801	-20%	169'917
318 honoraires et prestations de service		321'042	315'647	5'395	2%	339'222
319 Frais divers		5'569	9'750	-4'181	-43%	4'232
33 Amortissements		63'550	82'751	-19'200	-23%	83'579
331 Amortissements ordinaires du PA		63'550	82'751	-19'200	-23%	83'579
36 subventions accordées		2'000	2'000	-	0%	2'000
365 subventions accordées - institutions privées		2'000	2'000	-	0%	2'000
39 imputations internes		23'541	3'147	20'394	648%	13'545
390 Intérêts répartis		1'054	1'947	-893	-46%	1'638
392 Autres prestations internes		22'487	1'200	21'287	1774%	11'907
REVENUS		-	-	-	-	377
43 revenus divers		-	-	-	-	377
436 Dédommagements de tiers		0	0	0	-	377
02 CONSEIL ADMINISTRATIF, MAIRE ET ADJOINT						
CHARGES		2'446'228	2'454'598	-8'370	0%	2'122'730
30 charges de personnel		1'387'922	1'366'570	21'352	2%	1'381'506
301 Traitements du personnel		1'269'618	1'237'416	32'202	3%	1'268'352
303 Assurances sociales		107'088	101'939	5'149	5%	101'644
305 Assurance maladie et accidents		10'976	26'975	-16'000	-59%	11'271
309 Autres charges du personnel		240	240	0	0%	240
31 biens, services et marchandises		574'552	1'037'028	-462'476	-45%	726'101
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité		1'421	16'000	-14'579	-91%	3'837
311 mobilier, machines, véhicules et matériel		150	-	150	-	3'742
313 Achats de fournitures et autres marchandises		1'494	2'700	-1'206	-45%	1'845

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
314 entretien des immeubles par des tiers	53	-	53	-	9'677
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	6'794	10'264	-3'470	-34%	16'896
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	11'776	18'000	-6'224	-35%	11'953
317 dédommagements	132'579	186'500	-53'921	-29%	134'608
318 honoraires et prestations de service	356'893	686'564	-329'671	-48%	497'822
319 frais divers	63'393	117'000	-53'607	-46%	45'721
37 subventions redistribuées	480'000	0	480'000	-	0
375 subventions redistribuées - institutions privées	480'000	0	480'000	-	0
39 imputations internes	3'754	51'000	-47'246	-93%	15'123
391 mise à disposition de locaux	0	31'000	-31'000	-100%	0
392 autres prestations internes	3'754	20'000	-16'246	-81%	15'123
REVENUS	557'307	45'000	512'307	1138%	124'583
43 revenus divers	77'307	45'000	32'307	72%	124'583
436 dédommagements de tiers	77'307	45'000	32'307	72%	124'583
47 subventions à redistribuer	480'000	0	480'000	-	0
471 subventions à redistribuer - cantons	100'000	0	100'000	-	0
472 subventions à redistribuer - communes	380'000	0	380'000	-	0

05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE

4.1

CHARGES	18'981'835	20'091'324	-1'109'489	-6%	17'756'818
30 charges de personnel	12'398'818	12'999'223	-600'404	-5%	11'438'365
301 traitements du personnel	9'959'051	10'511'516	-552'465	-5%	9'259'060
303 assurances sociales	854'995	860'147	-5'152	-1%	758'577
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'280'244	1'355'509	-75'266	-6%	1'186'130
305 assurance maladie et accidents	147'739	230'499	-82'759	-36%	143'113
306 prestations en nature	19'220	36'560	-17'340	-47%	24'312
309 autres charges du personnel	137'569	4'992	132'577	2656%	67'174
31 biens, services et marchandises	5'330'837	5'861'271	-530'434	-9%	4'969'028
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	714'438	763'300	-48'862	-6%	625'744
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	39'635	52'000	-12'365	-24%	52'307
312 eau, énergie, combustible	135'392	128'974	6'418	5%	135'974
313 achats de fournitures et autres marchandises	851'107	869'400	-18'293	-2%	827'964
314 entretien des immeubles par des tiers	132'566	171'659	-39'093	-23%	185'479
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	266'417	194'288	72'129	37%	186'365
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	155'226	108'350	46'876	43%	164'239
317 dédommagements	83'609	131'340	-47'731	-36%	69'520
318 honoraires et prestations de service	2'227'612	2'675'060	-447'448	-17%	1'961'614
319 frais divers	724'835	766'900	-42'065	-5%	759'822
33 amortissements	120'701	128'451	-7'750	-6%	121'530
331 amortissements ordinaires du PA	120'676	128'451	-7'775	-6%	121'680
334 pertes sur débiteurs	25	-	25	-	-150

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
35 dédommagements à des collectivités publiques	6'154	25'000	-18'846	-75%	28'282
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	6'154	25'000	-18'846	-75%	28'282
37 subventions redistribuées	77'250	75'000	2'250	3%	83'575
376 personnes physiques	77'250	75'000	2'250	3%	83'575
39 imputations internes	1'048'075	1'002'380	45'695	5%	1'116'038
390 intérêts répartis	8'389	8'836	-447	-5%	7'422
391 mise à disposition de locaux	683'854	668'379	15'475	2%	669'428
392 autres prestations internes	355'832	325'165	30'667	9%	439'188
REVENUS	1'101'273	979'350	121'923	12%	1'111'917
42 revenus des biens	13'388	2'000	11'388	569%	24'113
427 immeubles du patrimoine administratif	4'191	2'000	2'191	110%	5'450
429 autres revenus	9'197	-	9'197	-	18'663
43 revenus divers	1'004'831	902'350	102'481	11%	982'518
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	0	0	0	-	300
435 ventes	845'039	847'000	-1'961	0%	820'686
436 dédommagements de tiers	66'665	10'350	56'315	544%	87'492
439 autres contributions	93'127	45'000	48'127	107%	74'040
45 dédommagements de collectivités publiques	5'804	0	5'804	-	17'265
450 confédération	5'804	0	5'804	-	17'265
46 subventions acquises	0	-	0	-	4'446
469 autres subventions	0	-	0	-	4'446
47 subventions à redistribuer	77'250	75'000	2'250	3%	83'575
471 subventions à redistribuer - cantons	77'250	75'000	2'250	3%	83'575
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)					
CHARGES	0	0	0	-	561'618
36 subventions accordées	0	0	0	-	561'618
365 subventions accordées - institutions privées	0	0	0	-	559'496
366 subventions accordées - personnes physiques	0	0	0	-	2'123
1 SÉCURITÉ PUBLIQUE					
11 SÉCURITÉ MUNICIPALE					
CHARGES	17'172'954	15'000'000	2'172'954	14%	16'236'144
35 dédommagements à des collectivités publiques	17'172'954	15'000'000	2'172'954	14%	16'236'144
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	17'172'954	15'000'000	2'172'954	14%	16'236'144
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	541'788	255'162	286'626	112%	85'758
31 biens, services et marchandises	0	0	0	-	1'058
314 entretien des immeubles par des tiers	0	0	0	-	1'058
36 subventions accordées	541'788	255'162	286'626	112%	84'700
361 subventions accordées - cantons	15'581	0	15'581	-	0

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
363 subventions accordées - propres établissements	4'333	0	4'333	-	0
365 subventions accordées - institutions privées	516'874	255'162	261'712	103%	84'700
366 subventions accordées - personnes physiques	5'000	0	5'000	-	0
34 SPORTS					
CHARGES	7'556	-	7'556	-	8'000
36 subventions accordées	7'556	-	7'556	-	8'000
365 subventions accordées - institutions privées	7'556	-	7'556	-	8'000
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	1'076'292	1'150'982	-74'690	-6%	1'011'827
36 subventions accordées	1'076'292	1'150'982	-74'690	-6%	1'011'827
360 subventions accordées - confédération	0	0	0	-	3'000
365 subventions accordées - institutions privées	810'692	900'982	-90'290	-10%	749'994
366 subventions accordées - personnes physiques	600	0	600	-	0
367 subventions accordées - étranger	265'000	250'000	15'000	6%	258'833
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
REVENUS	17'172'954	15'000'000	2'172'954	14%	16'236'144
45 dédommagements de collectivités publiques	17'172'954	15'000'000	2'172'954	14%	16'236'144
451 cantons	17'172'954	15'000'000	2'172'954	14%	16'236'144
65 TRAFIC RÉGIONAL					
CHARGES	267'600	309'300	-41'700	-13%	211'950
36 subventions accordées	267'600	309'300	-41'700	-13%	211'950
361 subventions accordées - cantons	250'000	309'300	-59'300	-19%	190'700
365 subventions accordées - institutions privées	17'600	0	17'600	-	21'250
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT					
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	0	-	0	-	661
31 biens, services et marchandises	0	-	0	-	661
318 honoraires et prestations de service	0	-	0	-	661
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.					
CHARGES	20'000	-	20'000	-	0
36 subventions accordées	20'000	-	20'000	-	0
365 subventions accordées - institutions privées	20'000	-	20'000	-	0
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	111	-	111	-	79
32 intérêts passifs	111	-	111	-	79
320 engagements courants	111	-	111	-	79

4.1

4.1.6 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

02 conseil administratif, maire et adjoint

318 honoraires et prestations de service

Le disponible s'explique principalement, d'une part, par le non dépensé du mandat de TV Léman bleu dont le budget se trouve dans le groupe 365 et, d'autre part, par des économies sur les honoraires d'avocats et de notaires en raison de contingences favorables.

375 subventions redistribuées - institutions privées

La dépense non budgétée résulte du financement du projet GE200.CH par des partenaires extérieurs à la ville de Genève (l'Association des communes genevoises (ACG), le canton de Genève et Genève tourisme & congrès).

471 subventions à redistribuer - cantons

Le revenu correspond au versement de la participation du canton de Genève au projet GE200.CH.

472 subventions à redistribuer - communes

Le revenu correspond aux participations de l'ACG et de Genève tourisme & congrès au projet GE200.CH et celui de l'exposition Milan 2015.

05 Administration générale

318 honoraires et prestations de service

- 1) L'absence d'élections en 2014 ainsi qu'un nombre restreint de votations, se traduisent par des économies sur les frais d'affranchissements et les frais de votations.
- 2) un non dépensé sur l'organisation des événements qui se justifie par :
 - économies réalisées dans la rubrique « organisation d'événements » pour la fête du 1er août (en raison des infrastructures déjà existantes pour le concert) et l'événement mairie « économie créative » ;
 - report en 2015 du projet de la nouvelle plaquette pour la villa La Grange ;
 - l'imputation de factures sur d'autres groupes répartis notamment dans les groupes 310 et 316.
- 3) Le projet concernant la numérisation des archives n'a pu être mené à son terme pour 2014 en raison du temps de préparation nécessaire des documents avant leur numérisation.

30 encouragement à la culture

365 subventions accordées - institutions privées

Le dépassement s'explique par la transformation du mandat de TV Léman bleu en subvention. Ce montant est compensé par un rendu équivalent sur les comptes 318 du conseil administratif.

4.1.7 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	FIXES					AUXILIAIRES		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2014	Écart postes	C 2014	B 2014	Écart
05	Administration générale	72.2	6.1	78.3	77.5	0.8	854'491	830'095	24'396
	TOTAL	72.2	6.1	78.3	77.5	0.8	854'491	830'095	24'396

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.1

4.1.8 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
subventions monétaires	1'178	997	181	18%	1'156
Administration générale	2	2	0	0%	388
culture et loisirs	361	83	278	335%	93
prévoyance sociale	528	602	-75	-12%	463
trafic	268	309	-42	-13%	212
protection et aménagement de l'environ.	20	0	20	-	0
gratuités	737	721	16	2%	724
Administration générale	0	0	0	-	176
culture et loisirs	189	172	16	10%	0
prévoyance sociale	549	549	0	0%	549
total	1'915	1'717	198	12%	1'880

4.1.9 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs		C 2014	B 2014	Écart
A	Autorités	1'177'957	996'600	181'357
01	conseil municipal	2'000	2'000	-
365	subventions accordées - institutions privées	2'000	2'000	-
	amicale des anciens conseillers municipaux	2'000	2'000	-
30	encouragement à la culture	353'041	82'850	270'191
361	subventions accordées - cantons	4'000	-	4'000
	subventions et allocations diverses et imprévues	4'000	-	4'000
365	subventions accordées - institutions privées	344'041	82'850	261'191
	rencontres internationales de Genève	22'700	22'700	-
	subventions et allocations diverses et imprévues (voir également PP 34-58-65-78)	66'711	60'150	6'561
	TV Léman Bleu (transfert du groupe 318)	254'630	-	254'630
366	subventions accordées - personnes physiques	5'000	-	5'000
	subventions et allocations diverses et imprévues (voir également PP 58)	5'000	-	5'000
34	sports	7'556	-	7'556
365	subventions accordées - institutions privées	7'556	-	7'556
	subventions et allocations diverses et imprévues (voir également PP 30-58-65-78)	7'556	-	7'556
58	Aide sociale	527'760	602'450	-74'690
365	subventions accordées - institutions privées	262'160	352'450	-90'290
	commémoration du bicentenaire de l'adhésion de Genève à la confédération	40'000	50'000	-10'000
	communauté genevoise d'action syndicale - CGAS	6'200	6'200	-
	divers projets pour la Genève internationale	69'800	70'000	-200
	Fondation GIPRI	25'800	25'800	-
	rassemblement E/F politique sociale logement	20'000	20'000	-
	subventions et allocations diverses et imprévues (voir également PP 30-34-65-78)	100'360	180'450	-80'090
366	subventions accordées - personnes physiques	600	-	600
	subventions et allocations diverses et imprévues (voir également PP 30)	600	-	600
367	subventions accordées - étranger	265'000	250'000	15'000
	fds municipal d'aide humanitaire p/collectivités publ.	250'000	250'000	-
	subventions et allocations diverses et imprévues	15'000	-	15'000
65	trafic régional	267'600	309'300	-41'700
361	subventions accordées - cantons	250'000	309'300	-59'300
	compagnie générale de navigation sur le lac Léman	250'000	309'300	-59'300
365	subventions accordées - institutions privées	17'600	-	17'600
	subventions et allocations diverses et imprévues (voir également PP 30-34-58-78)	17'600	-	17'600
78	autres tâches de protection de l'env.	20'000	-	20'000
365	subventions accordées - institutions privées	20'000	-	20'000
	subventions et allocations diverses et imprévues (voir également PP 30-34-58-65)	20'000	-	20'000

4.1.10 GRATUITÉS

en francs	C 2014	B 2014	Écart
A Autorités	737'279	720'844	16'435
30 encouragement à la culture	188'747	172'312	16'435
361 subventions accordées - cantons	11'581	-	11'581
gratuités salles comm. accordées par CA	11'581	-	11'581
363 subventions accordées - propres établissements	4'333	-	4'333
gratuités salles comm. accordées par CA	4'333	-	4'333
365 subventions accordées - institutions privées	172'833	172'312	521
Fond. conserv. maison général dufour	152'312	152'312	-
gratuités salles comm. accordées par CA	20'521	20'000	521
58 Aide sociale	548'532	548'532	-
365 subventions accordées - institutions privées	548'532	548'532	-
centre henry dunant (villa plantamour)	226'428	226'428	-
villa moynier	322'104	322'104	-

FINANCES ET LOGEMENT

4.2

4.2 FINANCES ET LOGEMENT

4.2.1 FAITS MARQUANTS ET COMMENTAIRES SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

Faits marquants 2014

L'année 2014 a d'abord été marquée par la forte implication de la direction du département des finances et du logement (DFL) dans les discussions concernant la répartition des charges et des compétences entre le canton et les communes. ce dossier est essentiel pour l'avenir de la ville de Genève, puisque son issue déterminera la capacité d'action municipale pour les années à venir. dans ce cadre, le DFL a défendu une ligne claire au sein de l'Association des communes genevoises. il a plaidé pour une augmentation des compétences communales et une réflexion constructive autour des prestations. par ailleurs, pour évaluer les charges de ville-centre assumées par notre ville pour l'ensemble des communes et dans la région, un mandat a été confié au bureau d'études écoplan. la direction du département a également progressé dans la mise en œuvre du principe de responsabilité solidaire dans les marchés publics de la ville de Genève. une PR a en effet été déposée au conseil municipal afin de créer un Fonds de responsabilité solidaire.

La GIM a poursuivi en 2014 la mise en œuvre du règlement relatif aux conditions de location des logements à caractère social ; 62% des logements y sont désormais assujettis. en parallèle, les améliorations constantes apportées depuis 2007 au fonctionnement général du service ainsi qu'à sa base de données ont permis d'initier un vaste travail de cartographie du parc immobilier municipal. une brochure d'informations a été rédigée sur cette base, afin d'offrir à la population un panorama complet du parc de logements municipal. signalons aussi que le pilotage du « projet de gestion du patrimoine immobilier en ville de Genève » a progressé et qu'il a été décidé que la gestion de ce patrimoine s'effectuera sur des systèmes informatiques rattachés à une plateforme commune qui servira de référentiel à l'ensemble des services concernés.

sur proposition du DFL, le conseil administratif a adopté une politique publique en matière de diversité, fondée sur les principes d'inclusion sociale, d'égalité, de participation et de pluralité des identités. cette politique vise à faire de la diversité culturelle une force et un atout pour Genève. elle sert de cadre de référence à différents projets développés dès 2014 par le service Agenda 21-ville durable (A21) afin de lutter contre les discriminations liées à l'origine. en début d'année, l'A21 a également lancé, en collaboration avec quatre autres services municipaux, le programme « genre et sport », qui vise à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et à lutter contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre dans et à travers le sport. enfin, la manifestation La ville est à vous, qui s'est déroulée dans 11 quartiers sur 23 jours, a battu tous les records de fréquentation et d'implication des bénévoles.

en 2014, la direction des ressources humaines (DRH) a non seulement poursuivi l'élaboration du catalogue des fonctions-types, mais a aussi traité des demandes d'évaluations de fonction individuelles ainsi que des évaluations rendues nécessaires par des réorganisations de service. cet important travail, qui a occupé 19 commissions primaires et 8 commissions d'évaluation, a permis au conseil administratif de valider 125 fonctions-types et 105 fonctions individuelles. la DRH a également travaillé sur la définition d'un nouveau concept en matière de compensation des inconvénients de service liés aux horaires et aux contraintes physiques et environnementales. enfin, grâce au travail de la DRH, le nombre de places d'apprentissage en ville de Genève a encore augmenté : à la rentrée 2014-2015, l'administration municipale accueillait ainsi 90 apprenti-e-s (contre 83 en 2013-2014).

La direction des systèmes d'information et de communication (DSIC) a poursuivi son travail d'amélioration continue des outils et de la sécurité informatiques en ville de Genève. Le service a ainsi lancé la phase pilote de l'outil collaboratif vdgbox, qui sera à terme accessible à tous les collaborateurs municipaux. un test d'intrusion externe et indépendant a été mené ; il permettra d'améliorer la sécurité des systèmes d'information de la ville. par ailleurs, pour répondre de manière optimale aux attentes des utilisateur-trice-s, la DSIC a allongé de trois heures les horaires de permanence de la hotline. celle-ci peut désormais répondre aux appels en offrant une couverture sans interruption de 8h00 à 18h00. enfin, la DSIC a continué à collaborer avec l'ensemble de l'administration municipale. elle a, par exemple, mis en place les services informatiques du musée d'ethnographie et a introduit une nouvelle application (sydociv) au sein du service de l'état civil pour assurer une meilleure gestion et une unification des saisies de données des enregistrements des mariages et des partenariats.

signalons enfin que pour permettre à la population genevoise de mieux comprendre comment fonctionne la solidarité internationale, la délégation Genève ville solidaire (DGVS) a conçu une exposition intitulée « Les jeunes au centre de la coopération internationale ». installée durant les mois de juillet et d'août 2014 dans les quartiers de saint-Jean et de Plainpalais, cette exposition a mis en lumière une dizaine de projets soutenus par la commune dans le domaine de l'aide à l'enfance.

commentaires sur les priorités et perspectives 2014

garantir des finances saines et mieux communiquer autour des prestations publiques

dans un contexte de forte pression sur les recettes fiscales, le département a lancé une campagne d'informations sur les prestations publiques et sur l'importance de l'impôt. Il s'agissait de rappeler aux contribuables que ce n'est que grâce à des recettes fiscales suffisantes que la ville de Genève est en mesure de leur offrir des prestations de qualité, indispensables au bien-vivre ensemble, telles que des crèches, des installations sportives, des espaces verts, des musées ou des activités pour les seniors. La campagne s'est articulée autour de deux supports principaux : une brochure et une série d'affiches. En parallèle, le département a suivi avec attention deux dossiers importants pour les finances municipales : la modification de la péréquation financière intercommunale et le projet de taxation unique pour les entreprises (RIE3).

franchir une nouvelle étape dans l'engagement municipal en faveur du développement durable

en matière de développement durable, la priorité a été donnée au lancement du renouvellement du programme stratégique de développement durable 2011-2014 dans la perspective de la législature 2015-2020. A cet effet, un premier bilan qualitatif du programme a été rendu au conseil administratif, mettant en évidence les points positifs et les améliorations à apporter pour le prochain programme. En complément à cette évaluation qualitative, un profil « forces et faiblesses » de la commune sous l'angle du développement durable a été établi. Résultat de la participation de 29 services municipaux, ce profilographe permettra au conseil administratif d'inscrire le prochain programme stratégique dans une vision sur le long terme.

renforcer ses efforts en matière de promotion économique

Afin de promouvoir une économie locale et durable, le département a mis en œuvre plusieurs actions. C'est ainsi, par exemple, qu'il a développé, en collaboration avec la section genevoise de la Fédération romande des consommateurs, le projet « réparer plutôt que jeter ». Ce projet encourage les consommatrices et consommateurs à faire réparer leurs objets plutôt que de s'en débarrasser, afin d'en prolonger la durée de vie et de réduire ainsi leur impact environnemental et social. Ce faisant, il permet aussi de promouvoir et de soutenir les commerces de proximité du secteur de la réparation situés sur le territoire communal. En parallèle, le

département a décidé de modifier le règlement applicable en matière de locaux commerciaux : désormais, la commission d'attribution peut s'adjoindre l'avis de spécialistes du tissu économique genevois, afin d'évaluer la pertinence de l'attribution (notamment en fonction du quartier, du type de commerces déjà existants, de la demande de la population, etc.).

procéder à un redéploiement du wifi

dans le cadre de ses efforts en faveur de la démocratisation d'internet, la DSI a augmenté en 2014 de 102 unités le nombre de points d'accès au wifi public, dépassant ainsi largement l'objectif fixé (minimum de 45).

Assurer une gestion dynamique et exemplaire de l'administration municipale

Le DFL a poursuivi en 2014 sa gestion exemplaire de l'administration municipale, afin de répondre de manière optimale aux attentes du personnel comme de la population. Les deux chantiers mentionnés dans le projet de budget 2014 ont cependant connu des destins différents.

Le catalogue des fonctions de l'administration, qui contient près de 200 descriptions de fonctions-types, est ainsi entièrement rédigé et sera validé en 2015. Le conseil administratif sera dès lors en mesure d'arrêter la liste des fonctions particulièrement pénibles et de poursuivre les négociations idoines avec les organisations représentatives du personnel.

Le projet d'intégration de la GIM à la base de données commune des demandeur-euse-s de logements des fondations immobilières de droit public et de l'office du logement n'a par contre pas pu progresser. Cela est dû aux difficultés rencontrées par l'office du logement dans le cadre de la mise en production de son nouveau système d'information et aux fonctionnalités réduites de celui-ci par rapport au projet d'origine. La GIM travaille cependant à un nouveau formulaire de demande de logement, identique dans sa présentation à celui utilisé au plan cantonal. Ce nouveau document facilitera les démarches des demandeur-euse-s de logement, en attendant l'intégration à la base commune.

4.2.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

RENOUVELER LE PROGRAMME STRATÉGIQUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Lancer le processus de renouvellement du programme stratégique de développement durable pour la période 2015-2019	État d'avancement du renouvellement du programme stratégique	100% des objectifs du programme 2011-2014 ont été évalués et améliorés	75% des objectifs du programme 2011-2014 ont été évalués et améliorés	100%	
DÉPLOIEMENT DU MCH2					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
définir le nouveau plan comptable	délais de réalisation des étapes de déploiement du MCH2	1. Juin 2014	1. Juin 2014	30. nov. 2014	
effectuer les tests dans l'environnement SAP en vue de la préparation du PB2016		2. Déc. 2014	2. Déc. 2014	-	
POURSUIVRE LA MISE EN PLACE DU STATUT DU PERSONNEL					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Finaliser le catalogue des fonctions-types de l'Administration municipale	nombre de fonctions-types analysées et validées	150	100	125	
CONTRIBUER À LA DÉMOCRATISATION DE L'ACCÈS INTERNET					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
contribuer à la démocratisation d'Internet par la mise en place de points d'accès wi-fi publics et gratuits	Le nombre de points d'accès wi-fi publics déployés	60 points d'accès supplémentaires	45 points d'accès supplémentaires	102	
POURSUIVRE LA POLITIQUE DU LOGEMENT SOCIAL EN VILLE DE GENÈVE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Poursuivre la mise en application du règlement fixant les conditions de location des logements à caractère social de la ville de Genève (2009)	pourcentage de logements sociaux régis par le nouveau règlement	90%	70%	62%	

4.2.3 COMMENTAIRES SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

1. Les objectifs ont été évalués à 100% et des pistes d'améliorations ont été esquissées afin de renouveler le programme en 2015.
2. Le service de surveillance des communes a reporté le passage au MCH2 du PB2016 au PB2017, raison pour laquelle les délais ont été repoussés. L'objectif concernant le plan comptable est néanmoins considéré comme atteint dans la mesure où il a été réalisé pendant l'exercice 2014. L'objectif concernant les tests SAP a, quant à lui, été reporté en 2015.
3. Le catalogue des fonctions-types contiendra près de 200 descriptions de fonctions-types, il est entièrement rédigé. Les quelques 80 fonctions-types restantes sont encore à valider selon le processus habituel.
4. Le nombre de points d'accès au wifi public a augmenté de 102 unités grâce à la maîtrise du service et à l'absence de freins majeurs.
5. La mise en œuvre du règlement se poursuit régulièrement mais à un rythme plus lent que projeté en raison des contraintes de droit privé.

4.2.4 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs	DFL	DFIN	GIM	DRH	A21	DSIC	TAX	total
Administration générale	3'005	10'120	12'980	15'350		16'948	3'098	61'501
culture et loisirs			42		808			850
Prévoyance sociale	6'190		1'559		4'375			12'124
Trafic			2'320					2'320
protection et aménagement de l'environ.					4'312			4'312
Finances et impôts		95'436	63'698				3'097	162'231
total	9'195	105'555	80'599	15'350	9'495	16'948	6'195	243'337

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs	DFL	DFIN	GIM	DRH	A21	DSIC	TAX	total
Administration générale	2'417	6'342	19'290	1'179		11	296	29'535
enseignement et formation				7				7
culture et loisirs					2			2
protection et aménagement de l'environ.					75			75
Finances et impôts		773'977	98'715				118'116	990'807
total	2'417	780'319	118'004	1'186	77	11	118'412	1'020'427

4.2.5 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

FINANCES ET LOGEMENT		TOTAL CHARGES	243'337'430	249'954'103	-6'616'673	-3%	374'515'341
		TOTAL REVENUS	1'020'426'887	1'035'926'079	-15'499'192	-1%	1'083'521'350
en francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013	
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
CHARGES		47'327'441	52'820'376	-5'492'935	-10%	172'082'566	
30	charges de personnel	36'392'617	34'637'099	1'755'519	5%	158'662'538	
300	Autorités et commissions	1'685	6'600	-4'915	-74%	1'520	
301	Traitements du personnel	28'794'013	23'196'395	5'597'618	24%	30'836'332	
303	Assurances sociales	2'514'259	2'927'009	-412'750	-14%	2'541'434	
304	caisses de pensions et de prévoyance	3'604'050	4'306'757	-702'707	-16%	123'488'325	
305	Assurance maladie et accidents	616'789	975'426	-358'636	-37%	669'369	
306	prestations en nature	18'613	38'200	-19'587	-51%	22'783	
308	personnel interimaire	80'418	100'000	-19'582	-20%	50'511	
309	Autres charges du personnel	762'789	3'086'712	-2'323'923	-75%	1'052'263	
31	biens, services et marchandises	4'081'386	9'412'735	-5'331'349	-57%	4'429'684	
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	479'768	637'086	-157'318	-25%	438'472	
311	meublier, machines, véhicules et matériel	189'910	1'131'050	-941'140	-83%	176'202	
312	Eau, énergie, combustible	303'653	316'142	-12'489	-4%	353'959	
313	Achats de fournitures et autres marchandises	26'298	77'861	-51'563	-66%	51'794	
314	entretien des immeubles par des tiers	288'297	1'606'300	-1'318'003	-82%	313'335	
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	378'544	991'247	-612'703	-62%	1'043'379	
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	320'230	829'655	-509'425	-61%	322'490	
317	dédommagements	374'771	348'770	26'001	7%	405'434	
318	honoraires et prestations de service	1'577'042	3'284'624	-1'707'582	-52%	1'193'768	
319	Frais divers	142'873	190'000	-47'127	-25%	130'849	
33	Amortissements	4'017'994	5'824'536	-1'806'542	-31%	6'224'381	
330	Amortissements ordinaires du PF	603'126	604'994	-1'867	0%	603'126	
331	Amortissements ordinaires du PA	3'411'409	5'219'543	-1'808'133	-35%	5'619'956	
334	pertes sur débiteurs	3'458	0	3'458	-	1'298	
36	subventions accordées	4'800	4'800	0	0%	4'800	
361	subventions accordées - cantons	4'800	4'800	0	0%	4'800	
39	imputations internes	2'830'643	2'941'206	-110'563	-4%	2'761'164	
390	Intérêts répartis	792'357	823'023	-30'666	-4%	683'443	
391	Mise à disposition de locaux	1'842'592	1'861'472	-18'880	-1%	1'830'119	
392	Autres prestations internes	195'694	256'711	-61'017	-24%	247'602	
REVENUS		5'312'283	6'436'655	-1'124'372	-17%	7'758'059	
42	revenus des biens	32'685	18'000	14'685	82%	33'383	
426	Participations permanentes du PA	0	0	0	-	-10	
429	Autres revenus	32'685	18'000	14'685	82%	33'393	
43	revenus divers	3'318'639	4'839'100	-1'520'461	-31%	5'814'637	
434	Autres redevances d'utilis. et prest. de service	378'018	232'600	145'418	63%	3'224'737	

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
435 ventes	105	0	105	-	500
436 dédommagements de tiers	2'939'336	4'606'500	-1'667'164	-36%	2'589'084
439 autres contributions	1'180	0	1'180	-	315
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	346'620	150'000	196'620	131%	319'509
441 parts à des recettes cantonales	346'620	150'000	196'620	131%	319'509
45 dédommagements de collectivités publiques	396'842	279'435	117'407	42%	316'254
451 cantons	57'801	79'435	-21'634	-27%	75'338
452 communes	339'041	200'000	139'041	70%	240'916
46 subventions acquises	-33'025	0	-33'025	-	33'025
469 autres subventions	-33'025	0	-33'025	-	33'025
47 subventions à redistribuer	0	0	0	-	50'000
472 subventions à redistribuer - communes	0	0	0	-	50'000
49 imputations internes	1'250'522	1'150'120	100'402	9%	1'191'252
492 autres prestations internes	1'250'522	1'150'120	100'402	9%	1'191'252
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)					
CHARGES	12'807'712	12'787'434	20'278	0%	12'402'825
30 charges de personnel	1'857'275	1'908'477	-51'202	-3%	1'764'702
301 traitements du personnel	1'501'797	1'550'017	-48'220	-3%	1'442'619
303 assurances sociales	129'734	125'843	3'891	3%	119'448
304 caisses de pensions et de prévoyance	182'027	178'615	3'412	2%	168'726
305 assurance maladie et accidents	26'622	35'222	-8'600	-24%	26'599
306 prestations en nature	16'324	18'000	-1'676	-9%	6'586
309 autres charges du personnel	772	780	-8	-1%	725
31 biens, services et marchandises	6'607'471	5'919'879	687'592	12%	5'982'188
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	3'459	5'000	-1'541	-31%	0
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	69'500	103'500	-34'000	-33%	101'087
312 eau, énergie, combustible	456'592	521'986	-65'394	-13%	445'823
313 achats de fournitures et autres marchandises	32'393	49'500	-17'107	-35%	43'773
314 entretien des immeubles par des tiers	3'749'554	3'207'213	542'341	17%	2'971'971
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	12'604	32'715	-20'111	-61%	15'453
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	270'693	249'160	21'533	9%	269'935
318 honoraires et prestations de service	1'991'842	1'719'805	272'037	16%	1'846'710
319 frais divers	20'834	31'000	-10'166	-33%	287'437
33 amortissements	2'683'739	3'498'710	-814'971	-23%	2'991'317
331 amortissements ordinaires du PA	3'609'969	3'493'710	116'259	3%	3'865'965
334 pertes sur débiteurs	-926'230	5'000	-931'230	-18625%	-874'648
35 dédommagements à des collectivités publiques	0	3'500	-3'500	-100%	1'095
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	0	3'500	-3'500	-100%	1'095
36 subventions accordées	1'016'938	791'628	225'310	28%	1'125'131
360 subventions accordées - confédération	387'780	387'780	0	0%	387'780
361 subventions accordées - cantons	15'886	0	15'886	-	17'706

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
363 subventions accordées - propres établissements	12'034	0	12'034	-	3'405
365 subventions accordées - institutions privées	598'353	403'848	194'505	48%	714'489
366 subventions accordées - personnes physiques	2'885	0	2'885	-	1'750
39 imputations internes	642'288	665'240	-22'952	-3%	538'393
390 intérêts répartis	599'931	611'912	-11'981	-2%	502'244
391 mise à disposition de locaux	16'500	30'328	-13'828	-46%	17'580
392 autres prestations internes	25'858	23'000	2'858	12%	18'570
REVENUS	24'222'399	19'929'825	4'292'574	22%	26'914'463
42 revenus des biens	19'465'001	15'391'922	4'073'079	26%	22'378'990
425 prêts du patrimoine administratif	76'500	0	76'500	-	76'500
426 participations permanentes du PA	4'856'231	2'794'500	2'061'731	74%	3'762'936
427 immeubles du patrimoine administratif	14'532'264	12'597'422	1'934'842	15%	18'539'113
429 autres revenus	7	0	7	-	440
43 revenus divers	107'665	40'000	67'665	169%	64'220
431 emoluments administratifs	243	0	243	-	330
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	2'843	0	2'843	-	3'420
435 ventes	46	0	46	-	106
436 dédommagements de tiers	104'534	40'000	64'534	161%	60'364
49 imputations internes	4'649'733	4'497'903	151'830	3%	4'471'253
491 mise à disposition de locaux	4'594'233	4'497'903	96'330	2%	4'471'253
492 autres prestations internes	55'500	0	55'500	-	0
09 DIVERS (NON VENTILABLES)					
CHARGES	1'365'627	1'525'000	-159'373	-10%	4'694'211
30 charges de personnel	1'365'627	1'525'000	-159'373	-10%	4'694'211
307 prestations aux pensionnés	1'365'627	1'525'000	-159'373	-10%	4'694'211
2 ENSEIGNEMENT ET FORMATION					
21 ÉCOLES PUBLIQUES					
REVENUS	7'331	0	7'331	-	0
45 dédommagements de collectivités publiques	7'331	0	7'331	-	0
451 cantons	7'331	0	7'331	-	0
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	0	6'000	-6'000		238'773
31 biens, services et marchandises	0	0	0	-	226'081
314 entretien des immeubles par des tiers	0	0	0	-	225'807
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	0	0	0	-	274
36 subventions accordées	0	6'000	-6'000	-100%	12'692
365 subventions accordées - institutions privées	0	6'000	-6'000	-100%	12'692

4.2

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
34 SPORTS					
CHARGES	0	0	0	-	3'036
31 biens, services et marchandises	0	0	0	-	3'036
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	0	0	0	-	3'036
35 AUTRES LOISIRS					
CHARGES	849'939	590'232	259'707	44%	288'788
30 charges de personnel	263'204	255'244	7'959	3%	0
301 traitements du personnel	214'821	207'683	7'138	3%	0
303 Assurances sociales	18'527	16'932	1'595	9%	0
304 caisses de pensions et de prévoyance	26'201	26'005	196	1%	0
305 Assurance maladie et accidents	3'512	4'481	-968	-22%	0
309 Autres charges du personnel	144	144	0	0%	0
31 biens, services et marchandises	36'930	46'000	-9'070	-20%	0
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	5'631	16'000	-10'369	-65%	0
317 dédommagements	550	1'800	-1'250	-69%	0
318 honoraires et prestations de service	30'749	28'200	2'549	9%	0
36 subventions accordées	288'988	288'988	0	0%	288'788
365 subventions accordées - institutions privées	288'988	288'988	0	0%	288'788
39 imputations internes	260'818	0	260'818	-	0
391 mise à disposition de locaux	3'220	0	3'220	-	0
392 autres prestations internes	257'598	0	257'598	-	0
REVENUS	2'222	0	2'222	-	0
43 revenus divers	2'222	0	2'222	-	0
436 dédommagements de tiers	2'222	0	2'222	-	0
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE					
CHARGES	704'510	368'895	335'615	91%	545'173
36 subventions accordées	704'510	368'895	335'615	91%	545'173
365 subventions accordées - institutions privées	704'510	368'895	335'615	91%	545'173
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	11'419'244	11'567'243	-147'999	-1%	7'682'169
30 charges de personnel	263'210	235'183	28'026	12%	233'944
300 autorités et commissions	7'645	4'000	3'645	91%	7'233
301 traitements du personnel	194'242	186'135	8'107	4%	183'301
303 Assurances sociales	17'392	15'288	2'104	14%	15'386
304 caisses de pensions et de prévoyance	39'128	25'619	13'510	53%	23'424
305 Assurance maladie et accidents	4'706	4'046	661	16%	4'505
309 Autres charges du personnel	96	96	0	0%	96
31 biens, services et marchandises	55'087	160'000	-104'913	-66%	78'440
317 dédommagements	291	15'000	-14'709	-98%	102
318 honoraires et prestations de service	54'796	145'000	-90'204	-62%	78'338

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
33 Amortissements	0	563	-563	-100%	0
331 Amortissements ordinaires du PA	0	563	-563	-100%	0
36 subventions accordées	11'087'347	11'171'497	-84'150	-1%	7'363'410
365 subventions accordées - institutions privées	5'321'289	5'335'392	-14'103	0%	1'475'244
366 subventions accordées - personnes physiques	579'162	635'105	-55'943	-9%	742'832
367 subventions accordées - étranger	5'186'896	5'201'000	-14'104	0%	5'145'335
39 imputations internes	13'600	0	13'600	-	6'375
392 autres prestations internes	13'600	0	13'600	-	6'375
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	2'320'015	2'320'015	0	0%	2'320'015
36 subventions accordées	2'320'015	2'320'015	0	0%	2'320'015
360 subventions accordées - confédération	115'495	115'495	0	0%	115'495
361 subventions accordées - cantons	115'495	115'495	0	0%	115'495
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	457'644	457'644	0	0%	457'644
365 subventions accordées - institutions privées	1'631'381	1'631'381	0	0%	1'631'381
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.					
CHARGES	4'312'308	4'731'710	-419'403	-9%	4'312'996
30 charges de personnel	1'745'762	2'008'262	-262'500	-13%	1'897'813
301 traitements du personnel	1'404'402	1'635'551	-231'149	-14%	1'513'748
303 Assurances sociales	120'260	131'800	-11'540	-9%	124'665
304 caisses de pensions et de prévoyance	184'628	203'458	-18'830	-9%	209'430
305 Assurance maladie et accidents	22'269	34'878	-12'608	-36%	24'884
306 prestations en nature	1'200	2'000	-800	-40%	1'463
309 autres charges du personnel	13'003	576	12'427	2157%	23'623
31 biens, services et marchandises	465'908	500'901	-34'993	-7%	488'501
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	33'624	61'200	-27'576	-45%	46'441
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	289	0	289	-	1'779
312 eau, énergie, combustible	7'445	5'179	2'266	44%	8'250
313 achats de fournitures et autres marchandises	124	0	124	-	0
314 entretien des immeubles par des tiers	28'010	9'500	18'510	195%	13'089
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	24'845	15'152	9'693	64%	26'400
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	10'374	0	10'374	-	11'307
317 dédommagements	7'483	9'200	-1'717	-19%	7'804
318 honoraires et prestations de service	325'008	359'670	-34'662	-10%	354'379
319 frais divers	28'705	41'000	-12'295	-30%	19'050
33 Amortissements	1'000'000	1'000'250	-250	0%	1'000'000
331 Amortissements ordinaires du PA	1'000'000	1'000'250	-250	0%	1'000'000
36 subventions accordées	833'936	818'204	15'732	2%	380'492
365 subventions accordées - institutions privées	833'936	818'204	15'732	2%	380'492

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
37 subventions redistribuées	0	0	0	-	50'000
375 subventions redistribuées - institutions privées	0	0	0	-	50'000
39 imputations internes	266'701	404'093	-137'392	-34%	496'190
390 intérêts répartis	35'980	18'749	17'231	92%	17'038
391 mise à disposition de locaux	137'872	138'264	-392	0%	146'342
392 autres prestations internes	92'849	247'080	-154'231	-62%	332'810
REVENUS	75'256	0	75'256	-	6'094
43 revenus divers	65'256	0	65'256	-	6'094
436 dédommagements de tiers	65'256	0	65'256	-	6'094
46 subventions acquises	10'000	0	10'000	-	0
460 subventions acquises - confédération	10'000	0	10'000	-	0
9 FINANCES ET IMPÔTS					
90 IMPÔTS					
CHARGES	72'871'122	69'081'547	3'789'575	5%	78'213'830
33 Amortissements	19'855'622	13'785'000	6'070'622	44%	24'189'306
334 pertes sur débiteurs	19'855'622	13'785'000	6'070'622	44%	24'189'306
34 contributions à d'autres collectivités	32'031'915	33'270'217	-1'238'302	-4%	32'147'313
346 compensation financière aux communes françaises	32'031'915	33'270'217	-1'238'302	-4%	32'147'313
35 dédommagements à des collectivités publiques	20'983'586	22'026'330	-1'042'744	-5%	21'877'210
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	20'983'586	22'026'330	-1'042'744	-5%	21'877'210
REVENUS	866'406'021	884'558'345	-18'152'324	-2%	922'362'600
40 impôts	865'591'448	884'558'345	-18'966'897	-2%	921'773'846
400 impôts sur le revenu et la fortune	557'994'892	592'312'000	-34'317'108	-6%	579'894'922
401 impôts sur le bénéfice et le capital	171'088'146	156'899'000	14'189'146	9%	196'178'423
406 impôts sur les chiens	395'003	300'000	95'003	32%	328'885
408 fonds de péréquation (personnes morales)	18'055'105	17'047'345	1'007'760	6%	19'382'841
409 taxe professionnelle communale	118'058'302	118'000'000	58'302	0%	125'988'775
42 revenus des biens	814'574	0	814'574	-	588'753
429 autres revenus	814'574	0	814'574	-	588'753
92 ENTRE COMMUNES					
CHARGES	2'495'040	2'531'481	-36'441	-1%	10'753'707
34 contributions à d'autres collectivités	2'495'040	2'531'481	-36'441	-1%	10'753'707
341 contributions à communes - contrib. de péréquation	2'495'040	2'531'481	-36'441	-1%	10'753'707
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	21'503'394	26'097'407	-4'594'013	-18%	19'676'690
31 biens, services et marchandises	624'691	596'000	28'691	5%	427'927
318 honoraires et prestations de service	599'276	581'000	18'276	3%	403'845
319 frais divers	25'415	15'000	10'415	69%	24'082
32 intérêts passifs	20'878'703	25'501'407	-4'622'704	-18%	19'248'763
320 engagements courants	22'802	72'794	-49'992	-69%	35'812

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
321 dettes à court terme	1'158'254	0	1'158'254	-	55'802
322 dettes à moyen et long terme	19'646'081	25'119'613	-5'473'532	-22%	19'088'391
323 dettes envers des entités particulières	51'566	309'000	-257'434	-83%	68'758
REVENUS	24'002'889	26'764'600	-2'761'711	-10%	21'703'035
42 revenus des biens	3'705'335	5'764'600	-2'059'265	-36%	4'952'775
420 Avoirs à vue	23'302	100'100	-76'798	-77%	75'093
421 créances	1'005'884	3'048'000	-2'042'116	-67%	2'341'880
422 capitaux du patrimoine financier	728'784	810'000	-81'216	-10%	774'425
426 Participations permanentes du PA	1'500'000	1'500'000	0	0%	1'500'000
429 autres revenus	447'365	306'500	140'865	46%	261'377
49 imputations internes	20'297'554	21'000'000	-702'446	-3%	16'750'260
490 Intérêts répartis	20'297'554	21'000'000	-702'446	-3%	16'750'260
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER					
CHARGES	65'361'079	65'526'763	-165'684	0%	61'300'562
30 charges de personnel	13'971'634	14'737'790	-766'156	-5%	13'813'046
301 traitements du personnel	11'289'844	11'903'588	-613'744	-5%	11'122'201
303 Assurances sociales	957'307	971'062	-13'755	-1%	908'450
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'450'835	1'504'417	-53'582	-4%	1'432'365
305 Assurance maladie et accidents	189'705	271'850	-82'145	-30%	197'998
306 prestations en nature	45'119	77'500	-32'381	-42%	57'336
309 autres charges du personnel	38'824	9'374	29'451	314%	94'696
31 biens, services et marchandises	34'476'337	35'199'316	-722'979	-2%	33'888'229
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	30'163	45'200	-15'037	-33%	30'942
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	157'045	195'000	-37'955	-19%	204'355
312 eau, énergie, combustible	4'317'175	4'427'902	-110'727	-3%	4'353'379
313 Achats de fournitures et autres marchandises	151'473	193'600	-42'127	-22%	154'199
314 entretien des immeubles par des tiers	18'064'894	18'603'926	-539'032	-3%	17'393'043
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	322'326	343'687	-21'361	-6%	279'980
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'326'368	1'322'500	3'868	0%	1'391'291
317 dédommagements	10'781	14'000	-3'219	-23%	12'253
318 honoraires et prestations de service	9'909'078	9'397'301	511'777	5%	9'532'633
319 frais divers	187'032	656'200	-469'168	-71%	536'154
33 Amortissements	4'599'099	3'033'366	1'565'733	52%	2'895'404
330 Amortissements ordinaires du PF	2'742'978	2'731'278	11'699	0%	2'831'289
331 Amortissements ordinaires du PA	2'087	2'088	-0	0%	704
334 Pertes sur débiteurs	1'854'034	300'000	1'554'034	518%	63'410
36 subventions accordées	549'640	549'640	0	0%	549'640
365 subventions accordées - institutions privées	549'640	549'640	0	0%	549'640
39 imputations internes	11'764'369	12'006'650	-242'281	-2%	10'154'244
390 Intérêts répartis	10'252'009	10'436'907	-184'898	-2%	8'644'635
391 mise à disposition de locaux	369'968	383'120	-13'152	-3%	366'200

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
392 Autres prestations internes	1'142'392	1'186'623	-44'231	-4%	1'143'408
REVENUS	100'398'485	98'236'654	2'161'831	2%	104'777'100
42 revenus des biens	84'675'660	83'309'416	1'366'244	2%	89'056'501
422 capitaux du patrimoine financier	662'715	663'000	-285	0%	662'715
423 immeubles du patrimoine financier	83'980'396	82'646'416	1'333'980	2%	85'673'838
424 gains comptables sur les placements du PF	75	0	75	-	2'695'126
427 immeubles du patrimoine administratif	910	0	910	-	0
429 autres revenus	31'564	0	31'564	-	24'822
43 revenus divers	9'345'388	8'239'970	1'105'418	13%	9'149'000
431 emoluments administratifs	2'250	3'000	-750	-25%	2'120
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	8'182'638	7'653'970	528'668	7%	8'189'362
435 ventes	22'710	23'000	-290	-1%	28'009
436 dédommagements de tiers	946'047	360'000	586'047	163%	738'206
439 autres contributions	191'743	200'000	-8'257	-4%	191'303
49 imputations internes	6'377'437	6'687'268	-309'831	-5%	6'571'598
491 mise à disposition de locaux	6'377'437	6'687'268	-309'831	-5%	6'571'598

4.2.6 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

05 Administration générale

311 mobilier, machines, véhicules et matériel

disponible provenant de certains comptes gérés par les compétents CMAI et DSIC non répartis dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents).

314 entretien des immeubles par des tiers

disponible provenant de certains comptes gérés par le compétent DSIC non répartis dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents). Par ailleurs, les factures relatives aux sinistres sont désormais réglées directement par les compagnies d'assurances. Par conséquent, le budget prévu à cet effet n'a pratiquement pas été utilisé tout comme celui prévu pour les remboursements figurant sur le groupe 436.

315 entretien d'objets mobiliers par des tiers

disponible provenant de certains comptes gérés par le compétent DSIC non répartis dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents).

316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation

disponible provenant du compte « c-DSIC location appareils multifonctions » non réparti dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents).

318 honoraires et prestations de service

disponible provenant de certains comptes gérés par les compétents CMAI, DSIC et ASS non répartis dans les services lors de l'élaboration budgétaire (voir tableaux des compétents).

436 dédommagements de tiers

Écart dû à la répartition dans les services des remboursements de pertes de salaires, le budget de 3 Mios étant inscrit en totalité à la DRH, ainsi qu'à des revenus de 2 Mios non budgétés perçus dans le cadre du règlement d'un litige. Par ailleurs, il n'y a pas eu de remboursement de sinistre par nos assureurs en 2014 (voir groupe 314).

4.2

08 Immeuble du patr. admin. (non ventil.)

314 entretien des immeubles par des tiers

écarts provenant de certains comptes gérés par le compétent DPBA et DSIC (voir tableaux des compétents).

334 pertes sur débiteurs

variation de la provision pour pertes sur débiteurs, non budgétée, suite à la régularisation de plusieurs dossiers.

426 participations permanentes du PA

Écart dû au dividende non budgété en 2014 ATMB SA « Autoroutes Tunnel du Mont-Blanc ».

427 immeubles du patrimoine administratif

Par effet de décalage, budget 2014 des rentes foncières non adapté. Transfert de l'EMS Fort-Barreau et Tilleul du PF au PA (rétablissement de la situation antérieure en attente de l'aval du CM).

54 institutions pour la jeunesse

365 subventions accordées - institutions privées

Écart provenant du nouveau bail conclu en 2013 avec l'Auberge de jeunesse, non pris en compte lors de l'élaboration du budget 2014.

90 impôts

- 334 pertes sur débiteurs
- 346 compensation financière aux communes françaises
- 351 dédommagements à des collect. publiques - cantons
- 400 impôts sur le revenu et la fortune
- 401 impôts sur le bénéfice et le capital
- 406 impôts sur les chiens
- 408 Fonds de péréquation (personnes morales)
voir l'analyse financière par chapitre.

94 charges et revenus des capitaux

- 321 **dettes à court terme**
La répartition du budget entre les intérêts à court terme et à long terme n'a pas été effectuée au B2014. Le dépassement constaté sur ce groupe est largement compensé par une forte économie sur le groupe 322.
- 322 **dettes à moyen et long terme**
L'évolution des taux d'intérêts a permis de bénéficier de conditions plus favorables qu'anticipées au budget.
- 323 **dettes envers des entités particulières**
Les engagements nets des fonds spéciaux sont rémunérés sur la base du taux libor à 6 mois. Le bas niveau des taux d'intérêts a considérablement réduit cette charge.
- 421 **créances**
diminution des intérêts intercalaires due à la baisse du taux de référence (Libor 6 mois).

95 immeubles du patrimoine financier

- 314 **entretien des immeubles par des tiers**
utilisation du budget d'entretien par la direction compétente du patrimoine bâti et par la GIM inférieure aux prévisions.
- 318 **honoraires et prestations de service**
hausse de l'impôt immobilier suite à une baisse des taux de capitalisation pris en compte par l'administration fiscale. hausse sensible des primes d'assurance et des frais de surveillance suite aux nouveaux contrats.
- 319 **frais divers**
peu d'indemnités versées en 2014.
- 334 **pertes sur débiteurs**
réévaluation actions BCGE au porteur.
- 423 **immeubles du patrimoine financier**
Légère augmentation des revenus locatifs essentiellement sur les loyers libres et les rentes foncières.
- 434 **autres redevances d'utilis. et prest. de service**
honoraires de régie (non monétaire) en hausse suite à des revenus locatifs supérieurs à ceux budgétés.
- 436 **dédommagements de tiers**
divers remboursements non prévisibles.

4.2.7 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	FIXES					AUXILIAIRES		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2014	Écart postes	C 2014	B 2014	Écart
05	Administration générale	201.2	17.4	218.6	218.5	0.1	989'773	937'283	52'490
08	Immeubles du patrimoine administratif (non ventilables)	16.7	-	16.7	16.8	-0.1	-	20'200	-20'200
35	Autres loisirs	2.0	-	2.0	2.0	-	-	-	-
58	Aide sociale	1.7	-	1.7	1.7	-	-	-	-
78	Autres tâches de protection de l'environnement	9.5	-	9.5	9.2	0.3	220'430	403'700	-183'270
95	Immeubles du patrimoine financier	119.6	4.3	123.9	122.8	1.1	159'833	263'299	-103'465
	TOTAL	350.7	21.7	372.4	371.0	1.4	1'370'036	1'624'481	-254'445

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.2

4.2.8 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
subventions monétaires	11'141	11'106	35	0%	7'162
Administration générale	0	0	0	-	204
culture et loisirs	191	191	0	0%	191
prévoyance sociale	10'160	10'156	4	0%	6'417
protection et aménagement de l'environ.	790	760	30	4%	350
gratuités	5'665	5'213	452	9%	5'428
Administration générale	1'022	796	225	28%	925
culture et loisirs	98	104	-6	-6%	111
prévoyance sociale	1'632	1'385	247	18%	1'492
trafic	2'320	2'320	0	0%	2'320
protection et aménagement de l'environ.	44	58	-15	-25%	30
finances et impôts	550	550	0	0%	550
total	16'806	16'320	487	3%	12'590

4.2.9 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs	C 2014	B 2014	Écart
1 finances et logement	11'141'137	11'106'400	34'737
35 Autres loisirs	190'700	190'700	-
365 subventions accordées - institutions privées	190'700	190'700	-
La ville est à vous	190'700	190'700	-
58 Aide sociale	10'160'038	10'155'700	4'338
365 subventions accordées - institutions privées	4'454'700	4'454'700	-
Association cap vert-genève	2'000	2'000	-
Association centre Europe - tiers monde (CETIM)	51'500	51'500	-
Association Genève Tiers-Monde	15'500	15'500	-
Association organisation mondiale contre la torture	18'600	18'600	-
Association service international pour les droits de l'homme	4'100	4'100	-
Association terre des hommes suisse, section romande	8'900	8'900	-
CAGI	50'000	50'000	-
chômage - économie sociale et solidaire	4'000'000	4'000'000	-
Fédération genevoise de coopération	92'800	92'800	-
Fondation de l'Appel de Genève	30'900	30'900	-
Fondation Didé (dignité en détention)	5'200	5'200	-
Fondation du DocIP	20'600	20'600	-
Œuvre suisse d'entraide ouvrière	154'600	154'600	-
366 subventions accordées - personnes physiques	518'442	500'000	18'442
Aide personnalisée	518'442	500'000	18'442
367 subventions accordées - étranger	5'186'896	5'201'000	-14'104
Association internationale maires francophones (nouvelle subvention)	-	50'000	-50'000
Association Le comité international de la Croix-Rouge (CICR)	51'500	51'500	-
Association Médecins sans Frontières, section suisse	8'000	8'000	-
DGS - TRIAL	100'000	100'000	-
Institutions genevoises d'aide au développement	1'585'000	1'585'000	-
solidarité internationale	3'442'396	3'406'500	35'896
78 autres tâches de protection de l'env.	790'400	760'000	30'400
365 subventions accordées - institutions privées	790'400	760'000	30'400
Association Après - Projet incubateur ESS	350'000	350'000	-
subventions accordées à des institutions privées (A21)	440'400	410'000	30'400

4.2.10 GRATUITÉS

en francs	C 2014	B 2014	Écart
1 Finances et logement	5'665'036	5'213'267	451'769
05 Administration générale	4'800	4'800	-
361 subventions accordées - cantons	4'800	4'800	-
État de Genève - Simon 9	4'800	4'800	-
08 Immeuble du patr. admin. (non ventil.)	1'016'938	791'628	225'310
360 subventions accordées - confédération	387'780	387'780	-
Wilson, Palais (Confédération)	387'780	387'780	-
361 subventions accordées - cantons	15'886	-	15'886
Rabais octroyés salles communales	15'886	-	15'886
363 subventions accordées - propres établissements	12'034	-	12'034
Rabais octroyés salles communales	12'034	-	12'034
365 subventions accordées - institutions privées	598'353	403'848	194'505
Mottatom	253'848	253'848	-
Rabais octroyés salles communales	335'781	150'000	185'781
Utilisat. salles communales par DIR-DFL	8'724	-	8'724
366 subventions accordées - personnes physiques	2'885	-	2'885
Rabais octroyés salles communales	2'885	-	2'885
30 Encouragement à la culture	-	6'000	-6'000
365 subventions accordées - institutions privées	-	6'000	-6'000
AMI - MLC Librairie	-	6'000	-6'000
35 Autres loisirs	98'288	98'288	-
365 subventions accordées - institutions privées	98'288	98'288	-
Ass. Amis des Grottes	42'308	42'308	-
Collectif EX-HARO & CO - Verseuse 8	55'980	55'980	-
54 Institutions pour la jeunesse	704'510	368'895	335'615
365 subventions accordées - institutions privées	704'510	368'895	335'615
Auberge de jeunesse - Rothschild 30	704'510	368'895	335'615
58 Aide sociale	927'309	1'015'797	-88'488
365 subventions accordées - institutions privées	866'589	880'692	-14'103
Action de soutien à l'enfance démunie	34'964	35'056	-92
ASF - Apprentissages sans frontières	20'424	20'424	-
Ass. Intégration prof. femmes migrantes	-	24'176	-24'176
Ass. Nicolas Boguelet - Av. Blanc 5	10'165	-	10'165
Assoc. Conseil-général - Lissignol 8	47'380	47'380	-
Assoc. Foyer ouvrier du Grütli	63'988	63'988	-
Association Découvrir	40'264	40'264	-
Association Rehma	93'684	93'684	-
Au cœur des Grottes - Mestrezat 7A	18'000	18'000	-
Coop d'habitation Le Bois Gentil - Servette 30A-32	5'806	5'806	-
Fond. Expressive associative - Savoises 11-15-17	25'000	25'000	-
Fond. Expressive associative - Savoises 9	29'000	29'000	-
Frères de nos frères	62'477	62'477	-
Groupe Enseignants coord. Redistrib. Intersco. G.E.C.R.I.	5'946	5'946	-
Terre des Hommes	251'103	251'103	-
T-Interactions - Ch. Dr-J.-L.-Prévost 10	102'000	102'000	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
voix Libres associations - grottes 28	30'400	30'400	-
voix Libres associations - grottes 32	25'988	25'988	-
366 subventions accordées - personnes physiques	60'720	135'105	-74'385
Amis 5	8'400	8'400	-
Goetz-Monin 8	3'480	3'480	-
grottes 10	15'840	15'840	-
grottes 6	1'200	1'200	-
grottes 6bis	2'400	-	2'400
grottes 8	6'000	6'000	-
Industrie 7-9	5'400	5'400	-
Lausanne 27	-	1'632	-1'632
subventions indirectes aux locataires	-	75'153	-75'153
verseuse 8	18'000	18'000	-
62 routes communales	2'320'015	2'320'015	-
360 subventions accordées - confédération	115'495	115'495	-
wilson, palais parking (confédération)	115'495	115'495	-
361 subventions accordées - cantons	115'495	115'495	-
wilson, palais parking (canton)	115'495	115'495	-
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	457'644	457'644	-
parking st-Antoine	326'036	326'036	-
parking st-Jean	131'608	131'608	-
365 subventions accordées - institutions privées	1'631'381	1'631'381	-
parking plainpalais SA	788'532	788'532	-
parking sujet SA	320'014	320'014	-
parking villereuse SA	522'835	522'835	-
78 Autres tâches de protection de l'env.	43'537	58'204	-14'668
365 subventions accordées - institutions privées	43'537	58'204	-14'668
Association écocycle	27'204	27'204	-
salles communales utilisées par A21	16'333	31'000	-14'668
95 Immeubles du patrimoine financier	549'640	549'640	-
365 subventions accordées - institutions privées	549'640	549'640	-
Assoc. habitants de l'îlot 13 - montbrillant 14	13'808	13'808	-
Assoc. habitants îlot 13 - Gares 15 ter	15'832	15'832	-
Hôtel du Rhône	520'000	520'000	-

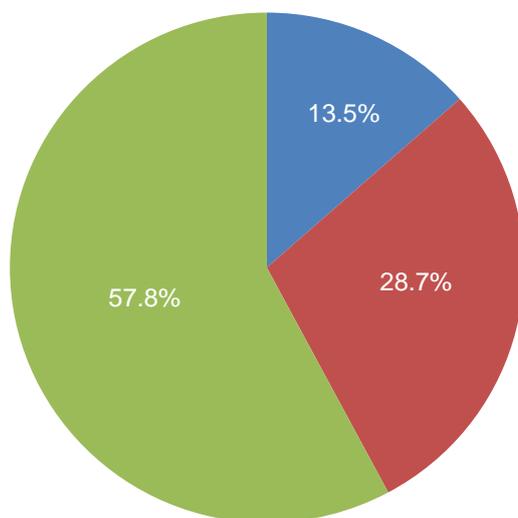
4.2.12 LISTE DES SUBVENTIONS PONCTUELLES AGENDA 21 EN FRANCS (1/2)

PROJET	NOM	MONTANT
ville durable		59'500
Association Biomobile	Projet de véhicule écologique selon PR-931 du 18.03.14	20'000
Association Euforia	subvention pour STEP into action Genève 2014	10'000
Association Label-vie	sensibilisation énergie et jeu à l'école des eaux-vives	5'000
Association Les films verts	festival des films verts à la ferme de la rouvière	500
organisation mondiale des yacht-clubs	subvention pour le projet net'Léman 7ème édition	10'000
Terragir énergie solidaire	subvention robin des watts - programme 2013-2014	14'000
Économie et emploi		126'225
ACTARES	soutien financier ponctuel	10'000
APRES-Genève, chambre genevoise de l'Ess	étude statistique sur l'économie sociale et solidaire	10'000
ASSOCIATION APIDAE	subvention pour projet analyses de miel	4'000
Association ciel mon quartier	sac de toile pour le nouveau marché de vieusseux	600
Association collectif beaulieu	subvention ponctuelle du collectif beaulieu	5'000
Association des parents d'élèves seujet-necker	soutien pour le centre aéré green power	700
Association Food Focus	soutien financier aux rencontres Food Focus 2014	14'000
ASSOCIATION IDDEA	Premier prix du concours IDDEA 2014	20'000
ASSOCIATION LES Artichauts	subvention de fonctionnement	20'000
Association un repas pour l'avenir	soutien au projet the meal 2014	6'000
Les cueillettes de Landecy	renouvellement du projet cocorico	4'800
moulin des verpillères	subvention d'un deuxième moulin à céréales, trieuse	18'125
Pro natura Genève	subvention pour projet scolaire balcons vivants	13'000
Égalité et diversité		254'675
Assoc. pour la promotion des droits humains	subvention pour le projet Femmes tische	15'000
Assoc. pour la promotion des droits humains	subvention pour le projet permanence en langue arabe	20'000
ASSOCIATION AFIRM	Mixité: une réalité à mettre en œuvre à l'école	3'500
Association bloom and boom	subvention pour l'organisation d'une soirée thématique	2'000
Association Gendering	Animations genre & sports aux jeux de Genève	1'000
Association Le gai savoir	week-end hommage à sébastien Lifshitz	4'000
Association maison kultura	subvention semaine de la diversité 2014	20'000
Association mosaïque	subvention pour le spectacle de danse tabou	4'500
Association païdos	exposition voyage au pays des différences	2'700
Association savoir patient	subvention pour la pink night	5'500
centre de contact suisses-immigrés	subvention pour le 40ème anniversaire du CCSI	30'000
centre de La roseraie	Ateliers d'expression et de lien social 2014	15'000
centre de La roseraie	projet représentons-nous le genre	3'960
cinétransat	soutien pour soirée genre et sports	5'000
coordination asile.ge	Projet CONT(R)ATTO - exposition photo vivante	9'700
Dialogai	subvention de l'exposition des hommes et des elles	5'000
Esprit nomade	subvention du projet mix-cité: suivez les guides	15'000
Fédération genevoise des associations LGBT	Assises contre LGBT-phobies dans le monde du travail	20'000
Fédération genevoise des associations LGBT	consolidation du projet Totem et de ses activités	10'000
FIMM suisse	sessions parlementaires par et pour migrant-e-s	10'000
helvetiarockt - Der verein	subvention pour une soirée de rock féminin 2014	2'600
organisation suisse des lesbiennes	Premier congrès romand des femmes homosexuelles	1'200
slutwalk suisse	exposition de photos kermesse des salopes	1'310

(2/2)

PROJET	NOM	MONTANT
società delle Associazioni Italiane di ginevra	soutien pour édition du journal La notizia	10'000
terre des femmes suisse	organisation de la table-ronde violences liées au genre	4'000
Théâtre de saint-gervais, Genève	subvention pour le projet corps de femmes	15'000
transfert analytique de la ville est à vous		-2'750
ultimate production	table ronde sur l'homophobie dans le hip-hop	1'455
université Populaire Africaine en suisse	semaine internationale d'actions contre le racisme	5'000
université Populaire Albanaise	journée sur les musulmans de suisse	15'000
Total		440'400

FIGURE 11 : RÉPARTITION DES SUBVENTIONS PONCTUELLES A21



- ville durable
- Économie et emploi
- Égalité et diversité

4.2.13 FONDS CHÔMAGE

Au 31 décembre 2014, le Fonds totalise au passif du bilan CHF 5'945'159.- ce montant comprend les montants engagés par le CA (dû aux associations) ainsi que la somme disponible pour le financement de projets (nouveaux et renouvellements) selon le détail suivant:

compte 235241 - montant engagé au 31.12.2014 : CHF 4'241'949.50

compte 235240 - montant disponible au 31.12.2014 : CHF 1'703'209.50

N correspond au financement de nouveaux projets

R correspond au renouvellement de projets déjà initiés

Liste des engagements pris
par le CA en 2014

disponible au 01.01.2014 : CHF 4'214'000.80

période de
financement

NOM DE L'ASSOCIATION	N/R	NOM DU PROJET	DESCRIPTION	MONTANT ACCORDÉ	2014	2015	2016
bienvenue	R	stewards urbains	service d'accueil et de renseignements « itinérant » ou en lien avec des lieux de mobilité (gare, aéroport, stations tpg, etc.) ou de fort passage (rues basses, vieille-ville, etc.) permettant aux personnes en insertion d'acquérir des compétences dans les métiers de l'accueil et de l'information, encadrement renforcé par des formations sur mesure.	90'000	90'000		
caritas	R	voie 2	programme de réinsertion offrant à des jeunes âgés de 18 à 25 ans, en rupture scolaire ou professionnelle, une formation duale du type apprentissage menant à une attestation fédérale (AFP) ou certificat fédéral de capacité (CFC), doublée d'un encadrement individuel spécialisé.	440'000	440'000		
certis	R	carrefour formation emploi	programme d'accompagnement, de formation et de remplacement sur le marché du travail ordinaire de personnes en emploi de solidarité (Eds) afin de les accompagner sur une année dans l'élaboration de projets professionnels et de formations réalistes, notamment par un partenariat avec le centre de bilan Genève (CEBIG). dispositif permettant l'accompagnement des personnes jusqu'au placement en entreprise sur le marché du travail ordinaire.	250'000	55'000	160'000	35'000
certis	N	Mise à niveau du personnel Eds de la ville de Genève	projet permettant aux collaborateurs et collaboratrices en Eds au département de la culture et du sport de la ville de Genève d'envisager un avenir professionnel sur le marché primaire de l'emploi par le retour à l'emploi ou la formation qualifiante (CFC ou AFP) à l'intérieur comme à l'extérieur de l'administration municipale.	280'000	100'000	180'000	
Fondation EPER	R	mentorat emploi migration	programme visant à favoriser l'insertion professionnelle des migrant-e-s qualifié-e-s ressortissants des états tiers en constituant des paires (duos) de deux professionnel-le-s d'un même secteur ou d'une même profession, dont l'un-e a une expérience de travail en suisse et l'autre, migrant-e, a exercé ou étudié dans la profession correspondante à l'étranger.	60'000	60'000		
Genèveroule	R	mécaniciens volants	service d'intervention rapide pour les cyclistes qui tombent en panne; activité de proximité intégrant des postes de travail destinés à des personnes en insertion.	118'000		118'000	
La Barje	R	Projet jeunes	stages proposés à des jeunes en rupture de formation scolaire ou professionnelle autour des métiers liés à la gestion de débits de boissons et d'événements socioculturels.	82'216	72'216	10'000	

NOM DE L'ASSOCIATION	N/R	NOM DU PROJET	DESCRIPTION	MONTANT ACCORDÉ	2014	2015	2016
L'équipage	R	programme d'insertion BL	programme visant à promouvoir l'insertion de jeunes entre 16 et 25 ans en rupture scolaire ou d'apprentissage, en leur offrant la possibilité d'expérimenter le monde du travail à travers une activité valorisante sous forme de stage au sein du café-restaurant le Bateau-Lavoir, et accompagnement dans la construction d'un projet personnalisé.	28'500	28'500		
Maison kultura	R	Espace Jeunes Espoir	Projet contribuant à l'intégration sociale, scolaire et professionnelle des jeunes migrant-e-s de 16 à 25 ans rencontrant des difficultés dans leur processus d'intégration à Genève par une remise à niveau (français, mathématiques, bureautique), un placement en entreprise, un accompagnement et un espace de médiation.	40'000	40'000		
OSEO	R	ÉCODOM	Projet renforçant le secteur du placement et de l'aide à la recherche d'emploi dans l'économie domestique par le développement d'une nouvelle offre de services à la personne.	120'400	120'400		
Pacte	R	Espace emploi équilibré	Projet proposant plusieurs prestations à un public essentiellement féminin: services de consultations avec des coach spécialisés, « café-emploi » (conférences, réseautage), ateliers créatifs, partage de compétences, etc.	163'000	163'000		
Phareseniors	N	employabilité des 45+	Projet visant à augmenter l'employabilité des seniors âgés de plus de 45 ans, qu'ils soient en emploi, en période de licenciement, au chômage, en fin de droit ou en retraite anticipée non désirée, notamment par leur placement via une « banque de compétences » et des mandats de durée déterminée.	85'823	40'000	45'823	
sos Femmes	R	Label Bobine	création en 2011 d'une entreprise d'insertion spécialisée dans la couture permettant à des femmes peu ou pas qualifiées d'acquérir et développer des connaissances et des savoir-faire professionnels dans les domaines de la couture, de la logistique et du secrétariat.	555'322	292'322	263'000	
voie-F	N	Jobcoaching	préparation, formation et suivi de candidates préalablement sélectionnées par les associations partenaires pour un retour à l'emploi. mesure proposant aux entreprises des personnes adaptées aux exigences du poste. continuation de l'accompagnement des deux parties durant quelques mois après le recrutement afin d'assurer une collaboration durable.	197'530	70'000	100'000	27'530
total attributions 2014 :				2'510'791.00			
solde disponible au 31.12.2014 :				1'703'209.50			

CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT

4.3

4.3 CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT

4.3.1 FAITS MARQUANTS ET COMMENTAIRES SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

À travers son Plan directeur, la ville de Genève définit son rôle au cœur du territoire cantonal. Intitulé « Genève 2020, renouvellement durable d'une ville-centre », le plan directeur communal sert de référence pour tous les projets d'aménagement sur son territoire. Il fixe un ensemble cohérent d'orientations à moyen et long terme pour l'aménagement du territoire. C'est aussi un instrument contractuel entre les autorités communales et cantonales qui permet d'énoncer un socle de références partagées pour les législatures actuelles et futures. Ce document a été adopté le 16 septembre 2009 par le conseil municipal et le 14 octobre 2009 par le conseil d'état.

Le conseil administratif y a inscrit ses grandes priorités politiques. Genève vise à devenir :

- une ville équilibrée qui promeut la mixité entre emplois et logements ;
- une ville habitée qui construit des logements et lutte contre la tension extrême du marché qui chasse les ménages hors de la ville ;
- une ville solidaire qui produit des logements à bas loyers pour perpétuer sa tradition d'ouverture et d'accessibilité aux revenus les plus modestes ;
- une ville mixte qui maintient une diversité de populations, de services, de commerces, d'activités et d'équipements ;
- une ville responsable qui préconise une mobilité adaptée à sa situation de ville-centre, à ses densités exceptionnelles et au contexte de l'agglomération ;
- une ville durable, qui respecte ses engagements en matière de social, d'environnement et d'économie ;
- une ville attractive qui met en valeur ses atouts de ville-centre internationale ;
- une ville agissante qui se dote des moyens d'être actrice de son développement et de celui du canton et de l'agglomération franco-valdo-genevoise.

Le département des constructions et de l'aménagement a mis en place un outil novateur de suivi et d'évaluation des objectifs du plan directeur communal. Cet outil dénommé « monitoring du PDCOM » permet d'évaluer et de suivre annuellement les résultats des politiques d'aménagement du territoire communal voulues par le conseil administratif, et éventuellement de corriger des actions en cours.

L'activité du département se concentre sur les trois axes prioritaires suivants :

Planification et logements

Plusieurs démarches en zone de développement ont été initiées, menant pour certaines à l'établissement de plans localisés de quartier (PLQ) d'initiative communale, ou à des modifications de zones. Les démarches initiées par le département visent en grande majorité à créer du logement et à assurer un aménagement continu et co-

hérent du territoire communal. Le quartier du Mervelet est en train de passer du statut de zone villas à une zone permettant la réalisation d'immeubles de logements principalement.

Par ailleurs, dans le cadre du projet Praille-Acacias-Vernets (PAV), il faut aussi relever la signature, le 11 décembre 2014, de la convention cadre de collaboration entre les autorités des trois communes concernées et du canton. Le PAV représente le plus fort potentiel de création de nouveaux logements à Genève, au cœur de la ville, dans un quartier en pleine mutation, tel que les Vernets. Il est à ce titre emblématique des grands projets en cours.

entretien et valorisation du patrimoine bâti

Le département entretient et rénove en priorité les immeubles à fort indice de dégradation, en y intégrant les préceptes de la politique énergétique et climatique permettant notamment d'éviter, chaque fois que possible, le recours aux énergies d'origines fossiles.

En 2014, 82 opérations, dont 28 chantiers, de rénovations, transformations lourdes, ou constructions neuves, ont été suivies. L'ensemble représente un budget d'investissement de près de 84 Mios.

Parmi les réalisations les plus importantes achevées en 2014, quatre concernent des immeubles de logements (Grenu 2, Rousseau 7, Lissignol 8, Lissignol 10) et six concernent des immeubles du patrimoine public (la console, le musée d'ethnographie, la crèche des Gazouillis, l'auberge de jeunesse à Rothschild 28-30, le terrain synthétique du centre sportif du Bout-du-monde, le parquet et l'éclairage du centre sportif du Bois-des-Frères).

A noter qu'en 2014, le département, à travers la ville de Genève, a été récompensé par deux prix d'architecture distincts. Le premier pour la réalisation du nouveau musée d'ethnographie et le second pour la réalisation de l'immeuble de logements et de la crèche situés au 7, rue du Cendrier. Les distinctions obtenues sont respectivement, le « prix de l'immobilier 2014 » dans la catégorie « bâtiments publics », décerné par le magazine Bilan, qui récompense les plus beaux ouvrages réalisés lors des 18 derniers mois dans l'ensemble de la Suisse romande, et la « distinction romande d'architecture » qui récompense les ouvrages contemporains de grande qualité lors des quatre dernières années.

Depuis que la ville de Genève a adopté, il y a huit ans, sa stratégie « 100% renouvelable et zéro émission de CO₂ en 2050 », le département poursuit inlassablement ses efforts dans ce sens. L'année 2014 a été principalement marquée par le vote du crédit de rénovation de l'ensemble immobilier des Minoteries, deuxième plus important consommateur d'énergie du patrimoine locatif de la ville. Une première à Genève a aussi été réalisée grâce à l'installation de panneaux solaires hybrides, thermiques et photovoltaïques, sur la toiture d'un im-

meuble locatif dans le quartier des pâquis.

Au niveau du patrimoine public, il faut noter la mise en exploitation de l'agrandissement et la rénovation du musée d'ethnographie, réalisation d'envergure internationale, devenant ainsi le premier musée genevois public chauffé principalement avec de l'énergie renouvelable. Le bâtiment de la console qui abrite une partie des collections des conservatoire et jardin botaniques a vu sa consommation de chauffage réduite de 65% et rendue entièrement renouvelable grâce à une chaudière aux pellets de bois. Le vote en 2014 de la rénovation du grand théâtre crée l'opportunité de réaliser une transition énergétique de qualité pour un bâtiment de renommée internationale.

Le projet CADÉCO Jonction quant à lui, prévoit à terme d'alimenter en chaleur renouvelable (pompe à chaleur tirant son énergie de l'eau du lac), une vingtaine de bâtiments dans le périmètre de l'écoquartier Jonction. La mise au point de son plan financier fait actuellement l'objet d'intenses négociations avec les SIG et le canton afin d'aboutir à un prix du kwh aussi proche que possible de celui des solutions fossiles traditionnelles.

grâce à ses projets innovants en matière de concept et de mise en œuvre dans le domaine énergétique, la ville s'est à nouveau vue distinguée. Les plus hautes distinctions des cités de l'énergie, à savoir les labels «cité de l'énergie gold» et «European Energy Award gold», lui ont encore été décernées.

qualité de vie citoyenne - espaces de vie et mobilité

L'activité déployée par la ville dans le domaine de l'aménagement des espaces publics a dû s'adapter aux changements de caps politiques des autorités cantonales compétentes. Plusieurs projets, pourtant avancés et consensuels, ont été remis en cause, ralentissant la réalisation de certains objectifs de la ville. L'application de la loi sur la compensation du stationnement et son interprétation variée a également complexifié le bon déroulement de certains dossiers.

Pour autant, l'aménagement de l'espace public est un travail de longue haleine et les grands objectifs de la ville ont été respectés. Au centre-ville, la mise en œuvre de la stratégie de piétonisation prend peu à peu corps, notamment avec l'achèvement des travaux du square chantepoulet, la réalisation du cœur piétonnier des pâquis, les études d'aménagements dans le quartier des grottes, dans les rues basses et dans le quartier des banques, ou en préparation à saint-gervais et à rive, la réalisation prochaine d'un contrôle d'accès routier performant à la vieille-ville. Dans les quartiers, deux importants aménagements d'espaces publics de proximité ont été autorisés (au square ste-clotilde et à la place du petit-saconnex). un concours a abouti pour permettre la réhabilitation de la place des Augustins.

À noter que la ville a présenté plusieurs projets lors de concours visant une amélioration des mobilités douces. Les réalisations de la ville ont été récompensées par plusieurs prix, notamment celui du «Flâneur d'or – prix des aménagements piétons» et de la «rustine d'or». ces concours, organisés respectivement par mobilité piétonne suisse et pro vélo, distinguent des aménagements de rues, chemins et places qui invitent à flâner, ainsi que des nouvelles liaisons piétonnes sûres et attractives. Les réalisations concernées se situent au quai du cheval blanc, devant l'OMC et place Simon-Goulart.

par ailleurs, les moyens affectés à l'entretien routier courant et à la mise en place de nombreuses mesures d'assainissement sonore font toujours l'objet d'une activité intense. La ville est confrontée à des décisions cantonales en matière de gestion du trafic automobile incompatibles avec l'atteinte des objectifs impératifs fixés par la confédération, relatifs à l'assainissement du bruit routier. Des démarches ont été entreprises auprès des autorités fédérales compétentes pour tenter d'arbitrer certaines divergences de vue ou d'assouplir les objectifs fixés par la confédération dans ce domaine (OPB).

quoiqu'il en soit, la ville va revoir le modus operandi qui consiste actuellement à traiter le bruit selon une vision organisée par rue ou axe routier. En effet, il sera plus cohérent et efficace d'aborder la problématique selon une approche moins sectorielle, comme cela pourrait être le cas avec une vision orientée «entité territoriale cohérente».

4.3.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

DIMINUER LES ÉCARTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX					
CRÉER DES LOGEMENTS POUR AMÉLIORER LE RATIO « LOGEMENTS – EMPLOIS »					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Accompagner la politique de création de logements de la ville de Genève	nombre de plans localisés adoptés	4	3	4	●
	nombre de nouveaux logements créés	360	300	478 ¹	●
	dont nombre de logements sociaux	100	80	199 ¹	●
ENTRETIEN ET VALORISER LE PATRIMOINE					
RÉHABILITER LES OBJETS IMMOBILIERS LES PLUS DÉGRADÉS					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Poursuivre la politique de rénovation du PF conformément à la stratégie stratus 2010	nombre d'objets traités (PF) avec indice <0.5	4	2	4	●
MAINTENIR UN NIVEAU D'INVESTISSEMENT DURABLE ET RESPONSABLE					
RÉDUIRE LES BESOINS EN ÉNERGIE ET DÉVELOPPER LES ÉNERGIES RENOUVELABLES					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
respecter les engagements pris par la ville de Genève en matière de réduction des émissions de CO ₂	réduction des émissions de gaz à effet de serre (CO ₂) des bâtiments – base 2005	14%	12%	16% ²	●
	réduction des consommations d'énergie (chauffage) – base 2005	12%	10%	8% ²	○
	Amélioration de la couverture des besoins énergétiques par des énergies renouvelables – base 2005	12%	5%	4% ²	○
	réduction de la consommation électrique de l'éclairage public municipal – base 2005	33%	31%	34% ²	●

1) Les chiffres de la statistique OCSTAT pour 2014 seront rendus publics dans le courant du premier semestre 2015. Dès lors, les valeurs indiquées concernent l'année 2013.

2) À la date de la publication, les données n'étaient pas définitives. Dès lors les valeurs indiquées sont estimatives.

AMÉLIORER LES ESPACES PUBLICS ET LA QUALITÉ DE VIE CITOYENNE					
METTRE EN ŒUVRE LA STRATÉGIE DE PIÉTONISATION					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
poursuivre le rééquilibrage de l'usage de l'espace public entre les différents usagers par une politique active d'extension de la zone piétonne, conformément au PDCOM 2020 (mise en œuvre du plan directeur des chemins pour piétons)	nombre de rues et de places réaménagées	3	1	1	
	nombre de zones piétonnes créées (zone 20, traversées et cheminements piétonniers)	3	1	1	
ASSAINIR LE BRUIT ROUTIER					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
réduction des nuisances sonores dues à la circulation automobile par la pose d'enrobés bitumineux phono-absorbants et par la réalisation d'aménagements de modération de trafic	réduction du nombre d'habitants soumis à des nuisances sonores dues à la circulation automobile - base 2008	8'800 habitants	2'000 habitants	6'500 habitants ³	

3) estimation basée sur les chiffres de 2013, données pour 2014 pas encore disponibles.

4.3.3 COMMENTAIRES SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

pendant l'année 2013 (statistique ocstat la plus récente disponible au moment de la publication), 478 nouveaux logements, dont 199 logements sociaux, ont été construits, dépassant ainsi les objectifs fixés depuis le début de la législature. dans le cadre de sa politique d'aménagement du territoire et de construction de logements, le département soutient en permanence la création de logements sur la commune de la ville de Genève. il encourage et planifie la création de logements d'utilité publique (logements sociaux) afin de permettre aux couches défavorisées de la population de se loger et de rompre l'isolement social dont elles souffrent. en 2014, quatre nouveaux PLQ ont été adoptés conformément aux objectifs fixés.

La stratégie d'entretien et de valorisation du patrimoine bâti ne se restreint pas uniquement aux objets les plus vétustes. elle intègre les principes du développement durable en considérant l'ensemble du cycle de vie des bâtiments et en visant l'efficacité énergétique chaque fois que possible. La volonté politique est de clairement s'inscrire dans une stratégie cohérente de rénovation et de valorisation du patrimoine sur le long terme.

dans cette mission, le département a développé une activité intense et soutenue, en vue d'atteindre avec succès les objectifs qu'il s'était fixé, et afin de préparer les futurs projets en organisant les concours d'architecture pour les crédits votés en 2014.

dans le domaine énergétique, comme chaque année, la ville procède à un point de situation et communique sur le degré d'avancement de sa stratégie et plus spécifiquement par rapport à la poursuite de l'objectif «100% renouvelable et zéro émission CO₂».

La réduction des émissions de CO₂, ainsi que la réduction des consommations électriques de l'éclairage public municipal se poursuivent au rythme prévu. en revanche, les objectifs relatifs à la réduction des consommations d'énergie de chauffage et à l'amélioration de la couverture des besoins énergétiques par des énergies renouvelables ne sont pas atteints en 2014. en effet, ces deux objectifs ne peuvent être atteints que si de grands projets d'envergure sont mis en exploitation dans l'année concernée. avec les projets de rénovation de l'ensemble immobilier des minoteries et Capéco jonction, la ville

se donne les moyens d'atteindre les objectifs ambitieux qu'elle s'est fixée sur le long terme.

dans le domaine de l'espace public, l'année 2014 a été marquée par l'achèvement du chantier de réaménagement du square chantepoulet et la réalisation du cœur piétonnier des pâquis. ce dernier aménagement concrétise 7 ans de travail participatif avec les associations du quartier et devrait encore être complété par des mesures de suppression du trafic de transit dans les années à venir.

Le projet de réaménagement de la place du petit-saconnex, issu d'un concours, a quant à lui été autorisé, de même qu'une zone 20 km/h à la rue champendal et un nouveau square à la rue ste-clotilde. ces trois projets mettront en valeur le travail effectué en faveur de l'amélioration de la qualité de vie dans les quartiers moins centraux. A noter dans le même contexte, l'amélioration de la zone 30 km/h de cluse – roseraie.

pour autant, les projets phares du centre-ville font l'objet d'un travail intense. une demande de crédit pour la sécurisation et l'aménagement du quai des bergues a été déposée. Le concours d'aménagement d'espaces publics de rive est en voie d'achèvement de sa phase préparatoire. L'accompagnement du projet d'extension de la gare cornavin, de même que les aménagements accompagnant la halte et la gare CEVA sont à l'étude, de sorte que la ville puisse être en mesure de répondre, en temps et en heure, aux besoins en matière d'espaces publics découlant du développement des mobilités régionales.

en 2014, la mise en œuvre de la stratégie d'assainissement s'est concrétisée par la pose systématique de revêtement phono-absorbant nouvelle génération là où cela s'avérait possible et pertinent. une douzaine de tronçons d'axes importants ont été ainsi assainis. bien que les chiffres consolidés ne soient pas encore disponibles, on estime que le nombre d'habitants ainsi protégés des nuisances est au moins égal à celui de 2013, soit environ 6'500 personnes.

4.3.4 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs

	DCA	URB	DPBA	ENE	SAM	GCI	total
Administration générale	6'951		9'173	6'101		2'633	24'858
culture et loisirs	1'192						1'192
Prévoyance sociale	15						15
Trafic					4'422	40'148	44'570
protection et aménagement de l'environ.		3'259			6'155	4'602	14'016
Finances et impôts				2			2
total	8'157	3'259	9'173	6'102	10'577	47'383	84'652

4.3

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs

	DCA	URB	DPBA	ENE	SAM	GCI	total
Administration générale	64		3'796	1'569		134	5'563
Trafic						10'488	10'488
protection et aménagement de l'environ.		52			50	120	221
Finances et impôts			7				7
total	64	52	3'803	1'569	50	10'742	16'279

4.3.5 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT	TOTAL CHARGES	84'652'060	93'737'371	-9'085'312	-10%	78'614'680
	TOTAL REVENUS	16'279'427	12'532'190	3'747'237	30%	11'655'198
en francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
CHARGES		24'858'009	31'263'085	-6'405'076	-20%	24'922'919
30 charges de personnel		18'700'786	19'770'929	-1'070'143	-5%	18'216'791
301 traitements du personnel		14'860'661	15'943'228	-1'082'568	-7%	14'566'783
303 assurances sociales		1'269'145	1'300'243	-31'098	-2%	1'187'925
304 caisses de pensions et de prévoyance		2'161'385	2'132'036	29'349	1%	2'038'472
305 assurance maladie et accidents		273'234	344'560	-71'327	-21%	273'741
306 prestations en nature		25'377	43'925	-18'548	-42%	30'179
309 autres charges du personnel		110'985	6'936	104'049	1500%	119'690
31 biens, services et marchandises		4'005'401	9'693'475	-5'688'074	-59%	4'001'687
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité		225'424	331'553	-106'129	-32%	255'815
311 mobilier, machines, véhicules et matériel		126'954	83'900	43'054	51%	112'073
312 eau, énergie, combustible		451'212	675'090	-223'878	-33%	485'356
313 achats de fournitures et autres marchandises		998'589	1'234'900	-236'311	-19%	1'010'237
314 entretien des immeubles par des tiers		266'191	5'298'311	-5'032'120	-95%	218'830
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers		414'820	466'799	-51'979	-11%	455'271
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation		89'594	23'600	65'994	280%	70'784
317 dédommagements		141'924	214'120	-72'196	-34%	169'694
318 honoraires et prestations de service		1'203'931	1'284'777	-80'846	-6%	1'149'592
319 frais divers		86'763	80'425	6'338	8%	74'035
33 amortissements		929'791	564'966	364'824	65%	1'521'990
330 amortissements ordinaires du PF		95'259	36'634	58'625	160%	36'634
331 amortissements ordinaires du PA		1'360'032	528'333	831'699	157%	697'739
334 pertes sur débiteurs		-525'500	0	-525'500	-	787'618
35 dédommagements à des collectivités publiques		27'094	28'300	-1'206	-4%	11'156
352 dédommagements à des collect. publiques - communes		27'094	28'300	-1'206	-4%	11'156
36 subventions accordées		27'700	38'000	-10'300	-27%	20'000
361 subventions accordées - cantons		0	10'000	-10'000	-100%	0
365 subventions accordées - institutions privées		27'700	28'000	-300	-1%	20'000
39 imputations internes		1'167'238	1'167'415	-177	0%	1'151'295
390 intérêts répartis		98'273	119'555	-21'282	-18%	100'821
391 mise à disposition de locaux		984'101	981'308	2'793	0%	985'211
392 autres prestations internes		84'864	66'552	18'312	28%	65'264
REVENUS		5'563'206	4'141'490	1'421'716	34%	5'379'794
42 revenus des biens		1'301	0	1'301	-	305
429 autres revenus		1'301	0	1'301	-	305

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
43 revenus divers	4'511'169	3'059'800	1'451'369	47%	4'339'473
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	989'761	945'000	44'761	5%	894'355
435 ventes	1'003	0	1'003	-	1'778
436 dédommagements de tiers	536'097	318'500	217'597	68%	489'320
438 prestations du personnel pour les investissements	2'974'489	1'796'300	1'178'189	66%	2'934'431
439 autres contributions	9'819	0	9'819	-	19'589
46 subventions acquises	17'216	0	17'216	-	0
461 subventions acquises - cantons	17'216	0	17'216	-	0
49 imputations internes	1'033'521	1'081'690	-48'169	-4%	1'040'016
492 autres prestations internes	1'033'521	1'081'690	-48'169	-4%	1'040'016
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)					
CHARGES	0	0	0	-	5'000
36 subventions accordées	0	0	0	-	5'000
365 subventions accordées - institutions privées	0	0	0	-	5'000
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	1'191'579	1'239'813	-48'234	-4%	1'149'874
30 charges de personnel	841'636	907'573	-65'937	-7%	849'579
301 traitements du personnel	673'215	720'255	-47'039	-7%	677'358
303 assurances sociales	57'799	59'157	-1'359	-2%	55'696
304 caisses de pensions et de prévoyance	100'659	112'219	-11'559	-10%	102'681
305 assurance maladie et accidents	9'706	15'655	-5'948	-38%	10'145
309 autres charges du personnel	256	288	-32	-11%	3'701
31 biens, services et marchandises	198'345	177'868	20'477	12%	176'115
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	7'916	12'710	-4'794	-38%	5'514
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	113	1'500	-1'387	-92%	27
312 eau, énergie, combustible	8'248	8'816	-568	-6%	9'501
313 achats de fournitures et autres marchandises	273	700	-427	-61%	184
314 entretien des immeubles par des tiers	9'085	17'742	-8'657	-49%	19'949
317 dédommagements	6'025	8'900	-2'875	-32%	5'827
318 honoraires et prestations de service	155'790	123'900	31'890	26%	124'248
319 frais divers	10'894	3'600	7'294	203%	10'865
33 Amortissements	5'035	0	5'035	-	0
334 pertes sur débiteurs	5'035	0	5'035	-	0
36 subventions accordées	113'700	121'900	-8'200	-7%	91'900
365 subventions accordées - institutions privées	113'700	121'900	-8'200	-7%	91'900
39 imputations internes	32'864	32'472	392	1%	32'280
391 mise à disposition de locaux	32'280	32'280	0	0%	32'280
392 autres prestations internes	584	192	392	204%	0

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	15'000	15'000	0	0%	15'000
36 subventions accordées	15'000	15'000	0	0%	15'000
365 subventions accordées - institutions privées	15'000	15'000	0	0%	15'000
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	43'623'427	45'526'621	-1'903'194	-4%	37'604'032
30 charges de personnel	7'070'962	7'393'579	-322'617	-4%	7'113'648
301 traitements du personnel	5'614'629	6'016'859	-402'230	-7%	5'733'479
303 Assurances sociales	478'488	489'564	-11'075	-2%	465'090
304 caisses de pensions et de prévoyance	780'967	739'988	40'979	6%	706'899
305 Assurance maladie et accidents	190'197	132'433	57'765	44%	200'004
306 prestations en nature	4'089	12'000	-7'912	-66%	5'508
309 autres charges du personnel	2'592	2'736	-144	-5%	2'668
31 biens, services et marchandises	11'356'256	13'470'052	-2'113'796	-16%	12'162'992
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	2'218	0	2'218	-	357
312 Eau, énergie, combustible	1'091'712	1'138'452	-46'740	-4%	1'096'369
313 Achats de fournitures et autres marchandises	39'771	40'100	-329	-1%	51'935
314 entretien des immeubles par des tiers	10'082'948	12'147'500	-2'064'552	-17%	10'859'169
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	258	0	258	-	0
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	0	0	0	-	803
317 dédommagements	59'702	43'000	16'702	39%	60'936
318 honoraires et prestations de service	79'647	101'000	-21'353	-21%	93'423
33 Amortissements	21'020'292	20'423'314	596'978	3%	15'502'888
330 Amortissements ordinaires du PF	2'975'473	0	2'975'473	-	0
331 Amortissements ordinaires du PA	18'043'871	20'423'314	-2'379'443	-12%	15'502'888
334 pertes sur débiteurs	948	0	948	-	0
35 dédommagements à des collectivités publiques	70'119	0	70'119	-	0
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	70'119	0	70'119	-	0
36 subventions accordées	112'631	114'000	-1'369	-1%	0
361 subventions accordées - cantons	12'000	13'000	-1'000	-8%	0
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	100'631	101'000	-369	0%	0
39 imputations internes	3'993'167	4'125'676	-132'509	-3%	2'824'504
390 Intérêts répartis	3'905'089	4'035'534	-130'446	-3%	2'730'074
391 Mise à disposition de locaux	76'012	76'012	0	0%	76'012
392 autres prestations internes	12'067	14'130	-2'063	-15%	18'418
REVENUS	10'487'870	8'290'700	2'197'170	27%	5'730'187
43 revenus divers	3'500'146	1'390'700	2'109'446	152%	1'268'148
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	2'485'159	77'000	2'408'159	3127%	342'890
436 dédommagements de tiers	38'465	0	38'465	-	94'209

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
438 prestations du personnel pour les investissements	976'522	1'313'700	-337'178	-26%	831'048
46 subventions acquises	6'987'724	6'900'000	87'724	1%	4'462'039
461 subventions acquises - cantons	6'987'724	6'900'000	87'724	1%	4'462'039
65 TRAFIC RÉGIONAL					
CHARGES	946'530	804'495	142'035	18%	937'938
36 subventions accordées	946'530	804'495	142'035	18%	937'938
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	946'530	804'495	142'035	18%	937'938
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX					
CHARGES	4'205'943	4'257'201	-51'257	-1%	4'180'235
30 charges de personnel	2'875'456	3'061'727	-186'271	-6%	2'948'058
301 traitements du personnel	2'320'854	2'502'656	-181'802	-7%	2'383'864
303 assurances sociales	195'866	204'838	-8'972	-4%	189'114
304 caisses de pensions et de prévoyance	269'156	291'939	-22'784	-8%	276'888
305 assurance maladie et accidents	83'430	58'046	25'384	44%	87'393
306 prestations en nature	4'998	3'000	1'998	67%	9'622
309 autres charges du personnel	1'152	1'248	-96	-8%	1'176
31 biens, services et marchandises	1'113'923	1'029'620	84'303	8%	1'024'036
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	836	0	836	-	79
312 eau, énergie, combustible	691'390	601'011	90'379	15%	424'345
313 achats de fournitures et autres marchandises	38'197	37'400	797	2%	41'271
314 entretien des immeubles par des tiers	2'091	4'709	-2'618	-56%	6'486
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	325'783	360'000	-34'217	-10%	336'575
317 dédommagements	9'783	6'500	3'283	51%	10'425
318 honoraires et prestations de service	45'842	20'000	25'842	129%	73'993
319 frais divers	0	0	0	-	130'862
33 Amortissements	169'006	119'006	50'000	42%	164'129
331 amortissements ordinaires du PA	169'006	119'006	50'000	42%	164'129
39 imputations internes	47'557	46'847	710	2%	44'011
390 intérêts répartis	34'096	35'699	-1'603	-4%	30'435
391 mise à disposition de locaux	11'148	11'148	0	0%	11'148
392 autres prestations internes	2'313	0	2'313	-	2'428
REVENUS	119'901	60'000	59'901	100%	362'571
43 revenus divers	119'901	60'000	59'901	100%	362'571
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	67'022	60'000	7'022	12%	240'117
436 dédommagements de tiers	52'880	0	52'880	-	122'454
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	395'829	397'000	-1'171	0%	342'881
31 biens, services et marchandises	395'829	397'000	-1'171	0%	342'881
318 honoraires et prestations de service	395'829	397'000	-1'171	0%	342'881

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.					
CHARGES	2'310'109	2'550'859	-240'750	-9%	2'364'993
30 charges de personnel	1'482'109	1'486'754	-4'646	0%	1'452'692
301 traitements du personnel	1'184'051	1'200'831	-16'780	-1%	1'164'218
303 assurances sociales	102'441	98'550	3'891	4%	96'333
304 caisses de pensions et de prévoyance	155'245	160'863	-5'617	-3%	157'453
305 assurance maladie et accidents	18'467	26'079	-7'612	-29%	18'783
309 autres charges du personnel	21'905	432	21'473	4971%	15'905
31 biens, services et marchandises	311'969	555'400	-243'431	-44%	403'376
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	0	0	0	-	38
312 eau, énergie, combustible	4'538	4'170	368	9%	4'192
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	0	0	0	-	70
317 dédommagements	1'848	1'980	-132	-7%	1'848
318 honoraires et prestations de service	305'583	549'250	-243'667	-44%	397'228
33 amortissements	0	3'125	-3'125	-100%	10'000
331 amortissements ordinaires du PA	0	3'125	-3'125	-100%	0
334 pertes sur débiteurs	0	0	0	-	10'000
36 subventions accordées	463'343	445'000	18'343	4%	459'881
365 subventions accordées - institutions privées	385'000	385'000	0	0%	385'000
366 subventions accordées - personnes physiques	78'343	60'000	18'343	31%	74'881
39 imputations internes	52'688	60'580	-7'892	-13%	39'044
390 intérêts répartis	51'268	46'418	4'850	10%	39'044
392 autres prestations internes	1'420	14'162	-12'742	-90%	0
REVENUS	7'075	0	7'075	-	11'248
42 revenus des biens	7'075	0	7'075	-	9'484
427 immeubles du patrimoine administratif	7'075	0	7'075	-	9'484
43 revenus divers	0	0	0	-	1'764
436 dédommagements de tiers	0	0	0	-	1'764
79 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE					
CHARGES	7'104'119	7'683'297	-579'178	-8%	7'080'028
30 charges de personnel	4'941'619	5'264'844	-323'225	-6%	4'886'185
301 traitements du personnel	4'005'329	4'281'111	-275'782	-6%	3'978'973
303 assurances sociales	339'940	347'085	-7'145	-2%	324'307
304 caisses de pensions et de prévoyance	510'299	542'881	-32'582	-6%	508'347
305 assurance maladie et accidents	60'154	91'848	-31'694	-35%	61'910
309 autres charges du personnel	25'897	1'920	23'977	1249%	12'648
31 biens, services et marchandises	1'085'884	1'316'610	-230'726	-18%	1'007'676
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	51'070	77'993	-26'923	-35%	68'639
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	23'227	33'794	-10'567	-31%	21'798
312 eau, énergie, combustible	30'901	28'738	2'163	8%	29'932
313 achats de fournitures et autres marchandises	1'442	1'897	-455	-24%	1'071

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
314 entretien des immeubles par des tiers	51'000	79'634	-28'634	-36%	45'368
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	150'223	170'086	-19'863	-12%	116'869
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	24'835	3'440	21'395	622%	29'857
317 dédommagements	19'821	26'160	-6'339	-24%	22'214
318 honoraires et prestations de service	716'201	873'515	-157'314	-18%	654'153
319 frais divers	17'164	21'353	-4'189	-20%	17'775
33 Amortissements	721'636	728'145	-6'509	-1%	837'317
331 Amortissements ordinaires du PA	729'136	728'145	991	0%	847'623
334 pertes sur débiteurs	-7'500	0	-7'500	-	-10'306
39 imputations internes	354'980	373'698	-18'718	-5%	348'849
390 intérêts répartis	46'144	47'073	-929	-2%	40'568
391 mise à disposition de locaux	306'372	307'372	-1'000	0%	306'372
392 autres prestations internes	2'464	19'253	-16'789	-87%	1'909
REVENUS	94'133	40'000	54'133	135%	31'398
43 revenus divers	94'133	40'000	54'133	135%	31'398
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	24'930	25'500	-570	-2%	22'750
436 dédommagements de tiers	55'591	0	55'591	-	4'886
438 prestations du personnel pour les investissements	13'612	14'500	-888	-6%	3'762
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	1'513	0	1'513	-	11'780
32 intérêts passifs	1'513	0	1'513	-	11'780
320 engagements courants	1'513	0	1'513	-	11'780
REVENUS	7'241	0	7'241	-	0
42 revenus des biens	7'241	0	7'241	-	0
421 créances	7'241	0	7'241	-	0
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER					
REVENUS	0	0	0	-	140'000
42 revenus des biens	0	0	0	-	140'000
424 gains comptables sur les placements du PF	0	0	0	-	140'000

4.3

4.3.6 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

05 Administration générale

314 Entretien des immeubles par des tiers

L'adaptation du budget d'entretien du patrimoine immobilier de la ville, n'a pas été ventilée au sein des services bénéficiaires. La ventilation s'est en revanche bien faite au niveau des comptes.

62 routes communales

314 Entretien des immeubles par des tiers

cette économie conséquente est due principalement à plusieurs reports de chantiers d'envergure d'entretien des chaussées, cela à la demande expresse de l'autorité cantonale compétente (Direction générale des transports). ces opérations étaient planifiées pour être réalisées en automne et ont été reportées à 2015.

434 Autres redevances d'utilisation et prestations de service

il s'agit d'une recette exceptionnelle versée par le canton dans le cadre du changement de régime de financement (changement de la loi sur les eaux dès le 1er janvier 2015) des travaux relatifs à l'entretien du réseau secondaire se trouvant sur le territoire communal (assainissement des eaux). ce montant a permis d'une part de couvrir un nombre important de chantiers liés à l'assainissement des eaux et, d'autre part, de solder le compte courant intitulé «taxe d'écoulement» qui n'aura plus d'utilité sous l'égide du nouveau régime susmentionné.

78 Autres tâches de protection de l'env.

318 honoraires et prestations de service

L'économie budgétaire réalisée matérialise le ralentissement, voire le blocage, de certains projets liés à la mobilité.

4.3.7 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2014	Écart postes	C 2014	B 2014	Écart
05	Administration générale	109.9	5.0	114.9	115.7	-0.8	522'406	471'000	51'406
30	Encouragement à la culture	4.5	-	4.5	4.5	-	52'722	50'500	2'222
62	Routes communales	56.2	-	56.2	56.3	-0.1	-	54'500	-54'500
71	Approv.en eau,protection et correction des eaux	24.0	1.0	25.0	26.0	-1.0	-	-	-
78	Autres tâches de protection de l'environnement	8.2	-	8.2	8.3	-0.1	110'523	100'000	10'523
79	Aménagement du territoire	30.1	-	30.1	30.2	-0.1	64'492	180'000	-115'508
	TOTAL	232.9	6.0	238.9	241.0	-2.1	750'144	856'000	-105'856

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.3

4.3.8 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
subventions monétaires	1'601	1'478	122	8%	1'455
Administration générale	28	38	-10	-27%	25
culture et loisirs	114	122	-8	-7%	92
prévoyance sociale	15	15	0	0%	15
trafic	1'059	918	141	15%	938
protection et aménagement de l'enviro.	385	385	0	0%	385
gratuités	78	60	18	31%	75
protection et aménagement de l'enviro.	78	60	18	31%	75
total	1'679	1'538	141	9%	1'530

4.3.9 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs	C 2014	B 2014	Écart
2 constructions et aménagement	1'600'561	1'478'395	122'166
05 Administration générale	27'700	38'000	-10'300
361 subventions accordées - cantons	-	10'000	-10'000
promotion d'expositions, publications architecturales (cantons)	-	10'000	-10'000
365 subventions accordées - institutions privées	27'700	28'000	-300
europan suisse	5'000	5'000	-
promotion d'expositions, publications architecturales (instit.)	22'700	18'000	4'700
revue faces	-	5'000	-5'000
30 encouragement à la culture	113'700	121'900	-8'200
365 subventions accordées - institutions privées	113'700	121'900	-8'200
Association pour la promotion de l'Art sacré (APAS)	10'000	10'000	-
Fondation des clefs de saint-Pierre	61'900	61'900	-
maison de l'architecture	20'000	20'000	-
restauration des édifices cultuels	21'800	30'000	-8'200
58 Aide sociale	15'000	15'000	-
365 subventions accordées - institutions privées	15'000	15'000	-
Association Handicapés Architecture urbanisme (HAU)	15'000	15'000	-
62 routes communales	112'631	114'000	-1'369
361 subventions accordées - cantons	12'000	13'000	-1'000
Écluse du seujet	12'000	13'000	-1'000
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	100'631	101'000	-369
Écluse du seujet	100'631	101'000	-369
65 trafic régional	946'530	804'495	142'035
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	946'530	804'495	142'035
part. v.g. aux frais d'exploitation bus jonction (ligne 32)	463'370	320'000	143'370
part. v.g. aux prolongements horaires TPG lignes urbaines (vendredi-samedi soir)	483'160	484'495	-1'335
78 Autres tâches de protection de l'env.	385'000	385'000	-
365 subventions accordées - institutions privées	385'000	385'000	-
genèv'roule	300'000	300'000	-
samedis du vélo	85'000	85'000	-

4.3.10 GRATUITÉS

en francs	C 2014	B 2014	Écart
2 constructions et aménagement	78'343	60'000	18'343
78 Autres tâches de protection de l'env.	78'343	60'000	18'343
366 subventions accordées - personnes physiques	78'343	60'000	18'343
vélostation cornavin - subvention usagers	78'343	60'000	18'343

CULTURE ET SPORTS

4.4

4.4 CULTURE ET SPORT

4.4.1 FAITS MARQUANTS ET COMMENTAIRES SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

Le magistrat du DCS ayant été élu maire de Genève dès le 1er juin 2014, son département a été associé à ce mandat et donc à la thématique de sa mairie : la notion de frontière, à repenser comme une couture plutôt qu'une coupure. Ainsi, qu'elle soit culturelle, socio-économique, générationnelle, urbanistique ou encore technologique, la frontière doit être vecteur de liens et d'échanges entre chacun et chacune. Ces premiers mois ont permis de rassembler la population genevoise autour de débats - grâce au cycle de conférences « Genève, repenser la frontière » - et de moments clés dans des formes revisitées, comme le 1er août au parc La Grange ou les festivités du nouvel an organisées par les associations de quartiers de Sécheron, Vieusseux et Jonction. Par ailleurs, le projet de valorisation du travail photographique genevois « vis-à-vis » a permis aux Genevoises et Genevois de (re)découvrir les 8 quartiers de leur ville. Le DCS s'est également doté d'un nouveau fond dédié aux projets de l'agglomération.

Le DCS s'est parallèlement fortement mobilisé aux côtés du canton dans l'élaboration de la Loi sur la culture et de la Loi sur le sport, mettant ainsi à profit son expertise dans ces négociations tout en positionnant fermement son rôle historique dans ces domaines au sein du territoire genevois. Les domaines culturels et sportifs constituent en effet des enjeux stratégiques majeurs dans le paysage genevois pour les années à venir. À ce titre, les premiers travaux liés à la répartition des tâches entre le canton et les communes ont également été menés énergiquement par le DCS.

2014 a également célébré le bicentenaire de l'entrée de Genève dans la confédération suisse. Ces premières festivités, qui s'étendront jusqu'en mai 2015, fédèrent la population autour de moments clés auxquels le DCS participe activement. Le projet cartographique « Genève à la carte » a notamment offert un accès en ligne aux plus belles cartes issues des collections publiques genevoises. Genève continuera par ailleurs à étendre son rayonnement en 2015 par sa participation active à l'exposition universelle de Milan à travers un programme culturel riche et varié, tant au niveau régional que local.

La réouverture du MEG en octobre 2014 a constitué un moment fort dans l'année, impulsant une nouvelle image des musées et une interactivité toujours plus proche des publics. Cette réouverture s'est accompagnée du lancement du nouveau sentier culturel de Plainpalais, permettant aux publics de se rapprocher davantage des institutions culturelles de proximité. Le DCS a parallèlement finalisé sa politique d'acquisition des institutions patrimoniales fixant ainsi les principes éthiques et les lignes directrices en la matière pour ses musées. La politique muséale genevoise, incluant musées municipaux et musées privés et communiquée en mai 2014, marque symboliquement cette volonté commune de doter Genève d'une stratégie renforcée auprès de la population. L'adoption, courant 2015, d'un plan directeur des musées genevois fixera des objectifs transversaux pour les musées de la ville de Genève. Cette politique et ces nouvelles inaugurations permettent d'illustrer les

enjeux auxquels doit faire face le projet de rénovation et d'agrandissement du musée d'art et d'histoire et ses bénéfices majeurs pour la population genevoise.

Le DCS et l'université de Genève ont parallèlement signé une nouvelle convention de coopération scientifique en juin 2014 visant à renforcer leur collaboration dans les domaines des sciences de la culture et de la société, et dans le domaine des sciences de la nature. Cette convention entend assurer une meilleure visibilité à l'activité scientifique genevoise, notamment par la mise en œuvre commune d'activités de promotion et de vulgarisation de la recherche.

De nombreuses actions de soutien ont également été consolidées en 2014, notamment en faveur des cinémas genevois indépendants. Des échanges avec la Corodis visent par ailleurs au renforcement de la présence de la scène romande au festival d'Avignon. Un état des lieux du fonctionnement des nouveaux lieux de vie nocturne offrant des scènes aux musiques actuelles a également été réalisé cette année. La manifestation biennale « Poésie en ville » a donné l'occasion de s'immerger dans l'univers poétique dans un nouveau lieu, à savoir les Bains des Pâquis. Une nouvelle rencontre avec les milieux professionnels du théâtre a été organisée à l'automne 2014 afin de présenter les thématiques issues d'une consultation organisée en amont durant l'été.

Le soutien du DCS passe également par la poursuite des Journées des métiers d'art qui étendent chaque année leurs partenariats, ainsi que par une volonté de renforcer le concept d'économie créative et de le faire vivre au travers de collaborations étendues entre des secteurs multiples de notre société, à l'instar des ateliers et débats organisés par le DCS en novembre 2014 au MEG. Le prix décerné à la bande dessinée genevoise, nouvellement renommé « Les Prix Rodolphe Töpffer », vise également à mieux valoriser le dynamisme et le savoir-faire de la scène genevoise.

Afin de répondre toujours davantage et au plus près des demandes et des besoins des publics, un état des lieux et une stratégie de valorisation des activités hors murs du département ont été réalisés et communiqués aux institutions et services en interne. Plusieurs œuvres ont été parallèlement inaugurées dans l'espace public, dont l'œuvre de P. Vermeersch des silos à sel de la voirie de la ville de Genève, la sculpture « Frankie a.k.a The creature of Doctor Frankenstein » sur la plaine de Plainpalais, et le projet de 9 installations d'art public - neon paralax. La Biennale des indépendants genevois (BIG) a également été activement soutenue par le DCS. La BGE a par ailleurs valorisé sa collection d'affiches et de photographies hors ses murs dans le cadre des Automnales et du salon des antiquaires et des arts de Lausanne.

La première « Étude sur les publics » a été présentée en automne 2014. Cette étude a permis de dresser les premiers résultats de fréquentation et d'usages des publics des musées et des bibliothèques municipales du département, ainsi que leur profil sociodémographique.

cette étude sera étendue aux publics des conservatoire et jardin botaniques, des infrastructures sportives ainsi qu'aux autres bibliothèques du DCS de façon progressive dès 2015. Le DCS a par ailleurs soutenu la publication en 2014 d'un nouveau guide du routard (« Genève, ville d'art et de culture »), se dotant ainsi d'un nouveau support à destination d'un public international.

Les bibliothèques municipales ont ouvert le Labo cité dès l'automne 2014 offrant aux publics un espace dédié à la découverte du numérique et de nombreuses animations et conférences, dans l'attente de la réouverture de la bibliothèque de la cité en mai 2015. La BGE a quant à elle réaménagé son espace d'accueil et organisé une série d'événements et deux expositions afin de mettre en valeur le dépôt légal.

concernant le sport, le DCS a présenté les résultats de l'inventaire et du diagnostic des installations sportives menés dans le cadre de la PR-971, déclinant les besoins et les pratiques sportives des utilisatrices et utilisateurs des centres. Les travaux relatifs à la définition des images directrices bout-du-monde/vessy et queue-d'Arve/vernets se poursuivent afin de dresser des axes visionnaires répondant aux nouveaux besoins de la population pour l'avenir en matière sportive, tandis que le service des sports met en œuvre progressivement plusieurs recommandations issues de l'étude. Le département poursuit également le processus de conventionnement des principaux sports d'équipe. 2015 permettra de lancer une réflexion stratégique sur les critères de subventionnement, inscrits dans le cadre des priorités et enjeux de la politique sportive 2015-2020. 2014 a également marqué la concrétisation d'un partenariat ville-ACG et canton en faveur de relève sportive, par la mise en œuvre d'un soutien tripartite pour le hockey, le football, le basketball et le volleyball. Le service des sports a par ailleurs activement soutenu de très nombreuses manifestations, dont les championnats d'Europe de badminton sourds ainsi que l'International sports convention.

La politique d'investissement du DCS continue d'être conduite avec la plus grande attention afin de garantir la conservation de son patrimoine. Ainsi, la nouvelle console du conservatoire et jardin botaniques a été inaugurée en janvier 2015, tandis que la salle de l'Alhambra sera inaugurée à l'occasion de la fête de la musique 2015, et que le grand-théâtre sera rénové partiellement dès 2016. Le projet de centre sportif de la gare des Eaux-vives prend forme, tandis que la rénovation et la transformation des terrains de football de la ville prend fin. Le projet de nouveau centre sportif de Belle-Idée a été voté ainsi que le reprofilage du revêtement hockey sur gazon au stade de Richemont. L'étude menée par Interpol en 2014 sur la sécurité active et passive des musées déploie parallèlement déjà ses effets par la mise en œuvre des recommandations, qu'elles soient transversales aux institutions ou spécifiques à certaines.

Les publics continueront d'être au cœur des actions du département dès 2015, que ce soit par la définition de concepts transversaux en matière d'accueil, de médiation culturelle, de communication et d'outils d'interactivité. Les bibliothèques finaliseront à cet égard un plan d'action transversal permettant notamment de déployer une politique de numérisation de leurs collections.

enfin, le département a continué en 2014 à mettre tout en œuvre pour permettre aux personnes en « emploi de solidarité » de réintégrer le marché premier du travail. Une offre de formation spécifique a notamment été mise en place à leur intention afin de les accompagner dans cette démarche. Cinq d'entre eux ont pu être engagés par la ville durant l'année. Le conseil municipal a également voté 5 nouveaux postes au budget 2015.

4.4.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

RENFORCER L'OUVERTURE ET L'INTERACTIVITÉ DES INSTITUTIONS MUNICIPALES SUR LA CITÉ					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
mener les États généraux des musées afin de définir une politique muséale ambitieuse et novatrice	Mise en œuvre de la politique muséale	Plan directeur adopté	Plan directeur adopté	Politique muséale des musées genevois adoptée en mai 2014. Le Plan directeur sera adopté courant 2015	
Réaliser un diagnostic des installations sportives de la ville de Genève afin d'optimiser ces services pour les publics	Réalisation d'une étude et rendu des résultats et des recommandations	Étude et la communication des recommandations	Étude et la communication des recommandations	PR-971 – Étude réalisée et résultats communiqués	

DEVELOPPER ET VALORISER LES ACTIVITÉS CULTURELLES ET SPORTIVES « HORS MURS »					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Développer et valoriser les activités culturelles et sportives hors murs	définition d'une stratégie DCS hors-murs	stratégie définie	stratégie définie	rapport effectué et diffusé en interne. stratégie de valorisation et de communication définie.	
valoriser les collections du FMAC et ses actions de médiation auprès des publics	Mise en œuvre du FMAC-mobile	concept et mise en œuvre des activités mobiles	concept et mise en œuvre des activités mobiles	Plusieurs œuvres inaugurées dans l'espace public. concept en cours de validation	

CLARIFIER LES CONDITIONS DE SOUTIEN À LA RELÈVE SPORTIVE, DE LA BASE À L'ÉLITE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
conventionner les principaux sports d'équipe	conclusion de 2 conventions prioritaires avec les clubs et associations sportifs genevois	2 conventions signées	1 convention signée	conventions signées pour le hockey et le football	

4.4.3 COMMENTAIRES SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

mener les États généraux des musées afin de définir une politique muséale ambitieuse et novatrice

ce processus s'inscrit dans le cadre d'une volonté de promouvoir les institutions culturelles en renforçant leur dynamique d'ouverture auprès des publics ainsi que leur rayonnement. suite au colloque organisé à l'automne 2013, le document de référence de la politique muséale genevoise « La Genève des musées : concept et stratégie 2015-2020 » a été présenté le 6 mai 2014. cette politique, construite de façon conjointe avec les musées privés genevois, a permis d'instaurer la tenue de la première conférence des directrices et directeurs des musées publics et privés en septembre 2014. cette conférence donne suite désormais à des rencontres régulières permettant de fixer des priorités transversales de travail et de lancer des projets communs. en parallèle, un plan directeur pour les musées de la ville de Genève sera finalisé en 2015.

réaliser un diagnostic des installations sportives de la ville de Genève afin d'optimiser ces services pour les publics

Le conseil municipal a voté en 2012 la PR-971 prévoyant la réalisation de l'inventaire et du diagnostic des installations sportives, ainsi que la réalisation des images directrices des sites sportifs du bout-du-monde/vessy et queue d'Arve/vernets. début 2014, les résultats du diagnostic de l'état des bâtiments et locaux des installations sportives ainsi que l'étude sur la pratique sportive et les perceptions des publics sur l'offre sportive ont été présentés aux partenaires et acteurs impliqués du domaine. Le service des sports et la direction du DCS pilotent depuis lors la mise en œuvre des recommandations et ont fixé plusieurs plans d'actions, tant en termes d'entretien des bâtiments (en collaboration étroite avec le DCA) qu'en termes d'organisation structurelle des services et prestations.

développer et valoriser les activités culturelles et sportives hors murs

un état des lieux et des recommandations ont été réalisés et diffusés en interne au sein des services et institutions du DCS en mai 2014. une stratégie de communication et de valorisation des activités hors-murs du DCS a été validée : celle-ci est coordonnée depuis lors par le service de la promotion culturelle et la direction.

valoriser les collections du FMAC et ses actions de médiation auprès des publics

Plusieurs œuvres ont été inaugurées dans l'espace public en 2014, dont l'œuvre de P. Vermeersch des silos à sel de la voirie de la ville de Genève, et la sculpture « Frankie a.k.a The creature of doctor Frankenstein » sur la plaine de Plainpalais dans le cadre de la nuit des musées 2014. Le projet Neon Parallax, 9 installations d'art public, a également été finalisé en collaboration avec le Fonds cantonal d'art contemporain. ArtGenève tenu en janvier 2015 a réuni également une nouvelle fois le FMAC et le FCAC avec succès. ces différents projets contribuent à alimenter le concept global de valorisation des collections du FMAC qui sera finalisé en 2015. A terme, il est également prévu que le FMAC puisse disposer d'un lieu de présentation de sa collection, accompagné d'activités de médiation culturelle spécifiques.

conventionner les principaux sports d'équipe

La réalisation de conventions de subventionnement dans le domaine sportif est récente. s'inspirant des réalisations du domaine culturel, le service des sports s'est d'abord attelé au conventionnement du hockey et du football (Association cantonale genevoise de football). La mise en œuvre de conventions est progressive pour les autres sports.

4.4.4 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs	DCS	SAT	SPC	SEC	GTH	CJB	MAH	MEG	MHN	ARI	BMU	BGE	SPO	total
Administration générale	5'257													5'257
Enseignement et formation				459					28			20		507
culture et loisirs	418	14'995	3'982	62'005	43'077	17'678	36'032	11'044	17'489	4'809	20'568	20'777	49'510	302'384
Protection et aménagement de l'environ.						26			2				132	160
Finances et impôts	2						0		0		0	0		3
total	5'677	14'995	3'982	62'464	43'077	17'704	36'032	11'044	17'518	4'809	20'568	20'797	49'642	308'310

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs	DCS	SAT	SPC	SEC	GTH	CJB	MAH	MEG	MHN	ARI	BMU	BGE	SPO	total
Administration générale	9													9
culture et loisirs		3'838	655	3'686	5'939	1'362	3'923	242	773	257	1'397	3'884	9'160	35'114
Finances et impôts											1		1	1
total	9	3'838	655	3'686	5'939	1'362	3'923	242	773	257	1'398	3'884	9'161	35'124

4.4.5 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

CULTURE ET SPORT		TOTAL CHARGES	308'309'870	296'819'110	11'490'760	4%	300'075'694
		TOTAL REVENUS	35'124'051	23'171'157	11'952'894	52%	32'114'087
en francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013	
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
CHARGES		5'256'797	4'892'870	363'927	7%	514'718	
30	charges de personnel	4'285'249	3'966'698	318'551	8%	0	
301	traitements du personnel	3'445'762	3'211'677	234'084	7%	0	
303	Assurances sociales	296'441	262'321	34'120	13%	0	
304	caisses de pensions et de prévoyance	447'984	417'328	30'657	7%	0	
305	Assurance maladie et accidents	51'109	69'418	-18'309	-26%	0	
306	prestations en nature	4'104	4'802	-698	-15%	0	
309	Autres charges du personnel	39'849	1'152	38'697	3359%	0	
31	biens, services et marchandises	449'284	609'021	-159'737	-26%	514'718	
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	10'687	14'600	-3'913	-27%	0	
311	meubler, machines, véhicules et matériel	6'073	5'000	1'073	21%	0	
312	Eau, énergie, combustible	0	156	-156	-100%	0	
313	Achats de fournitures et autres marchandises	1'658	6'000	-4'342	-72%	0	
314	entretien des immeubles par des tiers	35'439	68'100	-32'661	-48%	0	
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	44'467	46'297	-1'830	-4%	225'293	
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	13'168	0	13'168	-	0	
317	Dédommagements	42'436	42'000	436	1%	0	
318	honoraires et prestations de service	274'961	404'868	-129'907	-32%	289'425	
319	Frais divers	20'394	22'000	-1'606	-7%	0	
33	Amortissements	270'062	270'500	-438	0%	0	
331	Amortissements ordinaires du PA	270'062	270'500	-438	0%	0	
39	imputations internes	252'202	46'651	205'551	441%	0	
390	Intérêts répartis	11'232	13'799	-2'567	-19%	0	
391	Mise à disposition de locaux	52'840	5'000	47'840	957%	0	
392	Autres prestations internes	188'130	27'852	160'278	575%	0	
REVENUS		8'596	0	8'596	-	0	
43	revenus divers	8'596	0	8'596	-	0	
436	Dédommagements de tiers	8'596	0	8'596	-	0	
2 ENSEIGNEMENT ET FORMATION							
21 ÉCOLES PUBLIQUES							
CHARGES		506'704	497'624	9'080	2%	394'582	
36	subventions accordées	506'704	497'624	9'080	2%	394'582	
365	subventions accordées - institutions privées	492'569	482'424	10'145	2%	384'382	
366	subventions accordées - personnes physiques	5'000	10'000	-5'000	-50%	5'000	
367	subventions accordées - étranger	9'135	5'200	3'935	76%	5'200	

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	252'524'516	244'556'671	7'967'845	3%	250'672'703
30 charges de personnel	123'816'052	122'270'601	1'545'451	1%	125'406'485
300 Autorités et commissions	37'220	28'770	8'450	29%	6'525
301 traitements du personnel	99'381'098	98'355'751	1'025'347	1%	100'570'081
303 Assurances sociales	8'499'585	8'032'486	467'099	6%	8'239'343
304 caisses de pensions et de prévoyance	12'547'743	12'459'030	88'713	1%	12'781'306
305 Assurance maladie et accidents	2'025'119	2'186'577	-161'458	-7%	2'133'747
306 prestations en nature	411'987	444'420	-32'433	-7%	441'616
308 personnel interimaire	469'936	680'295	-210'359	-31%	615'571
309 Autres charges du personnel	443'364	83'272	360'092	432%	618'296
31 biens, services et marchandises	42'588'383	36'398'988	6'189'395	17%	39'476'439
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	6'837'167	5'258'001	1'579'166	30%	6'019'690
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	2'117'313	1'649'728	467'585	28%	2'504'118
312 Eau, énergie, combustible	3'136'595	2'926'680	209'915	7%	3'262'852
313 Achats de fournitures et autres marchandises	2'309'564	2'885'944	-576'380	-20%	2'024'051
314 entretien des immeubles par des tiers	8'408'813	6'528'008	1'880'805	29%	7'532'680
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	1'996'170	2'105'389	-109'219	-5%	1'732'268
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	3'394'571	2'996'890	397'681	13%	3'438'609
317 Dédommagements	416'474	502'240	-85'766	-17%	442'537
318 honoraires et prestations de service	13'877'501	11'445'558	2'431'943	21%	12'342'862
319 frais divers	94'216	100'550	-6'334	-6%	176'771
33 Amortissements	10'995'055	11'394'475	-399'419	-4%	10'572'186
330 Amortissements ordinaires du PF	0	106'460	-106'460	-100%	0
331 Amortissements ordinaires du PA	10'939'308	11'287'515	-348'207	-3%	10'474'091
334 Pertes sur débiteurs	55'748	500	55'248	11050%	98'095
36 subventions accordées	71'303'953	71'330'137	-26'184	0%	72'212'946
361 subventions accordées - cantons	88'042	20'200	67'842	336%	67'392
362 subventions accordées - communes	62'266	80'000	-17'734	-22%	81'096
363 subventions accordées - propres établissements	6'244'478	6'289'724	-45'246	-1%	6'304'904
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	60	0	60	-	0
365 subventions accordées - institutions privées	64'262'698	64'418'613	-155'915	0%	65'258'514
366 subventions accordées - personnes physiques	539'577	486'100	53'477	11%	455'801
367 subventions accordées - étranger	106'832	35'500	71'332	201%	45'239
37 subventions redistribuées	400'000	0	400'000	-	0
375 subventions redistribuées - institutions privées	400'000	0	400'000	-	0
38 Attribution aux financements spéciaux	0	0	0	-	36'533
386 Attribution aux financements spéciaux	0	0	0	-	36'533

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
39 imputations internes	3'421'073	3'162'471	258'602	8%	2'968'113
390 Intérêts répartis	908'365	969'615	-61'250	-6%	816'120
391 mise à disposition de locaux	1'309'962	1'211'691	98'271	8%	1'267'643
392 autres prestations internes	1'202'746	981'165	221'581	23%	884'351
REVENUS	25'954'352	17'741'670	8'212'682	46%	24'287'656
42 revenus des biens	8'940'634	8'853'695	86'939	1%	8'987'682
427 immeubles du patrimoine administratif	8'912'605	8'851'695	60'910	1%	8'969'120
429 autres revenus	28'029	2'000	26'029	1301%	18'561
43 revenus divers	9'721'905	3'659'975	6'061'930	166%	7'677'858
431 emoluments administratifs	10'100	10'100	0	0%	10'047
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'707'980	2'212'525	1'495'455	68%	3'468'053
435 ventes	253'673	171'900	81'773	48%	296'607
436 dédommagements de tiers	1'455'908	333'600	1'122'308	336%	1'651'411
437 amendes	159'317	195'850	-36'533	-19%	181'295
438 prestations du personnel pour les investissements	2'153'739	700'000	1'453'739	208%	1'763'387
439 autres contributions	1'981'188	36'000	1'945'188	5403%	307'058
45 dédommagements de collectivités publiques	1'237'842	1'236'600	1'242	0%	1'217'351
451 cantons	211'300	210'000	1'300	1%	210'000
452 communes	1'026'542	1'026'600	-58	0%	1'007'351
46 subventions acquises	4'785'739	3'735'501	1'050'238	28%	5'805'749
460 subventions acquises - confédération	0	0	0	-	28'000
461 subventions acquises - cantons	1'157'461	1'045'501	111'960	11%	1'139'020
469 autres subventions	3'628'278	2'690'000	938'278	35%	4'638'730
47 subventions à redistribuer	400'000	0	400'000	-	0
472 subventions à redistribuer - communes	400'000	0	400'000	-	0
48 prélèvements sur les financements spéciaux	578'488	0	578'488	-	304'508
486 prélèvements sur les financements spéciaux	578'488	0	578'488	-	304'508
49 imputations internes	289'744	255'899	33'845	13%	294'508
491 mise à disposition de locaux	99'999	88'599	11'400	13%	96'414
492 autres prestations internes	189'745	167'300	22'445	13%	198'094
33 PARCS ET PROMENADES					
CHARGES	300'165	347'000	-46'835	-13%	0
31 biens, services et marchandises	300'165	347'000	-46'835	-13%	0
314 entretien des immeubles par des tiers	300'165	347'000	-46'835	-13%	0
34 SPORTS					
CHARGES	49'295'707	46'192'876	3'102'830	7%	48'375'205
30 charges de personnel	22'444'514	22'640'211	-195'697	-1%	22'625'616
301 traitements du personnel	18'156'137	18'426'635	-270'499	-1%	18'343'267
303 assurances sociales	1'550'611	1'505'004	45'606	3%	1'493'271
304 caisses de pensions et de prévoyance	2'237'519	2'210'599	26'920	1%	2'237'060
305 assurance maladie et accidents	368'756	416'024	-47'268	-11%	386'593

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
306 prestations en nature	63'608	67'500	-3'892	-6%	62'935
309 autres charges du personnel	67'884	14'448	53'436	370%	102'489
31 biens, services et marchandises	9'194'394	8'694'590	499'804	6%	9'073'463
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	175'523	240'000	-64'477	-27%	261'852
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	501'928	673'500	-171'572	-25%	577'392
312 eau, énergie, combustible	3'340'516	3'131'901	208'615	7%	3'275'243
313 achats de fournitures et autres marchandises	907'007	999'000	-91'993	-9%	928'381
314 entretien des immeubles par des tiers	2'180'060	1'385'332	794'728	57%	1'871'317
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	252'949	297'210	-44'261	-15%	200'549
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	63'768	12'000	51'768	431%	43'136
317 dédommagements	7'719	13'980	-6'261	-45%	16'660
318 honoraires et prestations de service	1'756'241	1'927'667	-171'426	-9%	1'892'698
319 frais divers	8'684	14'000	-5'316	-38%	6'234
33 Amortissements	5'628'367	5'346'604	281'763	5%	5'767'889
331 amortissements ordinaires du PA	5'339'144	5'346'604	-7'461	0%	5'838'465
334 pertes sur débiteurs	289'224	0	289'224	-	-70'576
35 dédommagements à des collectivités publiques	1'225'874	1'167'266	58'608	5%	1'374'917
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	1'225'874	1'167'266	58'608	5%	1'374'917
36 subventions accordées	10'023'845	7'545'435	2'478'410	33%	8'766'562
365 subventions accordées - institutions privées	9'765'535	7'495'435	2'270'100	30%	8'665'562
366 subventions accordées - personnes physiques	258'310	50'000	208'310	417%	101'000
37 subventions redistribuées	67'400	0	67'400	-	0
375 subventions redistribuées - institutions privées	37'500	0	37'500	-	0
376 personnes physiques	29'900	0	29'900	-	0
39 imputations internes	711'314	798'770	-87'456	-11%	766'757
390 intérêts répartis	413'207	452'285	-39'078	-9%	377'133
391 mise à disposition de locaux	32'893	40'893	-8'000	-20%	32'893
392 autres prestations internes	265'214	305'592	-40'378	-13%	356'731
REVENUS	9'159'861	5'425'487	3'734'374	69%	7'825'405
42 revenus des biens	4'651'774	1'361'887	3'289'887	242%	3'162'311
427 immeubles du patrimoine administratif	4'651'674	1'361'887	3'289'787	242%	3'162'311
429 autres revenus	100	0	100	-	0
43 revenus divers	4'356'657	4'033'600	323'057	8%	4'486'047
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'259'045	3'184'000	75'045	2%	3'200'536
435 ventes	132'229	134'500	-2'271	-2%	144'135
436 dédommagements de tiers	768'343	708'100	60'243	9%	973'765
439 autres contributions	197'040	7'000	190'040	2715%	167'612
46 subventions acquises	35'000	0	35'000	-	136'241
469 autres subventions	35'000	0	35'000	-	136'241
47 subventions à redistribuer	67'400	0	67'400	-	0
472 subventions à redistribuer - communes	67'400	0	67'400	-	0

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
49 imputations internes	49'029	30'000	19'029	63%	40'806
492 autres prestations internes	49'029	30'000	19'029	63%	40'806
35 AUTRES LOISIRS					
CHARGES	263'600	270'000	-6'400	-2%	0
36 subventions accordées	263'600	270'000	-6'400	-2%	0
365 subventions accordées - institutions privées	263'600	270'000	-6'400	-2%	0
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	0	0	0	-	99
31 biens, services et marchandises	0	0	0	-	99
314 entretien des immeubles par des tiers	0	0	0	-	99
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	159'638	62'069	97'569	157%	118'196
31 biens, services et marchandises	159'638	62'069	97'569	157%	118'196
318 honoraires et prestations de service	159'638	62'069	97'569	157%	118'196
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	2'743	0	2'743	-	192
31 biens, services et marchandises	0	0	0	-	2
319 frais divers	0	0	0	-	2
32 intérêts passifs	2'743	0	2'743	-	190
320 engagements courants	2'743	0	2'743	-	190
REVENUS	1'242	0	1'242	-	1'026
42 revenus des biens	1'242	0	1'242	-	1'026
420 avoirs à vue	0	0	0	-	3
421 créances	0	0	0	-	20
429 autres revenus	1'242	0	1'242	-	1'003
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER					
REVENUS	0	4'000	-4'000	-100%	0
42 revenus des biens	0	4'000	-4'000	-100%	0
423 immeubles du patrimoine financier	0	4'000	-4'000	-100%	0

4.4

4.4.6 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

30 Encouragement à la culture

310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité

Écart provenant d'une part des charges relatives aux projets d'exposition financés par des tiers et d'autre part des charges liées à la réouverture de la bibliothèque du MEG (augmentation des dépenses liées au nombre d'ouvrages offerts à la consultation financée par la « dîme du livre »). Entre autre, des efforts importants ont été réalisés par la production de supports promotionnels compte tenu de la réouverture du musée.

Financement de la « dîme du livre » versée par l'université pour l'enrichissement des collections.

311 mobilier, machines, véhicules et matériel

Acquisition d'œuvres d'art financée par les fonds spéciaux (reconstitution de la collection horlogerie au MAH), achat de matériel scientifique financé par des tiers (FNSRS, Fondation Moser). Par ailleurs, des charges relatives aux projets d'expositions et d'achats d'œuvres d'art et collections ont été également financées par des fonds de tiers.

313 Achats de fournitures et autres marchandises

Écart provenant d'une part des charges relatives à des publications pour des expositions financées par des tiers et d'autre part des dépenses liées à la réalisation d'expositions pour l'inauguration du MEG, couvertes par des montants non-dépensé sur d'autres rubriques de charges.

316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation

charges supplémentaires pour la location de matériel audio-visuel en vue de l'exposition Courbet, et achat d'un équipement de conservation préventive, couvert par des fonds de tiers.

318 honoraires et prestations de service

Écart provenant d'une part des dépenses liées aux expositions réalisées au MAH, financées par des fonds de tiers et d'autre part de charges supplémentaires liées à des entreprises externes pour la production, le montage des expositions et la surveillance des œuvres dans le cadre de la réouverture du MEG.

375 subventions redistribuées - institutions privées

Financement du Fonds intercommunal (FI) aux festivals de la Bâtie et à l'Association Groupement des usagers SIP (GUS).

434 autres redevances d'utilisation et prestations de service

Écart provenant d'une part de financement de tiers pour des mandats et des projets scientifiques (canton de Genève, Fondation Mellon, Fondation Vontobel, Fonds national suisse de la recherche scientifique) et d'autre part de l'augmentation des recettes de billetterie, de prêts d'œuvres et des recettes de location dans le cadre de soirées avec des partenariats au MAH.

438 prestations du personnel pour les investissements

concerne le crédit d'investissement pour la rétroconversion (finalisation catalogage rétrospectif).

439 autres contributions

concerne des financements de tiers, relatifs aux expositions, aux projets spécifiques de médiation, de restauration ou de recherche sur les œuvres (FNS, MUCEM, Barclays Bank (Suisse) SA, Lombard Odier & Cie, La Fondation Gandur pour la jeunesse, Vacheron Constantin, etc.).

469 autres subventions

Écart provenant des financements de tiers pour les expositions (Fondation Migore, FNSRS, BNP, Compagnie bancaire helvétique, Fondation genevoise de bienfaisance, La Fondation Gandur pour la jeunesse, Fondation pour la science et la culture, Jabre Capital Partner, etc.).

472 subventions à redistribuer - communes

financement du Fonds intercommunal (FI) aux festivals de la bâtie et à l'Association groupement des usagers SIP (GUS).

486 prélèvements sur les financements spéciaux

financement de la « dîme du livre » versée par l'université pour l'enrichissement des collections.

34 sports

365 subventions accordées - institutions privées

gratuités accordées pour les manifestations, diverses sociétés, etc. (Association Geneva Open ATP, Association genevoise de handball, Genève Futur Hockey, Genève Natation 1885, Servette Hockey Club – association mouvement juniors, Jeux de Genève, Triathlon International de Genève, Natation Sportive Genève, etc.).

366 subventions accordées - personnes physiques

gratuités accordées à l'hospice général (piscines des Vernets et de Varembe).

427 immeubles du patrimoine administratif

gratuités accordées pour les manifestations, diverses sociétés, etc. (Association Geneva Open ATP, Association genevoise de handball, Genève Futur Hockey, Genève Natation 1885, Servette Hockey Club – association mouvement juniors, Jeux de Genève, Triathlon International de Genève, Natation Sportive Genève, etc.).

4.4.7 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2014	Écart postes	C 2014	B 2014	Écart
05	Administration générale	21.7	0.8	22.5	20.5	2.0	690'059	413'648	276'411
30	encouragement à la culture	823.1	27.9	851.0	855.3	-4.3	7'106'219	2'474'163	4'632'056
34	sports	169.5	2.5	172.0	170.6	1.4	1'398'928	1'031'727	367'201
	TOTAL	1'014.3	31.2	1'045.5	1'046.3	-0.8	9'195'206	3'919'538	5'275'667

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.4.8 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
subventions monétaires	65'688	66'979	-1'291	-2%	66'598
enseignement et formation	86	87	-1	-1%	82
culture et loisirs	65'602	66'892	-1'290	-2%	66'516
gratuités	16'410	12'664	3'746	30%	14'776
enseignement et formation	421	411	10	2%	313
culture et loisirs	15'989	12'253	3'736	30%	14'463
total	82'098	79'643	2'455	3%	81'374

4.4.9 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs		C 2014	B 2014	Écart
3	culture et sport	65'687'861	66'978'777	-1'290'916
21	Écoles publiques	85'515	86'580	-1'065
365	subventions accordées - institutions privées	71'380	71'380	-
	diverses sociétés scientifiques genevoises	19'880	19'880	-
	Écoles de musique	51'500	51'500	-
366	subventions accordées - personnes physiques	5'000	10'000	-5'000
	Promotion de la recherche scientifique	5'000	10'000	-5'000
367	subventions accordées - étranger	9'135	5'200	3'935
	centre suisse de recherches scientifiques à Abidjan	5'200	5'200	-
	Promotion de la recherche scientifique	3'935	-	3'935
30	encouragement à la culture	60'438'962	60'983'797	-544'835
361	subventions accordées - cantons	13'581	-	13'581
	Accès à la culture (autres tâches culturelles) voir également groupes 362, 364 et 365	3'581	-	3'581
	Activités culturelles et scientifiques (voir également groupes 363, 365 et 366)	10'000	-	10'000
362	subventions accordées - communes	60'951	80'000	-19'049
	Accès à la culture (autres tâches culturelles) voir également groupes 361, 364 et 365	-	80'000	-80'000
	Accès à la culture (théâtres, concerts) voir également groupes 363 et 365	54'951	-	54'951
	Fonds général projet culturel d'agglomération (voir également groupes 365 et 367)	6'000	-	6'000
363	subventions accordées - propres établissements	5'579'281	5'627'478	-48'197
	Accès à la culture (théâtres, concerts) voir également groupes 362 et 365	35'448	80'000	-44'552
	Activités culturelles et scientifiques (voir également groupes 361, 365 et 366)	10'000	-	10'000
	FAD (état major - La comédie, Le Poche)	5'518'833	5'547'478	-28'645
	Fonds soutien aux échanges et tournées (voir également groupes 365, 366 et 367)	15'000	-	15'000
364	subventions accordées - sociétés d'économie mixte	60	-	60
	Accès à la culture (autres tâches culturelles) voir également groupes 361, 362 et 365	60	-	60
365	subventions accordées - institutions privées	54'317'989	54'873'819	-555'830
	2012 Rousseau pour tous (voir également groupe 366)	-2'279	-	-2'279
	Académie internationale de la céramique	4'600	4'600	-
	Accès à la culture (autres tâches culturelles) voir également groupes 361, 362 et 364	51'360	20'000	31'360
	Accès à la culture (mass media)	76'219	50'000	26'219
	Accès à la culture (théâtres, concerts) voir également groupes 362 et 363	646'112	808'000	-161'888
	ACTART	192'800	192'800	-
	Activités culturelles et scientifiques (voir également groupes 361, 363 et 366)	245'000	276'000	-31'000
	Alhambra - maison de la musique	-	110'000	-110'000
	Andata ritorno	23'700	23'700	-
	art lyrique et vocal	303'100	317'000	-13'900
	Association - festival Archipel	300'000	300'000	-
	Association de soutien à la musique vivante (ASMV) Festival voix de fête	144'300	144'300	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
Association genevoise des musiciens de Jazz (AGMJ)	61'900	61'900	-
Association l'usine	95'900	95'900	-
Association pour la danse contemporaine	773'200	773'200	-
Association pour le patrimoine industriel	103'100	103'100	-
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)	814'400	814'400	-
ateliers d'ethnomusicologie	552'600	552'600	-
Autrement aujourd'hui	6'900	6'900	-
bureau culturel	30'000	30'000	-
cadets de Genève	51'500	51'500	-
cappella genevensis	30'000	30'000	-
cave 12	120'000	120'000	-
centre d'art contemporain	1'309'800	1'309'800	-
centre de la photographie	270'600	270'600	-
centre d'édition contemporaine	150'000	150'000	-
cercle choral (chorale municipale)	10'300	10'300	-
cérémonie des quartz	62'500	62'500	-
chorales classiques	288'700	288'700	-
cinéma sputnik	120'000	120'000	-
cinémas du grütli	138'700	138'700	-
clique de fifres et tambours du conservatoire populaire de musique (CPM)	20'600	20'600	-
communauté israélite de Genève (bibliothèque)	20'600	20'600	-
compagnie 1602-locaux	100'000	100'000	-
concours de musique	395'000	375'000	20'000
contrechamps	752'600	752'600	-
cycle de lecture - c. Thébert	12'400	12'400	-
Eklekto	140'000	140'000	-
ensemble vocal séquence	51'500	51'500	-
fanfare de la croix-bleue	15'500	15'500	-
fanfare du losange	25'800	25'800	-
fanfare municipale du petit-saconnex	15'500	15'500	-
fanfareduloup orchestra	200'000	200'000	-
Festival international du film sur les droits humains (FIFDH)	125'000	125'000	-
Fonction cinéma	267'700	267'700	-
Fondamco (mamco)	1'100'000	1'100'000	-
Fondation pour l'art moderne et contemporain (BAC)	257'700	257'700	-
Fondation pour l'écrit (salon du livre)	155'000	155'000	-
Fondation romande pour le cinéma	2'500'000	2'500'000	-
Fondation st-gervais	2'505'000	2'505'000	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
Fonds autres salles	201'000	220'000	-19'000
Fonds bourses pour jeunes artistes (voir également groupe 366)	-	30'000	-30'000
Fonds général cinéma	922'000	902'900	19'100
Fonds général danse	1'049'860	1'050'000	-140
Fonds général livre et édition (voir également groupe 366)	738'850	731'800	7'050
Fonds général musique (voir également groupes 366 et 367)	499'400	559'000	-59'600
Fonds général pluridisciplinaire (voir également groupe 366)	451'000	510'300	-59'300
Fonds général projet culturel d'agglomération (voir également groupes 362 et 367)	74'250	100'000	-25'750
Fonds général théâtre	1'499'688	1'500'000	-312
Fonds intermittents du spectacle domiciliés à Genève	300'000	300'000	-
Fonds soutien aux échanges et tournées (voir également groupes 363, 366 et 367)	409'820	440'000	-30'180
Galerie Forde	72'200	72'200	-
GE Grave	51'500	51'500	-
Genève se livre	-	9'100	-9'100
Grand-Théâtre - contrepartie de la contribution du fonds intercommunal	2'500'000	2'500'000	-
Grand-Théâtre - exploitation	10'666'819	10'666'819	-
Harmonie des Eaux-vives	15'500	15'500	-
Harmonie nautique	82'500	82'500	-
La Bâtie - festival de Genève	927'800	927'800	-
La Parfumerie	140'000	140'000	-
L'Empiro	14'400	14'400	-
Liederkrantz-concordia	7'200	7'200	-
Lieu d'expositions, le commun (BAC) voir également groupe 366	515'500	550'000	-34'500
L'Orchestre de chambre de Genève	701'000	701'000	-
Maison de Rousseau et de la littérature	81'500	81'500	-
Musique ancienne	154'600	154'600	-
Musique en été (scène Ella Fitzgerald, Jazz-estival)	423'700	423'700	-
Musique municipale de la ville de Genève	103'100	103'100	-
Ondine genevoise	51'500	51'500	-
Orchestre de la Suisse romande (OSR)	9'500'000	9'500'000	-
Orchestres amateurs et symphoniques	46'400	46'400	-
Piano mobile	20'600	20'600	-
Post tenebras rock	325'000	325'000	-
Publication, résidence & atelier (voir également groupe 366)	24'000	-	24'000
Revue genevoise	335'100	335'100	-
Salle Ernest-Ansermet	100'000	100'000	-
Société accordéoniste mixte "Les Amis"	1'500	1'500	-
Société chorale des Eaux-vives	5'200	5'200	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
société des écrivains genevois (Prix)	10'300	10'300	-
société Jean-Jacques Rousseau	50'000	50'000	-
soutien aux manifestations	100'000	100'000	-
stargazer	-	10'300	-10'300
théâtre Am Stram Gram	1'080'000	1'080'000	-
théâtre de l'Orangerie	500'000	500'000	-
théâtre de l'Usine	220'000	220'000	-
théâtre des Marionnettes de Genève	710'000	710'000	-
théâtre du Galpon	200'000	200'000	-
théâtre du Grütli	1'811'500	1'811'500	-
théâtre du Loup	709'190	715'500	-6'310
théâtre Pitoëff	220'000	300'000	-80'000
union accordéoniste mixte	16'500	16'500	-
union des chanteurs genevois	3'100	3'100	-
union genevoise des musiques et chorales - matériel et uniforme	40'000	40'000	-
366 subventions accordées - personnes physiques	436'100	402'500	33'600
2012 Rousseau pour tous (voir également groupe 365)	-2'000	-	-2'000
Activités culturelles et scientifiques (voir également groupes 361, 363 et 365)	6'000	-	6'000
bourses artistes confirmés (Ac)	35'000	35'000	-
bourses médiateurs culturels (Ac)	-	15'000	-15'000
Fonds bourses Patiño-Ville de Genève	24'000	36'000	-12'000
Fonds bourses pour jeunes artistes (voir également groupe 365)	113'000	83'000	30'000
Fonds général livre et édition (voir également groupe 365)	71'500	72'500	-1'000
Fonds général musique (voir également groupes 365 et 367)	76'000	80'000	-4'000
Fonds général pluridisciplinaire (voir également groupe 365)	14'000	-	14'000
Fonds soutien aux échanges et tournées (voir également groupes 363, 365 et 367)	37'100	30'000	7'100
Lieu d'expositions, le commun (BAC) voir également groupe 365	34'500	-	34'500
Prix d'orgue P. Segond	1'000	1'000	-
Publication, résidence & atelier (voir également groupe 365)	26'000	50'000	-24'000
367 subventions accordées - étranger	31'000	-	31'000
Fonds général musique (voir également groupes 365 et 366)	15'000	-	15'000
Fonds général projet culturel d'agglomération (voir également groupes 362 et 365)	8'000	-	8'000
Fonds soutien aux échanges et tournées (voir également groupes 363, 365 et 366)	8'000	-	8'000
34 sports	4'899'784	5'638'400	-738'616
365 subventions accordées - institutions privées	4'899'784	5'638'400	-738'616
Association cantonale genevoise de basketball amateur	123'700	123'700	-
Association cantonale genevoise de football	154'600	154'600	-
Association cantonale genevoise de judo	50'720	70'000	-19'280

en francs	C 2014	B 2014	Écart
Association cantonale genevoise de rugby	51'500	51'500	-
Association cantonale genevoise des clubs de ski	111'850	123'700	-11'850
Association centre d'entraînement à la Régate	68'000	68'000	-
Association Genève Escalade	20'600	20'600	-
Association genevoise d'athlétisme	61'900	61'900	-
Association genevoise de badminton	72'200	72'200	-
Association genevoise de gymnastique	176'300	176'300	-
Association genevoise de handball	73'250	146'500	-73'250
Association genevoise de hockey sur gazon	57'600	57'600	-
Association genevoise de natation	135'700	135'700	-
Association genevoise de ski nautique	15'000	20'900	-5'900
Association genevoise de tennis de table	43'900	43'900	-
Association genevoise de volleyball	94'900	94'900	-
bicross club de Genève	20'600	20'600	-
canoë club de Genève	41'200	41'200	-
centre formation juniors ARG	39'800	39'800	-
championnat genevois de ski alpin - Association genevoise des clubs de ski	-10'300	-	-10'300
championnats Internationaux de Natation de Genève - Genève Natation 1885	35'000	35'000	-
club d'échecs de Genève	22'700	22'700	-
course au Large à la voile - centre d'entraînement à la Régate	82'500	82'500	-
course de l'escalade - stade Genève	82'500	82'500	-
curling club de Genève	16'700	16'700	-
Fédération genevoise des clubs de voile	20'600	20'600	-
Fonds promotion de la relève	700'291	700'000	291
Fonds-aide à la formation des jeunes	163'553	300'000	-136'447
Fonds-aide à l'organisation de manifestations et/ou projets sportifs	369'760	430'000	-60'240
Fonds-élite (sportif/ive-s individuels-e-s)	10'500	62'000	-51'500
Fonds-jeunes talents (sportif/ive-s individuel-e-s)	12'000	35'000	-23'000
Fonds-soutien au sport handicap	36'500	45'000	-8'500
Fonds-soutien aux clubs sportifs y compris l'élite	56'250	200'000	-143'750
Fonds-soutien sports des aînés	2'000	35'000	-33'000
Geneva Open -tournoi de tennis	100'000	100'000	-
Geneva Seahawks	26'200	26'200	-
Genève rink-hockey club, Hockey sur roulettes	59'800	59'800	-
Genève servette hockey club Association	120'000	120'000	-
Hivernal pétanque la genevoise	10'300	10'300	-
Mémorial Georges Caillat (Athlética 2003) - centre Athlétique de Genève	28'900	28'900	-
Projet Jeux de Genève	37'500	37'500	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
société d'escrime de Genève - centre de formation juniors	10'300	10'300	-
soutien aux clubs d'Alpinisme	20'600	20'600	-
soutien aux clubs d'athlétisme	52'000	52'000	-
soutien aux clubs de badminton	10'300	10'300	-
soutien aux clubs de basket	235'700	230'700	5'000
soutien aux clubs de boules ferrées	2'800	2'800	-
soutien aux clubs de boxe	2'500	3'700	-1'200
soutien aux clubs de canoë-kayak	1'400	1'400	-
soutien aux clubs de cyclisme	3'300	43'300	-40'000
soutien aux clubs de football	254'310	278'500	-24'190
soutien aux clubs de gymnastique	66'500	66'500	-
soutien aux clubs de handball	9'800	14'400	-4'600
soutien aux clubs de hockey sur gazon	10'300	10'300	-
soutien aux clubs de lutte	3'700	3'700	-
soutien aux clubs de marche	1'000	1'000	-
soutien aux clubs de motocyclisme	20'800	47'800	-27'000
soutien aux clubs de multisports	14'700	34'100	-19'400
soutien aux clubs de natation	102'100	102'100	-
soutien aux clubs de patinage	10'300	10'300	-
soutien aux clubs de pétanque	-	1'900	-1'900
soutien aux clubs de rink-hockey	15'500	15'500	-
soutien aux clubs de rugby	18'200	18'200	-
soutien aux clubs de ski	46'000	56'300	-10'300
soutien aux clubs de sport handicap	15'300	30'000	-14'700
soutien aux clubs de tennis	56'100	56'100	-
soutien aux clubs de tennis de table	11'900	11'900	-
soutien aux clubs de tir à l'arc	1'900	1'900	-
soutien aux clubs de tir sportif	2'800	2'800	-
soutien aux clubs de triathlon	8'200	8'200	-
soutien aux clubs de twirling	1'400	1'400	-
soutien aux clubs de unihockey	8'200	8'200	-
soutien aux clubs de voile	82'500	86'000	-3'500
soutien aux clubs de vol libre	-	1'400	-1'400
soutien aux clubs d'échecs	61'800	61'800	-
soutien aux clubs d'escrime	5'200	5'200	-
soutien aux sports urbains	5'000	10'000	-5'000
soutien de clubs de volleyball	124'000	124'300	-300
Tchoukball club de Genève	30'900	30'900	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
tournoi de beachvolley - Association genevoise de volleyball	30'900	30'900	-
tournoi de football des schtroumpfs	5'200	5'200	-
tournoi des Jeunes - Association genevoise de volleyball	-	13'400	-13'400
triathlon international de Genève	30'900	30'900	-
unihockey club Genève - centre de formation juniors	20'600	20'600	-
union vélocipédique genevoise	47'100	47'100	-
urania Genève sport football juniors	41'200	41'200	-
35 Autres loisirs	263'600	270'000	-6'400
365 subventions accordées - institutions privées	263'600	270'000	-6'400
fonds actions culturelles et médiation	263'600	270'000	-6'400

4.4.10 GRATUITÉS

en francs		C 2014	B 2014	Écart
3	culture et sport	16'410'241	12'664'419	3'745'822
21	Écoles publiques	421'189	411'044	10'145
365	subventions accordées - institutions privées	421'189	411'044	10'145
	Académie de musique	11'328	11'328	-
	Accademia d'Archi	2'250	2'250	-
	conservatoire de musique - locaux dans les écoles	79'166	79'166	-
	conservatoire populaire de musique - locaux dans les écoles	255'996	255'996	-
	École de musique La Lyre	4'909	4'909	-
	Espace musical	11'813	2'250	9'563
	Institut Jaques-Dalcroze - locaux dans les écoles	17'070	17'070	-
	ornithophila	433	433	-
	sté astronomique Genève	13'274	12'692	582
	studio Kodály	24'950	24'950	-
30	encouragement à la culture	10'864'992	10'346'340	518'652
361	subventions accordées - cantons	74'461	24'200	50'261
	État et ses institutions, mise à disposition de locaux	6'515	5'000	1'515
	gratuités MAH/Dir.	37'000	10'000	27'000
	gratuités MAH/Pho.	2'222	4'000	-1'778
	Rabais octroyés - scènes culturelles - Victoria Hall	23'050	-	23'050
	Rabais octroyés Accueil du public	4'874	-	4'874
	Rabais octroyés BAA	-	1'200	-1'200
	salle Ernest-Ansermet - autres bénéficiaires (voir également groupe 365)	800	4'000	-3'200
362	subventions accordées - communes	1'315	-	1'315
	gratuités MAH/Pho.	1'037	-	1'037
	Rabais octroyés Accueil du public	278	-	278
363	subventions accordées - propres établissements	665'197	722'246	-57'049
	FAD - Pontets 33 (ex-usine Waegell)	50'180	50'180	-
	FAD châtelaine 43 - H comédie	51'960	51'960	-
	FAD Cheval-Blanc 7 théâtre de poche bureau	129'844	129'844	-
	FAD théâtre de la comédie	395'290	395'290	-
	FAD théâtre de poche dépôt	34'972	34'972	-
	gratuités GIM - salles com (SEC) (voir également groupe 365)	2'951	60'000	-57'049
365	subventions accordées - institutions privées	9'944'710	9'477'194	467'516
	AAJB (Bot. shop)	1'148	1'148	-
	Académie internationale de la céramique	20'134	20'134	-
	Act-Art Halles de l'île Arcade Jura (nord - 172m2)	51'976	51'976	-
	Am Stram Gram - route de Frontenex 56	261'217	261'217	-
	AMR	226'503	226'503	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
Andata ritorno (arcade 29m2 coulou. 42)	4'864	4'864	-
Andata ritorno (arcade 75m2 coulou. 42)	22'664	22'664	-
Archipel (Plainpalais)	48'901	20'000	28'901
ASMV - concerts d'été (SEF)	-	192'000	-192'000
ASMV voix-de-fête (Palladium)	-	60'000	-60'000
Assoc. danse contemporaine	60'000	60'000	-
Assoc. Espace tempo. (KSE Plainpalais)	5'436	5'436	-
Assoc. théâtre de l'orangerie - Parc de la grange	7'270	7'270	-
Assoc. théâtre de l'orangerie - sujet 36	9'523	9'032	491
Association Labo - Bd St-Georges 5	18'132	18'132	-
Association l'usine (groupes culturels)	454'684	454'684	-
Association pour la danse contemporaine ABC (Grütli)	82'212	82'212	-
Association Sirocco-Black Movie	14'094	14'094	-
Association Utopiana	58'800	58'800	-
Atelier danse Manon Hotte	960	960	-
Ateliers d'ethnomusicologie	41'945	41'945	-
Autrement aujourd'hui (usine)	65'938	65'938	-
Buvette de l'orangerie	13'872	13'872	-
Cadets de Genève	145'108	120'424	24'684
Cappella Genevensis	10'143	13'279	-3'136
Casino-Théâtre (ASMV voix-de-fête)	6'101	12'000	-5'900
Casino-Théâtre (Confiture)	55'118	60'000	-4'882
Casino-Théâtre (Revue Genevoise)	87'626	107'500	-19'874
Cave 12 - Prairie 4	75'501	75'501	-
Centre d'art contemporain - Vieux-Grenadiers 10	378'344	378'344	-
Centre d'édition contemporaine - Rois 15	66'638	30'824	35'814
Cercle choral de Genève	8'706	8'706	-
Chorale des Eaux-vives	14'643	14'643	-
Cie G. Jobin - Coulouvrenière 44	35'736	35'736	-
Ciné Bulletin	6'711	6'711	-
Cinéma tous écrans	8'389	8'389	-
Cinémas du Grütli	68'622	68'622	-
Cinématou - Arcade Grottes 11	24'176	24'176	-
Compagnie romande d'opérette	11'055	11'055	-
Compagnons de La Tulipe Noire	4'683	4'683	-
CPG Centre Photo - Vieux-Grenadiers 10	54'193	54'193	-
Divers ateliers à l'usine (15 ateliers)	166'606	166'606	-
Divers ateliers au Grütli (6 ateliers)	75'501	75'501	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
diverses gratuités - théâtre pitoeff	150'000	-	150'000
diverses sociétés, mise à disposition de locaux	41'481	20'000	21'481
Eklekto, geneva percussion center	27'857	27'857	-
FAD buvette de la comédie	43'072	43'072	-
Fanfare de la croix-Bleue	17'977	17'977	-
Fanfare du losange	58'901	58'901	-
Fanfare municipale du petit-saconnex	54'582	54'582	-
FIFDH au grütli	8'389	8'389	-
Fonction cinéma (salle grütli)	39'093	39'093	-
Fond. images & société - carouge 100	46'840	46'840	-
Fondamco (mamco) - vieux-grenadiers 10	693'267	693'267	-
Fondation gd théâtre - Place neuve	1'852'291	-	1'852'291
Fondation gd théâtre (détaillé aux comptes)	-	3'104'434	-3'104'434
Fondation gd théâtre dépôt châtelaine	77'940	77'940	-
Fondation gd théâtre dépôt michel-simon	896'449	-	896'449
Fondation gd théâtre dépôt ste-clotilde	355'694	-	355'694
Fondation gd théâtre parking simon 7 (556)	720	720	-
Fondation gd théâtre parking simon 7 (557)	720	720	-
Fondation gd théâtre parking simon 7 (558)	720	720	-
Fondation Nogueira - château-bloch 19	25'836	25'836	-
Fondation pour l'art moderne et contemporain FAMC	26'006	26'006	-
Fondation romande du cinéma	12'080	12'080	-
Foofwa - coulouvrenière 44	52'344	52'344	-
GE Grave	54'696	54'696	-
Georges Robert - concerts Jazz (CHV)	-	15'000	-15'000
gratuités GIM - salles com (DIR-DCS)	1'491	-	1'491
gratuités GIM - salles com (SEC)	175'956	-	175'956
gratuités MAH/Dir.	120'843	99'000	21'843
gratuités MAH/Pho.	16'842	8'000	8'842
gratuités tavel	93	-	93
GUS grp. usagers anc. SIP - château-bloch 19	43'400	43'398	2
Harmonie Big Band des Eaux-vives	19'113	19'113	-
Harmonie Nautique	59'050	59'050	-
Info Flora - locaux	11'062	11'062	-
Info Flora - ressources informatiques	29'000	29'000	-
Jaydo's concerts Jazz (CHV)	25'000	-	25'000
L'Empro-Genève	656	656	-
Lez-Arts-Muraille	10'592	10'592	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
Librairie du boulevard (Bot. shop)	4'835	4'835	-
L'orchestre mandolinata	18'380	18'380	-
L'usine, divers bénéficiaires salle de répétition	15'436	15'436	-
marionnettes de Genève - Pontets 33	36'798	36'798	-
matériel et personnel	233'800	255'000	-21'201
mise à disposition des studios	1'860	-	1'860
moulin à danse M&D - châtelaine 43	15'456	10'456	5'000
Musique municipale VGE	59'730	59'730	-
ondine genevoise	86'239	86'239	-
opéra de chambre, personnel CHV	12'000	-	12'000
opéra-studio	13'279	13'279	-
OSR (bibliothèque au Grütli)	7'215	7'215	-
PFL Management - concerts d'été (SEF)	192'000	-	192'000
Pinacothèque - Montbrillant 28	22'964	22'964	-
Pro Natura (Bot. shop)	1'511	1'511	-
Pro Specie Rara	1'460	1'460	-
Rabais octroyés - scènes culturelles	-	194'000	-194'000
Rabais octroyés - scènes culturelles - casino théâtre	11'557	-	11'557
Rabais octroyés - scènes culturelles - Victoria Hall	109'600	-	109'600
Rabais octroyés Accueil du public	10'446	-	10'446
Rabais octroyés Archéologie	3'310	1'000	2'310
Rabais octroyés Ateliers décors	14'751	36'000	-21'249
Rabais octroyés BAA	6'581	-	6'581
Rabais octroyés Beaux Arts	1'110	-	1'110
Rabais octroyés Cabinet des estampes	193	-	193
Rabais octroyés kiosque mobile	2'350	-	2'350
Rabais octroyés Pitoëff	80'600	-	80'600
Rabais octroyés Restauration	6'663	-	6'663
Rabais octroyés Transports et assurances	54	-	54
Rabais Promotion & Presse	1'372	-	1'372
Saint-Gervais Genève - Temple 5	323'396	323'396	-
Salle Ernest-Ansermet - autres bénéficiaires	27'200	-	27'200
Salle Ernest-Ansermet - ensemble Contrechamps	66'000	66'000	-
Salle Ernest-Ansermet - orchestre de chambre de Genève	30'000	30'000	-
Société d'histoire et d'archéologie Genève - locaux VGE	3'020	3'020	-
Société d'histoire et d'archéologie Genève - locaux Vieux-Billard 25	7'244	7'244	-
Société genevoise des écrivains	2'560	2'560	-
Société Jean-Jacques Rousseau	6'124	6'124	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
studios (Halle de l'île)	44'336	36'904	7'432
swiss films (au grütli)	6'543	6'543	-
th. parfumerie - st-gervais - Louis-Favre 14	17'040	-	17'040
théâtre am stram gram	-	3'667	-3'667
théâtre des grottes	68'638	63'152	5'486
théâtre des marionnettes de GE	67'292	67'292	-
théâtre du grütli	258'885	258'885	-
théâtre le galpon - route des péniches	12'972	-	12'972
théâtre les montreurs d'images - cluse 95 A	3'352	3'352	-
théâtre les montreurs d'images - cluse 95 B	8'920	8'920	-
théâtre les montreurs d'images - cluse 95 C	32'716	32'716	-
théâtre les montreurs d'images - michel-simon 9	96'100	96'100	-
théâtre malandro - châtelaine 43	31'372	31'372	-
théâtre saint-gervais - muraille 9-11	11'148	11'148	-
union accordéoniste mixte de Genève	24'377	24'377	-
366 subventions accordées - personnes physiques	103'477	87'200	16'277
Atelier artiste zic - châtelaine 43	3'145	-	3'145
bons de prêt gratuits	5'950	8'000	-2'050
gratuités MAH/dir.	29'163	44'500	-15'337
gratuités MAH/pho.	13'037	10'000	3'037
gratuités tavel	292	-	292
Rabais octroyés Accueil du public	13'687	-	13'687
Rabais octroyés Archéologie	2'426	-	2'426
Rabais octroyés Arts appliqués	1'157	2'500	-1'343
Rabais octroyés BAA	1'307	4'600	-3'293
Rabais octroyés Beaux Arts	7'722	2'000	5'722
Rabais octroyés cabinet des estampes	12'673	2'600	10'073
Rabais octroyés collectif MAH	536	-	536
Rabais octroyés Musée de horlogerie	169	1'000	-831
Rabais octroyés sécurité	404	-	404
Rabais Promotion & Presse	11'810	12'000	-190
367 subventions accordées - étranger	75'832	35'500	40'332
gratuités MAH/dir.	6'417	12'200	-5'783
gratuités MAH/pho.	16'772	15'000	1'772
gratuités tavel	20	-	20
Rabais octroyés Accueil du public	868	-	868
Rabais octroyés Archéologie	809	-	809
Rabais octroyés Arts appliqués	975	-	975

en francs		C 2014	B 2014	Écart
	Rabais octroyés BAA	25'125	8'300	16'825
	Rabais octroyés Beaux Arts	17'426	-	17'426
	Rabais octroyés cabinet des estampes	4'036	-	4'036
	Rabais octroyés Restauration	230	-	230
	Rabais Promotion & Presse	3'155	-	3'155
34	sports	5'124'061	1'907'035	3'217'026
365	subventions accordées - institutions privées	4'865'751	1'857'035	3'008'716
	Ass. cant. gen. basket+féd. sui - villa le Plonjon	4'928	4'928	-
	Ass. cantonale genevoise de football	59'323	59'323	-
	Ass. fédérale des troupes de transmission (AFTT)	8'706	8'706	-
	Assoc. cant. genevoise de gymnastique - villa le Plonjon	9'695	7'876	1'819
	Assoc. cant. genevoise gym satus	16'091	16'091	-
	Assoc. genevoise de tennis de table - villa le Plonjon	6'418	5'292	1'126
	Assoc. genevoise de volley ball - villa le Plonjon	5'661	4'668	993
	Assoc. genevoise des sports - villa le Plonjon	5'128	4'228	900
	Association genevoise de tennis de table	34'839	34'839	-
	Association sportive genevoise de tir (ASGT)	121'805	121'805	-
	Billard des Allières	-	9'377	-9'377
	Boxing-club genevois	37'215	37'215	-
	Budo-club des grottes	59'543	59'543	-
	canoë club de Genève	11'558	11'558	-
	centre de sports sous-marins	24'109	24'109	-
	cercle des sports Genève	28'801	28'801	-
	club de billard de Plainpalais	51'060	51'060	-
	club d'échecs bois-gentil	8'873	8'873	-
	club d'échecs Genève	8'538	8'538	-
	club hygiénique Plainpalais	5'420	5'420	-
	club hygiénique Plainpalais (Carl-vogt)	58'415	57'044	1'371
	club sportif des Agents de ville	8'389	8'389	-
	course de l'escalade (dépôt)	4'795	4'795	-
	damier genevois	9'041	9'041	-
	div. util. salles communales par SPO	310	2'500	-2'190
	École genevoise de gymnastique artistique	7'284	7'284	-
	Fédération suisse de gymnastique eaux-vives	4'567	4'567	-
	Fédération suisse de Pétanque	7'170	7'170	-
	Fémina Genève-ville	1'771	1'771	-
	FSG Genève-Pâquis	21'201	21'201	-
	FSG Genève-ville	2'217	2'217	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
genève basketball club pâquis-seujet	6'754	6'754	-
gratuits bois-des-frères	-	100'000	-100'000
gratuits bout-du-monde & vussy	-	50'000	-50'000
gratuits patinoires	501'200	40'000	461'200
gratuits piscines	1'056'175	350'000	706'175
gratuits queue d'Arve	-	15'000	-15'000
gratuits stades & salles	2'103'157	100'000	2'003'157
groupe local du berger belge	600	600	-
karate club de genève	44'495	44'495	-
Le chemin	4'406	4'406	-
L'Esquive boxing club - bâle 26	23'416	23'416	-
Loge du gardien - Plonjon	4'796	4'796	-
MASQU'À RADE	9'650	9'650	-
Mise à disp. salles de gymnastique	186'510	186'510	-
mont-blanc bridge group	5'420	5'420	-
nikko nanbudo club GE	31'378	24'499	6'879
Pédale des eaux-vives	4'567	4'567	-
Piscine des vernets - locaux mis à disposition	35'307	35'307	-0
ptérois - villa le Plonjon	8'869	7'204	1'665
shung don kwan	109'828	109'828	-
société militaire des carabiniers genevois	20'493	20'493	-
status Genève-ville	1'771	1'771	-
Tennis de table club migros (TTC migros)	34'839	34'839	-
toutes assoc. locaux archives	3'112	3'112	-
toutes assoc. salles réunion - villa le Plonjon	23'096	23'096	-
twirling club Genève	8'476	8'476	-
us chêne-eaux-vives FC	4'567	4'567	-
366 subventions accordées - personnes physiques	258'310	50'000	208'310
gratuits piscines	258'310	-	258'310
Piscine des vernets - locaux mis à disposition	-	50'000	-50'000

4.4.11 LISTE DES SUBVENTIONS PONCTUELLES EN FRANCS (1/17)

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
3001000 Activités culturelles et scientifiques (montant budgété : CHF 276'000)		271'000
Archigraphy book shop sarl	Activités annuelles (soutien ponctuel aux activités annuelles)	3'000
Association Across photography	Exposition type de plage, promenade photographique au sentier des saules	5'000
Association des élèves du post obligatoire, La soupô	Fête des matus	5'000
Association la cie de L'oranger	L'interrogatoire de Jacques Chessex	3'000
Association L'autre salon	L'autre salon, réalisation du jour	4'400
Association Layalina	Layalina, Nos nuits syriennes	5'000
Association No Difference	spectacle de soutien aux jeunes en situation de handicap	2'000
Association objectif Genève	Automnales, exposition d'affiches	15'000
Association Pour y croire encore	16ème fête de l'espoir	10'000
Association reconstruire ensemble	De la violence à l'entente	5'000
Association sonopack	Festival sonopack	5'000
Association sur le pont	Mise en valeur des ponts genevois	7'500
Association TAKO	Jouez, je suis à vous	20'000
AVANT GE	La nuit antique	4'000
caritas Genève	Projection du documentaire L'abri de Fernand Melgar	2'000
carrefour des Arts	Fête de la musique de carrefour des Arts	5'000
cédric olivier schaefer	Participation du groupe SUDR'S au Cotonou Jazz Festival	2'000
coordination, Accueil et renseignement (CAR)	Activités annuelles	7'500
Fédération genevoise des Associations (LGBT)	Assises contre les LGBT-phobies dans le monde du travail	10'000
Fondation Auerory photographie	Activités annuelles	10'000
Fondation d'art dramatique de Genève	Tournées du Poche	10'000
Fondation du Théâtre de Carouge	La saga des Géants, Royal de Luxe	6'000
Fondation Ethique et valeurs	À vous de jouer	5'000
François Schaefer	Exposition photographique, Les autres stars du football	4'000
Institut de recherche et documentation de l'île de Quisqueya	Exposition de 80 cartes anciennes de l'île de Quisqueya ou Haïti	8'000
Institut des cultures arabes et méditerranéennes	Activités annuelles	10'000
Institut des cultures arabes et méditerranéennes	Salon du livre	3'600
Institut Jaques-Dalcroze	100 ans de l'Institut Jacques-Dalcroze	20'000
International des arts (ARIA)	L'opéra des nations	15'000
Les recyclables SA	Les recyclables, 20 ans que ça dure	5'000
Lift Events sarl	Journée économie créative numérique	5'000
Lift Events sarl	Urban Data Challenge	15'000
Musique municipale de Plan-les-Ouates	5ème concours cantonal des musiques genevoises	4'000
Société des associations italiennes de Genève (SAIG)	Concert de l'Orchestra Sinfonica Amadeus et Coro Sinfonico Amadeus	5'000
Société Histoire Suisse Romande	La Suisse au milieu de la guerre 14-18	5'000
Théâtre circule	25ème anniversaire, Festival de cirque	5'000
Université de Genève, maison de l'histoire	Rencontres de Genève, histoire et cité construire la paix	10'000
Vintage Trolleybus Association	Projet Trolleybus Berna 617	5'000
3105000 Accès à la culture (montant budgété : CHF 1'038'000)		872'372
JEUNESSE		510'568
Activités culturelles de l'université		3'369
Agence Cæcilia		11'130
Art'o'danse		600
Association de soutien de la musique vivante (ASMV)		4'235

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Association pour la danse contemporaine (ADC)		7'000
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)		4'859
Ateliers d'ethnomusicologie (ADEM)		998
Ballet junior de Genève		1'410
Black movie		13'478
Blues Association de Genève (BAG)		240
Cercle Jean Sébastien Bach		300
Cinéma Sputnik		2'800
Cinéma tous écrans		2'928
Cinematou		3'792
Compagnie Confiture		2'440
Compagnie Laura Tanner		800
Concours de Genève		1'000
Ensemble Cantatio		500
Ensemble Variante		610
Fanfareduloup Orchestra		3'658
Festival Antigél		12'607
Festival Black Movie		3'342
Festival international du film oriental de Genève (FIFOG)		1'730
Festival Voix de Fête		822
Fondation des Cinémas du Grütli		7'393
Fondation pour l'écrit		10'000
Forum de Meyrin		27'587
Gli Angeli		480
Grand Théâtre de Genève		96'703
Jaydo's Productions		1'355
La Bâtie Festival de Genève		12'759
La Comédie de Genève		32'444
Le Galpon		1'484
Les Amis de la Guitare		350
L'Orchestre de chambre de Genève (OCG)		3'159
Musée des Suisses dans le monde		500
Opéra de chambre		225
Opéra Théâtre		2'227
pestak.ch		5'130
Saint-Gervais Genève		10'656
Service culturel Migros		14'941
Simply Theatre		8'000
Spectacles Onésiens		7'909
Teatrecho		550
Théâtre de Carouge		89'160
Théâtre de la Parfumerie		8'672
Théâtre de l'Orangerie		14'540
Théâtre de l'Usine		1'840
Théâtre des Amis		3'966
Théâtre des Marionnettes de Genève		4'500
Théâtre du Crève-cœur		7'500
Théâtre du Grütli		19'085
Théâtre du Loup		17'965

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Théâtre l'Alchimic		2'980
Théâtre Le Poche Genève		11'860
JEUNESSE (20 ANS/20 FRANCS)		154'343
Activités culturelles de l'université		212
Agence cæcilia		1'100
Association de soutien de la musique vivante (ASMV)		204
Association pour la danse contemporaine (ADC)		4'680
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)		298
Ateliers d'ethnomusicologie (ADEM)		1'427
Ballet Junior de Genève		590
Black Movie		2'112
Cercle Jean Sébastien Bach		100
Cinélux		1'500
Cinéma Bio		1'500
Cinéma des trois mondes		1'270
Cinéma Nord-Sud		1'480
Cinéma Spoutnik		399
Cinéma tous écrans		188
Cinémas Scala & City		9'064
Cinematou		936
Compagnie Confiture		3'550
Concours de Genève		200
Ensemble Variante		390
Fanfareduloup Orchestra		435
Festival Antigél		14'713
Festival Black Movie		90
Festival International du Film Oriental de Genève (FIFOG)		1'200
Festival International du Film sur les Droits Humains (FIFDH)		170
Festival Voix de Fête		33
Fondation des Cinémas du Grütli		3'465
Forum de Meyrin		11'880
Grand Théâtre de Genève		5'151
Jaydo's Productions		410
Kalvingrad		1'145
La Bâtie Festival de Genève		6'346
La Comédie de Genève		2'175
La Lanterne Magique		5'665
Le Cabaret		260
Le Galpon		588
Les Amis de la Guitare		650
L'Orchestre de Chambre de Genève (OCG)		1'781
Maison de Quartier de la Jonction		130
Maison de Quartier des Pâquis		75
Musée International de la Réforme		30
Opéra de Chambre		60
Opéra Théâtre		273
Orchestre de la Suisse Romande (OSR)		632

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
pestak.ch		1'720
post tenebras rock (PTR)		6'397
service culturel de plan-les-ouates		64
service culturel migros		1'935
spectacles onésiens		6'241
teatrecho		210
théâtre am stram gram		6'282
théâtre de carouge		10'530
théâtre de la parfumerie		9'448
théâtre de l'orangerie		3'190
théâtre de l'usine		800
théâtre des amis		490
théâtre des marionnettes de genève		3'222
théâtre du crève-cœur		1'980
théâtre du grütli		1'665
théâtre du loup		5'502
théâtre l'alchimic		4'060
théâtre le poche genève		2'050
POPULAIRES		48'711
Association pour la danse contemporaine (ADC)		570
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)		463
Ateliers d'ethnomusicologie (ADEM)		315
compagnie confiture		350
Fanfareduloup orchestra		375
Fondation des cinémas du grütli		2'492
Grand théâtre de genève		20'411
La comédie de genève		1'540
La Lanterne magique		980
Orchestre de la Suisse romande (OSR)		964
saint-gervais genève		690
service culturel migros		4'627
théâtre am stram gram		2'568
théâtre de carouge		4'680
théâtre de la parfumerie		1'700
théâtre de l'orangerie		480
théâtre des marionnettes de genève		1'062
théâtre du grütli		1'100
théâtre du loup		1'104
théâtre le poche genève		2'240
PERSONNES ÂGÉES		142'808
Fondation des cinémas du grütli		20'077
La comédie de genève		28'081
théâtre am stram gram		330
théâtre de carouge		34'660
théâtre de l'orangerie		12'450
théâtre des marionnettes de genève		1'068
théâtre du grütli		4'430
théâtre du loup		1'734
théâtre le poche genève		18'708
Agence cæcilia		90

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Association de soutien de la musique vivante (ASMV)		110
Association pour la danse contemporaine (ADC)		750
Association pour l'encouragement de la musique improvisée (AMR)		270
Ateliers d'ethnomusicologie (ADEM)		260
Black movie		410
cinéma tous écrans		10
cinematou		30
compagnie confiture		140
Fanfareduloup orchestra		90
Festival Antigél		680
Festival international du film oriental de Genève (FIFOG)		70
Festival international du film sur les droits humains (FIFDH)		130
Festival voix de fête		130
Fondation des cinémas du grütli		2'650
Fondation du musée d'art moderne et contemporain (MAMCO)		60
Forum de Meyrin		790
Grand théâtre de Genève		2'400
Jaydo's Productions		210
Kalvingrad		80
La Bâtie festival de Genève		1'030
La comédie de Genève		760
Le Galpon		130
L'Orchestre de chambre de Genève (OCG)		60
Maison de quartier de la Jonction		10
Maison de quartier des Pâquis		30
Opéra de chambre		40
Orchestre de la Suisse romande (OSR)		270
PESTAK.CH		1'970
POST TENEBRAS ROCK (PTR)		280
Saint-Gervais Genève		480
Service culturel de Plan-les-Ouates		130
Service culturel Migros		200
Spectacles Onésiens		350
Théâtre Am Stram Gram		770
Théâtre de Carouge		970
Théâtre de la Parfumerie		290
Théâtre de l'Orangerie		250
Théâtre de l'Usine		100
Théâtre des Amis		10
Théâtre des Marionnettes de Genève		1'140
Théâtre du Crève-cœur		20
Théâtre du Grütli		720
Théâtre du Loup		350
Théâtre l'Alchimic		960
Théâtre Le Poche Genève		590
HANDICAP ET CULTURE		15'942
Grand théâtre de Genève		12'942

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Théâtre de l'orangerie		3'000
3106000 Fonds général théâtre (montant budgété : CHF 1'500'000)		1'500'800
compagnie L'Alakran	convention de soutien conjoint	70'000
teatro malandro	convention de soutien conjoint	240'000
compagnie super trop top	convention régionale	65'000
compagnie sturmfrei	convention	70'000
studio d'Actions théâtrales	convention	50'000
Théâtre spirale	convention	70'000
Artos	Activités annuelles	10'000
Association Ambitions	Ambitions saison 2	15'000
Association compagnie virgule	NO MAN'S LAND	35'000
Association Écart	DUO	25'000
Association fatum	cailloux dans la cité	19'000
Association Fête du Théâtre	Fête du Théâtre	40'000
Association Inka	DES COUTEAUX DANS LES POULES	10'000
Association les Artpeuteurs	Le révizor	10'000
Association Lightmotiv	dis-lui bien que tu viens de ma part	5'000
Association théâtre l'Article	super elle	14'000
Attila Entertainment Lillo	Les démons	11'800
Brigade d'intervention clownsque (BIC)	Famille boubouta	20'000
compagnie Albatros	Pourquoi je n'ai plus le droit de jouer dans les boules Ikea	5'000
compagnie Alma Alba	wie des wolf	25'000
compagnie classique	Iphigénie en tauride	45'000
compagnie confiture	saison de printemps	180'000
compagnie des ombres	haute Autriche	35'000
compagnie du dépoâtre	Frénésie ! ou le nouvel Orphée	15'000
compagnie Ligne 46	Barbe-bleue, espoir de femmes	13'000
compagnie métamorphoses	La vérité de Zeller	20'000
cyparis circus	un homme debout reprise	25'000
Festival du rire de Genève	Festival du rire de Genève	10'000
La compagnie cap 10	Hot House	40'000
La Fourmilière	guitou	20'000
La Fourmilière	Le chat du rabbin	70'000
Les fondateurs	Les fondateurs 5	35'000
Les oiseaux de passage	Pour ce monde radieux, merci	12'000
obsidienne compagnie	clap machine	10'000
tards théâtre amis réunis	petits crimes conjugaux	38'000
tards théâtre amis réunis	Riverside Drive	28'000
teatro malandro	subvention extraordinaire	20'000
Théâtre de l'Épiderme	debout	15'000
toute-puissance de la poésie	toute-puissance de la poésie	10'000
wellwellwellcie	viande hachée	50'000
3106000 Fonds général danse (montant budgété : CHF 1'050'000)		1'049'860
Alias compagnie / guilhermo bothello	convention de soutien conjoint	185'900
Association La Ribot	convention de soutien conjoint	40'000
compagnie 7273	convention de soutien conjoint	70'000
compagnie greffe	convention de soutien conjoint	70'000
Fondation Parano / Gilles Jobin	convention de soutien conjoint	160'000
Neopostt / Foofwa d'immobilité Ahrrrt	convention de soutien conjoint	70'000
Association danse contemporaine (ADC)	convention	15'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Art'o danse	Festival groove'n'move	45'000
Association Ballet Junior	Mix 9 & Mix 10	15'000
Association compagnie diadé	re-play	20'000
Association danse-habile	soi-même comme un autre & des mots en corps	25'000
Association de L'estuaire	Forces	30'000
Association ensemble vide	ARCOOP	10'000
Association quivala	Lumière	20'000
Association sud sud	Art solution	15'000
Brocoliwald	Last Plays	15'000
compagnie 7273	soutien extraordinaire	20'000
compagnie ornithorynque	Not Even Wrong (N.E.W.)	30'000
compagnie projet 11	apersona	20'000
Inkörper company	tool, installation n° ...	8'000
József trefeli	up	35'000
Le cabinet des curiosités	Introducing schaffter & stauffer	18'000
mademoiselle mch	ballet	6'000
mairie de meyrin	biennale de la danse	1'960
melk production	CRY	35'000
réseau danse suisse	Fête de la danse	70'000
3106000 Fonds actions culturelles et médiation (montant budgété : CHF 270'000)		263'600
Archives contestataires	valorisation et médiation à partir d'un patrimoine culturel et social	30'000
Association des Amis de la terrasse du troc	slide-danse	10'000
Association des Amis de la terrasse du troc	slide-danse (complément)	3'000
Association des usagers bains des pâquis	noël en décembre	45'000
Association Fête du théâtre	Fête du théâtre	40'000
Association Le gai savoir	everybody's perfect	5'000
Association TAKO	jouez, je suis à vous	17'500
Association verso-recto-verso	projet itinérant : destination checkpoint	10'000
Baz'art de st-gervais	Baz'Art	15'000
centre social protestant	bateau Genève	5'000
cinétransat	cinétransat	10'000
collectifurgence palestine	palestine : filmer c'est exister	14'000
communauté Albanaise-Genève	ibrahim et les fleurs du coran	1'700
Échos danses	rencontre internationale de danse contemporaine	20'000
Le galpon	carrefours transalpins	15'000
maison du quartier de la jonction	parlons de nos droits	8'400
Pré-en-bulle	jours de fête aux grottes	8'000
rencontres cinématographiques	palestine : filmer c'est exister, complément	6'000
3106000 Fonds autres salles (montant budgété : CHF 220'000)		201'000
Art'o danse	groove'n'move »	9'000
Association des usagers bains des pâquis	noël en décembre	40'000
Association Le bloc	saison à La Gravière	12'000
Association musicodance	Festival Antigél	130'000
compagnie greffe	soutien extraordinaire	10'000
3106000 Fonds bourses et prix (montant budgété : CHF 150'000)		138'000
Alexandra nurock	bourse d'aide à la création	9'500
bogana, Alan	bourse d'aide à la création	8'000
cécile koepfli	bourse d'aide à la création	15'000
crispini, nicolas	bourse d'aide à la création	15'000
Emmanuelle Bayart	bourse d'aide à la création	20'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
eric salama	bourse d'aide à la création	7'500
Feodora diakoff	bourse d'aide à la création	1'000
isabelle sbrissa	bourse d'aide à la création	8'000
Johanna Di dio	bourse d'aide à la création	6'000
valeria maria mazzucchi	bourse d'aide à la création	3'000
véronique goël	bourse d'aide à la création	20'000
Alan bogana	bourse patino	4'000
Arblinda bauti	bourse patino	8'000
Fredy vallejos	bourse patino	2'000
Martina-sofie wildberger	bourse patino	4'000
sophie Alphonso	bourse patino	2'000
yannis La macchia	bourse patino	4'000
Alessandro Antonio urbano	Prix d'orgue Pierre segond	1'000
3106000 Fonds général projet culturel d'agglomération (montant budgété : CHF 100'000)		88'250
Association Jazz contrebass	convention	10'000
EX&CO production et formation vidéo	convention	3'000
Forum Meyrin	convention	6'000
La Bâtie-Festival de Genève	convention	20'000
Théâtre de poche	convention	6'250
Château rouge	biennale de la danse	8'000
FBI Production CH	regards croisés Genève Grottes	15'000
FBI Production CH	Flashmob d'ouverture Fête de la musique	10'000
Lettres Frontières	Activités annuelles	10'000
3106000 Fonds soutien échanges et tournées (montant budgété : CHF 470'000)		469'920
TRANSFRONTALIER		95'000
Fondation d'art dramatique de Genève	Territoires en écriture	15'000
Théâtre Am Stram Gram	INTERREG IV La fabrique du dépaysement	30'000
Théâtre saint Gervais - ADC	INTERREG IV P.A.C.T. / Annecy	50'000
DANSE		76'700
Alias compagnie	convention de soutien conjoint	10'000
Association La Ribot	convention de soutien conjoint	10'000
Neopostt / Foofwa d'immobilité Ahrrrt	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie 7273	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie Greffe	convention de soutien conjoint	10'000
Fondation Parano / Gilles Jobin	convention de soutien conjoint	10'000
Mademoiselle MCH	BAT / Beyrouth et Bilbao	3'000
Melk Production	IFEEL2 / Europe	6'000
Association Ballet Junior	Ballet Junior / France et Suisse	3'000
Compagnie Projet 11	Asingeline, an enacted thought / Israël et Italie	2'000
Association Cobalt	Résidence chorégraphique / Mexique	2'700
THÉÂTRE		196'770
Compagnie L'Alakran	convention de soutien conjoint	10'000
Teatro Malandro	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie Super Trop Top	convention régionale	10'000
Compagnie Sturmfrei	convention	10'000
Théâtre Am Stram Gram	convention	30'000
Théâtre Spirale	convention	10'000
Corodis	Activités annuelles	35'000
Argos Théâtre	Bourlinguer - Festival off / Avignon	2'000
Compagnie Amaryllis 17	Smarties, Kleenex et Canada Dry / Montréal	5'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Jessica Louise Arpin	kalabazi / kinshasa	2'000
Association Arnica gch	mash up / suisse	3'000
compagnie des hélices	donne-moi 7 jours / Avignon	10'000
compagnie Apsara	Le temps des sirènes / Pérou et Bolivie	8'000
compagnie Avec	marzahn / suisse	6'770
L'Agence	c'est une affaire entre le ciel et moi & Les artistes de la contrefaçon / France	5'000
L'Autre compagnie	La Puce à l'oreille / suisse et France	6'000
Le bestiaire à Pampilles	Lux interior / Avignon	4'000
Les Bamboches	Elles font font quoi?	2'000
Les faiseurs de rêve	tripes story	5'000
compagnie ou sommes-nous	L'année de la baleine / suisse et France	5'000
studio d'Actions théâtrales	mack is coming back / tournée Italie	10'000
Théâtre du sentier	La valise rouge / suisse	8'000
MUSIQUE		73'450
Brico Jardin	petit robert et le mystère du frigidaire / France	2'150
Cédric Olivier Schaefer	Participation du groupe SUDR'S au Cotonou Jazz Festival	7'000
Sébastien Ammann	Sébastien Ammann Quartet / Europe	6'000
Cyril Bondi	Diatribes / Europe	6'000
Cyril Bondi	The Foil	1'500
Cyril Bondi	Live vidéo de Plaistow	6'000
Cadets de Genève	Chine	10'000
Geneva Brass Quintet	Slider Asia Festival	5'000
Gabriele Ghebregzihi	OHA AHO / suisse et Europe	1'900
Gli Angeli	Gli Angeli / Allemagne	8'000
Collectif Massicot	Europe	4'000
Modern Nomad Productions	Kara Sylla Ka / Zanzibar	4'200
Evaristo Perez	Cajon Jazz Trio	5'000
Denis Schuler	Oeuvre / New York	1'700
Two Gentlemen	The Animen / Europe	5'000
PLURIDISCIPLINAIRE		28'000
Association Dreams Come True	convention de soutien conjoint	10'000
Perceuse Productions	convention	10'000
Centre culturel suisse	Festival d'arts vivants Extra Ball	8'000
3106000 Fonds général cinéma (montant budgété : CHF 902'900)		922'000
Association Cinéma des trois Mondes (FILMAR)	convention	80'000
Cinéma tous écrans	convention	335'000
Festival Black Movie	convention	180'000
Festival International du film oriental de Genève (FIFOG)	convention	100'000
Association Cinématou	Festival international du film d'animation	45'000
Association Le gai savoir	Everybody is perfect	10'000
Association Quartz	quartz	35'000
Association Sirocco	Prix Black Movie	5'000
Association Vertical Danse / Noémie Lapzeson	Éduquer la sensation	15'000
Association Vie-Deo et Debats	L'autre miroir?	20'000
Cinélux	Metro Boulot Kino	10'000
Cinéma tous écrans	INTERREG / Transmedia	10'000
Cinéma tous écrans	Prix spéciaux	10'000
Fondation Rui Nogueira	Fondation Rui Nogueira	25'000
Frédéric Gonseth Productions	Portrait sur Yvette Z'Graggen	10'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
MIRfilms	L'usage du travail	2'000
PS Productions	Accrochages au musée (MAH)	30'000
3106000 Fonds de soutien au livre et à l'édition (montant budgété : CHF 804'300)		823'000
PRIX DE LA VILLE DE GENÈVE		30'000
David vandermeulen	Lauréat prix Töpffer international	10'000
Guillaume Rihs	Lauréat prix de la ville de Genève	10'000
Helge Reumann	Lauréat prix Töpffer pour la bande dessinée Genève	10'000
BOURSES		88'700
Éditions Labaconnière	bourse d'aide à un projet d'édition	25'000
Le Rameau d'Or SA	bourse d'aide aux librairies indépendantes	5'000
Librairie Arabe L'olivier	bourse d'aide aux librairies indépendantes	5'000
Librairie du boulevard	bourse d'aide aux librairies indépendantes	5'000
Librairie Le Parnasse Dogliotti	bourse d'aide aux librairies indépendantes	4'250
Librairie nouvelles pages	bourse d'aide aux librairies indépendantes	2'100
Librerit SA	bourse d'aide aux librairies indépendantes	5'000
Mirjana Farkas	exposition lauréate bourse d'aide à l'illustration du livre	4'000
Naomi del Vecchio Gelman	Lauréate bourse d'aide à l'illustration du livre	16'000
Rodrigo V. Diaz Pino	bourse d'aide aux librairies indépendantes	4'850
Serge Laplace	bourse auteur-e confirmé-e	12'500
SOUTIEN AU LIVRE ET À L'ÉDITION		704'300
Éditions Atrabile sarl	convention	20'000
Éditions Héros-Limite	convention	20'000
Éditions Olizane SA	convention	50'000
Éditions Zoé	convention	50'000
La Cie des Mots	convention	2'000
La Revue de Belles-Lettres	convention	5'000
Labor et Fides SA	convention	50'000
Metispresses sarl	convention	30'000
Édition La Joie de Lire SA	convention	50'000
Lettres Frontières	Activités annuelles	5'000
A. Type Editions	Philippe Saire	6'000
Association genevoise des sports	75 ans d'exploits sportifs genevois	15'000
Association genevoise pour la promotion de l'illustration et de la bande dessinée	monographie de Mile Hyman	15'000
Association le livre sur les quais	manifestation Le livre sur les quais	16'500
Association l'octopode	couleur, roman graphique et numérique de M. Panchaud	10'000
Association mémoire de Femmes	Alice Rivaz de Valérie Cossy	5'000
Association pour une collection d'études littéraires	deux cippes (monographies de poche) sur Nicolas Bouvier	5'000
Association POWA	Livre-album V. Hänni et R. Decelière	5'000
Association Prix Interrégional Jeunes Auteurs	PIJA	3'000
Association Vertical Danse	Publication de Noemi Lapzeson, éduquer la sensation	10'000
Autrices et Auteurs de Suisse	rencontres critique littéraire	1'000
Bernard Campicche Editeur	L'Instant limite d'Anne-Claire Decorvet	5'000
Bugattibook	Genève haut lieu du sport automobile	10'000
Cercle de la Librairie et de l'édition	stand du cercle au salon du livre	51'550
Cercle de la Librairie et de l'édition	café-librairie Livresse au salon international du livre et de la presse	5'000
Cercle de la Librairie et de l'édition	Librairie Festival Livre et Petite Enfance	4'600
Collectif Hécatombe	université d'été	5'000
Édition de l'Aire	Les jours s'en vont, je demeure	2'500
Éditions Art&fiction	collection re:pacific, Pascale Favre	5'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Éditions Avant-verlag	peggy Adam et tom Tirabosco	1'000
Éditions cousu-mouche	Je ne laisserai jamais dire que ce n'est pas la plus belle chanson du monde	5'000
Éditions d'autre part	comme un bois flottant d'Alain Bagnoud	3'000
Éditions d'autre part	Le troisième animal de Jean-Jacques Bonvin	5'000
Éditions d'autre part	Tessons de Jean Prod'hom	9'100
Éditions de la Baconnière	Solal Aronowicz: une résistance à toute épreuve, faut-il s'en réjouir pour autant?	3'000
Éditions de la Baconnière	Inondation de Raluca Antonescu	3'000
Éditions de l'Encre Fraîche	Publication de 5 livres	12'000
Éditions d'En Bas	Post tenebras roms	10'000
Éditions d'En Bas	Grèves ouvrières dans les années 60 en Suisse	6'000
Éditions d'En Bas	Les combats de la ligue d'action du bâtiment... d'Alexandre Elsig	5'000
Éditions des sables	Publication de 5 ouvrages	6'000
Éditions Héros-Limite	20 ans des éditions Héros-Limite	6'000
Éditions L'Age d'Homme	Vince Fasciani: poète de sa vie de V. Burgy-Bierens de Haan	1'400
Éditions L'Age d'Homme	Monde décomposé refuse qu'on dépoussière	3'650
Éditions L'Age d'Homme	Georges Haldas, la croissance intérieure	2'400
Éditions Notari	D'ici et d'ailleurs de Luisa Ballin et Georges Cabrera	10'000
Éditions Notari	Tu grimpes drôlement aux arbres de S. Härrli et C. Pieropan	7'000
Éditions Notari	Regarde je ne pleure plus de M.-C. Ruata-Arn et C. Carrer	8'000
Éditions Paquet	PODM de Jésus Alonso et Pierre Paquet	5'000
Éditions Samizdat	Publication de pierres que la mer a consommées	2'000
Éditions Samizdat	Joeur de pives de Patrice Duret	2'000
Éditions Slatkine	Je veux des quartiers de J.-L. Jacot-Guillarmod	6'000
Éditions Slatkine	Au-delà des cerfs-volants d'Emmanuelle Werner	7'000
ERIC Pesty Editeur	Le caractère des caractères et un caractère en couples de G. Mishuga	7'000
ETH	Lieux de cristallisation de l'art	3'000
Fondation de la maison Rousseau et de la littérature	complément	5'000
Infolio SA	un estomac d'Autriche et nach Paris	4'000
Les cahiers dessinés sàrl	catalogue des animaux disparus dans le marais d'amnésie de G. Poussin	10'000
Les studios Lolos_wasem Pierre	Pas-de-deux, échange dessiné Suisse-Russie	10'000
Librairie Albatros	deux anthologies de poésie bilingues	4'200
Librairie Le Parnasse Dogliotti	Librairie poétique, poésie en ville	2'500
Lolvé Tillmanns	Résidence littéraire à Gênes	3'000
Luisa Dufey-Ballin	catalogue d'exposition	6'000
Marie Claire Carloz-Tschopp	colloque international Istanbul	5'000
Markus Haller	Lynn Hunt	900
Nouvelle Association du Courrier	Pages ouvertes aux auteurs suisses dans Le Courrier	4'000
Nouvelle Association du Courrier	101 dessins de presse de Bénédicte	10'000
Nouvelle Association du Courrier	Pages ouvertes aux auteurs suisses dans Le Courrier (2)	4'000
Nouvelle Association du Courrier	Entre les lignes de Nicolas Tavaglione	10'000
Oeuvre Suisse des Lectures pour la jeunesse	Publication, Horacé Bénédicte de Saussure	5'000
Service de Presse Suisse	Revue viceversa Littérature: dossier spécial Anne Brécart	3'000
Slatkine Reprints SA	L'oiseau ventriloque de J. et S. Turrettini-Mohr	12'000
Société d'histoire & archéologie	La Placette de Pierre Braillard de Manuel Canabal	5'000
3106000 Fonds général musique (montant budgété : CHF 639'000)		590'400
Association de soutien de la musique vivante (ASMV)	convention	55'700

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Association headfun	convention	75'000
ASSOC. Autrement-Aujourd'hui	son'o-rythme rencontre G. Zufferey	3'000
Association suisse musique et vie	concerts d'été en vieille ville	10'000
Association Akouphène	12ème festival Akouphène	8'000
Association cordes Avides	série de concerts au Bibarium	5'000
Association de soutien de la musique vivante (ASMV)	coopération avec la Francophonie (AIMF)	5'000
Association des usagers des bains des Pâquis	Aubes musicales	30'000
Association Ensemble vide	Trois spectacles musicaux à ARCOOP	6'000
Association FTA	L'été du Parc Bertrand	5'000
Association Insubordinations	série de concerts sur Genève	5'000
Association Le cabinet	série de concerts au cabinet	8'000
Association L'Équipage	saison du bateau-lavoir	3'000
Association Lied & Mélodie	deux récitals au conservatoire	5'000
Association Palenque	réalisation du disque Ramon en Palenque	5'000
Association Polhymnia	20 ans de l'ensemble	6'000
Association quatuor terpsycordes	série de concerts sur Genève	20'000
Association swissamp	swiss Live Talents	2'000
Association The Block Productions	Premier album solo de Rootwords	4'000
Association Vortex	série de concerts sur Genève (8 concerts)	20'000
Bars en fête (BEF)	Festival Bars en fête	10'000
Blues Association de Genève	BAG Thursdays	6'000
cantus laetus de Genève	Florilège autour des maîtres de Leipzig	4'000
Céline Vuillaume	Premier album de Parkine	3'000
Claude Delley	CD de compositeurs genevois	5'000
COLLIDE@CERN	Projet collide	15'000
concertus saisonnus	concertus saisonnus	20'000
Electronic Music Network	Écoutes au vert	8'000
Ensemble Carpe Diem Genève	concerts pour et autour de la musique	5'000
Ensemble vocal de poche	vanités d'hier, vanité d'aujourd'hui	7'000
Fabrice Chiovetta	enregistrement d'œuvres de Haydn	5'000
FACE Z	Festival Face Z	8'000
Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles (FCMA)	soutien à la chanson romande	20'000
Francis-José Treichler	Bourse musiques actuelles	10'000
Geneva Brass Festival	5ème édition du Geneva Brass Festival	5'000
Igor Varidel	Nouvel album de Cotton Mount	5'000
Jonas Brulhart	Réalisation de l'album Oxymore	4'000
Julie Campiche	Réalisation du 3ème album d'Orioxo	5'000
Julien Dinkel	Premier album du groupe Quiet Island	3'000
La Teuf	soirée des 10 ans de l'association	3'000
La Teuf	Festival La Teuf s'amuse	8'000
Leo Thomas Marchand	Réalisation de l'album Machine	5'000
Les Amis de la Battalla	concert de Noël	2'200
Les Amis de la Guitare	quatre concerts aux salons	4'000
Les concerts de l'Athénée 4	Les Athénéennes	10'000
Maël Godinat	Dédales	5'000
Mama Rosin	Bourse musiques actuelles	10'000
Marc Berman	Production du disque Le chat du rabbin	3'000
Marc Perrenoud	Bourse musiques actuelles	10'000
Orchestre tout Puissant	Bourse musiques actuelles	10'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Rock This Town Extrafine	série de concerts sur Genève	6'000
Swiss Chamber Concerts Genève	série de concerts sur Genève (7 concerts)	70'000
William Blank	réalisation du projet Einklang	8'000
Xavier Dayer	création d'une nouvelle oeuvre nocturne	5'000
Xyleme Music	production du CD Invite Émoi	2'500
310600 Fonds général pluridisciplinaire (montant budgété : CHF 510'300)		465'000
Association Dreams Come True	convention de soutien conjoint	70'000
Association La Ribot	convention de soutien conjoint	30'000
Association Headfun	convention	75'000
Perceuse Productions Scène	convention	40'000
Association Badnewsfromthestars	Krasis	25'000
Association CENC Centre d'Expression	DAF Festival	5'000
Association Headfun	Festival Electron	65'000
Association Makaronic	Poésies en mouvement #5 - Patatrans(e)	3'000
Association Monstrare	Théâtre des Opérations	15'000
Association Retro:Project	Maelstrom 68N	20'000
Association What About	Infiltrations	20'000
Compagnie Landslide	Noir Apparent	15'000
Divisar	I-Petrolus	10'000
Fatrasproduction Compagnie	Tricheries	5'000
Mapping V Jing Festival	10ème édition du Mapping Festival	20'000
Pascal Greco	Somewhere	10'000
Perceuse Productions Scène	Les Aviateurs	18'000
Sarah Haug	Terrariums	4'000
Théâtre de L'Usine	Stimul-us	15'000
3106610 Bourses et prix AC (montant budgété : CHF 50'000)		35'000
Kim Seob Boninsegni	Bourse pour artiste de plus de 35 ans	17'500
Helgeu Reumann	Bourse pour artiste de plus de 35 ans	17'500
3106610 Lieu d'expositions, Le commun (montant budgété : CHF 550'000)		550'000
Association Headfun	Exposition dans le cadre du festival Electron	150'000
Association Near	Exposition « A house for E.D »	20'000
Association Perceuse Productions Scène	Projet « Rideau! »	25'000
Loiq Sutter	Projet « ВУОВ »	13'000
Association Ideal-b	Exposition « Happyland »	60'000
Association Drift.Factory	Festival « Jeter son corps dans la bataille »	100'000
Association Mapping V Jing Festival	Exposition dans le cadre du Mapping Festival	130'000
Association The Liberated Page	Exposition « The Liberated Page »	15'000
Andrea Saemann	Coordination du Prix Suisse de la Performance	21'500
Association Out of the Box	Exposition « Dix Sir Dix »	15'500
3106610 Publication, résidence et atelier (montant budgété : CHF 50'000)		50'000
Akaki Ramishvili	Publication monographique 1988-2014	5'000
Raphaël Julliard	Publication « The Big Picture »	4'000
Hervé Laurent	Publication de la revue « L'ours blanc »	10'000
Claude Cortinovic	Publication monographique 1999-2014	10'000
Association BAL	Publication suite à la résidence de Christian Lutz	10'000
Jean Stern	Publication « sans le socle »	4'000
Serge Fruehauf	Publication « Serge Fruehauf Architectures 1997-2014 »	7'000
3106610 Soutien aux manifestations (montant budgété : CHF 100'000)		100'000
Association Utopiana	Programme d'expositions	25'000
Association Zabriskie Point	Programme d'expositions	10'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Association Talpa	manifestation «eur(h)ope»	5'000
Association des amis de La terrasse du troc	La terrasse du troc	15'000
Association BAL	biennale des Libellules	13'000
Association Autrement-Aujourd'hui	peinture solvej dufour Andersen	3'000
Association Les heures blanches	soirée festive des la nuit des musées	4'000
Association MOS ESPA	Festival mos espa	15'000
Association Forde	soutien extraordinaire	10'000
3106610 Acquisition d'œuvres mobiles AC		466'990
Galerie Blancpain Art contemporain	installation «unmade Film: The reconnaissance» d'Uriel Orlow	16'200
Galerie Francesca Pia	installation vidéo «babananalilité» d'Aloïs Godinat	15'000
Galerie Skopia	dessin «-ome» de la série «Prometeo» d'Alain Huck	62'000
Claude Cortinovi	dessins sur photographie «sur le fil de ma ligne, je dois la rertouver»	4'900
Andata Ritorno	sculpture «Antichambre» de Bernard Moninot	60'000
Baptiste Gaillard	ensemble de cinq dessins «sans titre» et d'une sculpture «déficient»	8'000
Galerie TM Project	ensemble de soixante et un dessins «Fantasmagorie 1984-2014» de Gilles Porret	40'000
Philippe Fretz	ensemble de quatre peintures «Kugler 360°»	32'000
Galerie Espace L	série de onze dessins «Plis, 11 compositions d'après W.Kandinsky» de Vivianne Van Singer	8'800
Galerie Xippas Art contemporain	sculptures «ostende, d'après James Ensor» et «Métier II» ainsi que de trois vidéos «Dessins Animés 1» «Dessins Animés 2» et «Dessins Animés 3» de Denis Savary	36'750
Christian Lutz	série de dix photographies «In Jesus' Name»	18'000
Halle Nord	installation «Le Disquaire IV» de Frédéric Post	18'000
Halle Nord	vidéo «CASE 03D P1 - Diamond Mountain Drift» d'Alan Bogana	1'400
Andata Ritorno	peintures de la série «vue sur le haut» de Tami Ichino	8'400
Andata Ritorno	objets/sculptures «Gué Gué Gué» et «une institution» de Yuki Shiraishi	10'500
Galerie Bernard Ceysson	peinture «sans titre n°3» de Christian Floquet	22'000
Joëlle Flumet	installation murale «Quality in Everything we did»	14'000
Halle Nord	photographies de la série «tout se qui se voit sous le soleil» de Thomas Maisonnasse	3'000
Esther Shalev-Gerz	installation «les inséparables»	48'940
Hard Hat	sculpture/installation sonore «0.00000000001 Hz valdabaoth» du collectif Elvis Studio	9'600
Galerie Bernard Jordan	peinture «Gris de Davy 14 IV 05» de Josée Pitteloud	13'500
Gabriela Loeffel	installation vidéo «offscreen»	16'000
3106610 soutiens financiers AC		410'290
Perceuse Production scène	convention	40'000
Elvis studio	réalisation de la maquette de l'installation sonore «0.00000000001 Hz valdabaoth»	10'000
Alexandra Maurer	réalisation de la performance «tremblements»	2'350
Alexandre Joly	réalisation du projet «ouranos»	6'000
Association Big	biennale indépendants Genève	100'000
Association pour la photographie et le dessin documentaire	réalisation de photographies «autour de Fukushima, de la vie à la désertification»	7'500
Beat Lippert	réalisation du projet «bye bye»	2'900
Benoît Delaunay	réalisation du projet «hey Piet!»	3'132
Bohdan Stehlik	réalisation du projet «dann immer erst, immer erst dann»	6'000
Boutheyna Bouzlama	réalisation du projet «trittico nights»	5'000
Ceel Mogami de Haas	réalisation du projet «And the crack in the tea-cup opens a lane to the land of the dead»	8'000
Christian Bili	réalisation du projet «fertile»	15'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
christian GONZENBACH	réalisation et l'acquisition de l'œuvre « La Pietà »	28'900
christian ROBERT-TISSOT	réalisation du projet « Pop up »	15'000
cyril VERRIER	réalisation de l'exposition « taille humaine »	1'000
Darren ROSHIER	Prix suisse de la performance	2'500
Emilie DING	réalisation du projet « new wave »	6'700
Emmanuelle BAYART	réalisation de l'ouvrage photographique « commémoration »	7'000
ERIC WINARTO et Jérémy CHEVALIER	réalisation du projet « concrete music & blacklight selva »	8'000
Fabrice GYGI	réalisation du projet « de la vacance aux communes-réunies »	2'000
Fabrice GYGI	réalisation du projet « mulino »	31'250
Florian BACH	réalisation du projet « règne »	5'140
Gabriela LOEFFEL	réalisation de l'exposition « offscreen »	6'000
Gisela HOCHULI	Prix suisse de la performance	2'500
Gisela HOCHULI	Prix suisse de la performance	25'000
Hadrien DUSSOIX	réalisation d'un catalogue monographique	5'000
Jonathan DELACHAUX	réalisation d'une installation « do not disturb »	2'900
Julia GEROCs	Prix suisse de la performance	2'500
Julia GEROCs	Prix suisse de la performance	10'000
LUKAS BERCHTOLD	subvention pour le montage de la vidéo « cocktail béton »	3'500
MARCO POLONI	réalisation du projet « codename: osvaldo »	10'000
Martina-Sofie WILDBERGER	Prix suisse de la performance	2'500
Miami BOOKS	réalisation d'une édition d'artiste avec stéphanie gygax	2'000
MIO CHARRETEAU	Prix suisse de la performance	2'500
NICOLAS FIELD	réalisation du projet « missa cuiusvis toni »	2'500
Nils Amadeus LANGE	Prix suisse de la performance	2'500
Nils Amadeus LANGE	Prix du public et de la performance	5'000
NINA HAAB	réalisation du projet « ways of »	800
sandra MINOTTI	réalisation de l'exposition « coucou!... »	2'000
séverin GUELPA	réalisation du projet « The commuters »	1'718
steeve IUNCKER	réalisation du projet photographique « Rites, pour passage »	4'000
Talaya SCHMID	Prix suisse de la performance	2'500
Théodora QUIRICONI	réalisation du projet « vibration »	1'500
3106610 commande d'art public AC		117'016
« Frankenstein »		63'676
Interv. Artistiques futur bâtiment scolaire à la rue chandieu		20'000
Projet « NEONS » phase IV		23'340
silos à sel, rue François-Dussaud		10'000
3106610 restauration d'œuvres AC		42'704
metaloïd SA	restauration de la sculpture « Jouet pour le vent » d'Albert Rouiller (INV1975-005)	42'704
3204000 PROMOTION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (montant budgété : CHF 10'000)		8'935
Alexandre Lemopoulos	Mission scientifique de collecte d'échantillons, Guyane et Surinam	2'500
Alexandre Lemopoulos	travail de master sur les poissons dulçaquicoles de Guyane	2'500
Théo Léger	travail de thèse sur Lépidoptères (papillons), les Crambinae et Scopariinae	1'735
Tommy Andriollo	travail de master sur les chauves-souris	2'200
3401000 FONDS-JEUNES TALENTS (SPORTIF/IVE-S INDIVIDUEL-E-S (montant budgété : CHF 35'000)		12'000
Johan Niklès		10'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
José Fraga		2'000
3401000 FONDS-ÉLITE (SPORTIF/IVE-S INDIVIDUEL-E-S (montant budgété : CHF 62'000))		10'500
Aïcha El Mehrek		2'500
Gary Hirsch		5'000
Gregory Meichtry		2'000
Kilian Tournirer		1'000
3401000 FONDS-SOUTIEN AUX CLUBS SPORTIFS Y COMPRIS ÉLITE (montant budgété : CHF 200'000)		56'250
Association. HOPE-geneva basketball		10'000
Association clubs sportifs		2'000
Badminton club de Genève		10'000
club d'échecs des cavaliers fous		750
Jet roller club Genève		1'500
Lions de Genève		25'000
satus Athlétisme Genève		2'000
switzers geneva rugby		5'000
3401000 FONDS-AIDE À L'ORGANISATION DE MANIFESTATION ET/OU PROJETS SPORTIFS (montant budgété : CHF 430'000)		439'760
Association cantonale genevoise de gymnastique vivicità satus Genève		5'000
Association courses hors stades Région		5'000
Association Admotum		3'000
Association cantonale genevoise de rugby		2'160
Association des championnats		5'000
Association Genève Marathon		105'000
Association genevoise de volley-ball		10'000
Association Proxifoot		10'000
Association sfair management		5'000
Badminton club de Genève		2'500
club d'échecs de Genève		10'000
club hygiénique de Plainpalais		1'000
club nautique de Versoix		1'500
club sportif italien football club		12'000
collège André-Chavanne		3'500
concours hippique international		15'000
Congrès Sportcity		10'000
Fédération genevoise d'échecs		10'000
Geneva Senior Open		500
Genève Bénévolat		10'000
Genève-Lutte		2'000
La Classique Genevoise		5'000
La Pétanque Genevoise		2'000
Lions de Genève		7'000
Prestige Logistics SARL		2'000
Saint Gervais Genève		10'000
Squash club de Genève		4'000
Stade Genève Athlétisme		6'000
Swiss Tennis AG des Schweiz Tennisverband		160'000
Tennis-club de Collonge-Bellerive		3'500
Tour cycliste des Jeunes		3'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Triathlon international Genève		9'100
3401000 FONDS-AIDE À LA FORMATION DES JEUNES (montant budgété : CHF 300'000)		163'553
Association clubs boxe amateur		25'232
Association genevoise de gymnastique		16'727
Association régionale Genève tennis		15'600
Budo Association de Genève		16'468
Budo club des grottes		2'384
Champel Genève-basket		5'000
Club nautique de Versoix		5'000
Collonge-Bellerive wake sport		5'000
Football club city		9'128
Genève natation		28'828
École & club de skate de Genève (GVASK8)		5'000
Natation sportive Genève		20'992
ski club esperance Genève		1'276
Taekwondo Académie Genève		5'000
Urania Genève sports hockey sur gazon		1'918
3401000 FONDS-SOUTIEN SPORT DES AÎNÉ (montant budgété : CHF 35'000)		2'000
Gymnastique seniors Genève		2'000
3401000 FONDS-SOUTIEN SPORT HANDICAP (montant budgété : CHF 45'000)		36'500
Association sportive schtroumpfs Genève		800
Champ d'Achilles		2'500
Fédération sportive des sourds		5'000
Geneva International cricket club		3'200
Swiss open de tennis		25'000
3401000 FONDS PROMOTION DE LA RELÈVE (montant budgété : CHF 700'000)		700'291
Académie de volleyball de Genève		15'191
Alexandre Haldemann		2'150
Alexandre Liess		2'150
Association Genève Futur Hockey		500'000
Benoît Schwarz		2'150
Damien Tollardo		2'150
Genève Basket Relève Féminine (GBRF)		16'000
Genève Education Football		130'000
Juliane Robra		2'150
Loïc Perizzolo		2'150
Lucas Tramèr		2'150
Meyrin Basket		9'000
Patricia Desplanches		2'150
Peter de Cruz		2'150
Romuald Hausser		2'150
Sébastien Chevallier		2'150
Swann Oberson		2'150
Valentin Tanner		2'150
Yanier Bello-Diaz		2'150

ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ

4-5

4.5 ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ

4.5.1 FAITS MARQUANTS ET COMMENTAIRES SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

une année particulièrement marquée par le végétal, la sécurité, le secours et la propreté.

La seconde partie de la législature 2011-2015 a été marquée du sceau « promouvoir la qualité de ville ». Les actions et projets particuliers du Dæus menés en 2014 ont donc systématiquement été guidés par cet axiome politique. Le but est que chaque personne – résidente en ville de Genève, y travaillant ou de passage – se sente en sécurité, qu'elle dispose de lieux agréables et d'espaces « où il fait bon vivre » à proximité et enfin, que la cité soit aussi propre que possible.

Le programme « urbanature » a été lancé et ce ne sont pas moins de 10 projets saisonniers qui ont été réalisés. Rencontrant un succès populaire, cette étape du programme a pleinement rempli son double objectif : offrir poumons de verdure et espaces de délasserment à chacune et chacun, ainsi que sensibiliser la population à l'importance du végétal dans la cité ; les horticultrices et les horticulteurs du service des espaces verts ont offert des graines végétales ainsi que des explications et des conseils en matière de végétalisation et de jardinage. Élément également original de cette démarche résolument novatrice : les bancs – conçus sous l'ère du conseiller administratif Pierre Maudet – ont été entièrement dessinés et réalisés par le service logistique et manifestations (LOM).

un important travail de végétalisation pérenne des pieds d'arbres a également débuté en 2014 : 65 arbres sont désormais entourés d'une flore variée en lieu et place d'une couche de goudron ! Enfin, 190 arbres ont été plantés l'an passé.

La rénovation de la pointe nord de Plainpalais, votée par le conseil municipal, a été menée tambour battant, afin que cet « espace de respiration » soit rendu à la population au printemps 2015.

en matière d'incendie et de secours, la direction du service concerné a débuté, de concert avec l'autorité cantonale (OCPPAM), un travail important visant à définir un cadre normatif cantonal. Autrement dit, il s'est agi de consigner les exigences de l'autorité de surveillance cantonale, par exemple en matière de délais d'intervention en zones urbaine, périurbaine, de jour, de nuit, etc. ce cadre déterminé et connu, il appartient désormais au SIS de proposer les moyens (humains, organisationnels, infrastructurels, etc.) pour répondre à ces exigences. on disposera, in fine, d'un nouveau dispositif organisationnel au niveau du SIS, remplaçant l'actuel concept opérationnel qui date de 1972.

c'est bien entendu et avant tout sur le terrain que le SIS est intervenu pour assurer la sécurité de la population. 3 interventions sur les presque 9000 sont à noter particulièrement :

- La décontamination d'un site industriel extrêmement dangereux et pollué, à Avully, sur mandat du canton de Genève (plan OSIRIS) ; ce travail minutieux a duré plus de 3 semaines, engageant 20 sapeuses et sapeurs par jour, en moyenne
- un sinistre majeur au foyer des tattes (centre d'hébergement pour requérants d'asile), qui a causé le décès d'une personne et mobilisé les secours pendant 6 heures
- un feu d'immeuble à la rue des Contamines, entraînant également un décès, 4 brûlés graves ainsi que l'évacuation de 47 personnes.

diverses avancées majeures concernent la police municipale : le recrutement de 17 aspirantes et aspirants APM, l'ouverture d'un nouveau poste aux Acacias, la formation aux compétences prévues par la réforme de la loi sur les agents de police municipale. grâce à l'addition de ces divers éléments – fruits d'un travail de plusieurs années – complétée par plusieurs projets à réaliser en 2015, la ville de Genève disposera d'un outil fondamental et nécessaire pour assurer la sécurité de proximité dans les rues et les quartiers de la cité.

autre volet incontournable de la qualité de ville, le nettoyage de l'espace public a également fait l'objet de réformes en 2014. La principale concerne les horaires du week-end, pendant l'été : dorénavant, les agentes et agents de propreté nettoient également rues et parcs le dimanche, travaillant ainsi 7 jours par semaine. une autre réforme importante concerne l'organisation du travail de l'unité de collecte des déchets (camions bennes) : la collecte du papier et du carton a été répartie sur plusieurs jours contre un seul auparavant qui nécessitait une mobilisation déraisonnable des ressources. cette modification du système de levée est fonctionnelle depuis le 1er janvier 2015.

signalons aussi une importante campagne de lutte contre les tags, qui a permis le nettoyage de tags et autres salissures murales sur 15'000 m² de surface de domaine public.

il convient également de mentionner la refonte du règlement municipal sur la gestion des déchets, lequel prévoit – outre la mise à jour d'un certain nombre de dispositions obsolètes – l'obligation pour les propriétaires d'immeubles de fournir à leurs locataires des conteneurs en plastique pour la collecte des ordures ménagères, des déchets organiques et du papier-carton. cette refonte, adoptée par le conseil administratif en automne 2014, est entrée en vigueur le 1er janvier dernier.

enfin, toujours dans le but de promouvoir la qualité de ville, une offre de restauration rapide et qualitative a été proposée dès la fin de l'été 2014 : six foodtrucks arpentent tour à tour six emplacements localisés au centre-ville. un bilan sera effectué à la fin de l'année 2015, notamment pour déterminer s'il serait souhaitable de développer cette offre d'un nouveau genre.

4.5.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
renforcer la police municipale	Effectifs 2013 vs 2014	Augmentation du nombre d'APM	Augmentation du nombre d'APM	Postes 2013 = 149 Postes 2014 = 174	●
	Formation dispensée	Aspirants APM (école 2014) formés aux nouvelles compétences	Aspirants APM (école 2014) formés aux nouvelles compétences	Tous les aspirants sont formés aux nouvelles compétences	●
	Actions de promotions et retour presse / opinion publique	3 actions de promotion avec retombées positives	2 actions de promotion avec retombées positives	1 rapport d'activité publié, 9 rencontres dans les quartiers et 1 nouvelle ligne graphique sur les postes de quartier.	●
	Évolution du nombre de poste de quartier entre 2013 et 2014	1 nouveau poste de quartier		1 nouveau poste de quartier ouvert en juin au Acacias	●
	Description des horaires planifiés dans les cahiers des charges	extension de l'horaire planifié		Les horaires sont étendus du jeudi au samedi et inscrits dans les cahiers des charges	●
Améliorer le niveau de propreté	rapport de l'indice de propreté	Indice de propreté renseigné	Indice de propreté renseigné	La 1ère année de saisie a été effectuée	●
	taux d'avancement du projet « OGIAZ »	100% du projet « OGIAZ » atteint	90% du projet « OGIAZ » atteint	100%	●
	tonnage balayures des déchets sauvages	diminution des déchets sauvages près des poubelles (littering)		2013 = 4'480 tonnes 2014 = 4'460 tonnes	●
	horaires planifiés	heures de présence des équipes revues		Les horaires de travail estivaux pour le nettoyage ont été élargis le week-end	●

4-5

OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
définir et développer la réalisation d'un plan de verdissement de la ville	nombre d'emplacements verdis Plan directeur	4 nouveaux emplacements végétalisés (places, rues, etc.) Plan directeur validé	2 nouveaux emplacements végétalisés (places, rues, etc.) Plan directeur rédigé	10 emplacements dans le cadre du programme urbanature	 Reporté
Poursuivre le développement de la gestion différenciée des espaces verts pour qu'elle soit totalement effective en 2015	déploiement de l'outil de gestion informatique taux d'avancement du catalogage d'entretien	outil de gestion informatique opérationnel catalogue d'entretien défini et utilisé	outil de gestion informatique en cours de développement catalogue d'entretien défini		Reporté 

4.5.3 COMMENTAIRES SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

Les objectifs du département de l'environnement urbain et de la sécurité définis dans le cadre du budget 2014 visaient à concrétiser des priorités politiques dans les domaines de la sécurité, de la propreté et de la végétalisation du domaine public.

comme le tableau le montre, ces objectifs ont été atteints s'agissant de la sécurité (effectifs de police municipale, ouverture d'un nouveau poste de police aux Acacias, etc.) et de la propreté (indice de propreté renseigné au niveau des données, horaires de la voirie étendu le week-end, etc.).

s'agissant de la stratégie de végétalisation de la cité (programme urbanature), si l'année 2014 a été un succès pour les différents projets définis et réalisés (végétalisation du pont des bergues, des rues basses, 6 « places au sud », etc.), le document de base qui sera l'outil central de cette stratégie, n'a pas pu encore être élaboré. cette volonté de disposer d'un « plan de stratégie de végétalisation » et la démarche qui la sous-tend étant résolument novatrices, le travail de cadrage, de définition (mandat, cahier des charges, objectifs, etc.) a pris plus de temps que prévu. Ledit plan devrait voir le jour d'ici fin 2015.

Les efforts pour le développement de la gestion différenciée des espaces verts se sont poursuivis et le seve a entamé une évolution dans son mode d'organisation en 2014. trois unités techniques ont été développées afin de mieux répartir les missions et compétences ; les tâches de nettoyage ont partiellement été transférées au service voirie ville propre (projet OGIAZ), et les équipes responsables de l'entretien des parcs ont été regroupées afin que le service bénéficie d'une plus grande souplesse dans l'attribution des ressources aux travaux d'entretien.

ces changements étaient un préalable à l'utilisation d'un outil de gestion et le temps nécessaire à leur mise en œuvre a retardé le dépôt d'une proposition de crédit pour l'acquisition de cet outil. une demande sera déposée en 2015.

La rédaction d'un catalogue permettant de définir les standards pour l'entretien des différents végétaux a été coordonnée avec d'autres villes suisses afin de disposer de références communes. cette démarche de mutualisation n'était pas prévue lors de la rédaction de l'objectif (printemps 2013), raison pour laquelle la rédaction n'a pu être terminée dans le délai prévu. Le catalogue est désormais abouti à 90% et il sera terminé durant le 1er trimestre 2015.

4.5.4 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs	DEUS	SIS	SEEP	LOM	VVP	SEVE	total
Administration générale	2'657	979		15'195			18'831
sécurité publique	5	52'147	42'593				94'745
culture et loisirs	15		9	4'594		34'902	39'520
trafic		62	29	88	1'500	43	1'721
protection et aménagement de l'environ.	65	8	6	162	61'780	444	62'465
total	2'742	53'196	42'636	20'039	63'280	35'389	217'282

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs	DEUS	SIS	SEEP	LOM	VVP	SEVE	total
Administration générale				288			288
sécurité publique		20'181	31'293				51'474
culture et loisirs				2'528		1'570	4'098
protection et aménagement de l'environ.					2'051		2'051
Finances et impôts						6	6
total	0	20'181	31'293	2'816	2'051	1'576	57'917

4.5.5 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ		TOTAL CHARGES	217'282'343	219'301'678	-2'019'336	-1%	213'987'502
		TOTAL REVENUS	57'917'437	52'336'515	5'580'922	11%	56'824'351
en francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013	
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
CHARGES		17'852'026	17'658'977	193'049	1%	16'346'360	
30	charges de personnel	9'704'474	9'939'527	-235'053	-2%	8'717'046	
301	traitements du personnel	7'762'474	8'034'431	-271'957	-3%	6'888'113	
303	Assurances sociales	663'190	657'001	6'189	1%	561'819	
304	caisses de pensions et de prévoyance	973'250	997'783	-24'533	-2%	961'111	
305	Assurance maladie et accidents	228'349	176'261	52'089	30%	208'825	
306	prestations en nature	29'302	58'500	-29'198	-50%	36'276	
308	personnel interimaire	0	12'000	-12'000	-100%	0	
309	autres charges du personnel	47'909	3'552	44'357	1249%	60'904	
31	biens, services et marchandises	7'212'892	6'814'358	398'534	6%	6'783'744	
310	fournitures de bureau, imprimés, publicité	43'717	52'500	-8'783	-17%	29'172	
311	meublier, machines, véhicules et matériel	273'298	344'500	-71'202	-21%	372'209	
312	eau, énergie, combustible	394'287	395'852	-1'565	0%	429'669	
313	achats de fournitures et autres marchandises	1'765'235	1'821'700	-56'465	-3%	1'194'621	
314	entretien des immeubles par des tiers	1'668'603	1'486'456	182'147	12%	1'709'774	
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	2'077'646	1'823'587	254'059	14%	2'168'113	
316	loyers, fermages et redevance d'utilisation	528'451	441'600	86'851	20%	442'780	
317	dédommagements	20'972	40'900	-19'928	-49%	30'619	
318	honoraires et prestations de service	508'315	406'763	101'552	25%	406'311	
319	frais divers	-67'632	500	-68'132	-13626%	475	
33	amortissements	661'068	659'929	1'139	0%	589'370	
331	amortissements ordinaires du PA	660'868	658'429	2'439	0%	589'370	
334	pertes sur débiteurs	200	1'500	-1'300	-87%	0	
39	imputations internes	273'592	245'163	28'429	12%	256'200	
390	intérêts répartis	64'977	66'559	-1'582	-2%	55'620	
391	mise à disposition de locaux	131'700	129'680	2'020	2%	128'890	
392	autres prestations internes	76'915	48'924	27'991	57%	71'689	
REVENUS		287'996	132'000	155'996	118%	235'641	
42	revenus des biens	10'200	10'000	200	2%	9'400	
427	immeubles du patrimoine administratif	10'200	10'000	200	2%	8'400	
429	autres revenus	0	0	0	-	1'000	
43	revenus divers	231'389	102'000	129'389	127%	182'039	
434	autres redevances d'utilis. et prest. de service	55'973	60'000	-4'027	-7%	37'411	
435	ventes	27'717	2'000	25'717	1286%	9'865	
436	dédommagements de tiers	81'435	0	81'435	-	68'323	
439	autres contributions	66'264	40'000	26'264	66%	66'440	

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
49 imputations internes	46'407	20'000	26'407	132%	44'202
492 autres prestations internes	46'407	20'000	26'407	132%	44'202
09 DIVERS (NON VENTILABLES)					
CHARGES	979'071	941'000	38'071	4%	674'773
30 charges de personnel	979'071	941'000	38'071	4%	674'773
307 prestations aux pensionnés	979'071	941'000	38'071	4%	674'773
1 SÉCURITÉ PUBLIQUE					
10 PROTECTION JURIDIQUE					
CHARGES	7'091'832	5'185'000	1'906'832	37%	6'528'103
36 subventions accordées	7'091'832	5'185'000	1'906'832	37%	6'528'103
365 subventions accordées - institutions privées	6'660'587	4'915'000	1'745'587	36%	6'013'308
366 subventions accordées - personnes physiques	431'245	270'000	161'245	60%	514'795
REVENUS	27'993'501	26'465'000	1'528'501	6%	28'533'774
42 revenus des biens	27'497'445	25'940'000	1'557'445	6%	28'051'114
427 immeubles du patrimoine administratif	27'497'445	25'940'000	1'557'445	6%	28'051'114
43 revenus divers	496'056	525'000	-28'944	-6%	482'661
431 emoluments administratifs	328'133	355'000	-26'867	-8%	307'684
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	167'923	170'000	-2'077	-1%	174'977
11 SÉCURITÉ MUNICIPALE					
CHARGES	35'506'383	39'038'552	-3'532'169	-9%	34'197'159
30 charges de personnel	30'993'951	34'759'289	-3'765'339	-11%	29'590'372
300 autorités et commissions	2'825	15'000	-12'175	-81%	0
301 traitements du personnel	24'362'480	27'047'220	-2'684'740	-10%	23'298'358
303 assurances sociales	2'066'811	2'209'828	-143'017	-6%	1'888'171
304 caisses de pensions et de prévoyance	2'864'317	3'323'463	-459'146	-14%	3'025'266
305 assurance maladie et accidents	398'062	597'262	-199'200	-33%	398'670
306 prestations en nature	832'144	1'002'500	-170'356	-17%	732'378
309 autres charges du personnel	467'311	564'016	-96'705	-17%	247'529
31 biens, services et marchandises	2'530'895	2'202'898	327'997	15%	2'289'675
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	170'866	218'000	-47'134	-22%	513'163
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	137'509	15'500	122'009	787%	19'541
312 eau, énergie, combustible	267'103	276'309	-9'206	-3%	327'072
313 achats de fournitures et autres marchandises	144'964	167'600	-22'636	-14%	95'302
314 entretien des immeubles par des tiers	289'077	298'651	-9'574	-3%	306'796
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	418'840	393'014	25'826	7%	286'265
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	557'851	600'500	-42'649	-7%	411'999
317 dédommagements	32'985	39'000	-6'015	-15%	33'326
318 honoraires et prestations de service	308'178	188'824	119'354	63%	292'281
319 frais divers	203'522	5'500	198'022	3600%	3'931
33 amortissements	412'984	563'868	-150'885	-27%	756'712
331 amortissements ordinaires du PA	289'252	263'868	25'384	10%	263'868

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
334 pertes sur débiteurs	123'731	300'000	-176'269	-59%	492'844
35 dédommagements à des collectivités publiques	283'478	250'000	33'478	13%	295'117
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	283'478	250'000	33'478	13%	295'117
36 subventions accordées	41'170	20'000	21'170	106%	35'443
365 subventions accordées - institutions privées	31'410	20'000	11'410	57%	29'611
366 subventions accordées - personnes physiques	9'760	0	9'760	-	5'832
39 imputations internes	1'243'906	1'242'496	1'410	0%	1'229'841
390 intérêts répartis	22'590	24'420	-1'830	-7%	20'540
391 mise à disposition de locaux	1'137'892	1'150'428	-12'536	-1%	1'143'727
392 autres prestations internes	83'424	67'648	15'776	23%	65'574
REVENUS	3'299'893	2'252'250	1'047'643	47%	2'944'980
42 revenus des biens	9'811	0	9'811	-	6'145
429 autres revenus	9'811	0	9'811	-	6'145
43 revenus divers	2'575'772	1'640'000	935'772	57%	2'274'000
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	53'036	35'500	17'536	49%	45'532
436 dédommagements de tiers	544'340	84'500	459'840	544%	539'681
437 amendes	1'817'742	1'500'000	317'742	21%	1'528'808
439 autres contributions	160'653	20'000	140'653	703%	159'979
49 imputations internes	714'310	612'250	102'060	17%	664'835
492 autres prestations internes	714'310	612'250	102'060	17%	664'835
14 INCENDIE ET SECOURS					
CHARGES	48'566'468	48'960'252	-393'784	-1%	48'607'604
30 charges de personnel	39'258'534	39'995'287	-736'753	-2%	39'278'326
301 traitements du personnel	30'614'696	31'379'365	-764'668	-2%	30'651'579
303 assurances sociales	2'608'519	2'559'450	49'070	2%	2'473'904
304 caisses de pensions et de prévoyance	4'181'845	4'190'784	-8'939	0%	4'292'417
305 assurance maladie et accidents	509'231	724'420	-215'190	-30%	520'639
306 prestations en nature	223'794	248'500	-24'706	-10%	276'766
309 autres charges du personnel	1'120'449	892'768	227'681	26%	1'063'020
31 biens, services et marchandises	5'962'999	5'952'964	10'035	0%	6'153'109
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	114'707	120'500	-5'793	-5%	95'487
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	780'869	806'500	-25'631	-3%	800'890
312 eau, énergie, combustible	454'071	492'011	-37'940	-8%	477'687
313 achats de fournitures et autres marchandises	1'555'459	1'404'500	150'959	11%	1'495'599
314 entretien des immeubles par des tiers	1'094'546	1'123'021	-28'475	-3%	1'369'874
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	909'862	1'102'475	-192'613	-17%	595'123
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	66'963	13'000	53'963	415%	38'865
317 dédommagements	449'088	382'500	66'588	17%	421'414
318 honoraires et prestations de service	525'883	497'957	27'926	6%	647'086
319 frais divers	11'550	10'500	1'050	10%	211'084

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
33 Amortissements	2'680'503	2'338'465	342'038	15%	2'538'482
331 Amortissements ordinaires du PA	2'243'214	2'238'465	4'749	0%	2'391'511
334 Pertes sur débiteurs	437'289	100'000	337'289	337%	146'971
36 subventions accordées	50'195	36'836	13'359	36%	37'886
365 subventions accordées - institutions privées	50'195	36'836	13'359	36%	37'886
39 imputations internes	614'237	636'700	-22'463	-4%	599'801
390 Intérêts répartis	87'543	85'522	2'021	2%	71'933
391 mise à disposition de locaux	488'668	498'776	-10'108	-2%	488'668
392 Autres prestations internes	38'026	52'402	-14'376	-27%	39'200
REVENUS	20'015'121	18'808'441	1'206'680	6%	19'172'106
42 revenus des biens	8'502	1'000	7'502	750%	5'762
427 Immeubles du patrimoine administratif	348	0	348	-	-984
429 Autres revenus	8'154	1'000	7'154	715%	6'746
43 revenus divers	6'726'657	5'856'500	870'157	15%	6'143'418
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	5'795'874	5'718'400	77'474	1%	4'977'958
435 ventes	312'305	102'600	209'705	204%	226'137
436 Dédommagements de tiers	544'388	35'500	508'888	1433%	875'531
439 Autres contributions	74'091	0	74'091	-	63'791
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	1'400'000	1'300'000	100'000	8%	1'464'099
441 parts à des recettes cantonales	1'400'000	1'300'000	100'000	8%	1'464'099
45 dédommagements de collectivités publiques	11'466'647	11'370'341	96'306	1%	11'254'517
450 confédération	244'518	244'518	0	0%	244'518
451 cantons	202'131	144'223	57'908	40%	0
452 communes	11'019'998	10'981'600	38'398	0%	11'009'999
46 subventions acquises	98'917	20'000	78'917	395%	200
461 subventions acquises - cantons	98'917	20'000	78'917	395%	0
469 Autres subventions	0	0	0	-	200
49 imputations internes	314'398	260'600	53'798	21%	304'110
491 mise à disposition de locaux	20'560	30'000	-9'440	-31%	16'180
492 autres prestations internes	293'838	230'600	63'238	27%	287'930
16 PROTECTION CIVILE					
CHARGES	3'580'271	3'791'710	-211'439	-6%	3'632'629
30 charges de personnel	1'934'047	2'058'859	-124'813	-6%	1'946'747
301 traitements du personnel	1'553'561	1'652'954	-99'393	-6%	1'574'312
303 assurances sociales	134'407	135'499	-1'092	-1%	130'329
304 caisses de pensions et de prévoyance	215'075	222'781	-7'706	-3%	205'850
305 assurance maladie et accidents	24'855	35'857	-11'002	-31%	25'940
306 prestations en nature	3'403	9'000	-5'597	-62%	9'582
309 autres charges du personnel	2'747	2'768	-21	-1%	733
31 biens, services et marchandises	629'412	716'229	-86'817	-12%	786'125
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	4'313	10'500	-6'187	-59%	4'310

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	12'749	23'000	-10'251	-45%	16'194
312 Eau, énergie, combustible	263'740	337'829	-74'089	-22%	278'694
313 achats de fournitures et autres marchandises	64'464	64'500	-36	0%	50'482
314 entretien des immeubles par des tiers	125'491	157'400	-31'909	-20%	274'013
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	29'536	25'500	4'036	16%	29'526
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	421	0	421	-	10'329
317 dédommagements	10'837	3'000	7'837	261%	3'415
318 honoraires et prestations de service	116'100	92'500	23'600	26%	117'763
319 Frais divers	1'761	2'000	-240	-12%	1'400
33 Amortissements	721'825	774'553	-52'728	-7%	760'389
331 Amortissements ordinaires du PA	721'825	774'553	-52'728	-7%	760'389
35 dédommagements à des collectivités publiques	193'484	120'000	73'484	61%	42'189
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	193'484	120'000	73'484	61%	42'189
36 subventions accordées	9'595	10'140	-545	-5%	7'814
365 subventions accordées - institutions privées	9'595	10'140	-545	-5%	7'814
39 imputations internes	91'908	111'928	-20'020	-18%	89'365
390 intérêts répartis	67'113	74'574	-7'461	-10%	62'723
391 mise à disposition de locaux	19'952	33'856	-13'904	-41%	19'952
392 autres prestations internes	4'843	3'498	1'345	38%	6'690
REVENUS	165'979	321'140	-155'161	-48%	388'513
42 revenus des biens	62'442	200'000	-137'558	-69%	128'884
427 immeubles du patrimoine administratif	62'442	200'000	-137'558	-69%	128'839
429 autres revenus	0	0	0	-	45
43 revenus divers	34'927	11'140	23'787	214%	30'054
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	11'852	11'140	712	6%	19'687
435 ventes	93	0	93	-	46
436 dédommagements de tiers	22'982	0	22'982	-	10'320
45 dédommagements de collectivités publiques	3'100	0	3'100	-	2'560
451 cantons	3'100	0	3'100	-	2'560
46 subventions acquises	58'390	80'000	-21'610	-27%	217'153
461 subventions acquises - cantons	58'390	80'000	-21'610	-27%	217'153
49 imputations internes	7'121	30'000	-22'879	-76%	9'863
491 mise à disposition de locaux	0	30'000	-30'000	-100%	0
492 autres prestations internes	7'121	0	7'121	-	9'863
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	4'617'432	4'407'192	210'240	5%	5'643'195
30 charges de personnel	2'573'457	2'689'993	-116'536	-4%	2'728'189
301 traitements du personnel	2'066'633	2'181'498	-114'865	-5%	2'163'862
303 assurances sociales	176'482	178'366	-1'884	-1%	178'624
304 caisses de pensions et de prévoyance	252'038	271'113	-19'074	-7%	298'958

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
305 Assurance maladie et accidents	76'177	52'961	23'216	44%	84'260
306 Prestations en nature	1'139	5'000	-3'861	-77%	1'465
309 autres charges du personnel	988	1'056	-68	-6%	1'020
31 biens, services et marchandises	551'582	384'326	167'256	44%	1'393'146
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	96'407	90'000	6'407	7%	72'131
313 Achats de fournitures et autres marchandises	43'821	47'500	-3'679	-8%	48'865
314 entretien des immeubles par des tiers	173'970	34'800	139'170	400%	1'032'891
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	3'758	18'000	-14'242	-79%	12'896
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	986	8'000	-7'014	-88%	1'302
317 dédommagements	1'180	0	1'180	-	1'225
318 honoraires et prestations de service	165'779	186'026	-20'247	-11%	162'102
319 Frais divers	65'680	0	65'680	-	61'733
33 Amortissements	180'853	162'531	18'322	11%	157'553
331 Amortissements ordinaires du PA	157'531	157'531	0	0%	157'531
334 Pertes sur débiteurs	23'322	5'000	18'322	366%	22
36 subventions accordées	1'306'880	1'165'000	141'880	12%	1'358'009
361 subventions accordées - cantons	346'232	250'000	96'232	38%	313'547
362 subventions accordées - communes	1'555	5'000	-3'445	-69%	8'301
363 subventions accordées - propres établissements	0	2'000	-2'000	-100%	452
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	42'927	35'000	7'927	23%	42'261
365 subventions accordées - institutions privées	844'363	865'000	-20'637	-2%	916'701
366 subventions accordées - personnes physiques	15'521	6'000	9'521	159%	14'134
367 subventions accordées - étranger	56'282	2'000	54'282	2714%	62'612
39 imputations internes	4'662	5'342	-681	-13%	6'299
390 Intérêts répartis	3'964	4'742	-778	-16%	3'983
392 autres prestations internes	697	600	97	16%	2'316
REVENUS	2'528'202	2'366'800	161'402	7%	2'501'910
43 revenus divers	1'479'456	1'405'000	74'456	5%	1'577'006
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	1'465'914	1'400'000	65'914	5%	1'547'042
436 dédommagements de tiers	13'542	5'000	8'542	171%	29'965
49 imputations internes	1'048'745	961'800	86'945	9%	924'903
492 autres prestations internes	1'048'745	961'800	86'945	9%	924'903
33 PARCS ET PROMENADES					
CHARGES	34'847'884	35'803'217	-955'333	-3%	35'178'867
30 charges de personnel	25'605'114	26'559'651	-954'537	-4%	26'288'351
301 traitements du personnel	20'507'562	21'533'868	-1'026'306	-5%	20'854'422
303 assurances sociales	1'738'625	1'755'777	-17'153	-1%	1'692'686
304 caisses de pensions et de prévoyance	2'462'094	2'636'840	-174'746	-7%	2'666'071
305 Assurance maladie et accidents	668'026	479'510	188'517	39%	711'592
306 Prestations en nature	122'910	138'000	-15'090	-11%	234'594
309 autres charges du personnel	105'897	15'656	90'241	576%	128'988

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
31 biens, services et marchandises	5'862'778	5'556'639	306'139	6%	4'404'313
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	51'774	49'700	2'074	4%	60'293
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	649'527	423'200	226'327	53%	309'498
312 Eau, énergie, combustible	1'025'178	887'150	138'028	16%	896'388
313 Achats de fournitures et autres marchandises	1'034'441	1'113'200	-78'759	-7%	1'061'488
314 entretien des immeubles par des tiers	1'817'011	1'915'033	-98'022	-5%	739'514
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	233'000	235'380	-2'380	-1%	250'940
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	352'796	355'500	-2'704	-1%	396'612
317 dédommagements	45'651	60'500	-14'849	-25%	47'447
318 honoraires et prestations de service	574'591	508'576	66'015	13%	630'972
319 Frais divers	78'809	8'400	70'409	838%	11'163
33 Amortissements	2'674'039	2'881'298	-207'259	-7%	3'547'254
331 Amortissements ordinaires du PA	2'674'039	2'881'298	-207'259	-7%	3'547'254
36 subventions accordées	65'895	65'000	895	1%	198'870
365 subventions accordées - institutions privées	65'895	65'000	895	1%	198'870
39 imputations internes	640'057	740'629	-100'572	-14%	740'080
390 Intérêts répartis	297'470	307'260	-9'790	-3%	240'349
391 mise à disposition de locaux	281'488	268'332	13'156	5%	277'600
392 Autres prestations internes	61'099	165'037	-103'938	-63%	222'131
REVENUS	1'569'856	765'984	803'872	105%	1'145'361
42 revenus des biens	37'227	13'738	23'489	171%	13'738
427 Immeubles du patrimoine administratif	37'227	13'738	23'489	171%	13'738
43 revenus divers	762'309	436'800	325'509	75%	794'896
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	320'148	415'000	-94'852	-23%	342'667
435 ventes	7'609	7'500	109	1%	7'853
436 dédommagements de tiers	361'084	0	361'084	-	420'103
438 prestations du personnel pour les investissements	63'047	14'300	48'747	341%	16'235
439 Autres contributions	10'421	0	10'421	-	8'037
46 subventions acquises	398'982	20'000	378'982	1895%	0
460 subventions acquises - confédération	0	10'600	-10'600	-100%	0
461 subventions acquises - cantons	0	9'400	-9'400	-100%	0
469 Autres subventions	398'982	0	398'982	-	0
49 imputations internes	371'339	295'446	75'893	26%	336'728
492 Autres prestations internes	371'339	295'446	75'893	26%	336'728
34 SPORTS					
CHARGES	24'511	20'000	4'511	23%	29'821
36 subventions accordées	24'511	20'000	4'511	23%	29'821
365 subventions accordées - institutions privées	24'511	20'000	4'511	23%	29'821

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
35 AUTRES LOISIRS					
CHARGES	30'000	30'000	0	0%	30'000
36 subventions accordées	30'000	30'000	0	0%	30'000
365 subventions accordées - institutions privées	30'000	30'000	0	0%	30'000
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	0	15'000	-15'000	-100%	0
36 subventions accordées	0	15'000	-15'000	-100%	0
365 subventions accordées - institutions privées	0	15'000	-15'000	-100%	0
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	1'721'456	2'009'647	-288'191	-14%	1'796'265
31 biens, services et marchandises	1'721'456	2'009'647	-288'191	-14%	1'796'265
314 entretien des immeubles par des tiers	1'721'456	2'009'647	-288'191	-14%	1'796'265
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX					
CHARGES	161'870	261'402	-99'532	-38%	261'451
31 biens, services et marchandises	161'870	261'402	-99'532	-38%	261'451
312 Eau, énergie, combustible	161'870	261'402	-99'532	-38%	261'451
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	62'140'983	61'036'262	1'104'721	2%	60'916'366
30 charges de personnel	40'711'682	38'806'111	1'905'572	5%	39'557'927
301 traitements du personnel	32'513'376	31'396'961	1'116'415	4%	31'630'510
303 Assurances sociales	2'730'207	2'556'804	173'403	7%	2'572'244
304 caisses de pensions et de prévoyance	3'805'187	3'752'757	52'431	1%	3'686'542
305 Assurance maladie et accidents	1'156'375	715'961	440'414	62%	1'176'510
306 prestations en nature	220'244	186'000	34'244	18%	212'306
308 personnel interimaire	179'895	180'000	-105	0%	187'936
309 autres charges du personnel	106'398	17'628	88'770	504%	91'879
31 biens, services et marchandises	19'370'296	19'929'759	-559'463	-3%	19'118'926
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	166'244	196'700	-30'456	-15%	191'075
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	264'725	247'400	17'325	7%	235'316
312 Eau, énergie, combustible	323'881	321'103	2'778	1%	355'438
313 Achats de fournitures et autres marchandises	1'222'984	1'008'700	214'284	21%	1'236'653
314 entretien des immeubles par des tiers	294'500	82'590	211'910	257%	164'227
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	527'693	528'812	-1'119	0%	528'114
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	88'422	45'000	43'422	96%	63'956
317 dédommagements	18'653	21'500	-2'847	-13%	15'473
318 honoraires et prestations de service	16'449'919	17'464'354	-1'014'435	-6%	16'318'394
319 frais divers	13'276	13'600	-325	-2%	10'281
33 Amortissements	1'698'793	1'871'656	-172'863	-9%	1'884'044
330 Amortissements ordinaires du PF	0	0	0	-	24'502

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
331 Amortissements ordinaires du PA	1'683'793	1'871'656	-187'863	-10%	1'862'192
334 Pertes sur débiteurs	15'000	0	15'000	-	-2'650
39 imputations internes	360'213	428'736	-68'523	-16%	355'469
390 Intérêts répartis	72'436	77'119	-4'683	-6%	64'868
391 mise à disposition de locaux	168'950	240'768	-71'818	-30%	164'062
392 autres prestations internes	118'827	110'849	7'978	7%	126'539
REVENUS	2'050'678	1'224'900	825'778	67%	1'902'046
43 revenus divers	1'835'330	1'051'000	784'330	75%	1'854'909
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	51'085	71'000	-19'915	-28%	63'342
435 ventes	614'995	500'000	114'995	23%	567'573
436 dédommagements de tiers	724'733	0	724'733	-	770'816
439 autres contributions	444'516	480'000	-35'484	-7%	453'178
49 imputations internes	215'348	173'900	41'448	24%	47'137
492 autres prestations internes	215'348	173'900	41'448	24%	47'137
78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.					
CHARGES	162'157	143'468	18'689	13%	144'907
35 dédommagements à des collectivités publiques	65'200	70'000	-4'800	-7%	71'439
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	65'200	70'000	-4'800	-7%	71'439
36 subventions accordées	96'957	73'468	23'489	32%	73'468
365 subventions accordées - institutions privées	96'957	73'468	23'489	32%	73'468
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
REVENUS	6'211	0	6'211	-	20
42 revenus des biens	6'211	0	6'211	-	20
420 AVOIRS À VUE	10	0	10	-	20
421 créances	6'201	0	6'201	-	0

4-5

4.5.6 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

10 protection juridique

365 subventions accordées

Le dépassement budgétaire est le fait des gratuités accordées pour l'utilisation du domaine public. ces gratuités restent toujours difficiles à évaluer puisqu'elles dépendent du nombre de demandes et des conditions d'octroi associées.

427 immeubles du patrimoine administratif

La contrepartie des gratuités accordées pour l'utilisation du domaine public, la redevance d'affichage supérieure aux prévisions ainsi qu'une diminution de la redevance SIG constituent l'essentiel de l'écart.

11 sécurité municipale

437 Amendes

un accroissement du nombre d'infractions constatées par les APM explique l'augmentation des revenus.

14 incendie et secours

435 ventes

L'essentiel de l'écart provient de la vente de deux camions échelles du SIG.

33 parcs et promenades

311 mobilier, machines, véhicules

L'essentiel de l'écart provient de l'acquisition de matériel destiné au programme « urbanature ». cet écart est compensé par un partenariat public-privé (c.f. rubrique ci-après).

469 Autres subventions

il s'agit de fonds privés dans le cadre du partenariat public-privé du programme « urbanature ». ces revenus compensent les charges présentées ci-avant.

72 traitement des déchets

318 honoraires et prestations de service

un tonnage des déchets incinérés plus faible que celui budgété explique l'essentiel de cet écart positif.

4.5.7 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	Fixes					Auxiliaires		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2014	Écart postes	C 2014	B 2014	Écart
05	Administration générale	68.7	-	68.7	70.0	-1.3	360'760	325'000	35'760
11	sécurité municipale	249.5	21.0	270.5	273.2	-2.7	84'523	80'000	4'523
14	incendie et secours	255.2	7.5	262.7	266.0	-3.3	299'932	140'000	159'932
16	protection civile	14.0	1.0	15.0	15.8	-0.8	16'671	-	16'671
30	encouragement à la culture	21.5	-	21.5	22.0	-0.5	210'892	200'000	10'892
33	parcs et promenades	193.9	8.0	201.9	208.7	-6.8	505'194	180'000	325'194
72	traitement des déchets	339.4	3.8	343.2	334.4	8.8	871'974	665'000	206'974
	TOTAL	1'142.2	41.3	1'183.5	1'190.1	-6.6	2'349'946	1'590'000	759'946

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.5

4.5.8 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
subventions monétaires	145	154	-10	-6%	301
sécurité publique	33	27	5	19%	33
culture et loisirs	45	45	0	0%	201
prévoyance sociale	0	15	-15		0
protection et aménagement de l'environ.	67	67	0	0%	67
gratuités	8'572	6'466	2'106	33%	7'999
sécurité publique	7'160	5'225	1'936	37%	6'577
culture et loisirs	1'382	1'235	147	12%	1'416
protection et aménagement de l'environ.	30	6	23	363%	6
total	8'717	6'620	2'097	32%	8'299

4.5.9 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs		C 2014	B 2014	Écart
4	environnement urbain et sécurité	144'591	154'300	-9'709
11	sécurité municipale	5'291	-	5'291
365	subventions accordées - institutions privées	5'291	-	5'291
	soutien actions s/espace public - sécurité	5'291	-	5'291
14	incendie et secours	22'300	22'300	-
365	subventions accordées - institutions privées	22'300	22'300	-
	Association pour la formation de jeunes sapeurs-pompiers	10'300	10'300	-
	société internationale de sauvetage du Léman	12'000	12'000	-
16	protection civile	5'000	5'000	-
365	subventions accordées - institutions privées	5'000	5'000	-
	REDOG - société suisse pour chiens de recherche et de sauvetage	5'000	5'000	-
30	encouragement à la culture	15'000	15'000	-
365	subventions accordées - institutions privées	15'000	15'000	-
	soutien actions s/espace public - culture	15'000	15'000	-
35	Autres loisirs	30'000	30'000	-
365	subventions accordées - institutions privées	30'000	30'000	-
	société genevoise d'horticulture - concours international de roses nouvelles de Genève	30'000	30'000	-
58	Aide sociale	-	15'000	-15'000
365	subventions accordées - institutions privées	-	15'000	-15'000
	soutien actions s/espace public - social	-	15'000	-15'000
78	Autres tâches de protection de l'env.	67'000	67'000	-
365	subventions accordées - institutions privées	67'000	67'000	-
	Association la libellule	51'500	51'500	-
	Association pour la sauvegarde du Léman	15'500	15'500	-

4.5.10 GRATUITÉS

en francs		C 2014	B 2014	Écart
4	environnement urbain et sécurité	8'572'443	6'466'144	2'106'299
10	protection juridique	7'091'832	5'185'000	1'906'832
365/366	subv. accordées - institutions privées & pers. physiques	7'091'832	5'185'000	1'906'832
	gratuités SEEP Attestations, émoluments	36'580	35'000	1'580
	gratuités SEEP chantiers	196'885	350'000	-153'115
	gratuités SEEP Installations saisonnières	20'387	20'000	387
	gratuités SEEP Taxes d'empiètement	467'834	400'000	67'834
	gratuités SEEP Taxes manifestations	6'249'717	4'250'000	1'999'717
	gratuités SEEP Taxes publicité	120'429	130'000	-9'571
11	sécurité municipale	35'879	20'000	15'879
365/366	subv. accordées - institutions privées & pers. physiques	35'879	20'000	15'879
	gratuités SEEP Attestations, émoluments	292	-	292

en francs	C 2014	B 2014	Écart
gratuits SEEP Location de signaux routiers	35'588	20'000	15'588
14 incendie et secours	27'895	14'536	13'359
365 subventions accordées - institutions privées	27'895	14'536	13'359
Ass. int. Plainpalais sauveteurs auxiliaires	9'336	9'336	-
diverses gratuits SIS	18'559	5'200	13'359
16 protection civile	4'595	5'140	-545
365 subventions accordées - institutions privées	4'595	5'140	-545
Association gymnasia genevensis	2'178	-	2'178
Mise à disposition locaux	852	1'500	-648
Mise à disposition matériel	1'565	3'640	-2'076
30 encouragement à la culture	1'291'880	1'150'000	141'880
361 subventions accordées - cantons	346'232	250'000	96'232
Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	346'232	250'000	96'232
362 subventions accordées - communes	1'555	5'000	-3'445
Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	1'555	5'000	-3'445
363 subventions accordées - propres établissements	-	2'000	-2'000
Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	-	2'000	-2'000
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	42'927	35'000	7'927
Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	42'927	35'000	7'927
365 subventions accordées - institutions privées	829'363	850'000	-20'637
chorale de la police	8'780	-	8'780
Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	820'583	850'000	-29'417
366 subventions accordées - personnes physiques	15'521	6'000	9'521
Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	15'521	6'000	9'521
367 subventions accordées - étranger	56'282	2'000	54'282
Rabais octroyés manif & matériel de fêtes	56'282	2'000	54'282
33 parcs et promenades	65'895	65'000	895
365 subventions accordées - institutions privées	65'895	65'000	895
divers tiers externes VGE	65'895	65'000	895
34 sports	24'511	20'000	4'511
365 subventions accordées - institutions privées	24'511	20'000	4'511
CSI - entretien des végétaux	24'511	20'000	4'511
78 autres tâches de protection de l'env.	29'957	6'468	23'489
365 subventions accordées - institutions privées	29'957	6'468	23'489
La Libellule - pavillon Plantamour	23'489	-	23'489
Panda-club WWF	6'468	6'468	-

COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ

4.6

4.6 COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ

4.6.1 FAITS MARQUANTS ET COMMENTAIRES SUR LES PRIORITÉS ET PERSPECTIVES

Faits marquants 2014

Le département de la cohésion sociale et de la solidarité conduit ses actions dans le cadre de la feuille de route du conseil administratif et de ses axes prioritaires :

- développer le soutien aux familles ;
- promouvoir une politique d'inclusion sociale ;
- favoriser la cohésion sociale dans l'environnement urbain ;
- renforcer le tissu culturel et social, qui passe notamment par la vie associative.

ces priorités ressortent des politiques publiques conduites par le département.

afin de marquer le 25^e anniversaire de la convention relative aux droits de l'enfant, la ville de Genève a lancé une réflexion pour réaffirmer la place que la ville de Genève accorde aux enfants dans la vie de la cité. tout au long de 2014, « année de l'enfance » de nombreuses initiatives, projets et études ont abouti à l'organisation d'un colloque autour des droits de l'enfant. Le plan d'actions qui découle de ces travaux sera discuté et validé en 2015.

dans le domaine de la petite enfance, 175 nouvelles places d'accueil en IPE ont été créées ; de nouvelles structures ont été ouvertes ou étendues ; les capacités d'accueil de plusieurs institutions ont été réévaluées.

A fin 2014, la ville apporte son soutien à 15 secteurs de la petite enfance, regroupant 61 institutions, auxquels il faut ajouter 8 institutions, qui rejoindront un secteur dans les années à venir. concernant l'accueil familial de jour, le SDPE a ouvert une structure de coordination en septembre 2014 qui propose 28 places auprès de 13 accueillantes. Au total, le dispositif propose désormais 3436 places d'accueil.

en ce qui concerne la politique de l'enfance, l'année 2014 a été marquée par l'introduction du mercredi matin comme jour scolaire pour les enfants de la 5 à la 8^{ème} primaire. La ville de Genève a mis en place un accueil des enfants le mercredi midi dans les restaurants scolaires, avec une prise en charge conjointe entre le groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP) et les associations de cuisines et restaurants scolaires. Les horaires du personnel assurant l'entretien des écoles ont été adaptés et la patrouille scolaire a étendu sa présence le mercredi matin.

pour ce qui est des infrastructures scolaires, le chantier de rénovation de l'école des crêts-de-champel a débuté. de nouveaux restaurants scolaires ont été ouverts dans quatre écoles ; des travaux d'aménagement ont été réalisés dans les réfectoires des écoles des Allières, Genève, Le Corbusier et Eaux-vives. Au total, les restaurants scolaires ont servi en moyenne 5'200 repas par jour (500 les mercredis midi) ; au total, plus de 736'000 repas ont été assurés par les 13 associations de cuisines et restaurants scolaires.

La ville a également développé la prise en charge des enfants sur le temps extrascolaire, en augmentant le nombre d'ateliers découverte, qui sont désormais proposés dans 28 écoles à plus de 900 enfants, durant le temps parascolaire (16h – 18h). Les 11 ludothèques ont accueilli chaque semaine des milliers d'enfants, familles et accompagnants.

La ville a poursuivi les travaux de sécurisation des places de jeux, dans plusieurs parcs et préaux. Des installations proxisport (fitness urbain) ont été inaugurées sur quatre sites.

Formée de 12 travailleurs sociaux hors murs (TSHM), l'équipe du service de la jeunesse est organisée par quartier. Le travail de proximité est plus efficace et le relais avec le réseau des partenaires locaux est facilité. Les TSHM ont poursuivi leurs activités de prévention, d'accompagnement éducatif et de suivi des jeunes favorisant le dialogue et l'intégration. Des locaux en gestion accompagnée sont mis à disposition des jeunes pour des activités de loisirs, associatives ou musicales.

deux moments forts ont marqué l'année écoulée : la manifestation AVENIR (mai 2014) a proposé aux jeunes de 15 à 25 ans des espaces de réflexion, d'actions et de créations autour de la thématique. Les défis de la jeunesse face à l'avenir ; l'événement « Plaine de Jeunes » a réuni 70 associations et des milliers de jeunes, l'espace d'un samedi sur la plaine de Plainpalais.

comme chaque année, la ville a reconduit des activités comme l'opération chaises longues et les patinoires saisonnières, dont le fonctionnement est assuré par des jeunes.

enfin, la ville soutient 15 maisons de quartier qui proposent des activités aux adolescents et aux jeunes adultes notamment.

Le service social de la ville de Genève contribue à l'amélioration du cadre et des conditions de vie de ses habitants-e-s en créant du lien et leur permettant de participer pleinement à la vie sociale. Privilégiant une action de proximité, le service offre des prestations individuelles et communautaires, en coordination avec les services cantonaux et les associations.

Le service social a versé des prestations financières à plus de 5'000 personnes – principalement des personnes âgées ou handicapées. une allocation de rentrée scolaire a été versée à près de 2'800 familles ayant des revenus modestes.

L'aide aux personnes les plus vulnérables représente également une mission importante du service social. un accent a été mis sur l'accueil et le suivi individuel des personnes en grande difficulté. Au total, les deux clubs sociaux ont fourni plus de 120'650 repas. L'ouverture des abris de la protection civil durant l'hiver 2014-2015 a permis de proposer 16'714 nuitées (chiffre au 18.02.15).

Le service social développe enfin la participation et l'engagement des habitant-e-s, en soutenant des projets en direction des migrants, des familles ou des aînés. Les espaces de quartier des Charmilles et de Sécheron ont accueilli des milliers de visiteurs. Les programmes semestriels de cité seniors ont suscité une hausse continue des fréquentations.

Dans le domaine de la participation citoyenne, le service a contribué au lancement d'un troisième contrat de quartier au Pâquis, les contrats de quartier des Grottes et de Saint-Gervais-Seujet-Voltaire arrivant à leur terme. Le département soutient enfin des dizaines de partenaires associatifs, dont les activités complètent l'action des services municipaux. En 2014, l'Unité de la vie associative a versé des subventions de fonctionnement à près de 80 associations ; 223 demandes de financements ponctuels à des projets ont également été examinées. Deux missions découlant du droit fédéral relèvent du département : la tenue des registres de l'état civil ainsi que les prestations des pompes funèbres, la gestion des installations funéraires et des cimetières.

Le service des pompes funèbres a assuré la prise en charge plus de 2'800 défunts, dont près de la moitié a bénéficié de la gratuité des obsèques. Depuis plusieurs années, une attention particulière est portée à l'accueil des familles en deuil. Un nouveau salon funéraire a été installé à La Concorde ; une véritable réception a été aménagée dans le hall principal.

Le service de l'état civil enregistre tous les événements marquant le parcours de vie d'une personne dans le registre officiel fédéral de l'état civil. Il enregistre également les commandes de cartes d'identité, procède à la célébration des mariages et à l'enregistrement des partenariats. Le service a vu ses compétences élargies, avec la responsabilité nouvelle d'enregistrer les données des candidats à la naturalisation. Deux officiers de l'état civil supplémentaires renforceront le service en 2015.

commentaires sur les priorités et perspectives 2014

Les objectifs que s'était fixé le département en 2014 ont été pour l'essentiel atteints - ou le seront dans le courant de l'année 2015.

Le service de la petite enfance a créé plus de places qu'escompté en 2014 et travaillé sur des projets qui permettront de proposer 500 nouvelles places pour les deux années à venir. Les efforts de diversification de l'offre d'accueil ont conduit à l'ouverture d'une structure de coordination des accueillantes familiales de jour en ville de Genève. La ville a entamé un processus de consultation autour de la refonte des tarifs de la petite enfance. Le service des écoles et institutions pour l'enfance s'est organisé pour assurer l'accueil des enfants le mercredi matin dans les écoles primaires. Le repas de midi, assuré par les restaurants scolaires, n'a pas rencontré autant

de succès qu'escompté ; il concerne tout de même plus de cinq cent enfants. L'offre périscolaire a été renforcée en 2014, avec les ateliers découverte. Le projet pilote d'accueil le mercredi après-midi a été toutefois reporté en 2015.

tout au long de l'année, le service a travaillé sur des projets de construction, d'entretien et de rénovation des bâtiments scolaires qui se concrétiseront dans les années à venir : construction des bâtiments de Baulacre et de Chandieu, rénovation des Crêts-de-Champel.

Enfin, le projet de créer une maison de la créativité pour la petite enfance, l'enfance et la famille a abouti en fin d'année 2014.

Le service de la jeunesse a poursuivi en 2014 son action avec un accent mis sur la prévention des risques de rupture (scolaire, familiale ou sociale). Les manifestations urban geneva et Plaine de Jeunes, seront repensées. La soirée promotions citoyennes et le Forum des Maisons de Quartier seront reconduits dans une logique annuelle. Le service social a poursuivi son travail auprès des personnes sans-abri ou en grande difficulté, en améliorant leur prise en charge dans les différents dispositifs (hébergement, repas, santé, hygiène, accompagnement social).

Le dossier du logement relais a pris du retard ; la Villa Freundler a été inaugurée, et plusieurs projets seront soumis en 2015 seulement à l'approbation du conseil municipal (logements modulaires, immeubles des 43 et 45 rue de Saint-Jean).

En matière d'information sociale, un troisième point info services a été ouvert en 2013 (Plainpalais), un quatrième sera inauguré aux Eaux-vives en mars 2015.

Enfin, l'évaluation du secteur communautaire par l'Institut des Hautes Études en Administration Publique (IDHEAP), lancée en 2014, sera rendue dans le courant du premier semestre 2015. La mise en œuvre des recommandations représente une opportunité de clarifier le périmètre de l'action sociale de proximité et le cadre d'intervention du secteur communautaire.

Le service de l'état civil a lancé le projet de numérisation des registres, ainsi que la saisie des données des citoyens genevois dans INFOSTAR. Des ressources supplémentaires seront affectées à ces tâches en 2015.

Le service des pompes funèbres, cimetières et crématoire a amélioré l'accueil des familles en deuil à la ville de la Concorde ; il a également travaillé aux projets de rénovation des infrastructures funéraires, qui seront soumis au conseil municipal en 2015.

4.6.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

DÉVELOPPER LE SOUTIEN AUX FAMILLES					
AUGMENTER ET AMÉLIORER LE DISPOSITIF D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
créer de nouvelles places d'accueil collectif (IPE) et en accueil familial de jour (AFJ)	nombre de nouvelles places créées	132 places en IPE	108 places en IPE	175 places créées en IPE, 139 nouvelles places et 36 par des réévaluations de capacités d'accueil d'IPE	
		env. 120 places en AFJ	env 80 places en AFJ	28 places créées en AFJ	

DÉVELOPPER LE SOUTIEN AUX FAMILLES					
DEVELOPPER L'OFFRE D'ACCUEIL PARA ET PÉRISCOLAIRE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Augmenter l'offre d'accueil et améliorer la qualité de la prise en charge face à l'augmentation de la demande d'accueil para et périscolaire	nombre de projets pilotes lancés	2	1	doublage de l'offre « ateliers découverte »	
				projet pilote budé reporté en 2015	

RENFORCER LE TISSU CULTUREL ET SOCIAL					
DEVELOPPER DES INFRASTRUCTURES SOCIO-CULTURELLES DE PROXIMITÉ					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
développer des activités physiques ludiques et socioculturelles pour la jeunesse et la population, en impliquant des jeunes en recherche d'emploi	nombre de jeunes impliqués	400 jeunes employés au moins pour deux semaines (moyenne de 60 heures/jeune)	350 jeunes employés au moins pour deux semaines (moyenne de 60 heures/jeune)	517 jeunes, moyenne 40 heures/jeune (min 8 heures – max 1032 heures). ce chiffre n'inclut pas les moniteurs travaillant dans les maisons de quartier (241 moniteurs)	

PROMOUVOIR UNE POLITIQUE D'INCLUSION SOCIALE					
RENFORCER LES PRESTATIONS POUR LES PERSONNES PRÉCARISÉES					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉAL.
Aider financièrement des personnes fragilisées	nombre de personnes ayant reçu une aide financière	7'030	6'500	8'054	
renforcer le dispositif d'urgence en matière d'hébergement des personnes en situation de grande précarité	nombre de logement relais	100	90	86	
	nombre de personnes hébergées	180	170	162	

4.6.3 COMMENTAIRES SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

Augmenter et améliorer le dispositif d'accueil de la petite enfance :

Le développement s'est axé à la fois sur l'accueil dans les espaces de vie infantine et sur l'accueil familial à la journée. Pour le premier, la valeur cible à atteindre, soit 132 places, a été dépassée puisque ce sont au total 175 places qui ont été créées (ouverture de l'EVE Beausoleil : 63 ; extension de l'EVE Gazouillis : 52 ; extension de l'EVE Lac : 24 ; réévaluation des capacités d'accueil des institutions existantes : 36).

cette réussite est en partie due à la réévaluation des capacités d'accueil des structures existantes, qui, dans des coûts raisonnables de réaménagement des espaces et tout en préservant la qualité de la prise en charge, a permis d'augmenter le nombre de places.

En revanche, concernant l'accueil familial de jour, seules 28 places ont pu être créées avec l'engagement de 13 accueillantes familiales. Plusieurs raisons à cela. Tout d'abord, l'ouverture de la structure de coordination s'est faite en septembre 2014 laissant seulement quatre mois pour atteindre la valeur cible. Par ailleurs, il s'agit d'une prestation qui n'est que peu demandée par les parents, qui préfèrent largement un accueil professionnalisé en EVE. De plus, la responsable a eu de grandes difficultés à recruter des personnes intéressées par cette activité. Il est donc important de poursuivre la réflexion sur ce type d'accueil pour faire évoluer au mieux la prestation.

Ateliers découverte :

Pour l'année scolaire 2014/2015, le service des écoles a doublé l'offre à 900 places. Les cours proposés ont été diversifiés en accentuant le volet culturel.

Les « ateliers découverte » offrent aux enfants scolarisés, dans une grande partie des écoles de la ville, la possibilité d'accéder à 69 ateliers sportifs et culturels durant le temps parascolaire de 16h00 à 18h00.

Ces ateliers sont entièrement financés par la ville et sont donc gratuits pour les parents qui ne paient que la prestation usuelle de prise en charge par le GIAP.

développer des activités physiques ludiques et socioculturelles pour la jeunesse et la population, en impliquant des jeunes en recherche d'emploi :

Les services de la ville ont mis en place de nombreuses activités impliquant des jeunes. Les tâches et activités sont variées comme par exemple le nettoyage des écoles en été, l'animation de l'opération chaises longues, des patinoires ou du skatepark.

Aider financièrement des personnes fragilisées :

Les objectifs 2014 ont été déterminés au printemps 2013 – avant la mise en place de l'allocation de rentrée scolaire. Le dépassement de la valeur-cible relève de la mise en œuvre de cette allocation.

renforcer le dispositif d'urgence en matière d'hébergement des personnes en situation de grande précarité :

En 2014, 162 personnes ont été hébergées. 38 personnes (dont 14 enfants) sont sorties du dispositif, ce qui représente 23 groupes familiaux.

En 2014, la tendance observée en 2013 se confirme. Le marché du logement s'est particulièrement durci. Les personnes ayant des revenus de substitution (hospice général, chômage, AI – SPC) ou de modestes revenus peinent à trouver un logement pérenne et à sortir du dispositif des logements relais, ce d'autant plus en cas d'endettement. En effet, elles sont considérées comme de « mauvais risques » par les régies privées mais également dans certains cas par les régies sociales.

Par ailleurs, les listes de demandes de logement en attente d'attribution s'allongent dans les régies sociales, ce qui pousse celles-ci à durcir leurs critères (par exemple un homme seul à l'aide sociale a peu de chances d'obtenir un logement) et a pour conséquence un allongement de la durée d'attente pour l'attribution d'un logement.

4.6.4 SYNTHÈSE DES COMPTES

CHARGES PAR SERVICE

en milliers de francs	SJS	SPE	ECO	CIV	SPF	SOC	SEJ	total
Administration générale	4'069							4'069
sécurité publique				3'781				3'781
enseignement et formation	609	72	60'580					61'261
culture et loisirs	2'701		5'335			2'262	12'797	23'095
prévoyance sociale	9'802	97'779	4'785			35'819	5'517	153'701
Trafic							121	121
protection et aménagement de l'environ.					11'387			11'387
total	17'180	97'850	70'700	3'781	11'387	38'080	18'435	257'414

REVENUS PAR SERVICE

en milliers de francs	SJS	SPE	ECO	CIV	SPF	SOC	SEJ	total
Administration générale	31							31
sécurité publique				1'674				1'674
enseignement et formation			4'458					4'458
culture et loisirs			663			106		768
prévoyance sociale	160	2'897	2'012			2'200	1'936	9'204
protection et aménagement de l'environ.					4'260			4'260
total	191	2'897	7'132	1'674	4'260	2'305	1'936	20'396

4.6.5 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ		TOTAL CHARGES	257'414'327	257'480'426	-66'099	0%	249'966'154
		TOTAL REVENUS	20'396'037	19'615'051	780'986	4%	20'907'216
en francs		C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013	
0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
CHARGES		4'068'917	4'098'278	-29'361	-1%	4'415'255	
30	charges de personnel	3'531'172	3'543'960	-12'787	0%	3'723'392	
301	traitements du personnel	2'763'230	2'791'982	-28'752	-1%	2'791'838	
303	Assurances sociales	237'225	228'293	8'933	4%	229'762	
304	caisses de pensions et de prévoyance	434'684	408'480	26'203	6%	577'285	
305	Assurance maladie et accidents	39'007	60'893	-21'886	-36%	42'653	
306	prestations en nature	1'870	3'400	-1'530	-45%	1'680	
309	Autres charges du personnel	55'157	50'912	4'245	8%	80'174	
31	biens, services et marchandises	346'374	371'943	-25'569	-7%	512'707	
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	16'535	34'000	-17'465	-51%	24'353	
311	meublier, machines, véhicules et matériel	4'243	0	4'243	-	6'269	
312	Eau, énergie, combustible	11'582	11'785	-204	-2%	12'527	
313	Achats de fournitures et autres marchandises	3'000	0	3'000	-	731	
314	entretien des immeubles par des tiers	13'418	11'617	1'801	16%	15'610	
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	37'754	39'459	-1'705	-4%	133'471	
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	15'673	0	15'673	-	13'322	
317	Dédommagements	21'384	21'480	-96	0%	22'710	
318	honoraires et prestations de service	220'740	251'402	-30'662	-12%	281'491	
319	Frais divers	2'045	2'200	-155	-7%	2'224	
33	Amortissements	738	738	0	0%	738	
331	Amortissements ordinaires du PA	738	738	0	0%	738	
39	imputations internes	190'633	181'638	8'995	5%	178'418	
390	Intérêts répartis	41	49	-8	-16%	42	
391	Mise à disposition de locaux	149'584	158'904	-9'320	-6%	157'307	
392	Autres prestations internes	41'008	22'685	18'323	81%	21'070	
REVENUS		31'285	0	31'285	-	126'988	
42	revenus des biens	0	0	0	-	105'000	
427	Immeubles du patrimoine administratif	0	0	0	-	105'000	
43	revenus divers	31'285	0	31'285	-	21'988	
434	Autres redevances d'utilis. et prest. de service	6'350	0	6'350	-	4'303	
436	Dédommagements de tiers	24'935	0	24'935	-	17'686	
08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)							
CHARGES		0	0	0	-	50'000	
36	subventions accordées	0	0	0	-	50'000	
365	subventions accordées - institutions privées	0	0	0	-	50'000	

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
1 SÉCURITÉ PUBLIQUE					
10 PROTECTION JURIDIQUE					
CHARGES	3'781'294	4'198'587	-417'293	-10%	3'807'265
30 charges de personnel	3'095'491	3'325'275	-229'784	-7%	3'124'312
301 traitements du personnel	2'525'465	2'706'803	-181'337	-7%	2'550'476
303 assurances sociales	212'847	219'112	-6'265	-3%	205'276
304 caisses de pensions et de prévoyance	301'997	335'377	-33'381	-10%	312'637
305 assurance maladie et accidents	39'637	58'943	-19'306	-33%	40'993
306 prestations en nature	2'664	3'600	-936	-26%	1'956
309 autres charges du personnel	12'880	1'440	11'440	794%	12'974
31 biens, services et marchandises	311'645	373'575	-61'930	-17%	264'313
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	34'695	61'700	-27'005	-44%	27'035
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	3'705	7'500	-3'795	-51%	11'840
312 eau, énergie, combustible	18'943	21'309	-2'366	-11%	16'030
313 achats de fournitures et autres marchandises	785	11'500	-10'715	-93%	957
314 entretien des immeubles par des tiers	55'269	67'000	-11'731	-18%	58'596
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	90'116	77'433	12'683	16%	38'636
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	53'498	50'000	3'498	7%	53'840
317 dédommagements	7'229	13'220	-5'991	-45%	6'353
318 honoraires et prestations de service	47'406	61'413	-14'007	-23%	51'027
319 frais divers	0	2'500	-2'500	-100%	0
33 Amortissements	1'775	93'975	-92'200	-98%	2'285
331 amortissements ordinaires du PA	1'775	93'975	-92'200	-98%	1'775
334 pertes sur débiteurs	0	0	0	-	510
35 dédommagements à des collectivités publiques	159'364	187'000	-27'637	-15%	185'468
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	159'364	187'000	-27'637	-15%	185'468
39 imputations internes	213'019	218'762	-5'743	-3%	230'887
390 intérêts répartis	37	56	-19	-34%	47
391 mise à disposition de locaux	203'868	203'868	0	0%	203'868
392 autres prestations internes	9'114	14'838	-5'724	-39%	26'972
REVENUS	1'674'466	1'529'300	145'166	9%	1'709'905
42 revenus des biens	147	0	147	-	262
429 autres revenus	147	0	147	-	262
43 revenus divers	1'674'319	1'529'300	145'019	9%	1'709'642
431 emoluments administratifs	1'625'183	1'517'000	108'183	7%	1'612'304
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	4'622	4'600	22	0%	4'420
435 ventes	8'130	7'700	430	6%	8'260
436 dédommagements de tiers	36'384	0	36'384	-	84'658

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
2 ENSEIGNEMENT ET FORMATION					
21 ÉCOLES PUBLIQUES					
CHARGES	61'260'921	60'563'384	697'538	1%	58'806'572
30 charges de personnel	15'577'187	17'335'447	-1'758'260	-10%	16'724'870
301 traitements du personnel	11'659'349	13'570'867	-1'911'518	-14%	12'551'262
303 assurances sociales	990'949	1'093'961	-103'012	-9%	1'030'412
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'069'351	1'575'311	-505'960	-32%	1'267'593
305 assurance maladie et accidents	197'148	302'452	-105'304	-35%	222'175
306 prestations en nature	40'604	51'000	-10'396	-20%	61'108
308 personnel interimaire	1'543'450	730'000	813'450	111%	1'487'982
309 autres charges du personnel	76'335	11'856	64'479	544%	104'339
31 biens, services et marchandises	16'902'664	14'348'146	2'554'518	18%	14'453'322
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	30'559	48'038	-17'479	-36%	37'630
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	569'590	652'000	-82'410	-13%	702'876
312 eau, énergie, combustible	3'886'777	3'843'025	43'752	1%	4'098'283
313 achats de fournitures et autres marchandises	571'893	529'096	42'797	8%	562'634
314 entretien des immeubles par des tiers	8'745'460	6'269'888	2'475'572	39%	6'334'449
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	359'251	376'857	-17'606	-5%	362'896
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	543'992	549'910	-5'918	-1%	552'483
317 dédommagements	402'799	443'254	-40'455	-9%	409'968
318 honoraires et prestations de service	1'792'240	1'635'128	157'112	10%	1'392'064
319 frais divers	105	950	-845	-89%	40
33 Amortissements	14'083'601	13'994'252	89'348	1%	14'145'260
331 amortissements ordinaires du PA	14'078'442	13'994'252	84'189	1%	14'145'094
334 pertes sur débiteurs	5'159	0	5'159	-	166
35 dédommagements à des collectivités publiques	11'429'774	11'358'410	71'364	1%	10'335'708
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	276'364	205'000	71'364	35%	212'467
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	11'153'410	11'153'410	0	0%	10'123'241
36 subventions accordées	833'845	904'401	-70'556	-8%	900'883
361 subventions accordées - cantons	102'795	167'890	-65'095	-39%	208'616
365 subventions accordées - institutions privées	698'261	706'511	-8'250	-1%	657'711
366 subventions accordées - personnes physiques	32'789	30'000	2'789	9%	34'556
39 imputations internes	2'433'850	2'622'727	-188'877	-7%	2'246'530
390 intérêts répartis	1'779'728	1'957'272	-177'544	-9%	1'607'157
391 mise à disposition de locaux	376'390	378'180	-1'790	0%	377'080
392 autres prestations internes	277'732	287'275	-9'543	-3%	262'293
REVENUS	4'457'887	4'585'339	-127'452	-3%	4'431'241
42 revenus des biens	3'904'717	4'107'342	-202'625	-5%	3'842'731
427 immeubles du patrimoine administratif	3'904'251	4'106'842	-202'591	-5%	3'841'931
429 autres revenus	466	500	-34	-7%	800

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
43 revenus divers	279'737	229'200	50'537	22%	345'223
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	42'180	26'000	16'180	62%	25'301
435 ventes	2'395	1'800	595	33%	2'879
436 dédommagements de tiers	226'618	40'200	186'418	464%	282'451
438 prestations du personnel pour les investissements	8'544	161'200	-152'656	-95%	32'080
439 autres contributions	0	0	0	-	2'512
45 dédommagements de collectivités publiques	216'111	215'000	1'111	1%	205'941
451 cantons	2'300	0	2'300	-	0
452 communes	213'811	215'000	-1'189	-1%	205'941
46 subventions acquises	21'275	0	21'275	-	799
469 autres subventions	21'275	0	21'275	-	799
49 imputations internes	36'047	33'797	2'250	7%	36'547
491 mise à disposition de locaux	31'557	31'557	0	0%	31'557
492 autres prestations internes	4'490	2'240	2'250	100%	4'990
3 CULTURE ET LOISIRS					
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE					
CHARGES	491'014	563'041	-72'027	-13%	1'767'224
31 biens, services et marchandises	0	0	0	-	1'233'766
314 entretien des immeubles par des tiers	0	0	0	-	1'233'766
36 subventions accordées	491'014	563'041	-72'027	-13%	533'458
365 subventions accordées - institutions privées	491'014	563'041	-72'027	-13%	533'458
33 PARCS ET PROMENADES					
CHARGES	1'195'858	1'137'700	58'158	5%	0
31 biens, services et marchandises	1'195'858	1'137'700	58'158	5%	0
314 entretien des immeubles par des tiers	1'195'858	1'137'700	58'158	5%	0
34 SPORTS					
CHARGES	133'000	135'000	-2'000	-1%	145'420
31 biens, services et marchandises	0	0	0	-	12'420
314 entretien des immeubles par des tiers	0	0	0	-	12'420
36 subventions accordées	133'000	135'000	-2'000	-1%	133'000
365 subventions accordées - institutions privées	133'000	135'000	-2'000	-1%	133'000
35 AUTRES LOISIRS					
CHARGES	21'274'765	21'224'182	50'583	0%	20'825'913
30 charges de personnel	1'017'297	1'072'611	-55'314	-5%	887'387
301 traitements du personnel	825'903	874'925	-49'022	-6%	697'713
303 assurances sociales	71'038	71'544	-506	-1%	56'918
304 caisses de pensions et de prévoyance	106'546	106'297	249	0%	120'439
305 assurance maladie et accidents	13'358	19'412	-6'054	-31%	11'953
306 prestations en nature	40	0	40	-	0
309 autres charges du personnel	412	432	-20	-5%	364

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
31 biens, services et marchandises	751'546	586'205	165'341	28%	666'400
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	12	0	12	-	0
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	2'870	0	2'870	-	3'590
312 Eau, énergie, combustible	131'401	149'929	-18'528	-12%	134'170
313 Achats de fournitures et autres marchandises	1'573	0	1'573	-	6'165
314 entretien des immeubles par des tiers	203'497	185'665	17'832	10%	287'492
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	5'572	0	5'572	-	3'691
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	359'540	241'484	118'056	49%	188'487
317 dédommagements	1'320	0	1'320	-	1'320
318 honoraires et prestations de service	45'641	9'127	36'514	400%	41'484
319 Frais divers	120	0	120	-	0
33 Amortissements	191'815	191'815	0	0%	191'815
331 Amortissements ordinaires du PA	191'815	191'815	0	0%	191'815
36 subventions accordées	18'627'227	18'697'211	-69'984	0%	18'355'886
361 subventions accordées - cantons	10'073'805	9'604'082	469'723	5%	9'570'318
365 subventions accordées - institutions privées	8'553'422	9'093'129	-539'707	-6%	8'785'568
39 imputations internes	686'880	676'340	10'540	2%	724'425
390 Intérêts répartis	23'759	26'043	-2'284	-9%	21'906
391 mise à disposition de locaux	597'258	566'008	31'250	6%	631'711
392 autres prestations internes	65'862	84'289	-18'427	-22%	70'808
REVENUS	768'307	773'602	-5'295	-1%	817'192
42 revenus des biens	675'010	679'602	-4'592	-1%	677'040
427 Immeubles du patrimoine administratif	675'010	679'602	-4'592	-1%	677'040
43 revenus divers	93'297	94'000	-703	-1%	140'152
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	93'297	94'000	-703	-1%	118'940
436 dédommagements de tiers	0	0	0	-	21'212
5 PRÉVOYANCE SOCIALE					
54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE					
CHARGES	109'492'122	109'389'939	102'183	0%	102'325'870
30 charges de personnel	8'606'754	7'614'492	992'263	13%	7'520'104
300 Autorités et commissions	3'458	9'000	-5'542	-62%	7'721
301 traitements du personnel	6'969'058	6'158'224	810'834	13%	5'994'817
303 Assurances sociales	599'784	502'953	96'830	19%	492'651
304 caisses de pensions et de prévoyance	891'824	801'291	90'533	11%	836'424
305 Assurance maladie et accidents	107'541	134'056	-26'514	-20%	96'816
306 prestations en nature	3'987	4'800	-813	-17%	2'825
309 autres charges du personnel	31'103	4'168	26'935	646%	88'852
31 biens, services et marchandises	4'602'071	4'757'871	-155'799	-3%	4'597'179
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	121'502	104'950	16'552	16%	115'019
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	259'535	261'400	-1'865	-1%	358'325
312 Eau, énergie, combustible	211'046	222'806	-11'760	-5%	211'234

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
313 Achats de fournitures et autres marchandises	95'115	85'850	9'265	11%	55'127
314 Entretien des immeubles par des tiers	1'010'331	1'192'017	-181'686	-15%	912'190
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	192'624	170'562	22'062	13%	216'078
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'425'698	1'406'143	19'555	1%	1'420'581
317 Dédommagements	29'421	31'800	-2'379	-7%	32'824
318 Honoraires et prestations de service	1'250'063	1'277'843	-27'780	-2%	1'271'701
319 Frais divers	6'737	4'500	2'237	50%	4'102
33 Amortissements	2'323'325	2'864'265	-540'940	-19%	2'486'482
331 Amortissements ordinaires du PA	2'402'435	2'864'265	-461'830	-16%	2'406'882
334 Pertes sur débiteurs	-79'110	0	-79'110	-	79'600
36 subventions accordées	93'098'985	93'232'379	-133'394	0%	86'897'663
365 subventions accordées - institutions privées	92'428'158	92'752'379	-324'221	0%	86'277'385
366 subventions accordées - personnes physiques	670'827	480'000	190'827	40%	620'278
39 imputations internes	860'987	920'933	-59'946	-7%	824'441
390 Intérêts répartis	246'965	250'259	-3'294	-1%	202'680
391 mise à disposition de locaux	224'284	400'544	-176'260	-44%	384'276
392 Autres prestations internes	389'738	270'130	119'608	44%	237'485
REVENUS	6'844'438	6'662'231	182'207	3%	7'490'860
42 revenus des biens	5'328'386	5'348'807	-20'421	0%	5'462'109
427 Immeubles du patrimoine administratif	5'326'310	5'348'007	-21'697	0%	5'462'109
429 Autres revenus	2'076	800	1'276	160%	0
43 revenus divers	471'119	345'794	125'325	36%	441'233
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	271'723	327'194	-55'471	-17%	275'025
435 ventes	58'027	15'000	43'027	287%	62'140
436 Dédommagements de tiers	139'533	3'600	135'933	3776%	74'136
439 Autres contributions	1'837	0	1'837	-	29'931
45 dédommagements de collectivités publiques	70'940	65'000	5'940	9%	63'080
451 cantons	20'000	20'000	0	0%	20'000
452 communes	50'940	45'000	5'940	13%	43'080
46 subventions acquises	973'994	902'630	71'364	8%	1'524'439
460 subventions acquises - confédération	386'194	146'000	240'194	165%	896'309
461 subventions acquises - cantons	126'630	126'630	0	0%	126'630
469 Autres subventions	461'170	630'000	-168'830	-27%	501'500
58 AIDE SOCIALE					
CHARGES	44'208'684	44'383'673	-174'989	0%	45'159'629
30 charges de personnel	11'250'874	11'588'663	-337'789	-3%	11'540'247
301 traitements du personnel	9'019'863	9'207'846	-187'983	-2%	9'157'140
303 Assurances sociales	771'853	750'956	20'896	3%	754'425
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'009'228	1'177'525	-168'297	-14%	1'151'794
305 Assurance maladie et accidents	143'501	202'563	-59'062	-29%	151'863
306 prestations en nature	4'936	7'500	-2'564	-34%	2'827

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
308 personnel interimaire	219'408	200'000	19'408	10%	221'054
309 autres charges du personnel	82'084	42'272	39'812	94%	101'144
31 biens, services et marchandises	5'519'782	5'967'072	-447'290	-7%	6'281'550
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	237'642	313'346	-75'704	-24%	346'045
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	75'341	100'950	-25'609	-25%	106'267
312 eau, énergie, combustible	366'256	324'455	41'801	13%	347'854
313 achats de fournitures et autres marchandises	55'958	80'500	-24'542	-30%	56'659
314 entretien des immeubles par des tiers	1'040'125	1'066'885	-26'760	-3%	1'398'457
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	197'017	206'279	-9'262	-4%	168'501
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	2'845'736	3'013'044	-167'308	-6%	3'067'634
317 dédommagements	34'546	52'850	-18'304	-35%	39'241
318 honoraires et prestations de service	654'273	790'773	-136'500	-17%	739'432
319 frais divers	12'888	17'990	-5'102	-28%	11'459
33 Amortissements	1'651'335	2'068'408	-417'074	-20%	2'004'296
331 amortissements ordinaires du PA	1'651'335	2'068'408	-417'074	-20%	2'002'918
334 pertes sur débiteurs	0	0	0	-	1'378
35 dédommagements à des collectivités publiques	333'719	333'719	0	0%	308'348
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	333'719	333'719	0	0%	308'348
36 subventions accordées	23'535'415	22'477'563	1'057'852	5%	23'192'816
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	700'039	624'970	75'069	12%	707'477
365 subventions accordées - institutions privées	9'260'969	9'037'793	223'176	2%	9'242'768
366 subventions accordées - personnes physiques	13'574'407	12'814'800	759'607	6%	13'242'571
37 subventions redistribuées	-43	0	-43	-	43
371 subventions redistribuées - cantons	-43	0	-43	-	43
39 imputations internes	1'917'603	1'948'248	-30'645	-2%	1'832'329
390 intérêts répartis	409'398	431'024	-21'626	-5%	345'773
391 mise à disposition de locaux	1'289'654	1'354'004	-64'350	-5%	1'274'150
392 autres prestations internes	218'551	163'220	55'331	34%	212'406
REVENUS	2'359'489	1'914'479	445'010	23%	2'047'616
42 revenus des biens	1'525'643	1'440'479	85'164	6%	1'421'112
425 prêts du patrimoine administratif	113'880	116'468	-2'588	-2%	116'469
427 immeubles du patrimoine administratif	1'411'763	1'324'011	87'752	7%	1'304'643
43 revenus divers	263'738	114'000	149'738	131%	173'279
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	116'399	99'000	17'399	18%	84'502
435 ventes	6'830	7'000	-170	-2%	7'795
436 dédommagements de tiers	124'606	0	124'606	-	70'482
439 autres contributions	15'904	8'000	7'904	99%	10'500
45 dédommagements de collectivités publiques	97'574	0	97'574	-	0
451 cantons	97'574	0	97'574	-	0
46 subventions acquises	463'348	360'000	103'348	29%	443'954
461 subventions acquises - cantons	456'815	360'000	96'815	27%	430'182

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
469 autres subventions	6'533	0	6'533	-	13'772
47 subventions à redistribuer	-43	0	-43	-	43
471 subventions à redistribuer - cantons	-43	0	-43	-	43
49 imputations internes	9'228	0	9'228	-	9'228
491 mise à disposition de locaux	9'228	0	9'228	-	9'228
6 TRAFIC					
62 ROUTES COMMUNALES					
CHARGES	3'360	3'360	0	0%	3'360
36 subventions accordées	3'360	3'360	0	0%	3'360
365 subventions accordées - institutions privées	3'360	3'360	0	0%	3'360
65 TRAFIC RÉGIONAL					
CHARGES	117'852	110'000	7'852	7%	111'682
36 subventions accordées	117'852	110'000	7'852	7%	111'682
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	117'852	110'000	7'852	7%	111'682
7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.					
72 TRAITEMENT DES DÉCHETS					
CHARGES	4'046	12'000	-7'954	-66%	405
31 biens, services et marchandises	4'046	12'000	-7'954	-66%	405
318 honoraires et prestations de service	4'046	12'000	-7'954	-66%	405
74 CIMETIÈRES ET CRÉMATOIRES					
CHARGES	11'382'491	11'661'283	-278'792	-2%	12'547'488
30 charges de personnel	6'772'132	7'118'624	-346'491	-5%	7'675'577
301 traitements du personnel	5'471'562	5'730'871	-259'309	-5%	6'122'783
303 Assurances sociales	460'856	466'889	-6'033	-1%	504'218
304 caisses de pensions et de prévoyance	611'286	663'954	-52'668	-8%	781'977
305 Assurance maladie et accidents	87'496	127'872	-40'375	-32%	123'886
306 prestations en nature	90'360	116'350	-25'990	-22%	83'459
309 autres charges du personnel	50'572	12'688	37'884	299%	59'254
31 biens, services et marchandises	3'454'232	3'413'783	40'449	1%	3'728'116
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	58'301	66'789	-8'488	-13%	60'634
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	37'453	29'200	8'253	28%	50'456
312 eau, énergie, combustible	382'828	451'207	-68'379	-15%	501'303
313 achats de fournitures et autres marchandises	1'370'545	1'407'350	-36'805	-3%	1'553'750
314 entretien des immeubles par des tiers	1'311'538	971'207	340'331	35%	1'194'626
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	88'527	181'229	-92'702	-51%	129'780
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	20'321	7'500	12'821	171%	20'683
317 dédommagements	16'900	36'200	-19'301	-53%	14'583
318 honoraires et prestations de service	165'351	256'601	-91'250	-36%	199'652
319 frais divers	2'468	6'500	-4'032	-62%	2'649
33 Amortissements	860'651	828'641	32'010	4%	836'767
331 Amortissements ordinaires du PA	813'387	813'641	-254	0%	816'300

en francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
334 pertes sur débiteurs	47'264	15'000	32'264	215%	20'467
36 subventions accordées	3'413	0	3'413	-	12'372
366 subventions accordées - personnes physiques	3'413	0	3'413	-	12'372
39 imputations internes	292'063	300'235	-8'172	-3%	294'655
390 intérêts répartis	64'139	73'749	-9'610	-13%	62'022
391 mise à disposition de locaux	203'712	203'712	0	0%	203'712
392 autres prestations internes	24'213	22'774	1'439	6%	28'921
REVENUS	4'259'821	4'150'100	109'721	3%	4'279'143
42 revenus des biens	398'968	380'000	18'968	5%	399'927
427 immeubles du patrimoine administratif	398'968	380'000	18'968	5%	396'893
429 autres revenus	0	0	0	-	3'033
43 revenus divers	3'860'853	3'692'600	168'253	5%	3'731'798
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	2'836'090	2'735'000	101'090	4%	2'753'098
435 ventes	823'250	950'000	-126'750	-13%	818'226
436 dédommagements de tiers	104'718	7'600	97'118	1278%	65'561
439 autres contributions	96'795	0	96'795	-	94'912
49 imputations internes	0	77'500	-77'500	-100%	147'419
492 autres prestations internes	0	77'500	-77'500	-100%	147'419
9 FINANCES ET IMPÔTS					
94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX					
CHARGES	1	0	1	-	73
31 biens, services et marchandises	0	0	0	-	1
319 frais divers	0	0	0	-	1
32 intérêts passifs	1	0	1	-	73
320 engagements courants	1	0	1	-	73
REVENUS	344	0	344	-	272
42 revenus des biens	344	0	344	-	272
420 avoirs à vue	63	0	63	-	79
421 créances	281	0	281	-	193
95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER					
REVENUS	0	0	0	-	4'000
42 revenus des biens	0	0	0	-	4'000
423 immeubles du patrimoine financier	0	0	0	-	4'000

4.6

4.6.6 COMMENTAIRES SUR LES ÉCARTS

21 Écoles publiques

314 Entretien des immeubles par des tiers

Pour l'essentiel, il s'agit de comptes compétents. Pendant des années, le budget d'entretien alloué aux écoles a été insuffisant au maintien à niveau de ces installations. Dès 2012, des rénovations lourdes ont été entreprises dans les bâtiments scolaires les plus touchés.

35 Autres loisirs

361 subventions accordées - cantons

La subvention à la FAS'e pour les salaires des ludothécaires et pour le personnel des maisons de quartier est imputée dans le groupe 361. Ces dépenses ont été supérieures aux prévisions. Elles sont toutefois compensées par le non dépensé du groupe 365 (voir ci-dessous).

365 subventions accordées – institutions privées

Les subventions aux institutions privées (groupe 365) ont été légèrement surévaluées alors que les subventions accordées - cantons (voir groupe 361 ci-dessus) ont été sous-évaluées. Afin de tenir compte de ce décalage, un transfert a été effectué au budget 2015.

54 institutions pour la jeunesse

365 subventions accordées – institutions privées

L'écart est dû à un moindre besoin de subventionnement des institutions de la petite enfance et de la structure de coordination des accueillantes familiales.

460 subventions acquises - confédération

Au terme du programme précédent d'aide financière à la création d'IPÉ, l'office fédéral des assurances sociales (OFAS) a décidé en 2014 d'accorder des moyens supplémentaires, notamment à Genève.

58 Aide sociale

366 subventions accordées – personnes physiques

Augmentation des dépenses liées aux aides financières telles que les prestations sociales municipales et l'allocation de rentrée scolaire. Ces augmentations sont dues au contexte économique et à différents durcissements des lois cantonales et fédérales ces dernières années. Ce dépassement est couvert par un crédit supplémentaire de CHF 900'000.- voté par le conseil municipal (PR-1079A-8.10.2014).

4.6.7 RESSOURCES HUMAINES

PP	Libellé politiques publiques	FIXES					AUXILIAIRES		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2014	Écart postes	C 2014	B 2014	Écart
05	Administration générale	15.5	-	15.5	14.8	0.7	553'186	361'795	191'391
10	Protection juridique	25.1	-	25.1	23.3	1.8	13'094	156'610	-143'516
21	Écoles publiques	114.7	22.2	136.9	142.8	-5.9	353'915	134'950	218'965
35	Autres loisirs	6.4	-	6.4	7.5	-1.1	-	11'320	-11'320
54	Institutions pour la jeunesse	56.2	0.8	57.0	51.4	5.6	544'308	227'085	317'223
58	Aide sociale	66.0	6.6	72.6	72.1	0.5	1'418'453	949'195	469'258
74	cimetières et crématoires	50.7	1.0	51.7	52.8	-1.1	231'105	71'700	159'405
	TOTAL	334.6	30.6	365.2	364.7	0.5	3'114'062	1'912'655	1'201'407

ETP : ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN

4.6.8 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

4.6

en milliers de francs	C 2014	B 2014	Écart	%	C 2013
subventions monétaires	122'924	122'421	503	0%	116'221
Administration générale	0	0	0	-	50
enseignement et formation	776	846	-71	-8%	825
culture et loisirs	14'694	14'808	-114	-1%	14'369
prévoyance sociale	107'336	106'656	680	1%	100'865
trafic	118	110	8	7%	112
gratuités	13'920	13'702	218	2%	13'970
enseignement et formation	58	58	0	0%	76
culture et loisirs	4'557	4'587	-30	-1%	4'653
prévoyance sociale	9'298	9'054	245	3%	9'225
trafic	3	3	0	0%	3
protection et aménagement de l'environ.	3	0	3	-	12
total	136'844	136'123	721	1%	130'191

4.6.9 SUBVENTIONS MONÉTAIRES

en francs		C 2014	B 2014	Écart
5	cohésion sociale et solidarité	122'923'786	122'420'688	503'098
21	Écoles publiques	775'734	846'290	-70'556
361	subventions accordées - cantons	102'795	167'890	-65'095
	gème année du co	40'170	40'890	-720
	budget participatif dans les écoles	47'403	80'000	-32'597
	fêtes dans les écoles	9'230	25'000	-15'770
	subvention p/promotions décentralisées, cortège	5'992	22'000	-16'008
365	subventions accordées - institutions privées	640'150	648'400	-8'250
	Ass.ctres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, grpt gen.(CEMEA)	4'600	4'600	-
	Association Atelier x	20'600	20'600	-
	Association école des parents	60'000	60'000	-
	Association université ouvrière de Genève (uog)	240'400	240'400	-
	Association université populaire albanaise	67'000	67'000	-
	Association université populaire du canton de Genève	150'000	150'000	-
	Frais de perfectionnement professionnel et de stages	71'750	80'000	-8'250
	grpt cant.genevois des ass.de parents d'élèves des écoles primaires et enfantines (GAPP) - Pédibus	25'800	25'800	-
366	subventions accordées - personnes physiques	32'789	30'000	2'789
	courses scolaires, aides aux parents	32'789	30'000	2'789
30	encouragement à la culture	202'600	202'600	-
365	subventions accordées - institutions privées	202'600	202'600	-
	black movies	15'000	15'000	-
	ciné transat	100'000	100'000	-
	villa dutoit	87'600	87'600	-
34	sports	28'000	30'000	-2'000
365	subventions accordées - institutions privées	28'000	30'000	-2'000
	École de cirque	28'000	30'000	-2'000
35	autres loisirs	14'463'403	14'575'482	-112'079
361	subventions accordées - cantons	10'073'805	9'604'082	469'723
	diverses activités enfance et écoles	-	20'000	-20'000
	FAS'e	7'514'508	7'286'082	228'426
	FAS'e (salaires ludothèques)	2'559'297	2'298'000	261'297
365	subventions accordées - institutions privées	4'389'598	4'971'400	-581'802
	activités enfance et jeunesse	463'533	478'800	-15'267
	Association centre protestant de vacances (cpv)	175'300	175'300	-
	Association cheetah-baby plage	10'300	10'300	-
	Association des unions chrétiennes de Genève	142'500	142'500	-
	Association du scoutisme genevois	83'500	83'500	-
	Association genevoise pour vacances familiales	3'100	3'100	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
Association La bataille des livres	10'300	10'300	-
Association païdos	41'200	41'200	-
Association usagers bains des pâquis	245'000	245'000	-
Association vacances nouvelles	46'400	46'400	-
centres de loisirs	2'508'800	2'870'000	-361'200
clubs d'ainés ville et fédération	20'800	22'200	-1'400
colonies diverses, travaux aux colonies	228'258	230'000	-1'742
diverses activités enfance et écoles	18'138	-	18'138
Fédération des colonies de vacances catholiques romaines du canton de Genève	4'100	4'100	-
Fédération des colonies laïques	4'100	4'100	-
Fédération protestante des colonies de vacances	4'100	4'100	-
GLAJ-groupe de Liaison des Associations de Jeunesse	41'200	41'200	-
Ludothèques	268'669	489'000	-220'331
MJSR-mouvement de la jeunesse suisse romande	10'300	10'300	-
salle de spectacle des maisons de quartier	60'000	60'000	-
54 institutions pour la jeunesse	86'249'879	86'516'746	-266'867
365 subventions accordées - institutions privées	85'579'052	86'036'746	-457'694
Acquisitions de matériel pour crèches et garderies	424'739	400'000	24'739
Association boîte à boulots	321'500	321'500	-
Association caritas-jeunesse	41'800	41'800	-
Association Fourchette verte	10'300	10'300	-
Association Pro Juventute	50'000	50'000	-
Astural, service éducatif itinérant	18'000	18'000	-
CODAP	10'000	10'000	-
coordination, accueil et renseignements (CAR)	23'200	23'200	-
crèches, garderies et jardins d'enfants	83'210'539	83'607'346	-396'807
Fondation pour l'avenir	10'300	10'300	-
restaurants scolaires	890'303	994'300	-103'997
travaux crèches, garderies, jardins d'enfants	568'371	550'000	18'371
366 subventions accordées - personnes physiques	670'827	480'000	190'827
restaurants scolaires	483'960	380'000	103'960
restaurants scolaires (participation VGE repas impayés)	186'866	100'000	86'866
58 Aide sociale	21'086'318	20'139'570	946'748
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	700'039	624'970	75'069
participation frais d'exploitation maisons de vacances pour personnes âgées (nouvelle rosaie)	700'039	624'970	75'069
365 subventions accordées - institutions privées	6'811'872	6'699'800	112'072
Actions sociales ponctuelles	472'530	408'000	64'530
activités socio-culturelles et activités physiques ludiques	191'601	210'000	-18'399

en francs	C 2014	B 2014	Écart
ADC - Association de défense des chômeurs	150'000	150'000	-
ALCIP - Lutte injustice sociale précarité	30'000	30'000	-
Association 360	86'700	86'700	-
Association Aspasia	440'200	440'200	-
Association camarada	52'800	52'800	-
Association carrefour-rue	352'800	352'800	-
Association centre de consultation spécialisé dans le traitement des abus sexuels (ctas)	10'300	10'300	-
Association centre de contact suisses-immigrés	181'400	181'400	-
Association centre F-Information	165'000	165'000	-
Association centre genevois du volontariat	96'200	96'200	-
Association club en fauteuil roulant Genève	99'400	99'400	-
Association colis du cœur	20'600	20'600	-
Association collectif de soutien aux sans-papiers de Genève	51'500	51'500	-
Association genevoise des malentendants	27'800	27'800	-
Association gymnastique seniors Genève	8'400	8'400	-
Association icvolontaires-suisse (icv)	12'400	12'400	-
Association Insieme	74'200	74'200	-
Association La coulou	139'200	139'200	-
Association Le caré	266'300	266'300	-
Association Le Racard	476'800	476'800	-
Association Le Triologue	214'900	214'900	-
Association Lecture et compagnie	10'300	10'300	-
Association Lestime	128'900	128'900	-
Association Lire et écrire	25'000	25'000	-
Association mouvement des Aînés Genève	50'000	50'000	-
Association partage, partenariat Alimentaire genevois	323'200	323'200	-
Association pour le Bateau Genève	277'700	277'700	-
Association voie F	90'000	90'000	-
AVIVO-Ass.de défense et de détente de tous les retraités	159'800	159'800	-
conseil des anciens	12'000	12'000	-
Espace solidaire Pâquis	50'000	50'000	-
Fédération genevoise des associations LGBT	25'000	25'000	-
Fondation «Au cœur des grottes»	601'800	360'800	241'000
Fondation suisse du service social international	30'000	30'000	-
Fondation trajets - buanderie	416'272	550'000	-133'728
Forum des démocraties participatives	50'000	50'000	-
La carte blanche	15'000	15'000	-
Mouvement populaire des Familles	50'000	50'000	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
Plate-forme Associations d'Aînés Genève	75'000	75'000	-
société coopérative Armée du salut œuvre sociale - Accueil de nuit	555'000	555'000	-
vestiaire social	-	10'000	-10'000
vie dans les quartiers	245'870	277'200	-31'330
366 subventions accordées - personnes physiques	13'574'407	12'814'800	759'607
A.v.s. paiement des cotisations	370'101	125'000	245'101
Action communautaire	106'201	200'800	-94'599
Actions sociales exclusion (square hugo)	890'352	900'000	-9'648
Allocation rentrée scolaire	573'070	420'000	153'070
Allocations sociales	211'840	380'000	-168'160
Allocations sociales ponctuelles	136'633	385'000	-248'367
Espace aînés	400'566	400'000	566
prestations municipales	10'925'811	10'004'000	921'811
prestations municipales et allocations avant 2014 en retour	-40'167	-	-40'167
65 trafic régional	117'852	110'000	7'852
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	117'852	110'000	7'852
noctabus	117'852	110'000	7'852

4.6.10 GRATUITÉS

en francs		C 2014	B 2014	Écart
5	cohésion sociale et solidarité	13'920'324	13'702'267	218'057
21	Écoles publiques	58'111	58'111	-
365	subventions accordées - institutions privées	58'111	58'111	-
	Assoc. Lire et écrire	6'587	6'587	-
	Fédération des A.P.E. du cycle d'orientation	9'563	9'563	-
	GAPP Group. cant. genevois ass. parents d'élèves	18'091	18'091	-
	groupe responsables bâtiments scolaires vge	1'510	1'510	-
	LO'13'TO - Gares 17	22'360	22'360	-
30	encouragement à la culture	288'414	360'441	-72'027
365	subventions accordées - institutions privées	288'414	360'441	-72'027
	Association Bureau culturel	31'504	32'000	-496
	Association de musiciens cent villages	8'584	8'584	-
	Association la Bulle d'air	53'944	53'944	-
	Association Lieux de rencontre et de culture	18'000	18'000	-
	groupe réalisation audiovisuel GRAD	1'437	1'437	-
	groupement expérimental de tv HB9 TM	3'169	13'236	-10'067
	kultura - nant 25	-	44'100	-44'100
	kultura - rte de chêne 41b	-	17'336	-17'336
	villa dutoit - Association de la villa dutoit	161'832	161'832	-
	zanco - théâtre itinérant	9'944	9'972	-28
34	sports	105'000	105'000	-
365	subventions accordées - institutions privées	105'000	105'000	-
	Association usagers bains des Pâquis	105'000	105'000	-
35	autres loisirs	4'163'824	4'121'729	42'095
365	subventions accordées - institutions privées	4'163'824	4'121'729	42'095
	1,2,3, Planète - Europe ludoth.	3'568	1'227	2'341
	1,2,3, Planète ludoth.	44'294	44'294	-
	Aéro-club de Genève	7'842	7'842	-
	Arcade ados - village-suisse 3	29'554	28'404	1'150
	Ass. ludothèques genevoises - château-Bloch 19	12'732	12'732	-
	Assoc. le chalet - bout-du-monde 6	157'840	145'888	11'952
	Assoc. PULP 68 - vernier 115	40'132	40'132	-
	ASSOC. SALAMANDRA - vernier 115	19'328	19'328	-
	Assoc. vacances nouvelles	2'663	2'663	-
	Assoc. vacances nouvelles - Grand-Pré 11	26'508	26'508	-
	Association La Teuf	744	-	744
	Association païdos - Louis-Favre 43	42'533	40'848	1'685
	Association païdos - servette 20	43'666	41'984	1'682

en francs	C 2014	B 2014	Écart
ATB (Atelier boguet) - Battoirs 10	31'744	31'744	-
Ateliers bricolos (païdos) - vignes 2	27'607	25'164	2'443
centre de loisirs - Berne 50	251'167	251'167	-
centre de loisirs - cheval-blanc 8	20'284	19'036	1'248
centre de loisirs - Franchises 54	80'702	80'702	-
centre de loisirs plainpalais - la tour 1	308'130	308'130	0
centre de rencontres franchises vieusseux-villars	3'568	3'568	-
club gare versoix	6'189	6'189	-
compagnie 1602	6'392	6'392	-
créAteliers - Jean-Jacquet 1	21'360	21'000	360
créAteliers 129 m2 - Léman 14	37'560	37'560	-
créAteliers 22 m2 - Léman 14	8'652	8'652	-
Eaux-vives ludoth.	68'472	68'472	-
EQ sécheron - ludothèque	29'194	29'194	-
Féd. des colonies de vacances du canton de GE	2'939	2'939	-
Franchises ludoth.	34'563	34'563	-
genolier colonie (insieme-genève)	502'360	502'360	-
groupe de Liaison Associations de Jeunesse	18'177	18'177	-
groupe fudges	3'063	6'251	-3'188
groupe intérêts vieusseux villars franchises	24'398	48'900	-24'502
groupe Louis 1984	5'244	5'244	-
groupe scout d'intervention en cas de catastrophe (GSICC)	5'451	5'451	-
groupe tanganyika , st-martin-st-pierre	5'228	5'228	-
Héli-passion club Genève	5'077	5'077	-
Jardin Robinson - verseeuse 8	19'212	19'212	-
La source - Lac 17	46'524	46'600	-76
Les ouches - chemin des sports 4	13'044	13'100	-56
Les Plattets	145'190	145'190	-
Local musique - Aire 100	15'276	4'140	11'136
Ludobus - 2 places parking	800	2'400	-1'600
maison de quartier chausse-coq (dépôt)	1'338	1'338	-
maison de quartier de la jonction	194'653	182'368	12'285
mouvement Jeunesse suisse romande	34'598	34'598	-
MQ Acacias - route des Acacias 17-19-21	150'000	138'000	12'000
MQ - chausse-coq 4	126'630	126'630	-
MQ Asters-servette - schaub 45 (001)	27'810	26'592	1'218
MQ Asters-servette - schaub 45 (012)	85'804	84'032	1'772
MQ Asters-servette - servette 100	37'445	32'096	5'349

en francs	C 2014	B 2014	Écart
MQ champel - Peschier 32	127'484	127'484	-
MQ Eaux-vives - Route de Frontenex 56	205'420	205'420	0
MQ Jonction - vélodrome 8	14'289	13'596	693
MQ Pâquis - Buis 14	191'414	191'414	0
MQ Pré-en-bulle - montbrillant 16-18	24'456	25'000	-544
MQ Pré-en-bulle - parking	2'160	-	2'160
MQ saint-Jean - Furet 7	370'573	370'573	0
MQ st-Jean - source st-Jean 3	25'956	25'956	-
Pâquis-sécheron ludoth.	25'503	25'503	-
Petit-saconnex ludoth.	37'583	37'583	-
Plainpalais-jonction ludoth.	101'620	101'520	100
Pré-picot ludoth.	27'348	27'348	-
Prêt-Ludes ludoth.	18'791	18'791	-
Rhatia, group. amis chemin de fer	17'138	17'138	-
saint-Jean ludoth.	36'744	36'744	-
servette ludoth.	31'207	31'207	-
société de géographie	2'560	2'560	-
société des colonies de vacances de Plainpalais	9'650	9'650	-
st gervais - Arcade Gutenberg 5	15'780	14'040	1'740
Tamagotchi centre loisirs montbrillant 30 - Gares 31	7'552	7'552	-
Tobogame	8'725	8'725	-
Train Passion	6'189	6'189	-
Vieille-ville et environs ludoth.	14'094	14'094	-
Zanco	4'336	4'336	-
54 Institutions pour la jeunesse	6'849'106	6'715'633	133'473
365 subventions accordées - institutions privées	6'849'106	6'715'633	133'473
31-Décembre restaurant scolaire	11'745	11'745	-
31-Décembre restaurant scolaire - transport repas	6'635	4'401	2'234
A.M.P. Barthélémy-menn/rue verte 1 restaurant scolaire	78'632	78'108	524
A.M.P. Barthélémy-menn/rue verte 1 restaurant scolaire - transport repas	13'266	18'679	-5'413
ACSP - La Pépinière-mq Jonction restaurant scolaire	20'973	20'973	-0
Allières restaurant scolaire	23'825	23'825	-
Allières restaurant scolaire - transport repas	11'297	12'882	-1'585
Allobroges restaurant scolaire	34'227	34'227	-
Allobroges restaurant scolaire - transport repas	11'412	11'487	-75
Assoc. des rest. scolaires champel	10'546	8'365	2'181
Association des amis du Dr Korczak	20'652	20'652	-
Association du centre de l'orangerie	54'857	54'857	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
Associations Jeunesse (Eaux-vives)	28'187	28'187	-
Associations pour la jeunesse	21'811	21'811	-
Astural	1'511	6'419	-4'908
Atelier x	57'380	57'380	-
carl-vogt 6g restaurant scolaire	45'636	45'636	-
carl-vogt 6g restaurant scolaire - transport repas	7'444	19'216	-11'772
cayla restaurant scolaire	34'898	34'898	-
cayla restaurant scolaire - transport repas	9'957	18'250	-8'293
champel - cité universitaire restaurant scolaire	9'000	-	9'000
chateaubriand pavillon restaurant scolaire	10'570	10'570	-
chateaubriand pavillon restaurant scolaire - transport repas	4'346	5'475	-1'129
cité-jonction restaurant scolaire	6'040	6'040	-
cité-jonction restaurant scolaire - transport repas	4'441	3'221	1'220
cité-rive association des restaurants scolaires	4'669	4'669	-
contamines restaurant scolaire	27'684	27'684	-
contamines restaurant scolaire - transport repas	12'543	18'572	-6'029
crèche des ouches	203'349	203'349	-
crèche Eaux-vives	214'988	205'128	9'860
crèche école Europe	2'565	2'565	-
crèche école Pré-picot	5'576	5'576	-
crèche maison des enfants	39'708	37'640	2'068
crèche Planète des enfants	84'729	84'729	-
crèche P'tit monde	48'496	45'428	3'068
cropettes restaurant scolaire	51'844	51'844	-
cropettes restaurant scolaire - transport repas	-	10'450	-10'450
de Budé restaurant scolaire	23'489	23'489	-
devin-du-village restaurant scolaire	17'114	17'114	-
devin-du-village restaurant scolaire - transport repas	8'708	9'125	-417
Eaux-vives restaurant scolaire	33'556	33'556	-
Eaux-vives restaurant scolaire, salle la coccinelle	9'228	38'250	-29'022
École Franchises	16'445	16'445	-
EQ sécheron - restaurant scolaire	44'646	44'646	-
EQ sécheron - transport repas	18'074	16'210	1'864
EQ sécheron - crèche	337'718	337'718	-
Europe restaurant scolaire	56'039	56'039	-
Féd. cuisines et rest. scolaires canton de Genève	2'939	2'939	-
Fédération des institutions de la petite enfance - FGPE	1'913	5'740	-3'827
Ferdinand-Hodler restaurant scolaire	30'368	30'368	-

4.6

en francs	C 2014	B 2014	Écart
ferdinand-hodler restaurant scolaire - transport repas	13'608	11'916	1'692
FOJ - Fond. officielle de la jeunesse - village-suisse 3	184'068	184'068	-
FOJ - Fond. officielle jeunesse - voltaire 9	159'000	159'000	-
Franchises restaurant scolaire	27'180	27'180	-
Franchises restaurant scolaire - transport repas	9'830	9'876	-46
geisendorf restaurant scolaire	31'878	31'878	-
geisendorf restaurant scolaire - transport repas	11'756	10'950	806
genêts restaurant scolaire	41'777	41'777	-
gnomes Ludiques	9'902	20'052	-10'150
grottes restaurant scolaire	32'717	32'717	-
grottes restaurant scolaire - transport repas	12'544	7'515	5'029
Jardin d'enfants grenade	49'952	49'952	-
Jardin d'enfants papillons - rieu 22	34'812	34'812	-
Jonction restaurant scolaire	91'368	91'368	-
Jonction restaurant scolaire - transport repas	13'750	14'170	-420
La souris verte - parking - schaub 38	2'040	-	2'040
Le corbusier restaurant scolaire	51'676	51'676	-
LEgg - crèche	297'334	297'334	-
LEgg - restaurant scolaire	66'441	66'483	-42
Liotard restaurant scolaire	12'080	12'080	-
Liotard restaurant scolaire - transport repas	12'408	10'413	1'995
Lyon 99 - transport repas	11'963	12'882	-919
micheli-du-crest restaurant scolaire	23'321	23'321	-
micheli-du-crest restaurant scolaire - transport repas	12'202	12'989	-787
MQ Jonction - La Pépinière - tr. repas	2'824	3'757	-933
MQ st-Jean - restaurant scolaire	20'469	20'469	0
MQ st-Jean - transport repas	4'448	4'401	47
ouches restaurant scolaire	26'006	26'006	-
ouches restaurant scolaire - transport repas	6'826	8'588	-1'762
pâquis restaurant scolaire	95'635	95'635	-
Parlement des Jeunes	8'892	8'892	-
pastourelle	77'112	77'112	-
peschier restaurant scolaire	34'563	34'563	-
peschier restaurant scolaire - transport repas	15'659	12'560	3'099
Plainpalais (Hugo-de-senger) restaurant scolaire	33'892	33'892	-
Plantaporêts restaurant scolaire	58'220	58'220	-
Pomme d'Api jardin d'enfants	38'422	38'422	-
Pré-Picot restaurant scolaire	10'906	10'906	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
Pré-picot restaurant scolaire - transport repas	10'594	11'164	-570
roches restaurant scolaire	41'106	41'106	-
roches restaurant scolaire - transport repas	7'413	10'735	-3'322
saint-gervais restaurant scolaire	51'005	51'005	-
saint-jean restaurant scolaire	27'851	27'851	-
saint-jean restaurant scolaire - transport repas	5'291	5'904	-613
SDPE-Asters - soubeyran 6	198'709	198'709	-
SDPE-Atelier des petits	61'276	61'276	-
SDPE-Bois de la Bâtie	33'556	33'556	-
SDPE-champel - Alf.-bertrand 20	291'790	291'790	-
SDPE-champel - Bout-du-Monde 4B	87'537	87'537	-
SDPE-champel - Louis-Aubert 2	142'977	142'977	-
SDPE-châteaubriand	290'039	290'039	-
SDPE-Frontenex	72'948	72'948	-
SDPE-Gazouillis	116'716	116'716	-
SDPE-île aux trésors	140'059	140'059	-
SDPE-La souris verte (anc. Asters-x) - schaub 38	70'030	70'030	-
SDPE-Madeleine	288'872	288'872	-
SDPE-Pré-Picot EVF	154'649	154'649	-
secteur petite enfance A.carfagni-Pâquis - La Pirouette	69'546	66'484	3'062
secteur petite enfance A.carfagni-Pâquis - prieuré	161'476	-	161'476
secteur petite enfance de la servette - crèche des Asters - soubeyran 8	35'216	33'240	1'976
secteur petite enfance de plainpalais - chaumettes - Lombard 5	30'601	28'104	2'497
secteur petite enfance de plainpalais - minoteries	249'188	234'304	14'884
secteur petite enfance de saint-gervais - sujet 34 loc. poussette	10'555	9'972	583
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - Favre 33	130'584	125'716	4'868
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - Favre 37	22'360	22'360	-
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - Favre 39	24'476	24'476	-
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - Gd-Pré 11 (102m2)	31'788	30'824	964
secteur petite enfance des grottes - grotte bleue - Gd-Pré 11 (22m2)	2'452	2'452	-
secteur petite enfance plainpalais - crèche des sources (300m2)	94'434	90'660	3'774
secteur petite enfance plainpalais - crèche des sources (67m2)	21'199	20'248	951
secteur st-gervais - EVE du sujet	296'650	279'732	16'918
SMP - La source bleue	6'543	6'543	-
trembley restaurant scolaire	34'059	32'773	1'286
vidollet restaurant scolaire	24'873	24'873	-
vidollet restaurant scolaire - transport repas	5'238	9'662	-4'424
vollandes restaurant scolaire	20'134	20'134	-

4.6

en francs	C 2014	B 2014	Écart
vollandes restaurant scolaire - transport repas	2'160	21'744	-19'584
58 Aide sociale	2'449'097	2'337'993	111'104
365 subventions accordées - institutions privées	2'449'097	2'337'993	111'104
AA groupe centre	24'366	24'366	-
Ass. défense des chômeurs	24'940	23'872	1'068
Assoc. « solidarité femmes »	120'332	120'332	-
Assoc. carrefour-rue - montbrillant 3	73'132	73'132	-
Assoc. carrefour-rue - stand 3/3bis	36'072	36'072	-
Assoc. des habitants 95 F - Av. d'Aire	4'573	4'573	-
Assoc. Journées du cœur	8'002	5'971	2'031
Assoc.trialogue - ch.de la forêt	33'844	33'844	-
Association 360°	22'664	22'664	-
Association Action civique intempestive	87'600	87'600	-
Association Aspasia	13'596	13'596	-
Association BIOPOP - Gares 19	12'144	12'144	-
Association l'expérience	16'104	16'104	-
Association vires	70'028	70'028	-
ATD quart-monde	46'250	46'250	-
Autrement-Aujourd'hui assoc.	11'447	11'447	-
carrefour rue - étuves 15	363	4'356	-3'993
carrefour rue - Point d'eau vermont 21	20'432	20'432	-
centre social protestant	67'392	67'392	-
conseil des Anciens	9'540	9'540	-
croix-rouge genevoise (Eaux-vives)	29'742	29'742	-
croix-rouge suisse, section genevoise (dépôt)	5'451	5'451	-
croix-rouge-vet'shop Arcade-Eaux-vives	16'620	16'620	-
div. util. salles communales par uva	2'090	2'500	-410
EMS résidence Fort-Barreau	412'080	412'087	-7
EMS résidence Les tilleuls	483'336	483'176	160
Espoir pour les enfants de tchernobyl	3'791	-	3'791
Fédération icvolontaires - carouge 104	6'576	6'578	-2
Fogolar Furlan di ginevra	8'097	8'097	-
Fond. Au cœur des grottes - ch. Dr-J.-L.-Prévost 19	54'000	54'000	-
Fond. Au cœur des grottes - Riant-Parc 21	12'000	-	12'000
Fond. Au cœur des grottes - zurich 40	32'940	32'940	-
Fondation cap Loisirs	3'778	3'778	-
Fondation Pro Patria	6'745	6'380	365
Fondation suisse service social international	4'460	4'460	-

en francs	C 2014	B 2014	Écart
Fondation trajets - buanderie - pont-d'Arve 35	73'872	63'364	10'508
groupe sida Genève - Louis-Favre 43	45'000	45'000	-
Groupement expérimental d'émissions TV	10'048	10'048	-
Groupes familiaux Al-Anon 13m2	3'669	3'669	-
Groupes familiaux Al-Anon 92m2	7'531	7'531	-
Gym seniors	15'240	15'240	-
Gym seniors - salle des Asters	3'328	2'000	1'328
ICvolontaires-suisse - Carouge 106	22'664	-	22'664
La carte blanche	46'044	46'068	-24
LE99 - diverses associations	38'779	38'779	-
Maison de la naissance La Roseraie	48'000	48'000	-
Mouvement des aînés - Carl-vogt 2	30'672	30'672	-
Mouvement des aînés - parking - Carl-vogt 4	2'520	2'520	-
Mouvement populaire des Familles	16'426	16'426	-
Première ligne - Grottes 8	5'032	5'032	-
Procap - Minoterie 3	71'924	71'924	-
Procap - parking - Minoterie 7	2'250	-	2'250
Quai 9 (Première ligne)	58'656	58'656	-
S.A.I.G (soc. ass. italiennes de GE)	42'308	42'308	-
T-Interactions - Carouge 106	21'300	21'300	-
T-Interactions - Grand-Pré 11	39'932	39'932	-
T-Interactions - Jean-Robert-Chouet 7	59'375	-	59'375
62 routes communales	3'360	3'360	-
365 subventions accordées - institutions privées	3'360	3'360	-
MO Plainpalais - parking - Prévost-Martin 19	3'360	3'360	-
74 cimetières et crématoires	3'413	-	3'413
366 subventions accordées - personnes physiques	3'413	-	3'413
gratuités accordées selon dérogation CA	3'413	-	3'413

5

PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5 PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

5.1 PSDD - SUIVI ANNUEL 2011-2014 PAR OBJECTIF

contexte

Le programme stratégique de développement durable (PSDD) 2011-2014, adopté le 24 septembre 2010 par le conseil administratif (CA), vise avant tout l'élaboration d'une vision cohérente et transversale du développement durable (DD). La ville de Genève s'est donc dotée d'objectifs communs, concrets et mesurables pour une période donnée, dont le suivi annuel est l'objet des pages suivantes.

Le conseil administratif (CA) a délégué à madame sandrine salerno, conseillère administrative en charge du département des finances et du logement (DFL), la coordination et le suivi de la mise en œuvre du PSDD. En complément, pour en assurer la transversalité, le comité de pilotage du PSDD est composé des directeurs et directrices des départements de la ville de Genève (CODIR).

Le service Agenda 21 – ville durable (A21) est chargé de son opérationnalisation, en collaboration avec 16 équipes de projet réparties à travers l'administration municipale. Le suivi annuel des objectifs du PSDD, publié

dans ce rapport, se base sur les informations transmises par les six départements.

de manière générale, ce programme peut être considéré comme un projet novateur, notamment par sa mise en œuvre interdépartementale. Il trouve donc sa place au sein de ce document dans la partie regroupant les projets transversaux.

situation 2014

L'année 2014 correspond au quatrième suivi annuel du PSDD. La réalisation des objectifs formulés les années précédentes s'est donc poursuivie dans le cadre des outils mis en place en 2010, puis optimisés en 2012. Une notice méthodologique expliquant la manière d'effectuer le suivi a été publiée en 2013 sur le site internet de la ville.

Le budget 2014 alloué aux objectifs du PSDD est resté identique à celui de 2013. La décision politique de ne pas suivre la planification budgétaire initialement prévue (fluctuation d'année en année) a eu certaines réper-

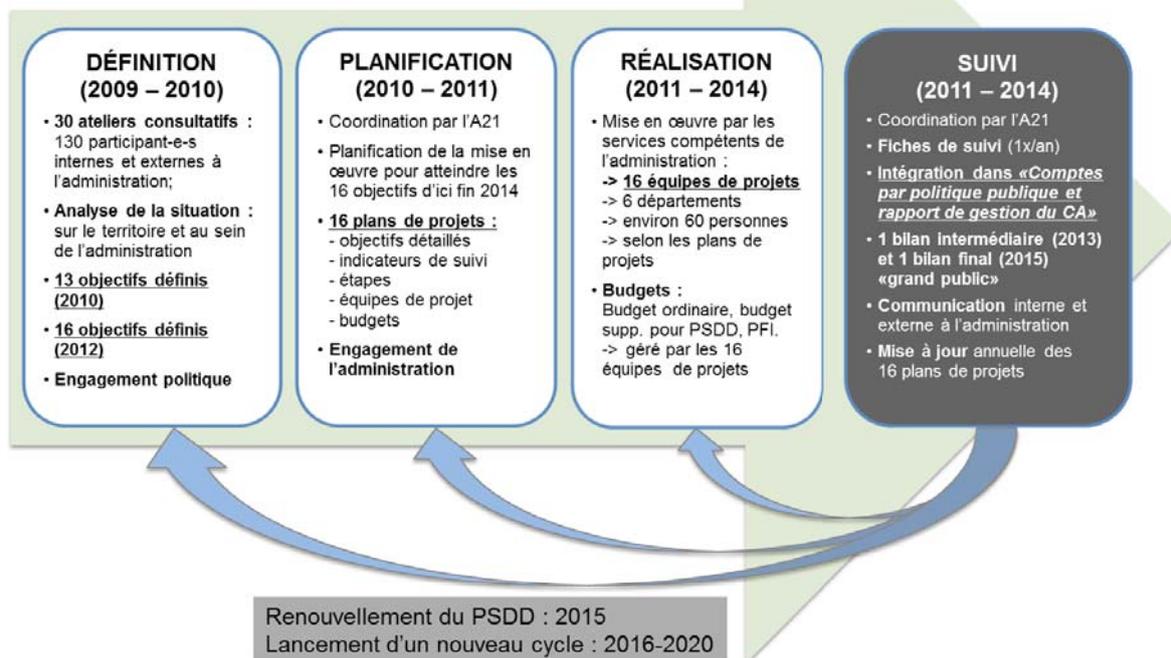
cussions sur l'avancée de l'objectif 5 (biodiversité) et de l'objectif 13 (coopération).

En 2014, le premier cycle de ce programme d'amélioration continue a pris fin. Le service A21 a réalisé un bilan des 4 années de mise en œuvre consultable sur le site internet de la ville. On y trouve également les pages internet dédiées à chaque objectif, les rapports de suivi annuel et les lettres d'information trimestrielles électroniques.

Perspective 2015

2015 est l'année du renouvellement du PSDD en vue de son deuxième cycle pour la période 2016-2020. Le CA a décidé à cette occasion de prolonger les budgets pour garantir la transition entre le PSDD actuel et celui débutant en 2016.

Cycle d'amélioration continue du «Programme stratégique de développement durable de la Ville de Genève (2011-2014)»



Résumé

Évaluation globale

	2011	2012	2013	2014
OBJECTIF 1 : VISION PARTAGÉE				
OBJECTIF 2 : PARTICIPATION				
OBJECTIF 3 : QUALITÉ DE L'AIR				
OBJECTIF 4 : ÉNERGIE ET CLIMAT				
OBJECTIF 5 : BIODIVERSITÉ				
OBJECTIF 6 : ACHATS DURABLES				
OBJECTIF 7 : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE				
OBJECTIF 8 : MOBILITÉ				
OBJECTIF 9A : INTÉGRATION				
OBJECTIF 9B : INCIVILITÉS				
OBJECTIF 10 : ÉCONOMIE LOCALE				
OBJECTIF 11 : CONDITIONS DE TRAVAIL				
OBJECTIF 12A: HANDICAP ET CULTURE				
OBJECTIF 12B: INFRASTRUCTURES CULTURELLES				
OBJECTIF 12C: DÉONTOLOGIE DANS LES MUSÉES				
OBJECTIF 13 : COOPÉRATION				

5-1

Légende

Évaluation globale

= bonne

= moyenne

= mauvaise

Degré de réalisation de l'objectif

= atteint

= partiellement atteint

= pas atteint ou reporté

- = non évaluable

Résultats planifiés en 2014

✓ = réalisé

~ = partiellement réalisé ou léger retard

✗ = pas réalisé, reporté ou abandonné

LA VILLE DE GENÈVE ÉLABORE AVEC LES ACTRICES ET ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UNE VISION PARTAGÉE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE SA GOUVERNANCE.

responsable : DFL

collaborations : AUT, DCA, DCS, DEUS et DCSS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
1.1 INTERNE À L'ADMINISTRATION : LE CA ET LE CM, AINSI QUE L'ENSEMBLE DU PERSONNEL MUNICIPAL, SONT RÉGULIÈREMENT INFORMÉS SUR LE SUIVI DU PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD).							
nombre de personnes ayant participé à une formation sur le développement durable en ville de Genève	max	50	13	●	50	39	●
	min	25			25		
pourcentage des groupes cibles internes à l'administration tenus informés annuellement (CA, CM, CODIR, correspondant-e-s Agenda 21)	max	100 %	100 %	●	100 %	100 %	●
	min	75 %			75 %		

faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ 4 «midis du DD», réunissant régulièrement des membres du personnel dans un espace de partage et de réflexion : 1) diversité culturelle - visite de la mosquée du petit-saconnex, 2) égalité entre femmes et hommes - visite guidée «Les femmes et le sport», 3) bien manger : sain, local et de saison, 4) orientation sexuelle et place de travail.

- ✓ bilan interne 2011-2014 du PSD : une séance par département (chef-fe-s de service, responsables d'objectif et correspondant-e-s A21).
- ✓ état des lieux territorial 2014 du DD : 2 séances regroupant 30 services de l'administration.
- ✓ information du CA et CM dans le cadre des processus budgétaires et du bouclage des comptes.
- ✓ mise à disposition de bilans complets sur le web.

1.2 EXTERNE À L'ADMINISTRATION : LA VILLE DE GENÈVE INFORME LES HABITANT-E-S ET SES PARTENAIRES DU CONTENU DU PROGRAMME STRATÉGIQUE ET LES SENSIBILISE AUX ENJEUX DU DD.							
nombre d'actions de communication à destination du grand public	max	12	20	●	12	8	●
	min	8			8		
nombre d'abonné-e-s à la lettre d'information trimestrielle (externe à l'administration)	max	300	468	●	600	1'814	●
	min	250			500		
nombre de « clics » sur les pages Genève ville durable du site internet de la ville de Genève (total global annuel)	max	10'400	9'901	●	10'000	17'697	●
	min	9'500			9'000		

faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Lettre d'information trimestrielle «Genève, ville durable» qui compte 1814 abonné-e-s et se poursuit en 2015.
- ✓ mise à disposition de bilans complets sur le web.
- ✓ création d'affiches sur l'engagement durable des responsables de bâtiment avec la gérance immobilière municipale.
- ✓ diffusion de matériel sur les «écogestes» pour les jeunes enfants en collaboration avec le service de la petite enfance.

- ✓ 2 articles dans le vivre à Genève (lutte contre les discriminations, poursuite des efforts en matière de durabilité avec zoom sur la biodiversité).
- ✓ soutien aux projets des associations euforia, terragir et Label-vie (sensibilisation dans les écoles).
- ✓ soutien à la journée de l'environnement du PNUE et à NetLéman stand à l'accueil des nouveaux habitant-e-s.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
La communication publique du programme stratégique de développement durable (PSDD) est désormais principalement axée autour de la lettre d'information et du site internet, les autres actions venant plutôt en complément. L'implication des acteurs et actrices territoriaux à l'occasion du renouvellement du programme et sa mise en œuvre en 2015-2020 restent à préciser.	
<ul style="list-style-type: none">✓ début du processus de renouvellement du programme stratégique de développement durable pour la période 2015-2020, avec nombreuses séances de bilan et de travail à l'interne de l'administration.✓ poursuite de la Lettre d'information «Genève, ville durable» avec une forte augmentation du nombre d'abonné-e-s.✓ diverses actions de communication durant l'année (collaborations thématiques ciblées avec d'autres services municipaux, stand à net'Léman et à l'accueil des nouveaux habitant-e-s,...). <p>pour plus d'info :</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/vision-partagee-developpement-durable/</p>	<ul style="list-style-type: none">~ seulement deux articles dans le vivre à Genève en 2014, une diminution par rapport aux années précédentes.~ dans le cadre du processus de renouvellement pour la période 2015-2020 il a été décidé de privilégier la consolidation des pratiques durables au sein de l'administration, sur la base de la consultation de 2010, plutôt que de recommencer une large consultation. Il est possible qu'une consultation plus large sur certains sujets devienne opportune en 2015.

OBJECTIF 2 : PARTICIPATION

LA VILLE DE GENÈVE ÉTABLIT DES STANDARDS ET UNE MARCHÉ À SUIVRE EN MATIÈRE DE PARTICIPATION.

responsable: dcscs

collaborations: AUT, DFL, DCA, DCS et DEUS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
2.1 D'ICI FIN 2014, LA VILLE MET À DISPOSITION DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UN GUIDE SPÉCIFIQUE CONTENANT DES STANDARDS ET UNE MARCHÉ À SUIVRE EN MATIÈRE DE PARTICIPATION.							
% de l'état d'avancement de l'objectif de mise à disposition du guide spécifique	max	60%	45%	●	100%	45%	●
	min	45%			75%		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

~ En automne 2014, les départements 1 et 5 ont décidé conjointement de la passation du pilotage de cet objectif du département 1 au département 5. ce transfert a été décidé par le CA le 1er octobre 2014. comme ce transfert s'est fait à la fin du PSDD 2011-2014, il s'agit maintenant avant tout de voir comment intégrer la question de la participation dans le prochain PSDD 2015-2020 et de reformuler des objectifs pertinents pour la prochaine législation.

15% : État des lieux des démarches participatives en vdg
 30% : rapport d'évaluation sur les démarches participatives en vdg et plus particulièrement sur les contrats de quartier
 45% : création du groupe d'accompagnement
 60% : proposition d'un guide par le groupe d'accompagnement
 75% : validation du guide
 90% : publication du guide (papier et pdf)
 100% : diffusion du guide (en interne et à l'externe)

2.2 D'ICI FIN 2014, L'ENSEMBLE DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION CONCERNÉS PAR LES DÉMARCHES PARTICIPATIVES AURA SUIVI UNE FORMATION CONTINUE SUR L'UTILISATION DU GUIDE (1 PERSONNE MIN/SERVICE CONCERNÉ).							
% des services de l'administration concernés par les démarches participatives ayant suivi la formation continue sur l'utilisation du guide (1 personne min/service concerné)	max						
	min						

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

x cet objectif est dépendant de l'objectif 2.1. Le début des formations ne pourra pas débuter avant 2017.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

Points positifs	Points d'améliorations
<p>La réalisation d'un guide spécifique lié aux questions de participation est actuellement en attente. L'objectif n'a donc pas progressé en 2014. Les ressources à disposition n'ont pour l'heure pas permis sa réalisation. Le transfert en 2014 de cet objectif au département de la cohésion social et de la solidarité (dcscs) va permettre d'allouer de nouvelles ressources et de le réorienter selon les nouvelles priorités politiques. La ville redéfinira lors du prochain programme stratégique de développement durable (PSDD 2015-2020) les objectifs qu'elle souhaite se fixer en matière de participation.</p> <p>Pour plus d'info : www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/participation/ www.ville-geneve.ch/quartiers-geneve/contrats-quartier</p>	

LA VILLE DE GENÈVE RATIONALISE ET ASSAINIT SON PARC DE VÉHICULES AFIN DE DIMINUER DE FAÇON SIGNIFICATIVE LES ÉMISSIONS POLLUANTES.

responsable : DEUS

collaborations : COGEVE

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
3.1 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE APPROUVE ET MET EN ŒUVRE UNE NOUVELLE POLITIQUE ET STRATÉGIE DE GESTION ET DE RENOUVELLEMENT DES VÉHICULES.							
degré de réalisation et de mise en œuvre de la nouvelle politique et stratégie de gestion et de renouvellement des véhicules	max	70%	75%	●	75%	78%	●
	min	55%			70%		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ La gestion des véhicules en ville de Genève a fait l'objet d'un audit de la cour des comptes (cdc) d'octobre 2013 à avril 2014. Bien que la CDC ait formulé 12 recommandations dans son rapport, le bilan de l'audit est globalement positif.
- ✓ La grande majorité des recommandations a confirmé et renforcé les objectifs du plan d'actions.
- ✓ Le plan d'actions a été adapté pour intégrer les recommandations de la CDC. Par conséquent, le calendrier et l'ordre de priorités des différentes actions a également été revu.
- ✓ une directive générale relative à la cession des véhicules et engins a été validée par le CA en janvier 2014 (action 2.1 et 2.2 du plan d'actions).

Degré de réalisation :

- 70% : plan d'actions validé
- 75% : 35% du plan d'actions mis en œuvre
- 80% : 50% du plan d'actions mis en œuvre
- 90% : 75% du plan d'actions mis en œuvre
- 100% : 100% du plan d'actions mis en œuvre

3.2 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE MET EN PLACE UN SYSTÈME D'INFORMATION QUI INTÈGRE ET CONNECTE ENTRE ELLES LES DIFFÉRENTES DONNÉES RELATIVES À LA GESTION DU PARC DE VÉHICULES (FINANCES, ASSURANCES, ENTRETIEN ET MAINTENANCE, ENVIRONNEMENT, TYPOLOGIE DES VÉHICULES, ETC.).							
degré de déploiement du système d'information du parc de véhicules	max	90%	95%	●	100%	100%	●
	min	65%			90%		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Le nouveau système d'information est opérationnel depuis avril 2013 (action 7 du plan d'actions).
- ✓ une nouvelle procédure permet d'affecter analytiquement les coûts d'acquisition par objet (véhicule, engin, remorque, etc.). c'était déjà le cas pour les coûts de fonctionnement (carburant, assurance, entretien et maintenance, etc.), mais pas pour les coûts d'investissement (acquisition).
- ✓ Le nouveau système d'information et la vue des coûts d'acquisition par objet permettront d'améliorer la gestion du parc de véhicules.

Degré de déploiement :

- 90% : outils en production (yc. migration des données)
- 100% : outils en production ajustés (yc. ajustements éventuels)

3.3 D'ICI 2014, PLUS DE 80 VÉHICULES ET ENGIN VÉTUSTES SONT REMPLACÉS PAR DES VÉHICULES TECHNIQUEMENT ADAPTÉS AUX BESOINS ET PERFORMANTS DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL, DANS LE CADRE DE L'ASSAINISSEMENT DU PARC ACTUEL.							
nombre de véhicules et engins du plan d'assainissement inclus dans un nouveau processus de remplacement	max	65 (81%)	50 (63%)	●	80 (100%)	74 (93%)	●
	min	45 (56%)			60 (75%)		
nombre total de véhicules et engins du plan d'assainissement remplacés	max	60 (75%)	46 (58%)	●	80 (100%)	64 (80%)	●
	min	45 (56%)			64 (80%)		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ crédit n° 1 (PR-815, SIS) : sur les 12 véhicules du plan d'assainissement (PDA), il reste 3 véhicules à renouveler.
- ✓ crédit n° 2 (PR-929) : La réalisation de ce crédit a bien avancé en 2014. Des 30 véhicules du PDA sur ce crédit, 18 ont déjà été remplacés. Les 12 objets restants devraient être remplacés en 2015.
- ✓ crédit n° 3 (PR-1082) : une nouvelle PR regroupant notamment 24 véhicules du plan d'assainissement a été déposée au conseil municipal le 14 mai 2014.
- ✗ en 2013, il y a eu une volonté politique de diminuer fortement le volume des investissements de la ville de Genève. Cette situation a conduit à reporter d'une année le dépôt de la proposition de crédit prévue pour 2013.
- ✗ A fin 2014, la valeur de l'indicateur 3.3b est au niveau du seuil minimum. Toutefois, 14 véhicules et engins du plan d'assainissement devraient être renouvelés en 2015 (2 de la PR-815, 12 de la PR-929), ce qui permettrait d'atteindre la cible.

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
3.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE DIMINUE DE 4% LES ÉMISSIONS DE CO₂ ANNUELLES GÉNÉRÉES PAR LA CONSOMMATION DE CARBURANT DU PARC DE VÉHICULES PAR RAPPORT À L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2010.							
variation des émissions de CO ₂ annuelles générées par la consommation de carburant par rapport à l'année de référence (2010)	max	-4% (2'363)	-5% (2'338)	●	-4% (2'363)	-3.4% (2'377)	●
	min	-2% (2'412)			-2% (2'412)		
moyenne des variations des émissions de CO ₂ annuelles générées par la consommation de carburant de la période de 2011 à 2014 par rapport à l'année de référence (2010)	max	-4% (2'363)	-3.4% (2'378)	●	-4% (2'363)	-3.4% (2'378)	●
	min	-2% (2'412)			-2% (2'412)		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Bien que la quantité d'émissions de CO₂ en 2014 soit supérieure à celle de 2013 (+39 tonnes de CO₂), la tendance générale à la baisse des émissions de CO₂ se confirme par rapport à l'année de référence (2010).
- ✓ La moyenne des émissions sur la période de 2011 à 2015 se stabilise à 2378 tonnes de CO₂ (même valeur qu'en 2013), c'est-à-dire une diminution moyenne de 3.4% par rapport à l'année de référence (2010).
- ✗ depuis 2011, les émissions de CO₂ diminuaient systématiquement d'une année à l'autre. Pour 2014, ça n'est pas le cas : on observe une augmentation de 1,7% par rapport à 2013.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement du département en charge de la mise en œuvre et principalement sur les crédits d'investissements relatifs au renouvellement et à l'assainissement du parc de véhicules.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

Points positifs	Points d'améliorations
<p>L'objectif global est en bonne voie de réalisation. bien qu'accusant un retard par rapport à la planification faite en 2010, l'assainissement du parc avance convenablement. d'autre part, la gestion du parc s'est améliorée notamment dans le domaine de la cession des véhicules et engins. Le rapport de la cour des comptes a confirmé que la politique de gestion des véhicules et engins ainsi que le plan d'actions vont dans la bonne direction.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ En avril 2014, la cbc a publié son rapport sur la gestion des véhicules en ville de Genève. Bien qu'un total de 12 recommandations ait été formulées, le bilan de l'audit est globalement positif. De plus, la grande majorité des recommandations confirment les objectifs définis dans le plan d'actions. ✓ Le monitoring annuel des émissions de CO₂ générées par la consommation de carburants porte désormais sur une période de 5 ans (2010 à 2014). même si la quantité d'émissions de CO₂ en 2014 est supérieure à celle de 2013 (+39 tonnes), la tendance générale à la baisse des émissions de CO₂ se confirme par rapport à l'année de référence (2010) et la diminution se stabilise à -3,4% en moyenne. <p>Pour plus d'info :</p> <p>www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/qualite-local/</p>	<ul style="list-style-type: none"> ~ Le rythme de renouvellement et d'assainissement du parc véhicules a pris un certain retard dû au fait qu'aucune proposition de crédit pour le renouvellement de véhicules n'a été déposée ni en 2012 ni en 2013. cette situation découle de la volonté politique de limiter et de diminuer le volume des dépenses d'investissements pour l'ensemble de l'administration. ce retard a toutefois un impact négatif sur l'état du parc de véhicules.

OBJECTIF 4 : ÉNERGIE ET CLIMAT

évaluation globale   

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE SA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE EN VISANT UN TERRITOIRE À ZÉRO ÉMISSION DE CO₂ ET 100 % D'ÉNERGIES RENOUVELABLES EN 2050. ELLE RÉDUIT SA CONSOMMATION D'ÉNERGIE DE MOITIÉ, NOTAMMENT PAR L'ASSAINISSEMENT ÉNERGÉTIQUE DE SES BÂTIMENTS ET PARTAGE SES OBJECTIFS AVEC LES AUTRES ACTRICES ET ACTEURS DU TERRITOIRE.

responsable : DCA

collaborations : DFL et DEUS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
4.1 D'ICI FIN 2014, MISE EN ŒUVRE DE LA TOTALITÉ DU PROGRAMME D' ACTIONS DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE (VERSION 2009-2013).							
pourcentage d'actions terminées (33 actions inscrites au programme)	max	80%	86%	●			
	min	60%					
faits marquants 2014 et/ou remarques : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le premier cycle de mise en œuvre de la politique énergétique et climatique s'est achevé en 2013. une méthodologie pour évaluer la mise en œuvre du plan d'actions a été établie et permet d'évaluer un taux de réussite global du plan d'actions. certaines actions s'inscrivent aujourd'hui dans les pratiques des services et sont pérennisées pour l'avenir. ✓ Le premier bilan du plan d'actions est extrêmement positif et montre le chemin parcouru en seulement quatre ans. avec notamment la mise en œuvre d'un catalogue d'indicateurs et de tableaux de bord qui permettent une vision plus transversale des projets et de suivre leur évolution dans le temps. ✓ La ville de Genève a obtenu le renouvellement du label cité de l'énergie GOLD en 2014, en améliorant notablement son score. ✓ un nouveau plan d'actions 2014-2018 a été élaboré sur la base de l'audit cité de l'énergie réalisé en 2014. il accompagne une mise à jour de la politique énergétique et climatique de la ville de Genève. 							
4.2 D'ICI FIN 2014, RÉDUCTION DE 15% DES ÉMISSIONS DE CO₂ DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF MUNICIPAL (CONVENTION D'OBJECTIF POUR L'EXONÉRATION DE LA TAXE SUR LE CO₂ - BASE 2005).							
taux de réduction des émissions de CO ₂ – Patrimoine administratif municipal (tonne CO ₂)	max	13%	13.2% (2012)	●	15%	15.3% (2013)	●
	min	11%			12%		
faits marquants 2014 et/ou remarques : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les outils de comptabilisation des émissions de CO₂ sont opérationnels tant à l'échelle de l'administration que du territoire. Les résultats sont bons et le premier cycle d'application (2008-2012) de la loi sur le CO₂ se conclut par des émissions plus faibles que celles convenues dans la convention avec l'orev. ✓ une nouvelle convention d'objectifs est en cours de discussion avec les autorités fédérales, elle porte sur un périmètre plus restreint de bâtiments, compte tenu des modifications législatives apportée en 2013. ✓ Les objectifs fixés dans le cadre de la convention des maires de la commission européenne sont monitorés et suivent une tendance favorable. 							
4.3 D'ICI FIN 2014, RÉDUCTION DE 10% DES CONSOMMATIONS MUNICIPALES D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE (BASE 2005).							
taux de réduction des consommations d'énergies thermiques	max	10.67%	7.76%	●	12%	6.10%	●
	min	8.89%			10%		
nombre de chaudières municipales assainies depuis 2009	max	50	76	●	60	95	●
	min	40			50		
faits marquants 2014 et/ou remarques : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Les entretiens et assainissements de chaufferies sont effectués selon des plannings annuels. Les objectifs fixés ont été atteints. ~ Les consommations d'énergie thermique sont provisoires et sont encore en phase de vérification. La présente valeur n'est pas consolidée. ✗ Les consommations d'énergies thermiques ont augmenté en valeur corrigées par rapport à l'an passé. cela s'explique en grande partie par des conditions climatiques hors normes, qui ont altérés l'efficacité des installations de chauffage. Les projets d'assainissement des grands consommateurs se précisent pour les prochaines années, et devront se concrétiser pour marquer une nette évolution vers le bas. ~ 							
4.4 D'ICI FIN 2014, COUVERTURE DE 12% DES BESOINS MUNICIPAUX D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE PAR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (BASE 2005).							
part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement thermique municipal	max	10.95%	3.06%	●	12.29%	3.40%	●
	min	6.60%			7.88%		
faits marquants 2014 et/ou remarques : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le développement significatif des énergies renouvelables implique impérativement la réalisation d'infrastructures d'envergure à l'échelle des quartiers. Les travaux préparatoires continuent pour le développement du projet «Capeco-Jonction». ce projet prévoit d'alimenter en chaleur, provenant en quasi-totalité d'origine renouvelable, une vingtaine de bâtiments dans le quartier de la jonction d'ici 2017. ce projet fera progresser très rapidement la part d'énergie renouvelable de la ville de Genève. ✓ Le site des CBV, quatrième consommateur du patrimoine administratif, est aujourd'hui approvisionné à 100% par des énergies renouvelables. ✓ L'année 2014 a vu l'inauguration de quatre nouveaux bâtiments 100% renouvelable, dont deux d'envergure : le nouveau musée d'ethnographie et la console des conservatoires et jardins botaniques. ✗ La part des énergies renouvelables croit, mais trop lentement dans l'approvisionnement de la ville. elle reste en dessous des objectifs. 							

5.1

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
4.5 D'ICI FIN 2014, RÉDUCTION DE 30% DES CONSOMMATIONS D'ÉLECTRICITÉ DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC MUNICIPAL (BASE 2005).							
taux de réduction de la consommation d'électricité pour l'éclairage public municipal	max	31%	36%	●	34%	36%	●
	min	29%			31%		
production totale d'électricité renouvelable (mwh) (données statistiques complémentaires, uniquement à titre informatif)	max	-	260	-	-	275	-
	min	-			-		
consommation totale d'électricité municipale (mwh) (données statistiques complémentaires, uniquement à titre informatif)	max	-	40'418	-	-	39'580	-
	min	-			-		
Faits marquants 2014 et/ou remarques :							
<ul style="list-style-type: none"> ✓ La première phase d'assainissement de l'éclairage public est achevée et dépasse les prévisions, avec une réduction des consommations d'énergie de 36% et un gain important en qualité d'éclairage. ✓ une seconde phase, plus modeste est planifiée et une demande de crédits est déposée auprès du conseil municipal. 				<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les consommations globales d'électricité poursuivent leur diminution, notamment grâce à des assainissements d'installations d'éclairage de communs d'immeubles. ✓ La production est relativement stable, malgré l'arrêt pour travaux de deux installations en cours d'année. Il n'y a pas eu de nouvelle centrale construite en 2014. 			
4.6 D'ICI FIN 2014, ENGAGEMENT DE RÉDUCTION D'ÉNERGIE SUR LE TERRITOIRE MUNICIPAL (BASE 2005). STATISTIQUES SIG ET CANTON DE GENÈVE.							
consommation d'électricité du territoire de la ville de Genève (gwh)	max	-	1'190 (2012)	-	-	1'229 (2013)	-
	min	-			-		
consommation de gaz du territoire de la ville de Genève (gwh)	max	-	1'043 (2012)	-	-	1'245 (2013)	-
	min	-			-		
consommation de mazout du territoire de la ville de Genève (gwh)	max	-	897 (2012)	-	-	1'021 (2013)	-
	min	-			-		
Faits marquants 2014 et/ou remarques :							
<ul style="list-style-type: none"> ✓ La planification énergétique est désormais inscrite dans la loi sur l'énergie. Les concepts énergétiques territoriaux sont liés aux PLQ / PDO. La pratique est en place et le dialogue entre les services URB et ENE est efficace. ✓ La ville participe au groupe de travail cantonal. Le jeu des acteurs a été formalisé et la coordination est en cours de mise au point. 				Les données territoriales sont suivies à titre informatif et prennent en compte les consommations de l'année précédant l'année monitorée, compte tenu des délais nécessaires à réunir les données par l'ocstat et par SIG. Les données 2014 ne sont pas disponibles avant le mois d'avril.			
4.7 LA VILLE DE GENÈVE PARTAGE SES OBJECTIFS AVEC LES AUTRES ACTRICES ET ACTEURS DU TERRITOIRE.							
nombre d'actions de communication	max	14	28	●	14	22	●
	min	10			10		
nombre d'affiches display publiées	max	385	385	●			
	min	385					
Faits marquants 2014 et/ou remarques :							
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Accueil de groupes d'étudiants, de délégations suisses et étrangères ✓ Publications techniques ✓ Participation à des conférences, séminaires et groupes de travail régionaux et internationaux ✓ valorisation de l'image de «Genève - ville durable», à travers les actions de communication ✓ Plusieurs conférences de presse. ✓ Publication de la brochure «La ville de Genève sur la voie du 100% renouvelable», en mai 2014. 				<ul style="list-style-type: none"> ~ Le projet de plateforme internet, élaboré dans le cadre d'une collaboration entre les villes suisses et françaises du projet REVE d'avenir a été abandonné. une nouvelle solution pour publier les affiches display doit être élaborée. Les fiches bâtiments sont toutes établies, mais pas diffusées. 			

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

Points positifs	Points d'améliorations
objectifs très ambitieux et globalement en bonne voie de réalisation. en 2014, l'objectif annuel est partiellement atteint, principalement à cause de la part encore trop faible des énergies renouvelables dans l'approvisionnement thermique municipal.	
<ul style="list-style-type: none">✓ Le premier cycle de mise en œuvre de la politique énergétique et climatique s'est achevé en 2013, avec un bilan extrêmement positif qui montre le chemin parcouru en seulement quatre ans.✓ La ville de Genève a obtenu le renouvellement du label cité de l'énergie GOLD en 2014, en améliorant notablement son score. La politique énergétique et climatique a été mise à jour suite à l'audit cité de l'énergie et un nouveau plan d'actions 2014 - 2018 a été élaboré.✓ Les outils de comptabilisation des émissions de CO₂ sont opérationnels tant à l'échelle de l'administration que du territoire. La ville de Genève réalise ses objectifs en la matière.✓ Les objectifs fixés, en matière d'assainissement de chaudière municipale ont été atteints.	<ul style="list-style-type: none">✓ Plus de 4'500 points lumineux, ainsi que le cordon lumineux de la Rade ont été remplacés depuis 2010. ce qui a permis de diminuer la consommation d'électricité pour l'éclairage public municipal de 36%.✓ Plusieurs groupes de travail ont été mis en place (en interne et à l'externe de l'administration) en vue d'engager une réduction d'énergie sur le territoire municipal.✗ La consommation d'énergie thermique a augmenté en 2014. Notamment à cause de conditions climatiques défavorables à un bon rendement des installations de chauffage.
pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/energie-climat/	

OBJECTIF 5 : BIODIVERSITÉ

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE DES ESPACES NATURELS ET DES HABITATS DE QUALITÉ, EN RÉSEAU, POUR AUGMENTER LA BIODIVERSITÉ.

responsable: dcs

collaborations: DCA et DEUS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
5.1 INVENTAIRE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FLORE).							
5.1.1 D'ici fin 2014, les 23 sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève bénéficient d'un inventaire floristique (plantes vasculaires).							
nombre de sites prioritaires inventoriés	max min	23 20	25	●			
5.1.2 D'ici fin 2014, 100 sites en ville de Genève (sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève ou arbres isolés représentatifs par leur essence et le nombre d'espèces de lichens qui s'y développent) font l'objet d'un inventaire sur les lichens.							
nombre de sites sur lesquels un inventaire sur les lichens a été réalisé (dès 2012)	max min	65 50	66	●	100 65	71	●
5.1.3 D'ici fin 2014, 100 sites en ville de Genève (sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève ou arbres isolés représentatifs par leur essence et le nombre d'espèces de mousses qui s'y développent) font l'objet d'un inventaire sur les mousses.							
nombre de sites sur lesquels un inventaire sur les mousses a été réalisé (dès 2012)	max min	65 50	72	●	100 65	72	●
5.1.4 D'ici fin 2014, 10 murs « sanctuaires » présents sur le territoire de la ville de Genève sont définis sur la base d'un inventaire sur les lichens et les mousses.							
nombre de murs ayant fait l'objet d'un inventaire sur les lichens et les mousses (dès 2012)	max min	10 8	8	●	10 9	13	●
nombre de murs «sanctuaires» définis (fin 2014)	max min				10 9	10	●
5.1.5 D'ici fin 2014, les milieux naturels des 23 sites prioritaires cantonaux ¹ situés sur le territoire de la ville de Genève sont cartographiés.							
nombre de sites prioritaires cartographiés	max min	100% 100%	100%	●			

faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ 6 nouveaux sites prioritaires ont été inventoriés en ville de Genève.
- ✓ découverte d'une nouvelle espèce rare de lichen pour le canton de Genève (*toninia aromatica*).
- ✓ re-découverte d'une espèce rare de lichen pour le canton de Genève (*verrucaria mortarii*), qui n'avait plus été signalée depuis le XIX^{ème} siècle.

- ~ tenant compte d'une diminution de 30% du budget initialement prévu en début de programme PSDD, ces objectifs 2011-2014 peuvent être considérés comme atteints.

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
5.2 INVENTAIRE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FAUNE).							
5.2.1 D'ici fin 2014, 100% des espèces d'insectes connues sur l'ensemble du territoire de Genève (ville et canton) sont répertoriées.							
% d'espèces d'insectes connues sur l'ensemble du territoire de Genève (ville et canton) répertoriées	max	100%	100%	●			
	min	100%					
5.2.2 D'ici fin 2014, 5 sites d'intérêt sur le territoire de la ville de Genève font l'objet d'un inventaire et d'une cartographie des coléoptères du bois.							
nombre de sites d'intérêt ayant fait l'objet d'un inventaire et d'une cartographie des coléoptères du bois	max	3	4	●	5	4	●
	min	2			4		
Faits marquants 2014 et/ou remarques : ✓ identification de 70 arbres remarquables (30 en 2013) pour les coléoptères du bois, débouchant sur une liste de 100 arbres sanctuaires pour les coléoptères xylophages. ~ tenant compte d'une diminution de 30% du budget initialement prévu en début de programme PSDD, cet objectif 2011-2014 peut être considéré comme atteint.							

5.3 SAUVEGARDE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FLORE).							
5.3.1 D'ici fin 2014, 7 espèces prioritaires (selon la liste des espèces prioritaires cantonales ¹) présentes sur le territoire de la ville de Genève bénéficient d'un plan d'action de protection.							
nombre de plans d'action réalisés	max	3	3	●	7	5	●
	min	2			5		
Faits marquants 2014 et/ou remarques : ✓ grâce aux synergies mises en place entre les CJB et la DGNP (direction générale de la nature et du paysage du canton de Genève), un plan d'action a été rédigé sur deux espèces d'herniaires (H. glabra et H. hirsuta) au niveau cantonal, la partie concernant la ville de Genève étant financée par le PSDD. ~ tenant compte d'une diminution de 30% du budget initialement prévu en début de programme PSDD, cet objectif 2011-2014 peut être considéré comme atteint.							

5.4 SAUVEGARDE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FAUNE).							
5.4.1 D'ici fin 2014, 4 espèces prioritaires de coléoptères du bois inventoriées et cartographiées bénéficient d'un plan d'action de protection.							
nombre de plans d'action réalisés	max	3	2	●	4	2	●
	min	2			2		
Faits marquants 2014 et/ou remarques : ✓ réalisation de 6 nouveaux gîtes à Lucane (coléoptère) avec rapport de suivi, géoréférencement et mise en valeur. ✓ réalisation et mise à disposition du SEVE par MHN d'un panneau didactique pour le maintien des orties (favorables à divers insectes dont de nombreux papillons) à destination du grand public (rédaction, réalisation par graphiste, production). ✓ compléments et mise à jour des plans d'actions du grand capricorne et du Lucane (coléoptères) et mise en cohérence de ces derniers avec les plans d'actions cantonaux de la DGNP. En cours de validation par la DGNP. ✗ pas de nouveau plan d'action en raison des besoins urgents exprimés par la DGNP et les jardiniers et jardinières du SEVE; nos efforts ont été redéployés sur les actions non-prévues énumérées ci-contre.							

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
indicateur(s)							

5.5 MENER DES ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION SUR LA BIODIVERSITE.

5.5.1 Deux actions de communication sont réalisées par an sur la biodiversité.

nombre d'actions de communication réalisées par année	max	2	12	●	2	12	●
	min	2			2		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Publication Flore en ville (CJB).
- ✓ Article dans la Feuille verte (CJB).
- ✓ mise en place et animation d'un séminaire d'information et d'échanges sur la biodiversité en milieu urbain destiné initialement aux jardinières et jardiniers de SEVE et des CJB. Des collègues de l'URB étaient également présents (MHN, CJB).
- ✓ Appel à infos sur les coléoptères du bois sur le site du MHN.
- ✓ obtention d'une distinction cantonale du développement durable pour la réalisation de gîtes à coléoptères du bois avec stand lors de la remise (MHN).
- ✓ Emission RTS 1ère «Prise de terre» sur la publication Flore en ville (CJB).
- ✓ Article dans Le Temps sur la publication Flore en ville (CJB).
- ✓ reportage radio cité sur la publication Flore en ville (CJB).
- ✓ Emission Léman Bleu sur la publication Flore en ville (CJB).
- ✓ Emission RTS 2 «Les petites bulles» sur le Lucane cerf-volant (MHN).
- ✓ Mise à jour des informations sur sites internet (CJB, MHN).
- ✓ Article dans Le Messager (MHN).

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
CHF 160'000,- CHF 60'000.- (CJB) / 30'000.- (DSIC) / 70'000.- (MHN)	CHF 141'000,- CHF 56'000.- (CJB) / 30'000.- (DSIC) / 55'000.- (MHN)
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
<p>objectif exemplaire de part son niveau d'ambition, par les projets réalisés et par les collaborations mises en place. La décision politique de ne pas suivre la planification budgétaire initialement prévue pour cet objectif explique l'évaluation globalement moins bonne que les années précédentes. cependant, en prenant en compte cette diminution de 30% du budget, cet objectif peut être considéré comme atteint. une attention toute particulière devra être portée sur la suite à donner à cet objectif (budget compris) dans le cadre du prochain PSDD (2016-2020).</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pratiquement tous les objectifs ont été atteints à la fin du programme 2011-2014. ✓ La mise en place de 6 nouveaux gîtes à Lucane ainsi qu'un projet d'implantation d'autres gîtes à travers la ville de Genève devrait constituer un maillage solide pour le maintien des coléoptères du bois mort sur le long terme. <p>pour plus d'info :</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/biodiversite/</p> <p>http://www.ville-ge.ch/cjb/conservation_activites_aalborg.php</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les transversalités développées entre les CJB, MHN, SEVE et URB durant ces 4 ans de projet PSDD commencent à porter leurs fruits en ouvrant de nouvelles perspectives en termes d'efficacité, de cohérence et de pertinence des actions menées par ces services en faveur de la biodiversité. ✗ décision politique de freiner l'atteinte de cet objectif en n'octroyant que 70% du budget initialement prévu.

¹ selon la liste cantonale des sites et espèces prioritaires (Lambelet-Haueter, C., C. Schneider et B. von Arx (2011) conservation des plantes vasculaires du canton de Genève : espèces et sites prioritaires. conservatoire et Jardin botaniques de la ville de Genève - hors-série n° 12). cet ouvrage présente la liste 256 espèces de plantes vasculaires dites « prioritaires » car plus ou moins fortement menacées sur le plan cantonal voire national. ces espèces sont présentes sur un ensemble de 433 sites, eux-mêmes qualifiés de « prioritaires ».

LA VILLE DE GENÈVE ACHÈTE EN PRENANT EN COMPTE DES CRITÈRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DEMANDE AUX ÉTABLISSEMENTS AUTONOMES ET AUX ORGANISMES SUBVENTIONNÉS DE FAIRE DE MÊME.

responsable: DFL

collaborations: DCA, DEUS, DCS, DCSS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
6.1 D'ICI FIN 2014, 65% DES ACHATS DE L'ADMINISTRATION SONT EFFECTUÉS EN RESPECTANT LA LÉGISLATION SUR LES MARCHÉS PUBLICS ET EN INTÉGRANT SYSTÉMATIQUEMENT DES CRITÈRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.							
% des achats de biens et services réalisé en intégrant les 3 piliers du DD sur l'ensemble de l'administration	max	-	-	-	65%	-	-
	min	-	-	-	50%	-	-
% des achats de biens et services réalisé en intégrant les 3 piliers du DD centralisés à la CMAI	max	100%	100%	●	100%	100%	●
	min	100%	100%	●	100%	100%	●

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ benchmarking réalisé avec d'autres adjudicateurs et adjudicatrices, notamment en matière de développement durable (DD).
- ✓ collaboration avec la chambre de l'économie sociale et solidaire (Après-ge) : mise en commun des listes d'entreprises sociales et solidaires, échange sur les critères permettant de les qualifier et encourager les entreprises de l'économie sociale et solidaire à soumissionner aux appels d'offres publics.
- ✓ mise en place d'une base de données des entreprises sociales par domaine d'activité et nomination d'une personne en charge de la mise à jour de la base et de la relation avec les entreprises sociales. Analyse systématique, dans le cadre des marchés passés par la CMAI afin d'étudier les opportunités de travailler avec des entreprises sociales.
- ✓ Attribution de quatre marchés à des entreprises sociales. Plusieurs marchés sont en cours d'attribution.
- ✓ redéfinition des marchés afin d'avoir un impact positif sur la dimension sociale du développement durable (lutte contre les travailleurs et travailleuses pauvres). projet pilote pour le nettoyage de jour des bâtiments administratifs.
- ✓ désignation, au sein des acheteurs-acheteuses de la CMAI, d'un-e répondant-e développement durable pour les appels d'offres avec pour principales tâches : animation de la thématique au sein de l'équipe achat, veille technologique, centralisation et transfert des informations relatives au DD, proposition d'outils, etc.
- ✗ pas d'évaluation possible de l'objectif, dû au report du développement d'un outil de suivi précis des dépenses. sans ce suivi, on ne peut pas connaître le pourcentage des achats de biens et services réalisé en intégrant les 3 piliers du DD sur l'ensemble de l'administration.
En 2014, un logiciel de gestion de la relation fournisseurs (SRM) est en projet et permettra d'effectuer ce suivi. il est actuellement en attente de la validation du plan en matière de systèmes d'information et de communication (PSIC).

6.2 POURSUIVRE LE PROCESSUS DE CENTRALISATION, LA RÉORGANISATION DES ACHATS ET L'OPTIMISATION DES PROCESSUS D'APPROVISIONNEMENT À L'ÉCHELLE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE.							
nombre de contrats signés après adjudication de marchés selon AIMP (année en cours) ¹	max	45	22	●	30	32	●
	min	20	22	●	20	32	●
nombre de projets d'appel d'offres lancés (année en cours) ¹	max	13	8	●	16	17	●
	min	8	8	●	8	17	●
% des achats de biens et de services achetés de façon centralisée (dès 2014)	max	-	-	-	-	-	-
	min	-	-	-	-	-	-

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ suite à l'engagement d'un nouveau responsable de la CMAI fin 2013, le positionnement stratégique de l'unité a été redéfini. ce dernier est axé sur une approche plus flexible visant la création de plus-values pour la ville de Genève lors des actes d'achat. Le catalogue de prestations a ainsi été revu selon une approche modulaire et sur mesure.
- ✓ création d'un groupe d'échange sur les marchés publics (GREMP) avec plusieurs services effectuant des achats publics avec pour objectifs principaux : la mise en commun des bonnes pratiques d'achats, l'échange d'expérience, la mise en commun d'outils et de modèles, ainsi que l'harmonisation des pratiques.
- ✓ diminution de la valeur max de l'indicateur 6.2.1 suite à la réévaluation de la moyenne annuelle du nombre de contrats signés.
développement du suivi de la mise en œuvre des contrats et du suivi de la relation fournisseur ;
 - renforcement de l'accompagnement aux services bénéficiaires ;
 - optimisation du suivi des contrats (modifications, négociations, établissement des avenants) ;
 - garant du respect des conditions contractuelles ;
 - mise en place de suivis statistiques ;
 - établissement de bilans de mise en œuvre des contrats (en collaboration avec le contrôleur) dans une optique d'amélioration continue.
- ✗ L'Administration ne dispose pas encore de directive portant sur l'acquisition des biens et des services. Les réflexions concernant ce document se poursuivent.

5.1

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
indicateur(s)							

6.3 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE DEVIENT UNE RÉFÉRENCE DANS LES ACHATS DURABLES ET RESPONSABLES ET FAIT PARTAGER SON EXPÉRIENCE AUX AUTRES COMMUNES.

nombre d'actions de communication	max	4	0	●	max	4	3	●
	min	2			min	2		
nombre de sollicitations pour des conférences	max	2	2	●	max	4	2	●
	min	1			min	2		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Présentation à un groupe de benchmarking sur les achats, composé notamment de : EPFL, SIG, Romande Énergie, RTS, UBS, Lombard Odier et Nestlé.
- ✓ Présentation des actions menées en matière d'achat responsable et des diverses possibilités d'implémentation.
- ✓ participation à des séminaires sur les achats durables.
- ✓ une formation sur les achats professionnels responsables organisée par la HEG suivie par l'ensemble des acheteurs et des acheteuses.
- ✓ des rencontres avec les différents services de l'administration ont été organisées visant à présenter les missions et les prestations proposées par la CMAI et à échanger sur les besoins spécifiques en matière d'achat.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
CHF 410'000.-	CHF 390'000.-

Le budget alloué pour les postes a été utilisé à l'exception du montant prévu pour des prestations de conseil (CHF 20'000).-
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
<p>L'objectif a repris un nouveau souffle suite à l'arrivée du nouveau responsable de la centrale municipale d'achat et d'impression (CMAI) et du repositionnement stratégique de l'activité. Les collaborations avec les différents services de la ville de Genève ont été développées de manière significative.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ nouveau positionnement stratégique de la CMAI ayant pour fondements la flexibilité, la réactivité et la mise en place de solutions adaptées aux besoins et au niveau de maturité achat des services utilisateurs de la ville de Genève. ✓ exemplarité de la CMAI : prise en compte systématique de critères de développement durable pour l'ensemble des achats qu'elle réalise. ✓ collaboration avec la chambre de l'économie sociale et solidaire (Après-ge). ✓ mise en place d'une base de données des entreprises sociales. ✓ développement de la collaboration avec le service Agenda 21 - ville durable. ✓ renforcement du suivi de la mise en œuvre des contrats et de la relation avec les fournisseurs et fournisseuses. ✓ création d'un groupe d'échange sur les marchés publics en ville de Genève. ✓ procédure d'engagement de 2 nouveaux acheteurs. entrées en poste prévues le 01.03.15 et le 01.06 2015. <p>Pour plus d'info :</p> <p>www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/achats-responsables/</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✗ pas d'évaluation possible de l'objectif principal (6.1), dû au report du développement d'un outil de suivi précis des dépenses. sans ce suivi, on ne peut pas connaître le pourcentage des achats de biens et services réalisés en intégrant les 3 piliers du DD sur l'ensemble de l'administration. <p>En 2014, un logiciel de gestion de la relation fournisseurs (SRM) est en projet et permettra d'effectuer ce suivi. Il est actuellement en attente de la validation du plan en matière de systèmes d'information et de communication (PSIC).</p>

LA VILLE DE GENÈVE OPTIMISE L'OCCUPATION DURABLE DU SOL SUR SON TERRITOIRE.

responsable : DCA

collaborations : DFL, DEUS, DCS, DCSS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
indicateur(s)							
7.1 AFIN D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS QUE LA VILLE DE GENÈVE S'EST FIXÉE EN MATIÈRE DE GESTION DURABLE DU SOL, LA CONDUITE DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL "GENÈVE 2020" (PDCOM) EST INTÉGRÉE DANS UN PROCESSUS D'ÉVALUATION ET D'AMÉLIORATION CONTINUE.							
nombre de fiches d'indicateurs construites et communiquées	max	24	19		19	19	
	min	18			18		

faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ En plus des 19 indicateurs construits communiqués en 2013, les 15 indicateurs publiés en 2012 ont été mis à jour.
- ✗ Abandon de certains indicateurs qui se révélaient être non pertinents. C'est pourquoi le set final comprend 19 indicateurs et non 24. La valeur cible a donc été modifiée en conséquence. En 2015, un indicateur sera vraisemblablement ajouté.
- ✗ La distinction entre indicateurs complémentaires et cibles a disparu du projet.

7.2 RÉALISATION ET SUIVI QUALITATIF DES FICHES D' ACTIONS PAR PROGRAMME URBAIN (VOIR PDCOM).

% de fiches d'actions par programme urbain réalisées et suivies (sur un total de 27 fiches)	max	75%	100%		100%	100%	
	min	50%			80%		

faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ toutes les fiches-actions ont été publiées au-delà des objectifs prévus. réalisation de toutes les fiches-actions grâce notamment au nombre moins important d'indicateurs (voir 7.1).

7.3 ÉLABORER UN PROJET VISANT À METTRE EN PLACE UN QUESTIONNAIRE DE SATISFACTION SUR LA QUALITÉ DE VIE DES HABITANT-E-S/EMPLOYÉ-E-S EN VILLE DE GENÈVE.

état d'avancement du projet	max	75%	25%				
	min	50%					

faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Le service de l'urbanisme a fait un plan de projet pour mesurer l'opportunité et la faisabilité d'un tel projet (25% de l'état d'avancement). il a été discuté sur un plan technique avec les autres départements. Aujourd'hui, il s'agit donc de trouver un service pilote pour porter ce projet.
- ✗ LE CODIR n'a pas souhaité démarrer le projet en 2014. L'opportunité d'un tel questionnaire pourra être considérée lors de la prochaine législature.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

5-1

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'objectif d'intégrer le plan directeur communal «genève 2020» (PDCOM) dans un processus d'évaluation et d'amélioration continue a été atteint. le suivi annuel est publié sur internet.	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ disponibilité des résultats sur internet. ✓ Large diffusion des résultats (CA, CM, canton, public). ✓ un guide méthodologique est maintenant constitué en interne (2014) et validé par la direction du département. ✓ Le nouveau processus de travail permet une publication en juin. 	<ul style="list-style-type: none"> ~ pas de réelle avancée sur le questionnaire de satisfaction sur la qualité de vie des habitant-e-s et employé-e-s en ville de Genève. ~ La visibilité des résultats sur le site internet est à améliorer.
pour plus d'info : www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/amenagement-territoire/ http://www.ville-geneve.ch/themes/amenagement-construction-logement/urbanisme-planification/plan-directeur-communal/monitoring/	

OBJECTIF 8 : MOBILITÉ

évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE DIMINUE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE LA PART MODALE DU TRAFIC INDIVIDUEL MOTORISÉ À GENÈVE EN RENFORÇANT LES MOBILITÉS DOUCES, L'INFRASTRUCTURE ET L'UTILISATION DES TRANSPORTS PUBLICS ET EN RATIONALISANT LE STATIONNEMENT. ELLE LIMITE ÉGALEMENT LES COMPORTEMENTS DOMMAGEABLES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT, DE QUALITÉ DE VIE ET DE SÉCURITÉ.

responsable: DCA

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
indicateur(s)							
8.1 MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS « MOBILITÉ » INSCRITS AU PLAN DIRECTEUR GENÈVE 2020 ET INTÉGRATION DU PROGRAMME D' ACTIONS DU SAM DANS UN PROCESSUS D'ÉVALUATION D'ICI 2012, PUIS D'AMÉLIORATION CONTINUE.							
nombre de fiches d'indicateurs construites et communiquées (dès 2012)	max						
	min						

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

L'objectif 8.1 a été atteint en 2012 et n'a pas été ajusté depuis.

-> L'objectif 8.1 ne peut pas être évalué en 2014.

- ✓ poursuite des études en matière d'assainissement du bruit routier, de développement et d'améliorations du réseau cyclable, pour l'amélioration de la sécurité aux abords des écoles, l'amélioration de zones 30km/h, la mise en œuvre de nouvelles zones 30km/h, de zones à priorité piétonne, développement de l'offre en stationnement pour les vélos, projets d'aménagement dans les quartiers, réflexions pour la piétonisation du centre ville en lien avec la création du parking clé-de-rive et le réaménagement du secteur cornavin, accompagnement des grands projets, etc.

8.2 DÉVELOPPER UN SET D'INDICATEURS POUR CHAQUE THÉMATIQUE DU PROGRAMME D'ACTION DU SAM ET L'INTÉGRER DANS LE SYSTÈME DE MONITORING DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL (PDCOM).							
nombre d'indicateurs définis et intégrés dans le monitoring du PDCOM	max						
	min						
nombre de fiches d'indicateurs construites et communiquées à travers le monitoring du PDCOM (dès 2012)	max						
	min						

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

L'objectif 8.2 a été atteint en 2012 et n'a pas été ajusté depuis.

-> L'objectif 8.2 ne peut pas être évalué en 2014.

- ✓ un nouvel indicateur, zones 30km/h, est en cours de développement. Il est prévu pour 2015 et présentera la donnée 2014. De même, l'indicateur 2014 aménagements cyclables évoluera, pour représenter les études et non plus seulement les réalisations.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement et crédits d'investissement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'objectif global n'a pas pu être évalué en 2014, car les indicateurs ont atteint leur valeur cible maximale et ne peuvent plus évoluer. un nouvel indicateur est en développement (zones 30km/h).	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Les fiches créées en 2012 et mises à jour en 2013 permettent à satisfaction de communiquer sur les réalisations en matière de mobilité, dans le domaine concerné. ✓ La création des indicateurs et des fiches relatives est directement liée au monitoring du PDCOM (cf. objectif 7). ~ La base de données des aménagements cyclables a été finalisée en 2014. sa mise à jour a fait l'objet d'une directive du département. L'indicateur 2014 sera axé sur les projets d'aménagements. 	
pour plus d'info :	
http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/mobilite/	

LA VILLE DE GENÈVE FAVORISE L'ACCÈS AUX PRESTATIONS DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE ET DE SES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS AUX MIGRANTES ET AUX MIGRANTS NON FRANCOPHONES.

responsable : dcsc

collaborations : DFL

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
indicateur(s)							
9A.1 D'ICI À FIN 2014, DES OUTILS DE COMMUNICATION SPÉCIFIQUES SUR LES PRESTATIONS DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ ONT ÉTÉ DÉVELOPPÉS À L'ATTENTION DE 5 COMMUNAUTÉS ÉTRANGÈRES À GENÈVE.							
nombre d'outils de communication retenus et mis en œuvre	max	5	0	●	5	5	●
	min	2			2		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ enquête à double entrée:
 - sondage auprès des services municipaux de proximité afin de connaître leurs besoins (et leurs réalisations) en matière de supports multilingues.
 - focus-groups d'allophones (5 communautés linguistiques) afin de connaître les souhaits et besoins en termes de supports (multimédias ou médiation) en leur langue maternelle.
- ~ Les résultats de l'enquête ont généré un plan d'actions dont une partie a démarré en 2014.
 - traductions de supports de communication en 6 langues en collaboration avec les associations communautaires.
 - mise à disposition de médiateur-trice-s communautaires pour les populations allophones.
 - création d'un pôle de compétence «accessibilité» au département 5 prévu dans la mise en œuvre de la politique de diversité (axe 3), au service des autres départements municipaux pour développer des projets dans ce domaine.

9A.2 9A.2 D'ICI À FIN 2014, 50% D'EMPLOYÉ-E-S DE PROXIMITÉ (RBS, TSHM, CAC, PERSONNEL DES CRÈCHES, LUDOTHÉCAIRES, ETC.) ONT SUIVI UNE FORMATION TYPE DE SENSIBILISATION AUX DIFFÉRENCES CULTURELLES.

% d'employé-e-s de proximité formé-e-s	max	30%	30%	●	50%	30%	●
	min	15%			30%		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ~ Il a été décidé d'attendre les résultats d'un sondage auprès des services pour connaître leurs besoins réels en termes d'approche de la diversité, avant de lancer une nouvelle offre de formation.
 - une mise à jour de l'objectif a été effectuée entre 2013 et 2014 pour permettre de suivre l'évolution des employé-e-s formé-e-s à la place de voir uniquement si la formation a été proposée aux employé-e-s.

9A.3 D'ICI À FIN 2014, UN CONCEPT DE MÉDIATION CULTURELLE EST DÉVELOPPÉ NOTAMMENT EN LIEN AVEC L'OUVERTURE DES POINTS INFO-SERVICES.

un concept de médiation réalisé	max	réalisé	réalisé	●			
	min	réalisé					

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Formation à la médiation culturelle réalisée
 - Les résultats de l'étude démontrent l'importance de la création de tels lieux pour favoriser l'intégration culturelle dans les quartiers.
- ~ La formation en médiation pour le personnel de terrain de la ville de Genève (police municipale, voirie, uac) et pour des personnes roms formé-e-s à la médiation menée en 2013 est en cours d'évaluation pour sa réédition en 2015.
 - ✓ réalisation d'une étude de faisabilité pour la mise en œuvre du concept de médiation et pour en préciser le périmètre.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
CHF 231'200.-	CHF 187'989.40
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
cet objectif a progressé en 2014, et a été inscrit dans la politique de diversité de la ville, mais il s'avère nécessaire d'évaluer et, le cas échéant, d'adapter les processus en cours pour répondre à une situation mouvante. c'est pourquoi certains sous-objectifs n'ont pas été remplis cette année, mais le seront si possible en 2015. La collaboration avec les associations communautaires fonctionne très bien.	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ La démarche d'enquête, surtout à l'interne a permis d'ouvrir le débat sur les publics allophones et leur accès aux prestations municipales. ✓ Des ressources conséquentes ont été allouées (2014-2015) aux traductions de divers supports de communication. ✓ Des associations communautaires ont activement participé à l'ensemble du processus : de l'enquête à l'adaptation des documents qui se fera avec leur concours. ✓ Les actions menées dans le cadre de cet objectif s'inscrivent dans la politique de diversité de la ville de Genève (axe 3). <p>Pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/action-communautaire-proximite/</p>	<ul style="list-style-type: none"> ~ Les interfaces de l'administration restent très statiques au regard d'une population en constante mutation. Pour pouvoir se pérenniser, les mesures en faveur d'un accès multilingue devraient devenir partie prenante des prestations. cette sensibilisation reste à renforcer. ✗ Le % d'employé-e-s de proximité ayant suivi une formation type de sensibilisation aux différences culturelles n'a pas augmenté entre 2013 et 2014.



LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE UN PROJET PILOTE DE LUTTE CONTRE LES INCIVILITÉS DANS LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES, CULTURELLES ET SPORTIVES.

responsable : dcs

collaborations : DFL, DEUS, DCSS

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
9B.1 D'ICI À FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE A DÉFINI, MIS EN ŒUVRE ET TESTÉ UN MODE OPÉRATOIRE TRANSVERSAL SUR LA GESTION DES CONFLITS ET DES INCIVILITÉS.							
état des lieux réalisé des problématiques de sécurité et d'incivilités et des types d'interventions existants en ville de Genève (dès 2013)	max	réalisé	mandat	●	réalisé	réalisé	●
	min	mandat			réalisé		
validation par le CA d'un mode opératoire transversal (dès 2013)	max	réalisé	-	●	réalisé	-	●
	min	réalisé			réalisé		
évaluation réalisée du projet pilote (dès 2013)	max	réalisé	-	●	réalisé	-	●
	min	réalisé			réalisé		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ un mandat a été conduit afin d'établir un état des lieux interne des situations d'incivilités et d'insécurité en ville de Genève.
- ✓ un comité interdépartemental a été constitué (dcs, DEUS, DCSS). Le mandat a été confié à mobilitée, qui a organisé des ateliers avec 13 services et entités de la ville (SPO, SAT, BMU, FM, SIS, APM, SEVE, UGI, service des écoles, service de la jeunesse, UAC, unité exclusion). Le rapport final sur l'état des lieux a été rendu au COPIL en mai 2014. une séance de restitution a été organisée à l'intention des services participants en septembre 2014.
- ~ La note CA est en cours de préparation, mais n'a pas pu être validée en 2014
- * L'évaluation du projet pilote n'a pas pu être réalisée en 2014.

9B.2 D'ICI À FIN 2014, LE DCS A FORMÉ L'ENSEMBLE DE SON PERSONNEL « TERRAIN » À LA GESTION DES CONFLITS ET DES INCIVILITÉS ET À L'APPROCHE DE LA SÉCURITÉ PRÉVENTIVE.							
% du personnel « terrain » du dcs ayant suivi une formation à la gestion des conflits et des incivilités et à l'approche de la sécurité préventive	max	85%	33%	●	95%	63%	●
	min	75%			85%		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Le lancement de ce programme sur-mesure a démarré au printemps 2014 avec une analyse des besoins pour chaque institution concernée. Les journées de cours se sont déroulées entre septembre et novembre. un premier bilan hautement positif a été réalisé en décembre 2014. La formation sera reconduite en 2015 pour les bibliothèques municipales.
 - ✓ ce module de formation pilote a été mis sur pied en collaboration avec la DRH et l'observatoire universitaire sur la sécurité (université de Genève).
 - ✓ Les 10 sessions 2014 ont regroupé du personnel des salles de spectacle (notamment Victoria Hall, maison des arts du grütli) et des musées (CJB, MAH, MHN, Ariana, MEG).
 - ~ En 2014, 180 personnes ont été formées sur 600 personnes concernées par la problématique de l'accueil des publics, soit 30% (2013 : 200 personnes déjà). nous estimons qu'au total, 63% du personnel de terrain a donc été formé. L'objectif n'est pas atteint dû à un retard de l'observatoire universitaire sur les incivilités avec qui la ville collabore.
- modification de la valeur atteinte en 2013 suite à une réévaluation de la méthode de calcul.

9B.3 D'ICI À FIN 2014, DIMINUTION DE 20% DE CAS D'INCIVILITÉS (BASE 2011) DANS L'INFRASTRUCTURE CHOISIE (PHASE TEST) ENREGISTRÉS PAR L'USP (INTERVENTIONS DE LA POLICE COMPRISE).							
% des cas d'incivilités (base 2011) dans l'infrastructure choisie (phase test) enregistrés par l'usp (interventions de la police comprise)	max	5%	5%	●	20%	20%	●
	min	2%			10%		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ valeur cible atteinte si l'on considère le cas-test de la maison des arts du grütli. L'équipe de l'usp a bénéficié d'un accompagnement personnalisé tout au long de l'année 2014, à la fois par la direction du dcs (mesures organisationnelles) et également par un coaching externe (cohésion d'équipe). un document de périmètre d'actions a été réalisé, ainsi qu'une charte d'équipe. des nouveaux principes organisationnels ont été mis en place, dans le but de gagner en cohérence d'action et en efficacité.
- ✓ L'usp a déployé son action dans de nouveaux sites : vernets, varembe.
- ✓ L'usp a testé un modèle d'organisation plus mobile, permettant d'être présent sur davantage de sites.
- ✓ L'usp est entré en collaboration avec plusieurs instances de la ville et du canton pour mieux faire connaître ses actions et développer des projets communs (exemples : dpt5 ; service d'application des peines pour les mineurs).

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
CHF 205'000.-	CHF 205'000.-
Le budget de fonctionnement de la direction du département en charge de l'objectif a également été utilisé pour compléter ces objectifs détaillés et le budget alloué.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
La phase préliminaire du projet a été réalisée avec succès (formation, état des lieux, réorganisation de l'USP) et les incivilités ont concrètement diminué (-20%) sur le cas test. La généralisation de ce projet qui doit suivre est actuellement en attente d'une décision politique consensuelle.	
<ul style="list-style-type: none">✓ grande plus-value des formations au niveau de la cohésion d'équipe, de la transversalité et des échanges entre pairs. Elles se sont très bien déroulées avec un retour très positif des participant-e-s.✓ très bonne collaboration au niveau des formations avec la DRH et avec l'observatoire universitaire des incivilités de l'université de Genève.✓ grands changements organisationnels au sein de l'USP, gain d'efficacité et de cohésion d'équipe.✓ renforcement de l'action de l'USP, dû à l'engagement de trois auxiliaires supplémentaires.✓ L'étude externe sur l'état des lieux a été conduite à la grande satisfaction des participant-e-s et du COMIL, le rapport et les recommandations sont très pertinents. Il s'agit maintenant de transmettre ces éléments pour des décisions politiques.~ Le défi majeur à relever pour 2015 est d'amener des options cohérentes et concertées au CA pour des décisions politiques transversales et l'établissement d'un plan d'action interdépartemental.~ meilleur suivi des échéances convenues auprès de l'observatoire universitaire sur la sécurité	
pour plus d'info :	
http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/vivre-ensemble/	

LA VILLE AUGMENTE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE LA PART DES PRODUITS LOCAUX ET DE SAISON CONSOMMÉS AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS PROPRIÉTÉS DE LA VILLE DE GENÈVE.

responsable: dcSS

collaborations: DFL

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	au 31.12.2013			au 31.12.2014		
		valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
10.1 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) DES MENUS « GENÈVE RÉGION - TERRE AVENIR » (GRTA).							
% d'établissement proposant 1 menu GRTA par mois	max	90%	76%		100%	65%	
	min	70%			90%		
% d'établissement proposant 2 menus GRTA par mois (dès 2013)	max	-	-	-	20%	0%	
	min	-			10%		
10.2 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) UN - DES PRODUIT-S GRTA CHAQUE JOUR.							
% d'établissement proposant quotidiennement au moins 1 produit GRTA	max	95%	95%		95%	95%	
	min	80%			90%		
% d'établissement proposant quotidiennement au moins 2 produits GRTA (dès 2013)	max	10%	13%		20%	17%	
	min	5%			10%		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Adhésion au cahier des charges restauration collective GRTA (soit 2 produits GRTA/jour) de 5 cuisines de production supplémentaires, amenant à 31 le nombre de restaurants scolaires certifiés.
- ✓ Journée de rencontre des personnes utilisant et fournissant des produits GRTA à l'occasion des 10 ans du label.
- ✓ Lancement de la plateforme d'approvisionnement en produits GRTA en novembre 2014.
- ✓ contacts réguliers entre la direction générale de l'agriculture et les services de la ville dans un but d'amélioration continue.
- ✓ Fourniture des listes actualisées des fournisseurs aux cuisiniers et cuisinières.
- ✓ mise en évidence du/des produit/s GRTA dans le libellé des menus.
- ✓ contrôle des conditions d'affichage et de l'utilisation de la marque GRTA par le service de la consommation et des affaires vétérinaires du canton dans les ACRS et IPE.
- ✓ évaluation de la satisfaction de la demande (prix, qualité, livraison, fraîcheur, etc.) via les tableaux d'approvisionnement.
- ✗ nouvelle baisse du nombre d'établissements proposant 1 menu GRTA par mois, information à inscrire dans un contexte d'augmentation du nombre total d'établissement (restaurants scolaires et IPE), passant de 87 à 93 établissements.
- ✗ Aucun établissement ne propose 2 menus GRTA par mois.

10.3 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) DES ACTIONS DE SENSIBILISATION POUR LES ENFANTS.							
nombre d'actions de sensibilisation auprès des enfants	max	8	10		8	17	
	min	6			6		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Affiches et masques de menus présents toute l'année dans les restaurants scolaires; serviettes proposées ponctuellement (7'500).
- ✓ 17 écoles ont accueillis les animations GRTA du canton de Genève, soit 1'500 enfants touchés; séance préalable d'information à l'équipe parascolaire.
- ✓ 77 ateliers de cuisine accueillant 10 à 12 enfants à chaque fois ont été organisés dans trois écoles différentes, dans le cadre des ateliers découverte.
- ✓ édition d'un recueil de recettes à base de produits régionaux pour les 16'000 enfants des écoles et des IPE.

10.4 AUGMENTATION DU NOMBRE D'ENTREPRISES LABELLISÉES GRTA.							
nombre d'entreprises labellisées GRTA	max	360	340		370	340	
	min	300			310		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

La campagne peut avoir un effet sur le nombre d'entreprises labellisées GRTA, par le marché induit par les lieux de restauration collective. Il est clair toutefois que l'évolution du nombre d'entreprises dépend de nombreux autres facteurs, échappant à l'action de la ville de Genève. cet objectif est donc à titre informatif, mais ne rentre pas dans l'évaluation de l'objectif global

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
indicateur(s)							
10.5 AUGMENTER LE NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS PUBLICS (CAFÉS, RESTAURANTS) PROPRIÉTÉS DE LA VILLE OU SITUÉS SUR SON TERRITOIRE QUI PARTICIPENT À LA SEMAINE DU GOÛT. DES MENUS « GENÈVE RÉGION - TERRE AVENIR » (GRTA).							
% d'établissements propriété de la ville participant à la semaine du goût	max	-	56%	-	-	34%	-
	min	-			-		
nombre de lieux situés sur la ville de Genève intégrés à la semaine du goût (hors établissements propriété de la ville de Genève)	max	15	25	●	20	34	●
	min	10			15		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Augmentation globale du nombre de participants (52), due principalement aux nouveaux lieux non propriété de la ville.
- ✓ seulement 18 établissements (34%) propriété de la ville de Genève, mais dont un nombre significatif participe depuis au moins deux éditions, ce qui renforce les relations de confiance et améliore la qualité des activités.

L'objectif d'augmenter le nombre de ces établissements n'est plus pertinent, car l'important est de réunir un maximum de lieux, propriété ou non de la ville de Genève, et de les fidéliser afin de travailler sur la durée. L'indicateur est donc uniquement à titre informatif.

10.6 AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ENGAGEMENT DES ÉTABLISSEMENTS PARTICIPANT À LA SEMAINE DU GOÛT.

% d'établissements ayant reçu la plus haute catégorie du label «semaine du goût», décerné par le service Agenda 21 (dès 2013)	max	25%	49%	●	40%	74%	●
	min	15%			25%		
% d'établissement proposant un plat du jour «semaine du goût» et ayant établi une relation directe avec un producteur de la région. (dès 2013)	max	70%	30%	●	80%	80%	●
	min	50%			60%		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Les 3 niveaux d'engagements de 2013, pas toujours représentatifs de la réalité, ont été supprimés et remplacés par un accompagnement et suivi personnalisé, débouchant sur un plus grand engagement des gérant-e-s. Globalement, l'engagement a connu un saut qualitatif notoire, principalement autour de la traçabilité des produits et la transparence. On note également une meilleure compréhension globale des enjeux de la part des restaurateurs et restauratrices.
- ✓ La grande majorité des établissements a réussi à proposer des plats locaux et de saison tout en assurant la traçabilité des produits. La combinaison de ces deux éléments était nettement moins bonne en 2013.
- ✓ contrairement aux années précédentes, le nombre de restaurants ne respectant pas bien ou pas du tout les règles du jeu est très faible (entre 5 et 10%). sur l'échantillon analysé (27 établissements), seuls 3 entrent dans cette catégorie.
- ✓ un prix de la semaine du goût a été organisé afin de stimuler les restaurants à s'engager davantage.
- ✗ parmi les critères exigés, la connaissance du personnel de service autour des objectifs de la semaine du goût et des activités menées par les restaurants est le point faible. tout comme la visibilité de l'événement, qui n'est pas toujours très bonne.
- ✗ concernant le 2ème indicateur, le % indiqué en 2013 n'est pas fidèle à la réalité car il supposait un lien direct avec les producteurs, exigence quelque peu assouplie en 2014 (exigence de traçabilité avant tout). Avec cette nuance, près de 60% des établissements l'ont rempli en 2013 (30% pour un engagement fort avec des liens directs), alors que ce chiffre est monté à 80% en 2014 (et 40% en 2014 pour un engagement fort avec des liens directs).

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
indicateur(s)							

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
DCSS : CHF 145'022.-	DCSS : CHF 145'022.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite en partie (DCSS) ou totalement (DFL) sur le budget de fonctionnement des services en charge de la mise en œuvre.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
<p>2014 a été une année de consolidation de l'objectif pour poursuivre le développement et l'ancrage des projets. Il en découle une évaluation assez bonne, avec des points d'amélioration à cibler pour 2015.</p>	
<p>ACRS/IPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ un accent particulier a été mis cette année sur la sensibilisation des enfants dans les écoles, avec une augmentation du nombre d'animations de 70 %. Depuis 2011, toutes les écoles en ont maintenant bénéficié. Les ateliers cuisine ont également été renforcés dans le cadre des ateliers découverte, avec un doublement de l'offre. Les familles ont été intégrées dans cet effort de communication avec la publication d'un recueil de recettes mettant à l'honneur les produits GRTA, diffusé à l'ensemble des enfants des écoles et des IPE. Les cuisiniers et cuisinières ont été sollicités pour livrer leurs recettes, permettant ainsi une valorisation de leur travail auprès des parents. ✓ Le service d'un produit GRTA par jour est respecté depuis fin 2012 par un nombre stable d'établissements (95 %) et est maintenant ancré dans les pratiques des cuisiniers et cuisinières. ✓ L'adhésion à la certification restauration collective GRTA, impliquant la proposition de 2 produits GRTA par jour, s'est poursuivie avec la labellisation de 20 restaurants supplémentaires. Les IPE vont suivre en 2015. <p>semaine du goût:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Augmentation globale du nombre de participants (52). ✓ engagement d'excellente qualité des établissements (très peu de restaurants ne jouant pas le jeu), notamment grâce à l'accompagnement réalisé. ✓ semaine du goût servant de catalyseur pour intégrer de bonnes pratiques tout au long de l'année (de plus en plus de restaurants modifient leur carte de manière durable suite à la semaine du goût). ✓ Accueil extrêmement favorable des restaurateur-trice-s: bénéfices reconnus de la semaine du goût sur une clientèle de plus en plus sensible. ✓ meilleure adaptabilité des restaurateur-trice-s par rapport aux contraintes du local (prix, disponibilité, saisonnalité,...). ✓ meilleure compréhension des enjeux. <p>pour plus d'info :</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/economie-locale/</p>	<p>ACRS/IPE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✗ en parallèle à l'augmentation de l'utilisation quotidienne des produits GRTA dans les menus sur lequel les forces se sont concentrées cette année encore, le nombre d'ACRS et d'IPE proposant un menu GRTA mensuel a diminué. cet axe de la campagne, dont la portée se veut surtout symbolique, doit être renforcé en 2015 avec un suivi personnalisé et renforcé auprès des cuisiniers et cuisinières. <p>La récente ouverture de la plateforme d'approvisionnement en produits GRTA devrait faciliter l'accessibilité aux produits par les chef-fe-s de cuisine.</p> <p>semaine du goût:</p> <ul style="list-style-type: none"> ✗ après une phase «pilote» et d'élargissement, il devient nécessaire de resserrer les critères, les exigences, afin de garantir une meilleure homogénéité et ne pas altérer la crédibilité de l'action. Les restaurants doivent être capables de réaliser de réels efforts pour proposer une alimentation durable. ✗ la connaissance du personnel de service autour des objectifs de la semaine du goût et des activités menées par les restaurants est le point faible. tout comme la visibilité de l'événement, qui n'est pas toujours très bonne. il faudrait davantage impliquer le personnel de service dans les restaurants, car c'est lui qui assure les liens avec la population. ✗ il est aujourd'hui nécessaire de mieux collaborer avec le canton (GRTA) et de formaliser notre partenariat autour de la promotion des produits locaux en ville de Genève. ✗ il serait opportun de renforcer et mieux cibler la communication, actuellement encore trop diffuse.

LA VILLE DE GENÈVE AUGMENTE LES POSSIBILITÉS DE TEMPS PARTIEL ET D'EMPLOIS PARTAGÉS DANS SON ADMINISTRATION AFIN DE FACILITER L'ARTICULATION ENTRE VIE PROFESSIONNELLE ET PRIVÉE.

responsable : DFL

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
11.1 D'ICI FIN 2014, 100% DES EMPLOYÉ-E-S DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE ONT ÉTÉ INFORMÉ-E-S DES POSSIBILITÉS D'ACCÈS AU TEMPS PARTIEL ET SUR LES QUESTIONS D'ÉQUILIBRE ENTRE VIE PRIVÉE ET PROFESSIONNELLE.							
nombre d'interventions effectuées dans les séminaires du catalogue annuel de formation	max	13	41	●	14	6	●
	min	9			10		
* % d'employé-e-s touché-e-s par des formations "égalité" depuis 2011	max	15%	19%	●	20%	22%	●
	min	10%			15%		
nombre d'actions de communication réalisées (internes et publiques)	max	3	7	●	4	5	●
	min	2			3		
nombre de rencontres DRH-RRHD organisées qui traitent du temps partiel (dès 2013)	max	4	5	●	4	3	●
	min	2			2		

* Le nombre d'interventions a fortement chuté en raison de nombreux séminaires qui n'ont plus offert la possibilité d'une intervention «égalité» en 2014. En effet, les séminaires destinés aux supérieur-e-s hiérarchiques relatifs à la conduite des entretiens périodiques faisaient suite à la mise en œuvre d'une réglementation statutaire et ils ont été organisés principalement en 2013, sur deux jours. Dès 2014, la majorité du personnel concerné avait été formé et la durée a été réduite sur une journée, empêchant une intervention égalité. Par ailleurs, deux formations concernant les droits et devoirs du personnel ont été annulées en raison du manque d'inscrit-e-s, ce qui annulait également l'intervention «égalité». Lorsque les valeurs cibles du 1er indicateur ont été fixées, elles ne prenaient pas en compte ces changements, ce qui explique qu'on n'ait pas atteint la valeur minimale.
Notons enfin que les rencontres destinées au personnel de l'administration organisées en 2013 au niveau du DFL, dont deux avaient porté sur la thématique «égalité», ont été élargies en 2014 à l'ensemble du personnel de l'administration. Aucune rencontre n'a traité ce thème cette année, ce sera le cas lors du prochain programme, avec idéalement la reconduction sur une base annuelle.

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ La ville de Genève a été spontanément contactée pour présenter sa politique RH relative à l'égalité (au niveau d'une organisation internationale et d'une autre commune genevoise), preuve de l'exemplarité et de la visibilité croissante de l'administration municipale en la matière.
- ✓ 22% des employé-e-s de l'administration municipale ont été touché-e-s par une intervention «égalité» depuis 2011.

✓ Actions de communication :

- 1 journée «Futur en tous genres»
- 1 séminaire «Articulation des vies» destiné aux chef-fe-s de service et adjoint-e-s du DFL
- 2 interventions publiques: auprès de l'organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et dans le cadre du Forum «Le travail des mères / Des mères au travail - quelles solutions côté employeurs et employeuses?» organisé par la commune de Vernier
- mise à jour des données sur la plate-forme d'information «conciliation travail-famille» du secrétariat d'état à l'économie (SECO)

11.2 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE A EFFECTUÉ UN ÉTAT DES LIEUX DU TEMPS PARTIEL AU SEIN DE SON ADMINISTRATION ET A MIS EN PLACE UN MONITORING ANNUEL.							
état des lieux du temps partiel au sein de l'administration effectué (au 31.12.2013)	max	effectué	effectué	●			
	min	effectué					
monitoring du temps partiel au sein de l'administration effectué	max	effectué	effectué	●	effectué	effectué	●
	min	effectué			effectué		

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
existence d'une nouvelle procédure RH à mettre en œuvre permettant de récolter les données nécessaires pour effectuer le suivi de cet objectif (dès 2014)	max				effectué	effectué	●
	min				effectué		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Les domaines de progression identifiés comme prioritaires, à savoir les hommes ainsi que les cadres supérieur-e-s travaillant à temps partiel I (89%-50), représentent les augmentations les plus importantes depuis 2011. En effet, cela correspond, respectivement, à une hausse de 25% et de 13%.
- ✓ A titre de comparaison, concernant les hommes travaillant entre 50% et 89% uniquement car les données relatives aux postes de cadres supérieur-e-s à temps partiel ne sont pas disponibles, l'office fédéral de la statistique indique 8.7% des hommes actifs en 2013, alors qu'en ville de Genève cette proportion s'élève à 11.7% pour l'ensemble des hommes de l'administration municipale.

données statistiques complémentaires (ville de Genève)

EN 2014 : **postes proposés à temps partiel I** (89-50%) correspond à 25%. Pas d'augmentation depuis 2011.

EN 2014 : **répartition «femmes-hommes» des postes à temps partiel I** (89-50%) correspond à 73% de femmes et 27% d'hommes. Augmentation substantielle de la part des hommes depuis 2011 (+3%)

EN 2014 : **répartition des postes à temps partiel I** (89-50%) **entre les dépt. de l'admin.** correspond à 43% au DPA, 28% au DFL, 32% au DCA, 36% au DCS, 8% au DEUS et 34% au DCSS. Plus forts changements depuis 2011 : DPA (+ 6%) et DCSS (- 5%)

EN 2014 : **répartition des postes à temps partiel I** (89-50%) **par classe de salaire** correspond à 22% des non-cadres (classes A-H), 39% des cadres intermédiaires (classes I-M) et 20% des cadres supérieur-e-s (classes N-V). Augmentation notable des cadres supérieur-e-s depuis 2011 (+ 4%)

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite presque totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global, à l'exception des frais de réceptions pris en charge par le CA.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

Points positifs	Points d'améliorations
objectif en bonne voie de réalisation	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ La promotion de l'articulation des vies professionnelle et privée en ville de Genève s'ancre progressivement dans les processus RH. Les interventions «égalité», les différentes communications internes et externes ainsi que la collaboration avec les départements permettent une sensibilisation et une information importante contribuant au travail en profondeur et dans le temps requis. Ainsi, 22% du personnel de l'administration municipale a été touché par au moins une action depuis 2011. ✓ Les postes cibles, à savoir les hommes et les cadres supérieur-e-s travaillant à temps partiel I (entre 50% et 89%), ont particulièrement progressé, avec des hausses respectives de 25% et 13% depuis 2011. ✓ La réalisation des mesures s'est presque totalement effectuée sur le budget de fonctionnement des services concernés. <p>pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/conditions-travail/</p>	<ul style="list-style-type: none"> ~ La promotion de l'articulation des vies professionnelle et privée est à poursuivre sur la base des réalisations menées jusqu'ici et devrait être complétée par la création d'emplois partagés plus nombreux (actuellement un seul emploi partagé existe). ~ Les stéréotypes associés au temps partiel, comme le degré d'engagement professionnel ou la disponibilité des personnes travaillant à temps partiel, sont encore parfois bien présents et requièrent par conséquent des mesures continues de sensibilisation. ~ des outils tels que des fiches de bonnes pratiques ou sur les procédures internes en la matière ainsi que des offres de formations spécifiques, destinés aux membres du personnel et facilitant l'équilibre entre les vies professionnelle et privée, pourraient être diffusés plus largement, notamment sur intranet.

LA VILLE DE GENÈVE FAVORISE L'ACCÈS À L'OFFRE CULTURELLE POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES.

responsable : dcs

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
12A.1 LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE UN RÉSEAU DE PARTENARIATS EFFICACES AVEC LES ASSOCIATIONS ŒUVRANT DANS LE HANDICAP ET LES ASSOCIATIONS CULTURELLES DANS LE BUT DE TRAVAILLER EN PARTENARIAT.							
nombre d'actions par année réalisées en partenariat	max	6	6	●	9	10	●
	min	5			6		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ **Arts inclusifs (domaine de la création artistique) :** sur la lancée des projets de création plastique et spectacles développés en 2013 dans le cadre transfrontalier du CRFG (projet «naturellement!») et national (projet «out of the box» en lien avec la biennale integrART du % culturel migros), deux nouvelles équipes de projets se sont constituées. En 2014, elles ont travaillé à la conception de nouveaux projets d'arts inclusifs qui se déploieront en 2015 dans divers lieux de la cité (bains des pâquis, La comédie, Le théâtre du grütli, le BAC, l'Espace 34 et saint gervais).
- ✓ **École, culture et handicap :** suite aux actions de médiation culturelle autour du projet «naturellement!», les milieux scolaires (DIP-écoles primaires classes d'intégration de onex) ont développé un projet Land art. quatre autres établissements scolaires (puplinge, jussy, Presinge, cy, Allières, Geisendorf = 500 élèves) ont également travaillé en prenant appui sur l'œuvre réalisée à Genève en lien avec des travailleurs et travailleuses handicapé-e-s.
- ✓ **Extension du réseau culture-handicap :** aux partenaires de départ en 2012 (Pro Helvetia, BFEH, PROCAP, FSS, Clair-bois, Mille et une feuilles, Cap Loisirs, FSA) sont venus progressivement s'ajouter des associations et fondations actives au niveau culturel et/ou dans le domaine du handicap: ABA-CIR, INSIEME, SGIPA, CRFG, ESAT de la ferme de chosal, Fort l'Écluse, les interprètes indépendantes, Dire pour voir, Art sans rendez-vous, Les Arts minis, danse habile, zigart, Résonnance contemporaine.
- ✓ **Nouveaux partenaires pour l'interprétation en langue des signes (LSF) :** La traduction de spectacles et de contes en LSF a été modélisée et mise en œuvre à plusieurs reprises. De plus, un nouveau domaine signé a été mis en œuvre avec de nouveaux partenaires culturels dont des théâtres qui se sont par ailleurs ouverts aux publics en situation de handicap mental.

12A.2 LA VILLE DE GENÈVE FACILITE L'ACCÈS AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (VISUEL, OU AUDITIF, OU MENTAL, OU À MOBILITÉ RÉDUITE) À SES MUSÉES, SES THÉÂTRES ET SES MANIFESTATIONS.							
nombre de typologies de mesure (concepts) d'accessibilité par type de handicap mis en œuvre par année	max	6	7	●	6	8	●
	min	4			4		
nombre d'actions mises en œuvre par année	max	15	21	●	15	38	●
	min	10			10		
nombre de manifestations par année pouvant accueillir des personnes en situation de handicap (visuel, ou auditif, ou mental, ou à mobilité réduite) (dès 2014)	max				1	1	●
	min				1		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ **visites commentées :** 7 visites commentées en LSF se sont déroulées dans les musées de la ville de Genève, toutes conduites par une guide sourde s'exprimant en LSF. 8 visites tactiles ont été offertes aux publics en situation de handicap visuel, dont la moitié a été conduite par des guides malvoyant-e-s.
- ✓ **visites-coulisses :** En marge des 4 spectacles audiodécrits, des visites des coulisses ont été organisées.
- ✓ **visites-atelier :** série de 6 visites (handicap mental) dans 5 musées de la ville de Genève et un théâtre.
- ✓ **supports audio :** en complément des visites guidées in situ pour lesquels des guides aveugles ou malvoyants ont été formés, des supports audios ont été développés: le projet de parcours vidéo-guidé a été modifié en parcours audiodécrit en tant que première phase d'adaptation d'un des sentiers culturels proposé par la ville de Genève. 2 expositions ont été audiodécrites en 2014 : au MEG et à l'Ariana. deux musées se sont inspirés, le MICR et le MAMCO, des actions vo.
- ✓ **formation des médiateurs et médiatrices culturel-le-s :** trois actions ont été entreprises: un module de formation (1 journée) inscrite dans le programme des formations AMS/ICOM-suisse + une observation des pratiques d'accueil de visiteurs et visiteuses malvoyant-e-s dans nos musées par des étudiant-e-s en master de sciences de l'éducation de l'UMIGE + un atelier décodimages organisé entre FAPSE et la fondation «Images et société»
- ✓ **Mesure d'accès:**
- ✓ **Audiodescription :** 4 spectacles ont été audiodécrits : 2 au GTG, les 2 autres au TO. il convient de mentionner que le théâtre de carouge s'est inspiré de notre action et a, lui aussi, pu programmer 3 spectacles audiodécrits grâce à l'expertise de la ville de Genève.
- ✓ **surtitrage :** 5 pièces de théâtre ont été surtitrées par la ville.
- ✓ **LSF :** 4 spectacles, dont 2 pour le jeune public, ont été accompagnés d'une traduction en LSF.
- ✓ **formation des professionnel-le-s de la culture :** pour les personnel-le-s d'accueil: 2 modules de sensibilisation à la communication avec les personnes sourdes et malvoyantes ont été donnés au MEG. pour les chargé-e-s de communication: une pochette «vademezum» qui récapitule les principes de base de l'accessibilité visuelle aux supports graphiques.
- ✓ **évaluation des actions :** un questionnaire de satisfaction a été adressé aux spectateurs et spectatrices malvoyant-e-s ayant bénéficié d'audiodescription et des visites de coulisse, ainsi qu'aux personnes sourdes ayant bénéficié d'interprétation en LSF. dans le cadre de la nuit des musées, un projet d'accueil de personnes avec handicap mental a été mis en œuvre.

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
indicateur(s)							
12A.3 LA VILLE DE GENÈVE OFFRE UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE DEGRÉ D'ACCESSIBILITÉ DE SES MUSÉES POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (TOUS HANDICAPS CONFONDUS).							
nombre de musées de la ville de Genève offrant une information détaillée sur l'accès pour les personnes en situation de handicap	max	2	2	●	2	2	●
	min	1			1		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ Les 2 musées sont le MAH et le MEG qui offrent de nouvelles informations sur leur site internet. dans les sites web des musées, sous l'onglet «publics» est apparu la rubrique «culture pour tous» qui regroupe l'offre destinée aux publics en situation de handicap ainsi que celle adressée aux publics issus du champ social.

12A.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE MET EN ŒUVRE UN PLAN DE COMMUNICATION SUR L'ACCÈS AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (VISUEL, OU AUDITIF, OU MENTAL, OU À MOBILITÉ RÉDUITE) À SES MUSÉES, SES THÉÂTRES ET SES MANIFESTATIONS.							
plan de communication	max	réalisé	réalisé	●			
	min	réalisé					
nombre d'actions de communication	max	10	10	●	10	10	●
	min	6			6		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ toutes les actions ont fait l'objet de communication. En 2014, elles ont été diffusées de 2 manières: via les sites web ville de Genève et les lettres d'information par type de handicap, et via les sites web de nos mandataires qui réalisent les mesures d'accès (www.projet-sourds-culture.ch / www.direpouvoir.ch). L'information a été bien relayée dans les supports des associations concernées ainsi que dans des médias plus généraux comme le vivre à Genève, le courrier ou Léman bleu.
- ✓ Le plan de communication s'est formalisé avec les supports décrits ci-contre. Il convient de relever qu'une série de vidéos sur les mesures a été réalisée ainsi qu'un film long métrage sur la question de la culture et du handicap. Afin de faciliter la communication entre professionnel-le-s de la culture et personnes en situation de handicap (surdité, basse vision, restriction intellectuelle) deux types de module de formation ont commencé : l'un adressé aux personnel-le-s d'accueil, l'autre à l'attention des médiateurs et médiatrices culturel-le-s qui développent les programmes d'activités culturelles.

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
CHF 214'000.-	CHF 131'092.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite également sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
objectif ambitieux, dont les objectifs détaillés 2014 ont largement été atteints. Le nombre d'actions facilitant l'accès aux personnes en situation de handicap (visuel, ou auditif, ou mental, ou à mobilité réduite) a de loin dépassé les prévisions, grâce notamment à un réseau qui s'élargit et aux opérateurs et opératrices culturel-le-s volontaires et pro-actifs demandeurs des mesures d'accès handicap.	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le projet handicap et culture de la ville de Genève a maintenant valeur d'exemple au niveau cantonal, régional et national. ✓ Le réseau de partenariat s'étoffe et génère de nouvelles synergies, donnant naissance à des projets nouveaux portés par les partenaires. ✓ Les mesures mises en place essaient dans les réseaux des opérateurs et opératrices culturel-le-s. ✓ La communication est relayée par les institutions concernées du domaine du handicap et font l'objet dans certains cas d'une complète réappropriation. <p>pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/</p>	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le projet visant à l'intégration de personnes en situation de handicap au sein de l'offre culturelle est déjà passé au palier de l'inclusion de ces personnes dans le domaine culturel (par exemple en tant que médiateur et médiatrices ou artiste intervenant). ~ il est parfois difficile d'éliminer les barrières de l'accès à la culture, sachant que pour des personnes en situation de handicap les freins sont accrus : barrières physiques multiples, mais aussi symboliques (historique d'exclusion) et communicationnelle (français simplifié, normes graphiques basse vision, lecture labiale, etc.). L'accessibilité à la culture passe par la formation des professionnel-le-s de la culture. un long et patient travail reste à faire auprès des personnel-le-s d'accueil dans les dispositifs culturels, des programmeurs et programmeuses, des chargé-e-s de communication, graphistes et scénographes.

LA VILLE DE GENÈVE MET À NIVEAU LES INFRASTRUCTURES CULTURELLES.

responsable: dcs

collaborations: dca

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
12B.1 LA VILLE DE GENÈVE MET À NIVEAU SES INFRASTRUCTURES CULTURELLES SELON LES PLANS FINANCIERS D'INVESTISSEMENT (PFI).							
% de mise en œuvre du PFI	max	50%	56.6%				
	min	40%					

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global et principalement sur les crédits d'investissements	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
<p>Le suivi de cet objectif fait déjà l'objet d'un suivi dans le cadre du plan directeur communal 2020 (PDCOM). Les délais n'étant pas ceux du PSDD, il a été décidé de ne pas poursuivre le suivi dans l'exercice du PSDD. Les résultats sont consultables sur le site du PDCOM de la ville de Genève.</p> <p>Pour plus d'info :</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/amenagement-construction-logement/urbanisme-planification/monitoring/priorites-indicateurs/ville-dynamique/</p>	



LA VILLE DE GENÈVE RENFORCE LA DÉONTOLOGIE DANS LES MUSÉES.

responsable : dcs

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
12C.1 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE SE DOTE D'UN DOCUMENT DE RÉFÉRENCE POUR LA POLITIQUE D'ACQUISITION DE SES INSTITUTIONS PATRIMONIALES, RENFORÇANT L'ENGAGEMENT DÉONTOLOGIQUE DESDITES INSTITUTIONS ET ASSURANT LA CONFORMITÉ DES COLLECTIONS AUX NORMES ÉTHIQUES ET JURIDIQUES DE LA PROFESSION.							
% de mise en œuvre d'un document de référence encadrant la politique d'acquisition des musées et des institutions patrimoniales municipales	max	75%	60%	●	100%	75%	●
	min	50%			75%		
<p>faits marquants 2014 et/ou remarques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ~ Le cadre juridique proposé par le document a obtenu la validation du conseil administratif (CA). En revanche, certains aspects financiers ou de délégation liés à la mise en œuvre de la politique d'acquisition des musées sont encore en suspens. Ils feront l'objet d'une annexe spécifique. ~ La mise en ligne se fera après validation de cette annexe par le CA. <p>25% : création du document 50% : validation par la commission de déontologie 75% : validation par le CA 100% : mise en ligne du document</p>							
12C.2 D'ICI FIN 2014, 100 % DES CONVENTIONS RELATIVES AUX PARTENARIATS, DONNS, LEGS, DÉPÔTS ET PRÊTS D'OBJETS, D'ŒUVRES OU DE COLLECTIONS AUX INSTITUTIONS PATRIMONIALES DE LA VILLE DE GENÈVE ONT ÉTÉ RELUES ET MISES À JOUR.							
% des conventions relatives aux partenariats, dons, legs, dépôts et prêts d'objets, d'œuvres ou de collections aux institutions patrimoniales de la ville de Genève relues et mises à jour	max	80%	80%	●	100%	90%	●
	min	60%			80%		
<p>faits marquants 2014 et/ou remarques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ La relecture des conventions a fait émerger la nécessité de se doter de documents-type (nouvel objectif prévu en 2014 et 2015). L'idée est d'harmoniser et fluidifier les processus et de capitaliser sur l'important travail de relecture des conventions. 							
12C.3 À DATER DE 2011, LES OBJETS, ŒUVRES OU COLLECTIONS DONT LA PROVENANCE EST INSUFFISAMMENT DOCUMENTÉE OU NON-CONFORME AUX NORMES ÉTHIQUES ET JURIDIQUES INTERNATIONALES, FONT SYSTÉMATIQUEMENT L'OBJET D'UN EXAMEN ET DE RECOMMANDATIONS DE LA PART DE LA COMMISSION DE DÉONTOLOGIE.							
% des cas litigieux traités	max	100%	100%	●	100%	100%	●
	min	90%			90%		
Établissement d'un rapport annuel d'activités permettant le suivi des recommandations de la commission de déontologie	max	rapport 2012 établi	rapport 2012 établi	●			
	min	rapport 2012 établi					
<p>faits marquants 2014 et/ou remarques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ clôture de la procédure de restitution d'un toi moko au musée Te Papa de Wellington. Adoption d'une doctrine commune pour le traitement des demandes d'expertise. ✓ Le prochain rapport triennal d'activité sera établi en 2015. 							

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
CHF 43'800.-	CHF 43'800.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite entièrement sur le budget supplémentaire PSDD	

BILAN ANNUEL GLOBAL

Points positifs	Points d'améliorations
L'objectif est en bonne voie de réalisation, malgré une évaluation globale partielle. La validation et la mise en ligne du document de référence ont pris un peu de retard, mais 100% des cas litigieux ont été traités.	
<ul style="list-style-type: none">✓ dans le cadre des chantiers menés aujourd'hui sur les musées, la commission de déontologie constitue un pilier éthique. cette démarche permet aux institutions de porter un regard critique sur elles-mêmes et de répondre aux questions de la population dans ce domaine.✓ 100% des cas litigieux identifiés jusqu'à la mi 2014 ont été traités par la commission de déontologie. pour plus d'info : http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/	<ul style="list-style-type: none">✓ perspective à venir : le travail fait au niveau du document de référence pour les collections patrimoniales va être mené pour le domaine de l'art contemporain (2014-2015).✗ Le retard pris en 2013 (voir bilan 2013) a pu être comblé partiellement en 2014.

OBJECTIF 13 : COOPÉRATION

évaluation globale   

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE SA POLITIQUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN PRIVILÉGIANT LA COOPÉRATION AVEC DES VILLES, EN FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET EN CONTRIBUANT AU RENFORCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES. ELLE S'ENGAGE À Y CONSACRER 0,7% DE SON BUDGET DE FONCTIONNEMENT DÈS 2018.

responsable: DFL

collaborations: dcs et dcsc

ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
13.1 D'ICI 2018, LA VILLE DE GENÈVE S'ENGAGE À ATTEINDRE LE 0,7% DE SON BUDGET DE FONCTIONNEMENT DÉDIÉ À DES PROJETS DE COOPÉRATION.							
évolution de la part du budget de fonctionnement consacré à la coopération	max	0.50%	0.60%		0.54%	0.60%	
	min	0.46%			0.50%		

faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✘ Le budget alloué à la coopération n'a pas été augmenté en 2014

modification des valeurs en 2013 suite à une réévaluation de la méthode de calcul.

Le montant calculé comprend les charges de fonctionnement du secrétariat de la délégation Genève ville solidaire (dgvS). Les valeurs cibles ont été calculées par une droite linéaire entre 2011 (0.42%) et 2018 (0.7%).

13.2 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE OPTIMISE LA GESTION OPÉRATIONNELLE ET FINANCIÈRE D'ANALYSE ET DE SUIVI DES PROJETS SOUTENUS PAR LE FONDS DE SOLIDARITÉ DE LA VILLE DE GENÈVE.							
État d'avancement du processus d'optimisation (dès 2012)	max	80%	80%		100%	80%	
	min	60%			80%		

faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ définition des processus du secrétariat
- ✓ Formulaires des dépôt, documents d'accompagnement et formulaires d'octroi affinés
- ✓ critères techniques pour l'analyse de projets et des associations ont été fixés
- ✓ entretien systématique avec les associations déposant un dossier
- ✓ Formalisation des outils de suivi en cours
- ✓ réflexion sur la mise en œuvre d'actions sur le partage de savoirs entre les différentes organisations soutenues par la dgvS

20% : définition des processus du secrétariat
40% : Affinage des formulaires de dépôt d'un dossier et documents d'accompagnement
60% : définition des critères techniques de sélection des projets
80% : bilan et pistes d'amélioration du soutien aux associations pour améliorer la présentation des dossiers.
100% : Formalisation des outils de suivi

13.3 D'ICI FIN 2014, LE DÉVELOPPEMENT DURABLE EST PRIS EN COMPTE DANS LA SÉLECTION DES PROJETS DE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT FINANCÉS PAR LA VILLE DE GENÈVE.							
Intégration dans le formulaire de demande de subvention d'un chapitre sur le développement durable	max	réalisé	réalisé				
	min	réalisé					
État d'avancement de la mise en place des critères de développement durable (dès 2014)	max				40%	40%	
	min				10%		

faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ collaboration accrue avec le service Agenda 21-ville durable
- ✓ renforcement de l'approche genre dans les projets de développement
- ✓ définition des thématiques générales de dd
- ✓ Formalisation (en cours) des critères de développement durable dans l'examen des projets.

Mise en place de critères de dd

10% : définition de la collaboration service Agenda 21 - ville durable
40% : définition des thématiques générale de dd
80% : définition des critères pour les thématiques de dd
100% : intégration des critères dd dans les critères de sélection des projets

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
indicateur(s)		au 31.12.2013			au 31.12.2014		
13.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE GAGNE EN VISIBILITÉ ET SE POSITIONNE COMME UN ACTEUR RECONNU DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT GRÂCE À SES ACTIONS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION.							
nombre d'actions d'information et de sensibilisation à la coopération au développement soutenues ou organisées par la ville de Genève	max	20	12	●	24	24	●
	min	10			20		

Faits marquants 2014 et/ou remarques :

- ✓ La ville de Genève a participé et/ou co-organisé 16 événements inclus dans le plan stratégique de communication:
 - 3 actions au festival du film et forum des droits humains(FIFDH)
 - 1 soirée processus politique Afrique du sud avec SIDH
 - 1 démonstration déminage mécanisé avec DIGGER
 - 2 expositions dans le cadre de l'année de l'enfance (st-Jean et Plainpalais)
 - 2 soirées palmiers solidaires avec le conservatoire et jardin botaniques de la ville de Genève
 - 1 participation à la formation ville LGBTQ avec le haut commissariat des droits humains
 - 1 participation à la remise des prix martin ennales

- 1 soirée sur la commémoration de l'abolition de la peine de mort avec le CCPR
- 1 soirée festival filmar en Amérique Latine
- 1 forum «Habitat- Participatif» avec urbamonde
- 1 brunch équitable avec le mouvement populaire des familles
- 1 soirée d'information des associations DGVS sur la thématique genre et développement
- 3 rencontres des bailleurs de fonds genevois
- 3 numéros de la newsletter DGVS
- 2 tenues d'un stand DGVS à la conférence annuelle de la DDC et à la soirée d'accueil des nouveaux habitant-e-s de la ville de Genève
- ✓ L'augmentation du nombre de dossiers de demande démontre une meilleure visibilité de la ville et de ses actions

SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire 2014	dépenses liées au budget supplémentaire 2014
CHF 1'800'000.-	CHF 1'800'000.-
L'objectif du 0,7% reste valable à l'horizon 2018. La réalisation des objectifs détaillés s'est faite également sur le budget de fonctionnement des services en charge de la mise en œuvre.	

BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points d'améliorations
L'augmentation des ressources et l'optimisation de la gestion sont des objectifs en très bonne voie de réalisation. L'enjeu principal pour 2015 sera la mise en place de critères de développement durable pour la sélection des projets.	
<ul style="list-style-type: none"> ✓ optimisation des processus du secrétariat ✓ optimisation de l'accompagnement des associations ✓ renforcement de la thématique genre dans les projets de développement ✓ participation et co-organisation des événements de sensibilisation et communication ✓ échanges d'expériences avec d'autres bailleurs de fonds 	<ul style="list-style-type: none"> ✗ Finalisation de la formalisation et application des critères de développement durable ✗ renforcement du suivi des projets et systématisation de l'évaluation ✗ Affinage des supports virtuels de communication ✗ consolidation des actions sur le partage de savoirs
<p>Pour plus d'info :</p> <p>http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/cooperation/</p>	

DÉLÉGATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

6 DÉLÉGATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF

6.1 DÉLÉGATION GENÈVE VILLE SOLIDAIRE (DGVS)

En 2014, la ville de Genève a poursuivi son engagement en faveur de la solidarité internationale. Son objectif en la matière demeure inchangé : elle s'est engagée à y consacrer 0,7% de son budget de fonctionnement d'ici 2018¹. La solidarité est l'un des 13 objectifs stratégiques de développement durable – PSDD – pour la période 2011-2014.

Avec un montant total de CHF 5'501'100.-, la ville de Genève a consacré 0,6% de son budget à la solidarité internationale en 2014².

Ainsi, elle a soutenu un total de 133 actions, réparties comme suit :

- 57 nouveaux projets ;
- 13 projets pluriannuels ;
- 13 associations par le biais de subventions nominatives ;
- 46 projets d'organisations membres de la Fédération genevoise de coopération (FGC) ;
- 2 plans d'action d'organisations membres de la FGC (Caritas Genève et Terre des Hommes).

Au cours de l'année, la DGVS s'est réunie à 5 reprises. Elle a examiné 60 nouvelles demandes de financement transmises par le secrétariat, dont 57 ont été acceptées par le conseil administratif qui a systématiquement suivi la DGVS dans ses choix.

dans le cadre de l'Accord-cadre avec la FGC, 44% des fonds dédiés à la solidarité internationale ont été confiés à cette organisation. Ces fonds ont permis à la FGC de financer 46 projets et 2 plans d'actions, menés par 31 des associations membres de la Fédération, dans les domaines prioritaires de la protection de l'environnement, de l'aide à l'enfance, de l'éducation, de la santé et du renforcement de la société civile.

Les projets soutenus en 2014 ont été menés par 105 associations ou fondations à but non lucratifs et quelques services de la ville dans 46 pays du monde. Près de la moitié des fonds ont servi à financer des projets de développement en Afrique et la majorité des actions concerne les objectifs dits du millénaire. Elles visent donc à lutter contre la pauvreté dans le monde et concernent prioritairement les thèmes suivants : la promotion des droits humains (31%), l'éducation et la formation (18,9%), le développement rural (13,2%), la santé (8,6%) et l'environnement (8,6%).

¹ objectif 13 du programme stratégique de développement durable (PSDD) : « La ville de Genève développe sa politique de solidarité internationale en privilégiant la coopération avec des villes, en favorisant le développement durable et en contribuant au renforcement des administrations locales. Elle s'engage à y consacrer 0,7% de son budget de fonctionnement dès 2018 ».

² ce pourcentage comprend la totalité des subventions versées selon la liste détaillée ci-après, avec les frais de fonctionnement de la DGVS (charges de personnel, honoraires et prestations de service). Au dénominateur, l'aide des collectivités publiques locales se calcule en % du total des dépenses de fonctionnement, moins les imputations internes et moins les amortissements.

DÉLÉGATION GENÈVE VILLE SOLIDAIRE (DGVS)

INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT (1/6)

367 Budget 2014 : CHF 1'585'000 + CHF 539'000 (transférés de la rubrique «solidarité internationale») = CHF 2'124'000 : projets financés par l'intermédiaire de la fédération genevoise de coopération (FGC)

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESSCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
Afrique	BENIN	genève tiers-monde	renforcement des organisations socioprofessionnelles et promotion de l'emploi des jeunes, cotonou	50'000
	BURKINA FASO	centre Ecologique Albert Schweitzer - Genève - CEAS	Projet d'appui à la gestion des déchets municipaux de trois communes	55'840
		Enfants du monde	Les femmes enceintes, les familles et les communautés en action pour améliorer la santé maternelle et néonatale (Phase 2) dans les régions du centre-est et du centre-nord	38'518
	BURUNDI	Espoir pour la faim - ESFA	Appui aux caféiculteurs au nord du Burundi. Améliorer les conditions de vie grâce au café	36'151
		Innovations et réseaux pour le développement - IRED	renforcement du réseau grands-lacs dans le plaidoyer pour la gouvernance de la sécurité alimentaire et l'insertion socio-économique des jeunes, Burundi, RDC et Rwanda	70'000
	CAMEROUN	Association suisse-cameroun - ASC	Amélioration de la capacité de production et de commercialisation du maïs dans l'arrondissement de Nguemendouka	41'530
	DIVERS PAYS	recherches et applications de financements alternatifs au développement - RAFAD	protection et éducation financières des membres et clients des systèmes financiers décentralisés. Burkina Faso, Mali, Togo et Sénégal	28'414
	GUINEE CONAKRY	syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs - SIT	Formation de jeunes en situation précaire	16'666
		syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs - SIT	renforcement des capacités des femmes dans le secteur informel	50'000
	MALI	Innovations et réseaux pour le développement - IRED	Programme de formation et d'appui au développement local, régions du littoral, centre, ouest et est	32'404
		Jardins de cocagne solidarité nord et sud	Autonomisation et renforcement du cadre de concertation du programme de développement (PDL) de Koussane, région Kayes	13'750
		Tourism for help	Gestion d'un centre de formation et d'apprentissage (Doni Blon) sur les métiers liés au tourisme - une chance offerte aux jeunes en rupture professionnelle, communauté urbaine de Ségou	20'000
	NIGER	Equiterre	Appui à l'adaptation des pratiques pastorales, communes de Dakoro, Vermo, Gababedji, Rombou et Goula, département de Dakoro	42'416
		swissaid Genève	Amélioration des compétences de gestion alimentaire dans la commune rurale de Koygolo	37'213
		swissaid Genève	Appui à la production agricole dans la commune rurale de Torodi, département de Say, région de Tillabéry	33'106
	SENEGAL	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation - ACCED	Appui à l'insertion et à la réinsertion scolaire et professionnelle des orphelins de guerre et du sida (OEV), région de Ziguinchor	43'155
		Association pour l'accès à l'éducation et à la formation - ACCED	Appui à l'insertion socio-économique des jeunes femmes et hommes de la ville de Thiès par l'éducation et la formation professionnelle en agriculture urbaine et périurbaine, Thiès	29'199
		centre Ecologique Albert Schweitzer Genève - CEAS	gestion de proximité des déchets de la communauté rurale de N'dande	50'000
		Espace Femmes International - EFI	Formation en ligne (e-learning) en genre et développement, Afrique de l'ouest et Europe francophones	56'000
		Tourism for help	création d'un centre de formation et d'application aux métiers de l'hôtellerie (CFAMH): une chance offerte aux jeunes exclus, Somone, département de Mbour, région de Thiès	22'667
	urbamonde	Projet d'urbanisme: appui à la reconstruction, région de Dakar	53'500	
TANZANIE	Assoc. pour le développement des aires protégées - ADAP	gestion communautaire des ressources naturelles dans la division d'Inyonga. District de Mlele, région de Katavi	59'000	
TOGO	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation - ACCED	Éducation et protection sociales des enfants filles démunies travailleuses dans le secteur informel à Lomé	30'000	

6.1

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(2/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
Amérique centrale	DIVERS PAYS	madre Tierra suisse	santé communautaire: formation de promoteurs et promotrices, campagnes de santé et forums. chiapas, jacaltenango. guatemala et mexique	48'046
	EL SALVADOR	centrale sanitaire suisse romande	réhabilitation intégrale des blessés de guerre et des enfants/jeunes handicapés à chalatenango	35'000
	GUATEMALA	helvetas	projet de développement économique rural territorial	52'924
	GUATEMALA	traditions pour demain	santé mentale, sexuelle et reproductive: encourager la pratique des méthodes traditionnelles de soins de psychotraumatismes post-conflits, département de quiché	15'000
	HAITI	Association kombit	Programme de développement du réseau des organisations de productrices et de producteurs agricoles de la grand'Anse, presqu'île du sud	37'674
	NICARAGUA	Association de solidarité nicaragua - El salvador	développement des potentiels de 180 familles de 6 communautés à La Dalia, El Tuma, département de Matagalpa	36'685
		centrale sanitaire suisse romande	soutien à la formation des élèves infirmières du département de Matagalpa	37'356
		Espace Femmes International - EFI	prévention de la violence de genre et accès à la justice, Mulukuku	21'141
		urbamonde	renforcement de la dynamique intermunicipale de la gestion du territoire bassin versant du Rio Grande, Matagalpa	38'384
Amérique du sud	BOLIVIE	IDH suisse. santé - Environnement - droits humains en Bolivie	De l'espace privé à la société civile, une sexualité sans dérapage. Prévention des abus sexuels et prévention de la violence chez les adolescent-e-s de Quillacollo	53'001
	COLOMBIE	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation - ACCED	renforcement et responsabilisation de la jeunesse en faveur de la formation, la citoyenneté, la culture et la paix, Bogota	20'000
		Genève tiers-monde	culture paysanne périurbaine et souveraineté alimentaire	35'000
		Genève tiers-monde	quand les quartiers populaires se mobilisent contre la dégradation environnementale. Endacol	20'000
		Mouvement pour la coopération internationale - MCI	Apprendre à penser ensemble. Éducation de base des adultes avec des communautés Emberas	59'620
	EQUATEUR	traditions pour demain	Le poids des mots et le choc de l'image pour l'identité culturelle Kichwa au nord du pays	50'000
	PEROU	Genève tiers-monde	droits et protection des enfants et adolescentes travailleuses domestiques dans les districts de Lima, Cusco et Tumbes	50'000
Asie	BANGLADESH	Enfants du monde	collaborer avec les individus, les familles et les communautés afin d'améliorer la santé maternelle et néonatale, district de Netrokona	20'266
Divers continents	DIVERS PAYS	service coopération au développement de Caritas Genève - Secodév	Plan d'action quadriennal 2012-2015 - divers projets soutenus en 2014	253'350
		terre des hommes suisse	Plan d'action quadriennal 2013-2016 «pour l'enfance et un développement solidaire», affecté pour divers projets	170'000
Europe	SUISSE	centre Europe tiers-monde	soutien aux pages «solidarité» du courrier - Articles publiés sur la coopération au développement et les rapports nord-sud	50'000
		cinémas des trois mondes	16ème édition du festival Filmar en América Latina	25'000
		déclaration de Berne - comité genevois	analyse du secteur des matières premières, les enjeux pour le développement et la régulation des marchés	40'000
		groupe de réalisations et d'accompagnement pour le développement - GRAD-S	Roman illustré «La terre de Luna - ticket sans retour pour Agadem», dossier pédagogique sur l'accès à la terre pour enseignant-e-s et élèves	15'000
		Mouvement populaire des Familles - MPF	Les brunchs branchés et équitables dans des maisons de quartiers à Genève - regards croisés, nord-sud de la graine à l'assiette	12'000
		urbamonde	Forum Habitat participatif	19'024
			sous-total	2'124'000

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(3/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
367 Budget 2014: CHF 3'455'000.- (- CHF 539'000) = CHF 2'916'000				
Afrique	BENIN	Fonds 1% pour le développement	Programme d'amélioration de revenus des femmes de tohoué à travers la microfinance, l'élevage, la transformation et la commercialisation de produits agricoles	46'846
		GMFER - Fondation pour la recherche médicale	Programme de prévention et de traitement des fistules obstétricales à l'hôpital de saint-jean de tanguieta	80'000
	BURKINA FASO	yankadi	construction de l'école de fada n'gouma	7'414
	BURUNDI	Femmes Artisans de Paix	cercles de paix et développement	20'000
	CAMEROUN	Association Main tendue	construction d'un bâtiment pour une école primaire, deux classes et bibliothèque	12'000
		coopération Europe Afrique de développement et de protection environnementale - CEADEPE	Projet pilote d'appui au développement communautaire durable dans la zone rurale de messamena	15'000
	COTE D'IVOIRE	centre pour les droits civils et politiques - CCPR	renforcement du rôle de la société civile dans la mise en œuvre du pacte international pour les droits civils et politiques	48'787
	DIVERS PAYS	Association 2nd chance - second chance	Missions chirurgicales de reconstruction, réalisation de films spécialisés pour la formation	50'000
		Association genevoise pour l'alimentation infantile - IBFAN	Promotion de l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant Bénin, Gabon et Burkina Faso	88'755
		Avocats sans frontières - ASF	protection des défenseurs droits humains et lutte contre les discriminations LGBT au Cameroun 2014 et préparation du colloque international de sensibilisation «L'Afrique face à l'homosexualité»	60'000
		centre de conseils et d'appui pour les jeunes en matière des droits de l'homme - CODAP	Programme de renforcement des droits humains, formation de jeunes défenseur-e-s des droits humains en Afrique du nord	56'876
		comité pour le concours grands Lacs	Programme régional de formation en droit humanitaire et droits humains - concours francophone grands Lacs africains, Rwanda, Burundi et RDC	18'560
	GUINEE BISSAU	Fondation suisse du service social international	maraîchage communautaire au sein du centre d'accueil pour enfant d'Enterramento	19'140
	KENYA	Association solférino - ECG Henry-Dunant	construction du centre de formation professionnelle pour les ateliers métal, plomberie et maçonnerie	59'000
		Maasai Aid Association	Amélioration des infrastructures scolaires et sanitaires dans 5 villages Massai. classes enfantines et accès à l'eau	35'000
	MADAGASCAR	Fondation Didé - dignité en détention	Réhabilitation de la prison de Hell-ville (Nosy-Be)	26'176
		glocal	Agenda21 développement durable local de communes rurales d'Androvakely, Antanétibé et Belanitra, au centre du pays	47'000
	MALI	Association «Le Pont du Mali» - collège voltaire	construction de magasins de stockage à Bourem-Inaly	12'900
		Islamic relief Genève	Projet «sahel sans soif». soutien autour d'écoles et de dispensaires, avec l'accès à l'eau, l'hygiène et l'amélioration de l'alimentation des élèves	60'000
		terragir - énergie solidaire	Robin des watts: un projet de solidarité entre une école genevoise et une école malienne. installation solaire pour le centre de formation de Baguinéda	17'551
	MAROC	water ph soluces	Accès à l'eau. deux forages de puits et programme wash	25'000
	Fonds d'Aide Internationale au Développement - FAID	Missions médico-chirurgicales, éducatives et sociales	20'000	
MAURITANIE	Association pour la prévention de la torture - APT	Poursuite du projet de soutien au gouvernement et à la société civile pour la mise en œuvre du traité international de prévention de la torture	53'719	
UGANDA	Association Keiser Initiative for Uganda	Rénovation de l'école primaire du village de Katungu, bâtiment, accès à l'eau et panneaux solaires	15'000	
	Association Sidécole - school against Aids	scolarisation, aide nutritionnelle et santé pour des enfants vulnérables	12'000	
RDC	organisation mondiale contre la torture - OMCT	maison des femmes à Goma. soutien à l'association locale «synergie des femmes pour les victimes des violences sexuelles»	10'000	

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(4/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
	SENEGAL	Association «Production à la chaîne» - PALC	«Enfants-couleur-poussière», édition et diffusion de fictions participatives avec des enfants de la rue de dakar	8'900
		Association cayla solidaire	construction d'un centre de transformation de produits de la pêche	15'000
		Association des Femmes pour la planète - AFP	groupement de femmes productrices de beurre de karité	30'000
		Association go sénégal	Programme d'appui au développement par la préservation de l'environnement pour le village de ndock saré	22'859
		conservatoire et Jardin Botaniques - CJB	Jardin ethnobotanique des parcs forestier et zoologique de hann à dakar et création d'un centre d'éducation environnementale à fandène, thiès	67'329
	SUD SOUDAN	Les Amis de sœur Emmanuelle - ASASE	centre de formation professionnelle et développement communautaire de Lologo	75'000
	TOGO	Association Assikloassi	Projet de construction de 3 salles de cours meublées et des latrines à l'école primaire publique de bedikpe	20'000
		Ingénieurs et architectes solidaires - IAS	Installation de panneaux solaires sur un dispensaire	39'000
Amérique centrale	DIVERS PAYS	Réseau International des droits humains - RIDH	soutien à l'essor de la couverture médiatique des Nations unies par les médias latino-américains. session EPU Nicaragua en avril 2014 et El Salvador en novembre 2014.	25'000
	EL SALVADOR	G Media	Atelier de formation de journalistes, autour des thèmes de l'EPU examen périodique universel	20'000
	GUATEMALA	Association «KM207 - Guatemala suisse»	renforcement des droits humains des communautés paysannes au Guatemala et protection des personnes/leaders menacés	20'000
		commission internationale des juristes - CIJ	Accès à la justice pour les groupes vulnérables et les communautés autochtones	52'331
	HAITI	Arche bouclier bleu	centre mobile de traitement et de formation à la restauration de documents endommagés suite au tremblement de terre	50'000
		Association suisse-Haïti carrefour	Envoi d'un container de matériel scolaire et jouets pour des familles nécessiteuses de la commune de carrefour, Port-Au-Prince	2'000
	NICARAGUA	casa Alianza	Projet de réduction de la violence liée au genre à travers des actions de sensibilisation, ainsi que le renforcement de capacités des filles et adolescentes victimes de cette violence	42'208
Amérique du sud	COLOMBIE	ASSOCIATION TURPIAL	protection des victimes de détentions arbitraires et de défense des droits humains dans les prisons	56'752
		Fondation aide aux enfants	promefa, insertion sociale et professionnelle des mères célibataires	50'000
		Peace watch	soutien aux réseaux de protection de défenseurs des droits de l'homme en zones rurales	16'000
	DIVERS PAYS	Bureau international catholique pour l'enfance - BICE	Programme de lutte contre les abus sexuels au Chili et au Pérou. Accompagner les enfants victimes d'abus sexuel et favoriser leur résilience	15'000
	PARAGUAY	conservatoire et Jardin Botaniques - CJB	soutien au programme Ethnobotanica Paraguaya EPU, à l'institut technique supérieur Campotech, et à la station de recherche Patino	55'090
	PEROU	Association du muletier au guide de montagne	Formation de guides autochtones de haute montagne	5'000
		Terragir - énergie solidaire	Robin des watts: projet de solidarité entre une école genevoise et une école péruvienne. rénovation de l'école de quisuar	25'398
Asie	AFGHANISTAN	Association human'Air	soutien aérien pour des opérations humanitaires de la Fondation suisse de déminage	15'000
	CAMBODGE	Association internationale des Mères francophones - AIMF	selon l'accord cadre. soutien à des projets culturels. Atelier photographie avec des enfants de familles défavorisées et exposition photographique sur l'importance de la conservation du fleuve Mékong	51'276
	INDE	Les Amis du Tibet	développement intégré pour les populations de montagne	33'030
	NEPAL	surya association drukpa suisse	construction d'un foyer pour enfants très pauvres	25'000

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(5/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
divers continents	DIVERS PAYS	Association TRUE HEROES - Films for human rights defenders	La galerie d'éminents défenseurs des droits de l'homme. Films sur plus d'une centaine de défenseurs des droits humains.	55'000
		Association UPR-Info	organisation de pré-sessions à l'examen périodique universel	45'000
		centre international de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix - CIFEDHOP	renforcement des capacités des défenseurs de l'éducation aux droits humains dans le processus onusien de l'examen périodique universel - EPU	10'000
		FIAN international - Foodfirst Information & Action network	Renforcer la société civile pour garantir le respect des droits humains. programme en faveur du droit à l'alimentation dans divers pays: inde, guatemala, népal, bolivie, ouganda, Paraguay et suisse	58'450
		Fondation l'appel de Genève	Lutte contre les violences sexuelles dans les conflits armés	80'000
		Fondation Martin Ennals	selon la convention pour la remise du prix martin ennals en ville de Genève. prix martin ennals 2014, Mexique, Chine et Bangladesh	49'950
		Fonds international de Garantie - FIG	subvention pour le système de garanties pour la mobilisation de ressources locales, garanties pour des institutions de microfinances	50'000
		organisation mondiale contre la torture - OMCT	Mise en œuvre des normes internationales visant à protéger les enfants privés de liberté contre la torture et les mauvais traitements au Bénin, en Uruguay et aux Philippines	100'000
		service international pour les droits de l'homme - SIDH	Ateliers régionaux dans le cadre de la mise en œuvre de la résolution des N.U. pour la protection des femmes défenseuses des droits humains	20'000
		Track Impunity Always - TRIAL	Programme de lutte contre l'impunité dans des crimes internationaux	75'000
Europe	BOSNIE-HERZEGOVINE	Fondation Digger DTR	renforcement du déminage mécanisé et intervention après les inondations	125'000
	GENEVE	Fédération genevoise de coopération	contribution aux frais de fonctionnement	183'200
	SUISSE	Fondation de l'Institut Panafricain de développement - IPD	conférence sur la souveraineté alimentaire, dans le cadre des 50 ans de l'IPD	12'000
moyen-orient	CISJORDANIE ET GAZA	Association «Dance with me»	d'une rive à l'autre. projet de recherche de la paix à travers le théâtre du vécu en Palestine et Israël	15'000
		collectif urgence Palestine comédie de Genève	observatoire des droits humains à Jérusalem «du théâtre pour Gaza», échanges culturels et ateliers d'expression théâtrale dans la bande de Gaza	53'500 5'000
		Fondation Arditi-sanbar	concours littéraire «prix Arditi-sanbar. Réconciliation et vérité»	75'000
		Fondation Les Instruments de la Paix	offrir une formation musicale pour les enfants de Palestine et Israël (musique classique occidentale et orientale)	75'000
		Musée d'Art et d'Histoire de Genève - MAH	Entreposage des œuvres du patrimoine de Gaza	23'071
	LIBAN	solidarité orphelins du Liban - SOL	soutien à l'école mosaik du foyer de la Providence à Saïda	58'000
		diverses organisations	Remboursement des non dépensés sur projets d'années antérieures solde non attribué	-18'673 14'104
			sous-total	2'917'500
367 Budget 2014 : CHF 159'500				
divers continents	DIVERS PAYS	comité international de la Croix-Rouge	subvention nominative 2014	51'500
		Médecins sans frontières TRIAL	subvention nominative 2014	8'000 100'000
			sous-total	159'500
367 TOTAL				5'201'000
365 Budget 2014: CHF 300'100.-				
		Association cap vert - Genève	subvention nominative 2014	2'000

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT
(6/6)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESSCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
		Association Genève tiers monde	subvention nominative 2014	15'500
		CAGI (mandat international)	subvention nominative 2014	50'000
		centre Europe - tiers monde	subvention nominative 2014	51'500
		Fédération genevoise de coopération	Accord cadre 2012-2015	92'800
		Fondation de l'Appel de Genève	subvention nominative 2014	30'900
		Fondation didé	subvention nominative 2014	5'200
		Fondation du DOCIP	subvention nominative 2014	20'600
		organisation mondiale contre la torture	subvention nominative 2014	18'600
		serv. Intern. pour les droits de l'homme	subvention nominative 2014	4'100
		terre des Hommes suisse, section romande	subvention nominative 2014	8'900
365 TOTAL				300'100
TOTAL 365+367				5'501'100

6.2 DÉLÉGATION À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La délégation à l'aménagement du territoire a pour but de traiter des dossiers d'aménagement des espaces publics ou de plans d'affectation du sol conduits par les services du département des constructions et de l'aménagement, par le service des espaces verts ou par des tiers et portant sur le territoire de la ville de Genève.

La délégation donne l'orientation des études, des rapports et travaux à exécuter, et en définit les priorités. Elle décide des options stratégiques en relation avec les dossiers d'aménagement. Les dossiers ainsi traités sont régulièrement rapportés au conseil administratif par le département des constructions et de l'aménagement en vue des décisions à prendre qui relèvent de sa compétence.

Elle est composée des magistrats en charge du département des constructions et de l'aménagement (Monsieur Rémy Pagani, conseiller administratif), du département de la culture et du sport (Monsieur Sami Kanaan, conseiller administratif) et du département de l'environnement urbain et de la sécurité (Monsieur Guillaume Barazzone, conseiller administratif). La délégation comprend également la présence permanente de la direction du département des constructions et de l'aménagement (Madame Isabelle Charollais, codirectrice, et Monsieur Claude-Alain Macherel, codirecteur).

La présidence a été assurée successivement par Monsieur Guillaume Barazzone, de janvier à juin 2014, puis par Monsieur Rémy Pagani, de juin à décembre 2014.

En 2014, la délégation s'est réunie à 9 reprises. Madame Annick Viaccoz, responsable du secrétariat du magistrat au département des constructions et de l'aménagement, a assuré la prise des notes de séances.

La délégation a instruit de nombreux dossiers. Parmi **les objets les plus importants** il convient de citer notamment :

gare de cornavin

Au terme d'une expertise indépendante, les partenaires du projet d'extension de la gare de Cornavin ont décidé à l'unanimité de porter leur choix sur la variante d'extension souterraine, qui présente de meilleures qualités que la variante dite « en surface » soutenue initialement par les CFF. Cette solution permet aussi de sauvegarder la dimension urbanistique de la partie basse du quartier des grottes.

La délégation a été régulièrement informée de l'avancement des études et a notamment pris connaissance de l'inflation financière et technique du projet, les études préliminaires en cours s'écartant notablement du montant de 1,24 milliard de francs (+/- 50%) estimé initialement.

En effet, le développement du projet a révélé une complexité des travaux plus importante que prévue et une forte interaction avec l'exploitation ferroviaire, la logistique de la gare et le tissu urbain. Les études ferroviaires

se poursuivent actuellement avec une cible financière révisée. Une optimisation des caractéristiques du projet est bien évidemment exigée pour respecter cet objectif.

pavillons de la rade

Le conseil administratif a confié à la délégation la décision finale concernant le renouvellement des concessions pour l'exploitation des pavillons glaciers et de souvenirs.

Les contrats étant arrivés à échéance au 31 octobre 2014, un cahier des charges a été rédigé, précisant des conditions plus restrictives et plus précises visant les objectifs qualitatifs souhaités par la municipalité, objectifs auxquels la plupart des exploitants actuels ne répondaient pas (qualité et diversité des produits proposés, glaces artisanales, etc).

Sous la direction du Dœus, un appel d'offres a été lancé durant l'automne et, sur proposition d'un groupe de travail interdépartemental, de nouvelles concessions faisant large part à un renouvellement des bénéficiaires ont été proposées à la décision du conseil administratif

parking des clés-de-rive et piétonisation du centre-ville

En relation avec la résolution R-167 du 31 octobre 2012 intitulée « Pour que la stratégie de piétonisation puisse un jour se réaliser, construisons le parking dit des clés-de-rive », le conseil administratif a délivré un préavis favorable à la requête préalable en autorisation déposée par les constructeurs du parking des clés-de-rive.

Sous l'égide de la délégation, une convention et des accords ont été signés permettant de garantir une simultanéité des procédures concernant à la fois la construction du parking et la réalisation d'une vaste zone piétonne au centre-ville.

Le dossier pouvant ainsi entrer dans une phase plus opérationnelle, une organisation de projet a été mise en place, au sein de laquelle la délégation représentera la ville dans un comité de pilotage.

Dans les premières séances du copil ont notamment été abordées les questions relatives au droit de superficie, au planning général du projet, ainsi qu'à l'organisation du concours d'aménagement des espaces publics à lancer en 2015.

Projet PAV (Praille – Acacias – Vernets)

La lente phase de gestation du projet Praille – Acacias – Vernets se poursuit.

Dans le but de constituer un rapport de force crédible dans les négociations avec le canton et fédérer leurs intérêts communs, les trois communes concernées (Genève, Carouge et Lancy) se sont constituées en une communauté de communes urbaines (CCU).

Plusieurs séances de délégation ont été nécessaires pour appréhender les enjeux liés à cet important projet. Ainsi ont été abordées en présence du service d'urbanisme et, parfois, des interlocuteurs cantonaux, les questions du PDQ (Plan directeur de quartier) et du rapport emplois/logements, du projet de loi annoncé pour 2015, et d'une convention-cadre de collaboration, formalisant les accords respectifs du canton et des trois communes concernées.

une convention signée par toutes les parties en a été le résultat d'étape, appuyant financièrement l'accord sur le PDQ proposé à la délibération du conseil municipal.

La délégation a également traité de **plusieurs autres dossiers**, au gré de l'actualité ou des nécessités exprimées. Il s'agit notamment :

- du masterplan (étude directrice) du bois-de-la-bâtie, piloté par le SEVE ;
- de la dernière étape de réaménagement de la plaine de Plainpalais, soit d'une part l'aménagement du mail périphérique et, d'autre part, la réfection de la pointe nord, constituée d'un espace de verdure fortement dégradé ;
- de la mutation de la zone industrielle du Lignon, dans laquelle la ville est propriétaire de parcelles ;
- du PLQ (Plan localisé de quartier) de vieusseux, et des remaniements parcellaires qui en découlent ;
- d'une image directrice et des programmes concernant l'évolution de certains sites sportifs, notamment queue d'Arve / vernets et bout-du-monde / vussy ;
- de l'amélioration de la signalétique des sites collectifs de tri et de récupération des déchets ;
- du plan directeur de quartier « Jardin des nations », situé dans le quartier des organisations internationales (OI) ;
- de la mise à l'essai d'un nouveau schéma de circulation dans le parc des eaux-vives, dans le but d'améliorer la sécurité des usagers et des promeneurs ;
- du projet « Les réverbères de la mémoire », qui consiste à ériger dans l'espace public un monument œuvre de l'artiste melik ohanian, dédié à la mémoire commune des genevois et des arméniens et offert par la communauté arménienne de Genève ;
- du plan lumière de la municipalité et de la confirmation de ses principaux objectifs ;
- du programme consistant à replanter un grand nombre d'arbres dans l'espace public, dans le but de pallier à des abattages rendus nécessaires pour des raisons sanitaires.

dans le cadre de ses travaux, la délégation a procédé à **plusieurs auditions** de personnes internes ou externes à l'administration municipale. Parmi ces dernières, mentionnons :

- La Direction générale des transports (DGT) pour une présentation du projet intitulé « Axe Frontenex », visant à la création d'une nouvelle ligne de trolleybus empruntant le territoire municipal en direction de Mon-Idée et des communaux d'Ambilly ;
- Monsieur Antonio Hodgers, conseiller d'État, et ses collaborateurs, pour évoquer plusieurs dossiers, notamment :
 - Le sujet des surélévations d'immeubles en milieu fortement urbanisé ;
 - Le projet Praille – Acacias – vernets (PAV) ;
 - Les implications respectives du canton et de la ville dans les projets gare des eaux-vives, patinoire du trèfle-blanc, écoquartier de la jonction, etc.
- Monsieur Luc Barthassat, conseiller d'État, et ses collaborateurs, pour évoquer les dossiers de piétonisation du centre-ville, le réaménagement de la rade, la passerelle piétonne du Mont-Blanc et l'extension de la gare de Cornavin ;
- Des représentants de commerçants de rive au sujet du projet de piétonisation du centre-ville, en lien avec la construction du parking des clés-de-rive ;
- Monsieur Alain Rolland, pour la société Valartisgroup, et les mandataires du projet de construction du parking des clés-de-rive, dans le cadre du comité de pilotage du projet.

enfin, la délégation - in corpore à l'invitation du groupement transports et économie (GTE) au centre de l'espérance, dans le quartier des eaux-vives, pour participer à une séance d'information publique au cours de laquelle a été présenté le projet de parking des clés-de-rive et son impact sur l'aménagement et la mobilité au centre-ville.

7

ANNEXES

7 ANNEXES

7.1 PRÉSENTATIONS « LÉGALES »

7.1.1 CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE ET CHAPITRE COMPTABLE

en francs

Administration générale	01 CONSEIL MUNICIPAL	02 CONSEIL ADMINISTRATIF, MAIRE ET ADJOINT	05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE	08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)	09 DIVERS (NON VENTILABLES)	TOTAL
CHARGES	2'519'492	2'446'228	118'345'025	12'807'712	2'344'698	138'463'154
30 charges de personnel	1'827'893	1'387'922	85'013'117	1'857'275	2'344'698	92'430'904
300 Autorités et commissions	1'748'451		1'685			1'750'136
301 traitements du personnel		1'269'618	67'585'190	1'501'797		70'356'606
303 Assurances sociales	76'397	107'088	5'835'255	129'734		6'148'474
304 caisses de pensions et de prévoyance			8'901'596	182'027		9'083'622
305 Assurance maladie et accidents	3'044	10'976	1'356'227	26'622		1'396'869
306 prestations en nature			98'487	16'324		114'811
307 prestations aux pensionnés					2'344'698	2'344'698
308 personnel interimaire			80'418			80'418
309 autres charges du personnel	0	240	1'154'258	772		1'155'270
31 biens, services et marchandises	602'508	574'552	21'426'173	6'607'471		29'210'705
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	58'083	1'421	1'490'569	3'459		1'553'532
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	498	150	640'113	69'500		710'262
312 eau, énergie, combustible			1'296'125	456'592		1'752'717
313 Achats de fournitures et autres marchandises	3'903	1'494	3'645'887	32'393		3'683'678
314 entretien des immeubles par des tiers	1'428	53	2'404'515	3'749'554		6'155'550
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	53'056	6'794	3'219'648	12'604		3'292'102
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	730	11'776	1'122'341	270'693		1'405'540
317 dédommagements	158'199	132'579	685'095			975'873
318 honoraires et prestations de service	321'042	356'893	6'012'602	1'991'842		8'682'379
319 Frais divers	5'569	63'393	909'277	20'834		999'073
33 Amortissements	63'550		6'000'353	2'683'739		8'747'642
330 Amortissements ordinaires du PF			698'385			698'385
331 Amortissements ordinaires du PA	63'550		5'823'784	3'609'969		9'497'304
334 Pertes sur débiteurs			-521'817	-926'230		-1'448'047
35 dédommagements à des collectivités publiques			33'248	0		33'248
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons			6'154	0		6'154
352 dédommagements à des collect. publiques - communes			27'094			27'094
36 subventions accordées	2'000		32'500	1'016'938		1'051'438
360 subventions accordées - confédération				387'780		387'780
361 subventions accordées - cantons			4'800	15'886		20'686
363 subventions accordées - propres établissements				12'034		12'034
365 subventions accordées - institutions privées	2'000		27'700	598'353		628'053
366 subventions accordées - personnes physiques				2'885		2'885
37 subventions redistribuées		480'000	77'250			557'250
375 subventions redistribuées - institutions privées		480'000				480'000
376 Personnes physiques			77'250			77'250
39 imputations internes	23'541	3'754	5'762'384	642'288		6'431'967
390 Intérêts répartis	1'054		975'270	599'931		1'576'254
391 mise à disposition de locaux		0	3'844'671	16'500		3'861'171
392 Autres prestations internes	22'487	3'754	942'443	25'858		994'542

en francs

sécurité publique	10 PROTECTION JURIDIQUE	11 SÉCURITÉ MUNICIPALE	14 INCENDIE ET SECOURS	16 PROTECTION CIVILE	TOTAL
CHARGES	10'873'126	52'679'337	48'566'468	3'580'271	115'699'201
30 charges de personnel	3'095'491	30'993'951	39'258'534	1'934'047	75'282'023
300 Autorités et commissions		2'825			2'825
301 traitements du personnel	2'525'465	24'362'480	30'614'696	1'553'561	59'056'202
303 Assurances sociales	212'847	2'066'811	2'608'519	134'407	5'022'584
304 caisses de pensions et de prévoyance	301'997	2'864'317	4'181'845	215'075	7'563'234
305 Assurance maladie et accidents	39'637	398'062	509'231	24'855	971'785
306 prestations en nature	2'664	832'144	223'794	3'403	1'062'005
309 Autres charges du personnel	12'880	467'311	1'120'449	2'747	1'603'387
31 biens, services et marchandises	311'645	2'530'895	5'962'999	629'412	9'434'950
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	34'695	170'866	114'707	4'313	324'580
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	3'705	137'509	780'869	12'749	934'832
312 eau, énergie, combustible	18'943	267'103	454'071	263'740	1'003'857
313 Achats de fournitures et autres marchandises	785	144'964	1'555'459	64'464	1'765'672
314 entretien des immeubles par des tiers	55'269	289'077	1'094'546	125'491	1'564'384
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	90'116	418'840	909'862	29'536	1'448'355
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	53'498	557'851	66'963	421	678'733
317 dédommagements	7'229	32'985	449'088	10'837	500'138
318 honoraires et prestations de service	47'406	308'178	525'883	116'100	997'567
319 frais divers	0	203'522	11'550	1'761	216'832
33 Amortissements	1'775	412'984	2'680'503	721'825	3'817'087
331 Amortissements ordinaires du PA	1'775	289'252	2'243'214	721'825	3'256'067
334 pertes sur débiteurs	0	123'731	437'289		561'020
35 dédommagements à des collectivités publiques	159'364	17'456'432		193'484	17'809'279
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	159'364	17'456'432		193'484	17'809'279
36 subventions accordées	7'091'832	41'170	50'195	9'595	7'192'792
365 subventions accordées - institutions privées	6'660'587	31'410	50'195	9'595	6'751'787
366 subventions accordées - personnes physiques	431'245	9'760			441'005
39 imputations internes	213'019	1'243'906	614'237	91'908	2'163'070
390 intérêts répartis	37	22'590	87'543	67'113	177'283
391 mise à disposition de locaux	203'868	1'137'892	488'668	19'952	1'850'380
392 Autres prestations internes	9'114	83'424	38'026	4'843	135'407

en francs

enseignement et formation		21 ÉCOLES PUBLIQUES	TOTAL
CHARGES		61'767'626	61'767'626
30	charges de personnel	15'577'187	15'577'187
301	traitements du personnel	11'659'349	11'659'349
303	Assurances sociales	990'949	990'949
304	caisses de pensions et de prévoyance	1'069'351	1'069'351
305	Assurance maladie et accidents	197'148	197'148
306	prestations en nature	40'604	40'604
308	personnel interimaire	1'543'450	1'543'450
309	Autres charges du personnel	76'335	76'335
31	biens, services et marchandises	16'902'664	16'902'664
310	fournitures de bureau, imprimés, publicité	30'559	30'559
311	meublier, machines, véhicules et matériel	569'590	569'590
312	eau, énergie, combustible	3'886'777	3'886'777
313	Achats de fournitures et autres marchandises	571'893	571'893
314	entretien des immeubles par des tiers	8'745'460	8'745'460
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	359'251	359'251
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	543'992	543'992
317	dédommagements	402'799	402'799
318	honoraires et prestations de service	1'792'240	1'792'240
319	Frais divers	105	105
33	Amortissements	14'083'601	14'083'601
331	Amortissements ordinaires du PA	14'078'442	14'078'442
334	Pertes sur débiteurs	5'159	5'159
35	dédommagements à des collectivités publiques	11'429'774	11'429'774
351	dédommagements à des collect. publiques - cantons	276'364	276'364
352	dédommagements à des collect. publiques - communes	11'153'410	11'153'410
36	subventions accordées	1'340'550	1'340'550
361	subventions accordées - cantons	102'795	102'795
365	subventions accordées - institutions privées	1'190'830	1'190'830
366	subventions accordées - personnes physiques	37'789	37'789
367	subventions accordées - étranger	9'135	9'135
39	imputations internes	2'433'850	2'433'850
390	intérêts répartis	1'779'728	1'779'728
391	mise à disposition de locaux	376'390	376'390
392	Autres prestations internes	277'732	277'732

en francs

culture et loisirs		30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE	33 PARCS ET PROMENADES	34 SPORTS	35 AUTRES LOISIRS	TOTAL
CHARGES		259'366'330	36'343'906	49'460'773	22'418'305	367'589'315
30	charges de personnel	127'231'145	25'605'114	22'444'514	1'280'501	176'561'274
300	Autorités et commissions	37'220				37'220
301	traitements du personnel	102'120'946	20'507'562	18'156'137	1'040'724	141'825'367
303	Assurances sociales	8'733'866	1'738'625	1'550'611	89'564	12'112'665
304	caisses de pensions et de prévoyance	12'900'441	2'462'094	2'237'519	132'747	17'732'801
305	Assurance maladie et accidents	2'111'002	668'026	368'756	16'870	3'164'655
306	prestations en nature	413'126	122'910	63'608	40	599'684
308	Personnel interimaire	469'936				469'936
309	Autres charges du personnel	444'608	105'897	67'884	556	618'945
31	biens, services et marchandises	43'338'310	7'358'801	9'194'394	788'476	60'679'980
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	6'845'082	51'774	175'523	5'643	7'078'022
311	meublier, machines, véhicules et matériel	2'213'834	649'527	501'928	2'870	3'368'159
312	eau, énergie, combustible	3'144'843	1'025'178	3'340'516	131'401	7'641'937
313	Achats de fournitures et autres marchandises	2'353'658	1'034'441	907'007	1'573	4'296'679
314	entretien des immeubles par des tiers	8'591'869	3'313'033	2'180'060	203'497	14'288'459
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	1'999'929	233'000	252'949	5'572	2'491'450
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	3'395'558	352'796	63'768	359'540	4'171'661
317	dédommagements	423'679	45'651	7'719	1'870	478'919
318	honoraires et prestations de service	14'199'070	574'591	1'756'241	76'390	16'606'291
319	Frais divers	170'790	78'809	8'684	120	258'403
33	Amortissements	11'180'942	2'674'039	5'628'367	191'815	19'675'164
331	Amortissements ordinaires du PA	11'096'839	2'674'039	5'339'144	191'815	19'301'837
334	Pertes sur débiteurs	84'104		289'224		373'327
35	dédommagements à des collectivités publiques			1'225'874		1'225'874
352	dédommagements à des collect. publiques - communes			1'225'874		1'225'874
36	subventions accordées	73'757'335	65'895	10'188'911	19'209'815	103'221'956
361	subventions accordées - cantons	449'855			10'073'805	10'523'660
362	subventions accordées - communes	63'821				63'821
363	subventions accordées - propres établissements	6'248'811				6'248'811
364	subventions accordées - sociétés d'économie mixte	42'987				42'987
365	subventions accordées - institutions privées	66'228'650	65'895	9'930'601	9'136'010	85'361'156
366	subventions accordées - personnes physiques	560'098		258'310		818'408
367	subventions accordées - étranger	163'114				163'114
37	subventions redistribuées	400'000		67'400		467'400
375	subventions redistribuées - institutions privées	400'000		37'500		437'500
376	Personnes physiques			29'900		29'900
39	imputations internes	3'458'598	640'057	711'314	947'697	5'757'667
390	intérêts répartis	912'330	297'470	413'207	23'759	1'646'766
391	mise à disposition de locaux	1'342'242	281'488	32'893	600'478	2'257'101
392	Autres prestations internes	1'204'027	61'099	265'214	323'460	1'853'800

7.1

en francs

prévoyance sociale	54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE	58 AIDE SOCIALE	TOTAL
CHARGES	110'196'632	56'719'220	166'915'852
30 charges de personnel	8'606'754	11'514'083	20'120'838
300 Autorités et commissions	3'458	7'645	11'103
301 traitements du personnel	6'969'058	9'214'105	16'183'163
303 Assurances sociales	599'784	789'245	1'389'029
304 caisses de pensions et de prévoyance	891'824	1'048'356	1'940'180
305 Assurance maladie et accidents	107'541	148'208	255'749
306 prestations en nature	3'987	4'936	8'923
308 personnel interimaire		219'408	219'408
309 autres charges du personnel	31'103	82'180	113'283
31 biens, services et marchandises	4'602'071	5'574'869	10'176'941
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	121'502	237'642	359'144
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	259'535	75'341	334'875
312 eau, énergie, combustible	211'046	366'256	577'302
313 achats de fournitures et autres marchandises	95'115	55'958	151'073
314 entretien des immeubles par des tiers	1'010'331	1'040'125	2'050'456
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	192'624	197'017	389'641
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'425'698	2'845'736	4'271'434
317 dédommagements	29'421	34'837	64'258
318 honoraires et prestations de service	1'250'063	709'070	1'959'133
319 frais divers	6'737	12'888	19'624
33 Amortissements	2'323'325	1'651'335	3'974'660
331 Amortissements ordinaires du PA	2'402'435	1'651'335	4'053'770
334 pertes sur débiteurs	-79'110	0	-79'110
35 dédommagements à des collectivités publiques		333'719	333'719
352 dédommagements à des collect. publiques - communes		333'719	333'719
36 subventions accordées	93'803'494	35'714'054	129'517'548
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte		700'039	700'039
365 subventions accordées - institutions privées	93'132'667	15'407'950	108'540'618
366 subventions accordées - personnes physiques	670'827	14'154'169	14'824'996
367 subventions accordées - étranger		5'451'896	5'451'896
37 subventions redistribuées		-43	-43
371 subventions redistribuées - cantons		-43	-43
39 imputations internes	860'987	1'931'203	2'792'190
390 intérêts répartis	246'965	409'398	656'362
391 mise à disposition de locaux	224'284	1'289'654	1'513'938
392 autres prestations internes	389'738	232'152	621'889

en francs

trafic	62 ROUTES COMMUNALES	65 TRAFIC RÉGIONAL	TOTAL
CHARGES	47'668'259	1'331'982	49'000'241
30 charges de personnel	7'070'962		7'070'962
301 traitements du personnel	5'614'629		5'614'629
303 Assurances sociales	478'488		478'488
304 caisses de pensions et de prévoyance	780'967		780'967
305 Assurance maladie et accidents	190'197		190'197
306 prestations en nature	4'089		4'089
309 autres charges du personnel	2'592		2'592
31 biens, services et marchandises	13'077'712		13'077'712
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	2'218		2'218
312 eau, énergie, combustible	1'091'712		1'091'712
313 achats de fournitures et autres marchandises	39'771		39'771
314 entretien des immeubles par des tiers	11'804'404		11'804'404
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	258		258
317 dédommagements	59'702		59'702
318 honoraires et prestations de service	79'647		79'647
33 Amortissements	21'020'292		21'020'292
330 Amortissements ordinaires du PF	2'975'473		2'975'473
331 Amortissements ordinaires du PA	18'043'871		18'043'871
334 Pertes sur débiteurs	948		948
35 dédommagements à des collectivités publiques	70'119		70'119
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	70'119		70'119
36 subventions accordées	2'436'006	1'331'982	3'767'988
360 subventions accordées - confédération	115'495		115'495
361 subventions accordées - cantons	127'495	250'000	377'495
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	558'275	1'064'382	1'622'657
365 subventions accordées - institutions privées	1'634'741	17'600	1'652'341
39 imputations internes	3'993'167		3'993'167
390 intérêts répartis	3'905'089		3'905'089
391 mise à disposition de locaux	76'012		76'012
392 autres prestations internes	12'067		12'067

en francs

Protection et aménagement de l'environ.		71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX	72 TRAITEMENT DES DÉCHETS	74 CIMETIÈRES ET CRÉMATOIRES	78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.	79 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE	TOTAL
CHARGES		4'367'813	62'700'497	11'382'491	6'804'573	7'104'119	92'359'493
30	charges de personnel	2'875'456	40'711'682	6'772'132	3'227'871	4'941'619	58'528'761
301	traitements du personnel	2'320'854	32'513'376	5'471'562	2'588'453	4'005'329	46'899'574
303	Assurances sociales	195'866	2'730'207	460'856	222'701	339'940	3'949'570
304	caisses de pensions et de prévoyance	269'156	3'805'187	611'286	339'873	510'299	5'535'802
305	Assurance maladie et accidents	83'430	1'156'375	87'496	40'736	60'154	1'428'192
306	prestations en nature	4'998	220'244	90'360	1'200		316'802
308	personnel interimaire		179'895				179'895
309	Autres charges du personnel	1'152	106'398	50'572	34'907	25'897	218'927
31	biens, services et marchandises	1'275'793	19'929'809	3'454'232	777'877	1'085'884	26'523'595
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité		166'244	58'301	33'624	51'070	309'240
311	meublier, machines, véhicules et matériel	836	264'725	37'453	289	23'227	326'530
312	eau, énergie, combustible	853'261	323'881	382'828	11'983	30'901	1'602'853
313	Achats de fournitures et autres marchandises	38'197	1'222'984	1'370'545	124	1'442	2'633'292
314	entretien des immeubles par des tiers	2'091	294'500	1'311'538	28'010	51'000	1'687'138
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	325'783	527'693	88'527	24'845	150'223	1'117'071
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation		88'422	20'321	10'374	24'835	143'953
317	dédommagements	9'783	18'653	16'900	9'331	19'821	74'488
318	honoraires et prestations de service	45'842	17'009'433	165'351	630'591	716'201	18'567'419
319	frais divers	0	13'276	2'468	28'705	17'164	61'612
33	Amortissements	169'006	1'698'793	860'651	1'000'000	721'636	4'450'086
331	Amortissements ordinaires du PA	169'006	1'683'793	813'387	1'000'000	729'136	4'395'322
334	pertes sur débiteurs		15'000	47'264	0	-7'500	54'764
35	dédommagements à des collectivités publiques				65'200		65'200
352	dédommagements à des collect. publiques - communes				65'200		65'200
36	subventions accordées			3'413	1'414'236		1'417'648
365	subventions accordées - institutions privées				1'335'893		1'335'893
366	subventions accordées - personnes physiques			3'413	78'343		81'755
39	imputations internes	47'557	360'213	292'063	319'390	354'980	1'374'203
390	intérêts répartis	34'096	72'436	64'139	87'249	46'144	304'063
391	mise à disposition de locaux	11'148	168'950	203'712	137'872	306'372	828'054
392	Autres prestations internes	2'313	118'827	24'213	94'269	2'464	242'085

en francs

Finances et impôts	90 IMPÔTS	92 ENTRE COMMUNES	94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX	95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER	TOTAL
CHARGES	72'871'122	2'495'040	21'507'763	65'361'079	162'235'004
30 charges de personnel				13'971'634	13'971'634
301 traitements du personnel				11'289'844	11'289'844
303 Assurances sociales				957'307	957'307
304 caisses de pensions et de prévoyance				1'450'835	1'450'835
305 Assurance maladie et accidents				189'705	189'705
306 prestations en nature				45'119	45'119
309 Autres charges du personnel				38'824	38'824
31 biens, services et marchandises			624'691	34'476'337	35'101'028
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité				30'163	30'163
311 mobilier, machines, véhicules et matériel				157'045	157'045
312 eau, énergie, combustible				4'317'175	4'317'175
313 Achats de fournitures et autres marchandises				151'473	151'473
314 entretien des immeubles par des tiers				18'064'894	18'064'894
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers				322'326	322'326
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation				1'326'368	1'326'368
317 dédommagements				10'781	10'781
318 honoraires et prestations de service			599'276	9'909'078	10'508'354
319 frais divers			25'416	187'032	212'448
32 intérêts passifs			20'883'071		20'883'071
320 engagements courants			27'170		27'170
321 dettes à court terme			1'158'254		1'158'254
322 dettes à moyen et long terme			19'646'081		19'646'081
323 dettes envers des entités particulières			51'566		51'566
33 Amortissements	19'855'622			4'599'099	24'454'721
330 Amortissements ordinaires du PF				2'742'978	2'742'978
331 Amortissements ordinaires du PA				2'087	2'087
334 Pertes sur débiteurs	19'855'622			1'854'034	21'709'655
34 contributions à d'autres collectivités	32'031'915	2'495'040			34'526'955
341 contributions à communes - contrib. de péréquation		2'495'040			2'495'040
346 compensation financière aux communes françaises	32'031'915				32'031'915
35 dédommagements à des collectivités publiques	20'983'586				20'983'586
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	20'983'586				20'983'586
36 subventions accordées				549'640	549'640
365 subventions accordées - institutions privées				549'640	549'640
39 imputations internes				11'764'369	11'764'369
390 intérêts répartis				10'252'009	10'252'009
391 mise à disposition de locaux				369'968	369'968
392 autres prestations internes				1'142'392	1'142'392

7.1

7.2 GRANDES MANIFESTATIONS

depuis les comptes 2013, la comptabilisation en coûts complets a été abandonnée au profit d'une présentation des manifestations en coûts directs. seule la manifestation des «Fêtes de Genève» est présentée en coûts complets.

des éléments statistiques ont également été introduits, apportant ainsi un éclairage nouveau quant au déroulement de ces dernières.

pour mémoire, le tableau ci-dessous, présente les différentes manifestations par année de publication :

grandes manifestations publiées	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Fête de la musique	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Musiques en été festival				x	x	x	x	x	x	x	x
La ville est à vous		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
La Fureur de lire (biennale)		x		x		x		x			
La nuit de la science (biennale)			x		x		x		x		
centenaire du MAH							x				
Fêtes de Genève		x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
EURO 2008					x						
Fête des écoles							x	x	x	x	
2012 Rousseau pour tous									x		

7.2.1 LES FÊTES DE GENÈVE DU 16 JUILLET AU 9 AOÛT 2014

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS COMPLETS
total des coûts complets	2014	203'637	103'795	355'380	911'185	1'573'997	370'352	1'944'348
	2013	291'900	140'909	330'185	971'775	1'734'769	359'983	2'094'752
	2012	277'463	131'237	373'366	958'275	1'740'341	355'438	2'095'779

7.2.2 LA VILLE EST À VOUS DE MAI À SEPTEMBRE 2014

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS
total des coûts directs	2014	343'351	15'300	197'161	3'220	559'032	44'414	603'446
	2013	302'107	14'750	205'590	10'600	536'047	62'320	598'366
	2012	236'000	14'000	106'300	-	356'300	235'500	591'800

7.2.3 FÊTE DE LA MUSIQUE DU 20 AU 22 JUIN 2014

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS
total des coûts directs	2014	609'309	50'169	18'624	186'075	864'177	1'604'468	2'468'646
	2013	601'168	2'100	72'499	118'940	794'707	1'653'181	2'447'888
	2012	633'200	10'800	110'200	133'800	888'000	1'680'000	2'568'200

chiffres clés

3 jours de manifestation
 558 concerts
 33 scènes dont 14 en intérieur et 19 en extérieur sur 48 hectares
 5143m2 infrastructures extérieures
 6000 musiciens
 120'000 gobelets consignés

Les équipes

coordination : 210% de poste fixe – 5 pers.
 programmeurs : 80% de poste auxiliaire – 2 pers.
 Assistant logistique : 3 mois auxiliaire – 1 pers.
 120 étudiants pendant la manifestation
 équipes montage et logistique : auxiliaires 40 pers.
 1500 repas servis pour les équipes
 équipes du SAT – Nomades, régisseurs et régisseurs auxiliaires – 80 personnes

7.2.4 MUSIQUE EN ÉTÉ FESTIVAL DU 28 JUIN AU 20 AOÛT 2014

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL DES COÛTS
total des coûts directs	2014	78'818	1'485	225'889	229'000	535'192	668'400	1'203'593
	2013	24'434	1'825	267'063	10'625	303'947	879'708	1'183'655
	2012	22'900	-	208'000	-	230'900	949'600	1'180'500

chiffres clés

6'785 spectateurs pour les concerts payants (jazz, classique et opéra de chambre)
 31'500 spectateurs pour les concerts gratuits des musiques colorées
 32 concerts et 4 représentations lyriques
 340 musiciens environ
 3 sites dont deux à ciel ouvert / 2 lieux de roades
 musiques classiques et actuelles / 4 styles musicaux (classique, opéra de chambre, jazz et musiques colorées)

7.3 GESTION HÔTELIÈRE

7.3.1 SWISSÔTEL GENÈVE MÉTROPOLE

Les résultats enregistrés en 2014 par le swissôtel genève métropole, bien que positifs, ont encore souffert de la morosité du climat des affaires dans le secteur de l'hôtellerie de luxe en suisse et à genève. Le chiffre d'affaires est en légère progression par rapport à 2013. L'hôtel a continué de souffrir de son positionnement sur la clientèle d'affaires. En effet, les entreprises ont ajusté à la baisse leurs standards lorsque leur-e-s employé-e-s voyagent, favorisant les établissements 3 et 4 étoiles au détriment des hôtels 5 étoiles. Par ailleurs, le segment de la clientèle touristique a subi une diminution, probablement liée au niveau élevé du franc suisse par rapport à l'euro et au dollar américain.

Les charges ont également progressé dans les mêmes proportions que les revenus.

L'exercice 2014 se boucle avec un bénéfice stable à 1.0 mio. ce résultat tient compte de 2.8 mios d'amortissement de matériel, de mobilier et des équipements de l'hôtel, ainsi que des intérêts versés à la ville de genève, à hauteur de 0.7 mio. L'exploitation de l'hôtel métropole engendre ainsi des revenus aux comptes de fonctionnement de la ville de genève pour 1.7 mio.

Comptes de résultat comparés 2014-2013

en milliers de francs	2014		2013	
Produits d'exploitation		19'248.3		18'807.9
Charges d'exploitation				
Marchandises et frais généraux	14'025.6		13'498.2	
Entretien et maintenance	713.5	14'739.1	723.7	14'221.9
Bénéfice d'exploitation avant intérêts et amortissements		4'509.2		4'586.0
Amortissements		2'795.0		2'839.6
Intérêts versés à la Ville		705.5		721.4
Bénéfice net d'exploitation		1'008.7		1'025.0

Bilans comparés 2014-2013

ACTIF en milliers de francs	2014	2013	PASSIF	2014	2013
Total	52'903.1	54'019.2	Total	52'903.1	54'019.2
Immobilisations	50'309.5	51'011.1	Exigible à long et moyen terme	49'324.1	50'934.1
Terrains	1'001.7	1'001.7	Ville compte d'investissements	49'324.1	50'934.1
Bâtiments, mobilier, matériel	49'302.3	50'009.4			
Stock marchandises et fournitures	379.2	385.2	Exigible à court terme	2'570.3	2'060.0
Marchandises	232.6	240.6			
Fournitures, combustibles	146.6	144.6			
Réalisable et disponible	2'214.4	2'622.9			
Actifs transitoires	94.9	110.6			
Débiteurs, dépôts de garantie	640.5	1'275.4			
Liquidités	1'479.0	1'236.9	Bénéfice de l'exercice	1'008.7	1'025.0

7.3.2 RESTAURANT DU PARC DES EAUX-VIVES

Le restaurant du parc des eaux-vives a également souffert en 2014. Le chiffre d'affaires diminue substantiellement pour atteindre 4.7 millions. Dans le même temps, les charges ont également diminué, de manière toutefois moins importante que les revenus. Au final, les comptes sont justes excédentaires à hauteur de CHF 12'100.00. La marche des affaires au restaurant du parc des eaux-vives est très saisonnière, et à cet égard tributaire des conditions météorologiques qui ont été mauvaises durant l'été 2014.

En tenant compte de la charge d'intérêt relative aux investissements consentis par la ville de Genève dans cet édifice et versé par le restaurant du parc des eaux-vives, l'impact sur les résultats de la ville de Genève est de CHF 34'700.00.

Comptes de résultat comparés 2014-2013

en milliers de francs	2014		2013	
Produits d'exploitation	4'727.2		5'462.1	
Charges d'exploitation				
Marchandises et frais généraux	4'034.5		4'486.4	
Entretien et maintenance	195.9	4'230.4	230.2	4'716.6
Résultat d'exploitation avant intérêts et amortissements	496.8		745.5	
Amortissements		462.1		503.0
Intérêts		22.6		25.6
Bénéfice net / Perte nette d'exploitation	12.1		216.9	

Bilans comparés 2014-2013

ACTIF en milliers de francs	2014	2013
Total	1'915.6	2'762.4
Immobilisations	1'360.8	1'727.7
Terrains		
Bâtiments, mobilier, matériel	849.2	1'127.2
Immobilisations incorporelles	266.6	355.5
Immobilisations financières	245.0	245.0
Stock marchandises et fournitures	211.3	237.9
Marchandises, fournitures, combustibles	211.3	237.9
Réalizable et disponible	343.5	796.8
Actifs transitoires	33.3	29.9
Débiteurs, dépôts de garantie	113.7	104.5
Liquidités	196.5	662.4

PASSIF	2014	2013
Total	1'915.6	2'762.4
Exigible à long et moyen terme	1'144.6	1'071.4
Compte de liaison	1'144.6	1'071.4
Exigible à court terme	471.1	1'403.2
Créanciers divers	308.5	807.7
Fournisseurs, passifs transitoires	162.6	595.5
Bénéfice / Perte reportée	287.8	71.0
Bénéfice / Perte de l'exercice	12.1	216.9

7.4 LEXIQUE

AUTORITÉS, DÉPARTEMENTS ET SERVICES MUNICIPAUX	
A21	Agenda 21 - ville durable
ACE	Administration centrale
ARC	Architecture
ARI	musée de l'Ariana
BGE	bibliothèque de Genève
BMU	bibliothèques et discothèques municipales
CA	conseil administratif
CFI	contrôle financier
CIV	état civil
CJB	conservatoire et jardin botaniques
CM	conseil municipal
DCS	département de la culture et du sport (ex-DC)
DCA	département des constructions et de l'aménagement
DCSS	département de la cohésion sociale et de la solidarité
DEJ	jeunesse
DEUS	département de l'environnement urbain et de la sécurité
DFIN	direction financière
DFL	département des finances et du logement
DG	direction générale
DRH	direction des ressources humaines
DSIC	direction des systèmes d'information et de communication
ECO	écoles et institutions pour l'enfance
ENE	énergie
GCI	génie civil
GIM	gérance immobilière municipale
GTG	grand théâtre de Genève
LEX	service juridique
LOM	Logistique et manifestations
MAH	musées d'art et d'histoire
MEG	musée d'ethnographie
MHN	muséum d'histoire naturelle
MHS	musée d'histoire des sciences
SEC	service culturel
SAM	Aménagement urbain et mobilité
SAT	service administratif et technique
SCM	secrétariat du conseil municipal
SDPE	Petite enfance (ex-DPE)
SEEP	sécurité et espace publics
SEVE	Espaces verts
SIS	incendie et secours
SJS	direction et secrétariat du département de la cohésion sociale et de la solidarité
SPC	promotion culturelle
SPF	pompes funèbres, cimetières et crématoires (ex-FUN)
SPO	sports

SRE	relations extérieures
SOC	social
TAX	taxe professionnelle communale
URB	urbanisme
VVP	voirie – ville propre

AUTRES ABRÉVIATIONS USUELLES

ACAM	Association des cadres de l'Administration municipale
ACG	Association des communes genevoises
AEHR	Association pour l'étude de l'histoire régionale
AFC	Administration fiscale cantonale
AIMF	Association internationale des maires francophones
AIMP	Accord intercantonal sur les marchés publics
AM	Agent municipal
AMS	Association des musées suisses
API	Association pour le patrimoine industriel
ASAI	Association suisse des auditeurs internes
ASM	Agent de sécurité municipal
ASPIC	Association pour les intérêts des cyclistes
B	budget
BAC	bâtiment d'art contemporain
BBS	Association des bibliothèques et bibliothécaires suisses
BFQ	budget financier quadriennal
BIPE	bureau d'information petite enfance
BW	business warehouse
C	comptes
CARTS	commission des arts et de la culture
CAS	centres d'action sociale
CCMVL	commission consultative de mise en valeur du livre
CDAG	cabinets d'arts graphiques
CEPTA	centre d'enseignement professionnel technique et artisanal
CEVA	cornavin-eaux-vives-Annemasse
CFE	code de frais par éléments
CFF	chemins de fer fédéraux
CHF	Franc suisse
CESID	certificat de formation continue en information documentaire
CICO	commission de l'informatique et de la communication
CIG	centre d'iconographie genevoise
CMAI	centrale municipale d'achat et d'impression
CMMI	capability maturity model + integration
CMNS	commission des monuments de la nature et des sites
COATTRIM	comité d'attribution immobilière
CODIR	comité de direction

COGESIM	comité de gestion immobilière
CP	commission du personnel
CPR	cours de réanimation cardio-pulmonaire
CRER	centre de rééducation et d'enseignement de la roseraie
CVSC	conférence des villes suisses en matière culturelle
DCTI	département des constructions et des technologies de l'information
DD	développement durable
DDP	droit de superficie distinct et permanent
DFAE	département fédéral des affaires étrangères
DIP	département de l'instruction publique
ENSSIB	école nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
FAPSE	faculté de psychologie et des sciences de l'éducation
FGC	Fédération genevoise de coopération
FIHUAT	Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement du territoire
FMAC	Fonds municipal d'art contemporain
FSASD	Fondation des services d'aide et de soins à domicile
GRTA	Genève région terre d'avenir
HEAA	haute école d'arts appliqués
HEG-ID	haute école de gestion - information documentaire
HES	haute école spécialisée
IDEA	Instrument de description électronique des archives
IMV	Institut et musée voltaire
IPE	Institution de la petite enfance
ISI	Intégration des systèmes d'information
KCHF	milliers de francs suisses
LAC	Loi sur l'administration des communes
MAC	manifestation d'art contemporain
MIOS	millions de francs suisses
OPAIR	ordonnance sur la protection de l'air
OPB	ordonnance sur la protection contre le bruit
OCE	office cantonal de l'emploi
OCM	office cantonal de la mobilité
OCPA	office cantonal pour personnes âgées
OFDT	office fédéral du développement territorial
OCOAE	office communal de l'approvisionnement économique
OMS	organisation mondiale de la santé
PAQ	plan d'achats quadriennal
PB	projet de budget
PAP	Procédure d'approbation de plans
PAM	plan d'achat mobilier
PDTC	plan directeur des transports en commun
PETS	Programme d'emplois temporaires spéciaux
PFI	plan financier d'investissement
PGCP	planification générale de la protection civile communale
PGEE	plan général d'évacuation des eaux
PIQ	plan informatique quadriennal
PLCP	plan directeur des chemins pour piétons

PLQ	plan localisé de quartier
PR	proposition de crédit d'investissement du conseil administratif destinée au conseil municipal
PRV	plan quadriennal de renouvellement des véhicules et engins (hors SIS et voirie)
PS	plan de site
PSDD	programme stratégique de développement durable
RALAC	règlement d'application de la Loi sur l'administration des communes
RESSI	revue électronique suisse de science de l'information
SCI	système de contrôle interne
SEF	scène Ella Fitzgerald
SIDIT	systèmes d'information des infrastructures de télécommunication
SIG	services industriels de Genève
SIPV	système d'information du patrimoine vert
SITG	système d'information du territoire genevois
SITV	système d'information du territoire de la ville
SSVG	service social de la ville de Genève
TCMC	tram cornavin, Meyrin, CERN
TCOB	tram cornavin, onex, Vernex
TGSA	tram grand-saconnex
TPG	transports publics genevois
TSHM	travailleurs et travailleuses sociaux hors murs
TSR	télévision suisse romande
UAC	unité d'action communautaire
UACP	unité d'action communautaire de proximité
UOG	université ouvrière de Genève
ZIC	zone industrielle de Châtelaine (anciennement SIP)